

OBSERVATIONS SUR LE CONSULAT SUFFECT ET LA PRÉTURE DU BAS-EMPIRE

Consulat et préture : deux grandes institutions du droit romain classique. On sait toutefois que les attributions juridiques de ces deux vieilles magistratures républicaines ont décliné à partir des Antonins et que cette décadence s'est accentuée au cours du III^e siècle, avec le triomphe de la procédure extraordinaire des *cognitiones*. Nous voudrions étudier ici l'évolution du IV^e siècle et déterminer la place — modeste assurément — qui a été faite à ces deux fonctions dans le régime institutionnel de Constantin et de ses successeurs. Précisons d'ailleurs que notre propos n'est pas d'examiner tous les problèmes que posent les deux magistratures, en particulier en ce qui concerne le consulat : au sujet de ce dernier, c'est essentiellement le consulat suffect qui retiendra notre attention.

I. — LA RÉFORME DU CONSULAT

Les manuels déjà anciens de Mommsen, Cagnat et Bouché-Leclercq¹ ont démonté avec un soin minutieux les rouages de la carrière sénatoriale sous le Haut-Empire et ont dressé un schéma devenu classique. Le jeune homme de l'*ordo senatorius* exerçait d'abord les fonctions préliminaires (une charge du vigintivirat et le tribunat militaire), puis la questure, qui donnait entrée au Sénat, l'édilité ou le tribunat de la plèbe, la préture ; et c'est aussitôt après la préture et les fonctions « prétoriennes » que prenait place le consulat — ordinaire ou suffect, peu importait. Cet honneur, ainsi accordé à des hommes de trente-deux ans environ, marquait la fin des échelons inférieurs du *cursus* et servait de tremplin pour accéder aux fonctions supérieures, réputées « consulaires », c'est-à-dire attribuées à d'anciens consuls : gouvernement

1. MOMMSEN, *Le droit public romain*, traduction française par P.-F. Girard, t. II. Paris, 1892, p. 192-224 ; R. CAGNAT, *Cours d'épigraphie latine*, 4^e éd. Paris, 1914, p. 91-111 ; A. BOUCHÉ-LECLERCQ, *Manuel des institutions romaines*. Paris, 1886, p. 129-138. Cf. aussi L. HOMO, *Les institutions politiques romaines*. Paris, 1927, p. 417-418.

de certaines provinces, proconsulat d'Asie ou d'Afrique, grandes curatelles romaines. La préfecture urbaine constituait le sommet de la carrière sénatoriale.

Dans l'ensemble, ce schéma traditionnel demeure valable pour le III^e siècle jusqu'à l'époque de Dioclétien. Le changement le plus important est alors la suppression de quelques échelons du début de carrière : on ne trouve plus attestation des fonctions du vigintivirat après le règne d'Alexandre Sévère¹ ; l'échelon édilicio-tribunicien disparaît vers le milieu du siècle² ; le tribunat militaire est lui aussi retiré du *cursus* sénatorial quand est consommée la séparation des pouvoirs civils et des pouvoirs militaires³. Ces suppressions expliquent sans doute que les jeunes clarissimes — terme employé surtout depuis Marc-Aurèle pour désigner les membres de l'ordre sénatorial⁴ — connaissent désormais un avancement plus rapide et parviennent en général au consulat plus tôt qu'auparavant. En outre, en fin de carrière, ils exercent, plus souvent qu'aux siècles précédents, un second consulat — celui-là, toujours ordinaire⁵ — soit avant, soit pendant ou après la préfecture urbaine, mais toujours assez près d'elle⁶.

Un bon exemple de carrière sénatoriale pendant la crise du III^e siècle nous est fourni par le *cursus* de Virius Lupus, qu'a étudié M. Pflaum : le personnage a été *praeses* prétorien d'Arabie un peu avant 259, puis consul suffect aussitôt après ; il est ensuite *praeses* consulaire de Coelé-Syrie à une date inconnue, chargé d'une mission judiciaire en Orient en 270, consul ordinaire (donc *iterum*) en 278, préfet de la Ville de 278 à 280⁷. M. Pflaum note pour cette époque une tendance à ne pas indiquer le consulat suffect dans les inscriptions, qui marquent souvent le consulat ordinaire sans dire qu'il s'agit alors d'un second consulat ; de même, l'itération n'est pas toujours mentionnée sur les

1. MOMMSEN, *op. cit.*, t. IV [1894], p. 304, n. 2.

2. Derniers édiles connus sous Gordien III (*C. I. L.*, VI, 1095). Cf. MOMMSEN, *op. cit.*, t. II, p. 218-219.

3. Dernière mention en 249 (*C. I. L.*, III, 4558). Cf. G. BARRIERI, *L'albo senatorio da Settimo Severo a Carino*. Rome, 1952, p. 5-6.

4. G. BARRIERI, *op. cit.*, p. 1-2.

5. Cf., dans la *Revue des Études latines*, XXVIII, 1951, p. 47-48, le résumé de la belle communication que H.-G. Pflaum a consacrée aux *bis consules* : « Nous ne connaissons, dit M. Pflaum (p. 48), aucun *bis consul* suffect après 104 ; il faut donc suspecter tous ceux des seconds consulats mentionnés par l'Histoire Auguste qui nécessiteraient des dérogations à cette règle. »

6. Sur ce point, cf. MOMMSEN, *op. cit.*, t. V [1896], p. 364 et n. 4.

7. *C. I. L.*, VI, 31775 = Dessau, 1210. Inscription commentée par H.-G. PFLAUM, dans *Syria*, XXIX, 1952, p. 326-330. Cf. aussi C. W. KEYES, *The rise of the equites in the third century of the Roman Empire*, Princeton, 1915, p. 15-17.

fastes. Cette observation est de grande importance à nos yeux ; elle nous montre, en effet, que le consulat suffect, moins apprécié, est en train de se dévaluer ; la voie est préparée pour l'évolution qui mènera à la situation que connaîtra le IV^e siècle.

Encore au début du règne de Dioclétien et Maximien, la carrière sénatoriale garde à peu près le même aspect que sous les règnes antérieurs. A cet égard, les inscriptions de T. Flavius Postumius Titianus, qu'a commentées L. Poinssot, apportent un témoignage éloquent. Ce grand païen a été successivement : questeur, préteur, consul suffect, *corrector* d'Italie transpadane (vers 291), *corrector* de Campanie (vers 292-293), consulaire des eaux et de la Minicia (vers 293-294), proconsul d'Afrique (en 295-296) ; il devient par la suite : consul ordinaire (*iterum*) en 301, préfet de la Ville en 305-306¹. Évidemment, dans ce *cursus*, certaines fonctions ont des noms récents : l'Italie est maintenant divisée en « régions » administrées par des gouverneurs, les *correctores* ; le curateur des eaux prend le nom de *consularis* : Titianus est d'ailleurs le premier correcteur régional italien et le premier consulaire des eaux que nous connaissions. Cependant, l'ordre des fonctions exercées est bien le même qu'au I^{er} et au II^e siècle.

Or, le premier quart du IV^e siècle voit s'accomplir une vraie révolution dans le *cursus* sénatorial et le fait principal est l'ascension du consulat ordinaire, qui devient le couronnement de la carrière des honneurs. Quand et comment s'est réalisée cette grande réforme ? C'est le problème que nous voudrions d'abord évoquer. L'attention a été attirée sur cet « événement considérable » en 1904-1905 par J.-B. Mispoulet, qui inclinait à dater de 315 la réforme du consulat² ; son opinion a été adoptée dans l'ensemble par les savants modernes et notamment par M. Piganiol, qui formule en ces termes la position

1. C. I. L., VI, 1418 et 1419 ; *Année épigraphique* 1914, 249. Cf. L. POINSSOT, dans *Mémoires de la Société des Antiquaires de France*, LXXVI, 1922, p. 264-298. Certains aspects de la carrière de Titianus sont aussi étudiés dans l'article de A. DEGRASSI, *Corrector Italiae in un' epigrafe di Como*, dans *Munera. Raccolta di scritti in onore di Antonio Giussiani*. Côme, 1944, p. 165-175, où semble oublié le fait que Titianus a été sans contestation possible proconsul d'Afrique en 295 (à cause de C. I. L., VIII, 26566, 26567 et 26573, complété par Cagnat-Merlin-Châtelain, *Inscription latines d'Afrique*, 532). Nous avons brièvement signalé notre position sur la création des correctures régionales italiennes, dans *Historia*, IV, 1955, p. 174. Cf. aussi W. ENSSLIN, dans la *Real-Encyclop.* de PAULY-WISSOWA, 2. R., XII, col. 1532-1533, s. v. *Titianus*, 4.

2. Dans son cours libre de l'École des Hautes-Études en 1904-1905 ; cf. des résumés, trop brefs dans *Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions*, 1904, p. 308 et 551 ; 1906, p. 332-333. Déjà, BORGHESI, *Œuvres*, t. V, p. 470, avait pensé à une date postérieure à 312 ; voir aussi A. Cl. PALLU DE LESSERT, *Fastes des provinces africaines*, t. II, p. 44, n. 4, et p. 39.

de Mispoulet : « Constantin porta une grave atteinte à l'ordre traditionnel du *cursus*. Autrefois, il fallait avoir revêtu le consulat avant d'atteindre aux plus hautes dignités de l'État, aux grands gouvernements, aux grandes curatelles. Désormais, le consulat est le degré supérieur de la carrière des honneurs¹. » Il nous paraît, à la lumière de nos propres recherches, que la thèse de Mispoulet, ainsi reprise par M. Piganiol, doit être légèrement révisée et que, si les mesures promulguées effectivement par Constantin vers 315 sont d'une grande importance, elles n'en étaient pas moins préparées par l'évolution antérieure ; peut-être même la responsabilité de la réforme du consulat incombe-t-elle, plus qu'à Constantin, aux tétrarques et à Maxence.

Prenons comme base de discussion la liste consulaire établie pour les années 290-320 par M. Degrassi dans son ouvrage récent, qui remplace maintenant le livre vieilli de Liebenam². A vrai dire, nous ne sommes pas toujours d'accord avec M. Degrassi pour les consulats de cette période ; nous nous permettrons donc de corriger ses conclusions quand cela nous paraîtra nécessaire, en particulier pour les consulats de 311 et 317.

Une étape essentielle a été franchie, croyons-nous, dès avant 305. Elle consiste dans l'attribution de l'éponymie (consulat « ordinaire ») au seul consulat itéré ; le premier consulat est dès lors obligatoirement suffect. Quels sont donc les derniers consulats ordinaires placés en début de carrière, immédiatement après la préture, en excluant évidemment les consulats impériaux ? Nous les trouvons en 295, en 298 et en 301, avec Annius Anullinus et Nummius Tuscus, Virius Gallus et Virius Nepotianus. Il est possible de reconstituer partiellement la carrière d'Anullinus : il a été probablement consul ordinaire en 295, proconsul d'Afrique de 302 à 305, préfet de la Ville en 306-307 et sans doute aussi en 312³. Nummius Tuscus est lui aussi consul ordinaire en 295 : il sera ensuite *curator aquarum* avant d'accéder à la préfecture urbaine en 302⁴. Les deux consuls ordinaires de 295

1. A. PIGANIOI, *L'Empire chrétien*. Paris, 1947, p. 65 ; cf. p. 348. Qu'il me soit permis d'évoquer ici avec reconnaissance la dette immense que j'ai contractée envers mon maître, M. Piganiol, dont les cours d'épigraphie latine en Sorbonne dans les années 1939-1940 et 1940-1941 avaient déjà fait naître les réflexions qui ont suscité la présente étude.

2. A. DEGRASSI, *I Fasti consolari dell'impero romano dal 30 av. Cristo al 613 dopo Cristo*, Rome, 1952, p. 76-79. L'ouvrage de W. LIEBENAM s'intitulait : *Fasti consulares imperii romani von 30 v. Chr. bis 565 n. Chr.*, dans la collection « Kleine Texte für theolog. und philolog. Vorlesungen und Übungen », t. 41-43, Bonn, 1910.

3. Cf. BORGHESE, *Opuscoli*, t. V, p. 470 ; SEECK, dans *P. W.*, I, col. 2651, s. v. *Anullinus*, 5, 6, 7 ; L. POINSSOT, Le proconsul C. Annius Anullinus, dans *Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions*, 1942, p. 26-30.

4. Cf. E. GROAG, dans *P. W.*, XXIV, col. 1413, s. v. *Nummius*, 17, et *C. I. L.*, VI, 31378 b.

sont donc consuls pour la première fois l'un et l'autre. C'est aussi le cas de l'un des consuls éponymes de 298, Virius Gallus, et de même de Nepotianus en 301 : tous deux sont donnés comme consuls pour la première fois par les *Consularia Constantinopolitana*¹ et, si leur carrière ne nous est pas connue, il faut cependant noter que Gallus a été *corrector Campaniae* à une date qui ne peut qu'être postérieure à son premier consulat, le seul qu'il ait eu, celui de 298². A partir de 301, nous ne trouvons plus de consulat éponyme en début de carrière. D'ailleurs, les tétrarques ont de plus en plus tendance à se réserver le consulat, les quatre empereurs l'exerçant à tour de rôle. La multiplication des princes est peut-être une des raisons de l'évolution : les consulats impériaux reviennent plus fréquemment et le consulat ordinaire est par suite plus rarement attribué à des particuliers ; cette rareté même entraîne inévitablement une hausse de prestige. On tend ainsi vers une situation nouvelle : le consulat ordinaire (c'est-à-dire itéré) est placé en gros au niveau de la préfecture urbaine et apparaît nettement revalorisé ; en même temps, de façon inéluctable, le consulat suffect (premier consulat), franchement différencié de l'autre par sa place dans le *cursus*, diminue d'importance.

Cette évolution, déjà sensible avant 305, s'est encore précisée après l'abdication de Dioclétien et Maximien. Systématiquement, les empereurs — en dépit des divergences qui se manifestent entre eux et que révèlent justement les dates consulaires utilisées dans le domaine de chacun d'eux³ — se réservent alors le consulat. Puis, en 310, après neuf ans de consulats impériaux ininterrompus, nous retrouvons — mais seulement dans le domaine oriental de Galère — deux particuliers attestés comme consuls : Tattius Andronicus et Pompeius Probus ; en 311, c'est dans les États de Maxence (Italie, Afrique et peut-être Espagne) que l'éponymie est attribuée à Q. Aradius Rufinus et à C. Caeionius Rufius Volusianus. Après une si longue suite de consulats impériaux, ces personnages apparaissent comme les égaux des familiers des princes. Certes, ces deux couples d'éponymes sont

1. MOMMSEN, *Chron. Min.*, I (*Monum. Germ. Histor., Auctores Antiqu.*, IX), p. 230, qui présente ainsi le consulat de 298 : *Fausto II et Gallo* ; et celui de 301 : *Titianus II et Nepotiano*.

2. C. I. L., X, 3867. Sur Gallus, que le *Chronicon Paschale* appelle, peut-être à tort, Severus Gallus, Oxé, dans *P. W.*, XIII, col. 683, s. v. *Gallus*, 11. Sur Nepotianus, qui épousa un peu plus tard une sœur de Constantin, Ensslin, dans *P. W.*, XXXII, col. 2511, s. v. *Nepotianus*, 1.

3. Sur les divisions que suggèrent les consulats impériaux après 305, cf. en particulier MOMMSEN, *Gesammelte Schriften*, t. VI. Berlin, 1910, p. 324-331 et 338-342. En elles-mêmes ces divisions n'importent pas à notre sujet.

assez différents l'un de l'autre : les consuls orientaux de 310 sont des provinciaux, tandis que leurs collègues italiens de 311 appartiennent à l'aristocratie sénatoriale de la Ville éternelle. Toutefois, ce que l'on sait de leur carrière suffit pour apprécier le rang élevé qu'occupe le consulat dans le *cursus* des uns comme des autres. Arrêtons-nous un instant au cas de ces deux paires de consuls qui constituent un jalon important dans l'évolution que nous étudions.

Un papyrus égyptien nous enseigne que Probus et Andronicus étaient en 310, non seulement les deux consuls, mais également les deux préfets du prétoire de Galère¹. Si le même couple de personnages cumule les deux fonctions, c'est que ces deux charges (consulat ordinaire et préfecture du prétoire) sont alors considérées comme à peu près égales en prestige. Or, on sait qu'au III^e siècle, peut-être depuis le règne d'Alexandre Sévère, la préfecture du prétoire est devenue une fonction sénatoriale et que le titre de *vir eminentissimus*, qui est spécialement affecté à ses titulaires au IV^e comme au III^e siècle, n'exclut pas leur qualité de sénateur et de *vir clarissimus*²; il nous semble qu'au début du IV^e siècle le titre de *vir eminentissimus* est plus particulièrement réservé aux préfets prétoriens de naissance équestre qui ont été versés dans l'ordre sénatorial par le procédé de l'*allectio inter consulares* avant même d'exercer la préfecture³. En tout cas — et c'est ce qui nous importe — la préfecture du prétoire, fonction clarissime inférieure au consulat avant Dioclétien, s'est élevée dans la

1. F. PREISIGKE, *Griech. Papyri der Univ.-und Landesbibliothek zu Strassburg*, 42, 1; cf. U. WILCKEN, *Grundzüge und Chrestomathie der Papyruskunde*, I, 2, p. 246, et J.-R. PALANQUE, *Essai sur la préfecture du prétoire du Bas-Empire*. Paris, 1933, p. 2, n. 9. Le préfet Probus est donc distinct du *magister memoriae* de 297, que Pierre le Patrice (fragm. 14) nomme Sicorius Probus.

2. Nous suivons ici l'avis de E. STEIN, *Geschichte des spätrom. Reiches*, t. I. Vienne, 1928, p. 53, n. 2 et de P. LAMBRECHTS, *La composition du Sénat romain de Septime-Sévère à Dioclétien*. Budapest, 1937, p. 104-108. Cf. aussi L. L. HOWE, *The pretorian prefects from Commodus to Diocletian*. Chicago, 1933, p. 120-123; H.-G. PFLAUM, *Le marbre de Thorigny*. Paris, 1948, p. 38-40; W. HARTKE, *Römische Kinderkaiser. Eine Strukturanalyse römischen Denkens und Daseins*. Berlin, 1951, p. 297-298; S. MAZZARINO, *Aspetti sociali del quarto secolo*. Rome, 1951, p. 357-362. Nous rejetons donc l'avis d'A. STEIN, *Der römische Ritterstand* (*Münchener Beiträge zur Papyrusforschung und antiken Rechtsgeschichte*, Heft 10, 1927), p. 245 et suiv., et de A. PASSEBINI, *Le corti pretorie*. Rome, 1939, p. 226, au moins à partir du milieu du III^e siècle.

3. L'inscription de Tropaea C. I. L., III, 13734 = Dessau, 8938 cite vers 316 les deux préfets; elle nomme Petronius Annianus *c. c.* et Julius Julianus *c. em.* Or, Annianus, qui doit être clarissime de naissance, est consul dans le cours même de sa préfecture en 314; Julianus, clarissime par voie d'*allectio*, lui est inférieur en rang : il ne sera consul qu'à sa sortie de charge en 325. Sur ce Julianus, grand-père maternel de l'empereur Julien, J. BIDEZ, *Le père de Basiline*, dans *Mélanges Paul Thomas*, p. 57 et suiv.; il est préfet d'Égypte avant sa préfecture du prétoire.

hiérarchie des honneurs sous la tétrarchie et au début du iv^e siècle.

Il nous est assez difficile de suivre cette évolution, faute d'inscriptions de préfets suffisamment nombreuses et explicites. On constate pourtant qu'au début du règne de Dioclétien la préfecture du prétoire n'est que très légèrement inférieure au consulat, ce dernier s'exerçant généralement un peu après le début de celle-ci et souvent en cumul avec elle. A cet égard, les carrières d'Aurelius Aristobulus, d'Afranius Hannibalianus et de Julius Asclepiodotus sont pour nous des témoignages décisifs¹. Aristobulus est préfet en 284 sous Carin, puis au début du règne de Dioclétien ; il est consul dès 285 ; il sera ensuite proconsul d'Afrique de 290 à 294 et préfet de la Ville en 295-296². Hannibalianus est préfet du prétoire dans la première partie du règne ; il l'est probablement encore pendant son consulat de 292 ; lui aussi exercera plus tard la préfecture urbaine en 297³. De même, Asclepiodotus, préfet du prétoire attesté de 292 à 296, est très probablement entré en fonction avant de devenir consul en 292 avec son collègue Hannibalianus⁴.

A notre avis, cette situation ne dura pas et, après 301 tout au moins, la préfecture fut considérée comme supérieure au consulat (c'est-à-dire désormais au consulat suffect). Il nous semble en effet que ses titulaires furent dorénavant ou bien des clarissimes de naissance qui avaient déjà exercé le consulat ou bien des chevaliers qui avaient, avant leur entrée en charge — ou, en certains cas, à l'occasion de celle-ci — bénéficié d'une *allectio inter consulares*. Cette promotion de la préfecture du prétoire s'explique peut-être par le rôle joué par les préfets comme chefs militaires dans les guerres étrangères et civiles de cette période⁵. Cette observation prend surtout de la valeur pour

1. Se reporter à la liste des préfets du prétoire qu'a donnée W. ENSSLIN, dans *P. W.*, XXII, 2 (1954), col. 2425.

2. A. STEIN, dans *Prosop. imp. rom.*³, t. II, p. 163, n° 806 ; L. L. HOWE, *The pretorian prefects*, p. 84, n° 58.

3. A. STEIN, dans *P. I. R.*³, t. I, p. 75, n° 444 ; L. L. HOWE, *op. cit.*, p. 84, n° 59. Dans l'inscription d'Oescus (Dessau, 8929), les titres impériaux de Dioclétien paraissent reporter à la première partie du règne, avant 290 (il n'est pas encore *Sarmaticus*). Hannibalianus serait le premier mari de la Syrienne Eutropia, qui épousa ensuite l'empereur Maximien avant 289, selon E. GROAG, dans *Oesterreichische Jahreshefte*, X, 1907, p. 288-289 ; sa fille, Théodora, épousa Constance vers 289.

4. SEECK, dans *P. W.*, II, col. 1637 ; s. v. *Asklepiodotos*, 5 ; L. L. HOWE, *op. cit.*, p. 84, n° 60. Les débuts de la fonction se placent même probablement avant 290, à cause de l'inscription d'Oescus.

5. Il convient de noter qu'au même moment les attributions du préfet du prétoire ont été diminuées, du fait de la création des *vicarii praefectorum praetorio* : cf. W. SESTON, *Dioclétien et la tétrarchie*, t. I, p. 335 et suiv. Il n'y a pas contradiction, car, de tout temps,

le règne de Maxence, puisque le fils de Maximien a été porté au pouvoir à Rome en octobre 306 par les cohortes prétoriennes, qui sont demeurées ensuite jusqu'en 312 son plus fidèle soutien ; il n'est donc pas étonnant que Maxence ait favorisé l'ascension du chef des cohortes, le préfet du prétoire. Nous croyons d'ailleurs que ses adversaires, Galère et Sévère notamment, ont adopté sur ce point la même politique que lui. Le préfet de Sévère en 307, Anullinus, qui passa en pleine guerre au service de Maxence, appartenait à une grande famille sénatoriale ; un de ses parents, C. Annius Anullinus, était alors préfet de la Ville¹. Et, même si nous ne pouvons rien dire de Manlius Rusticianus — un ancien perfectissime qui devint clarissime par *allectio* et fut préfet du prétoire de Maxence à une date imprécise² — et de Ruricius Pompeianus — préfet en 312 lors de la lutte finale contre Constantin³ — nous en venons à penser que, lorsque Probus et Andronicus cumulèrent le consulat ordinaire et la préfecture du prétoire en 310, la préfecture avait gravi un échelon supplémentaire ; à notre sentiment, ils avaient été consuls suffects auparavant ou bien, clarissimes de fraîche date, ils avaient été versés directement parmi les *consulares* ; et c'est pratiquement le consulat *bis* — qui avait seul droit à ce moment à l'éponymie — qu'ils revêtaient en même temps que la préfecture. Autrement dit, la préfecture du prétoire avait alors sensiblement le rang traditionnellement reconnu à la préfecture de la Ville⁴. Ascension rapide, qui témoigne du caractère véritablement révolutionnaire de la période tétrarchique dans le domaine des institutions.

C'est en septembre 311, selon le Chronographe de 354, que Maxence se décida à nommer des particuliers comme consuls éponymes dans les États qu'il contrôlait. Il y a certes une erreur dans le libellé que donne ce texte : *Rufino et Eusebio*⁵ ; et M. Degrassi, après Liebenam, a eu raison d'éliminer Eusebius. Cependant, nous ne comprenons

les promotions honorifiques ont servi à masquer les disgrâces et les retraits d'attributions. D'ailleurs, c'est bien ce qui se passe pour le consulat du IV^e siècle, qui devient l'honneur le plus élevé au moment où la fonction a perdu pratiquement son ancienne compétence.

1. Zosime, II, 10, 1. Cf. SEECK, *Geschichte des Untergangs des antiken Welt*, t. I⁴, p. 79 et 83.

2. C. I. L., VI, 36949 et XIV, 4455. Cf. A. STEIN, dans *Hermès*, LX, 1925, p. 94-102 et 260.

3. *Paneg. Lat.*, IX, 8, 1 et X, 25, 4, éd. Galletier, t. II, p. 130 et 186.

4. L'ascension de la préfecture du prétoire a donc accompagné l'ascension du consulat ordinaire : s'il en est bien ainsi, elle a dû se produire entre 301 et 310.

5. MOMMSEN, *Chron. Min.*, I, p. 67.

pas pourquoi il ne retient qu'un nom : celui de Volusianus, alors que c'est évidemment le nom de Volusianus qui a été déformé, par une faute inexplicable, en Eusebius ; il nous semble que le nom de Rufinus comme premier consul doit être d'autant plus conservé que les *Consularia Constantinopolitana* nous donnent la formule exacte : *Rufino et Volusiano*¹. Nous proposons donc de reconnaître comme consuls de Maxence en septembre 311 les deux sénateurs romains bien connus par ailleurs : Aradius Rufinus et C. Caeionius Rufius Volusianus.

Volusianus a été consul suffect dès avant 282, puis *corrector Italiae* (282-289), proconsul d'Afrique (305-307) ; dans des circonstances exceptionnelles, il devient préfet du prétoire de Maxence en 310 et entreprend la lutte contre l'usurpateur africain Domitius Alexander, puis est rappelé à Rome où il est investi de la préfecture urbaine le 28 octobre 310 et est donc préfet de la Ville depuis déjà dix mois quand il prend possession des faisceaux en septembre 311². Ce qu'il faut certainement retenir de cette carrière, c'est que la préfecture du prétoire s'est rapprochée de la préfecture urbaine, c'est-à-dire du consulat *bis* et cette observation nous confirme que Probus et Andronicus étaient bien assimilés en 310 à des *consules iterum*. Quant à Aradius Rufinus, il a été consul suffect, puis peut-être proconsul d'Afrique avant son consulat, qui est ainsi un consulat itéré, et il sera nommé préfet de la Ville l'année suivante, le 9 février 312³.

Par ces cumuls de fonctions, Rufinus et Volusianus, tout comme Probus et Andronicus, font figure d'hommes de confiance ; ils sont alors consuls pour la deuxième fois ; le prestige du consulat ordinaire en est singulièrement rehaussé. Par contre, on ne compte plus dans les inscriptions le consulat suffect du début de carrière ; on omet même de dire *consul iterum* quand on mentionne le consulat ordinaire ; en 311, cet usage paraît nettement établi. Pour l'essentiel, la réforme du consulat est donc antérieure à 312 : elle consiste dans l'attribution exclusive de l'éponymie au consulat itéré. La préfec-

1. MOMMSEN, *Chron. Min.*, I, p. 231.

2. Sur ce *cursus* délicat, SRECK, dans *P. W.*, III, col. 1859, s. v. *Ceionius*, 17 et 18 ; PALLU DE LESSERT, *op. cit.*, p. 16-18 ; *P. I. R.*¹, t. III, p. 141, n° 117 et L. POINSSOT, dans *Mém. de la Soc. des Antiq. de France*, 1922, p. 323-341. Nous adoptons le point de vue de ce dernier, point de vue qui s'est trouvé confirmé par les utiles remarques de L. LAFFRANCHI, dans *Namismatica*, XIII, 1947, p. 17-20 et de P. SALAMA, dans *Mélanges A. W. Byvanck = Bulletin van de Vereniging t t Bevordering der Kennis van de antieke Beschaving* (Leyde), XXIX, 1954, p. 72-73. Cf. aussi un article de P. SALAMA, à paraître prochainement dans *Libyca*.

3. SRECK, dans *P. W.*, II, col. 371, s. v. *Aradius*, 4 ; GROAG, dans *P. I. R.*², t. I, p. 198, n° 1015 et 1017. Nous adoptons ici le point de vue de A. FIGANIEL, *L'empereur Constantin*. Paris, 1932, p. 63. Nous reviendrons ailleurs sur ce *cursus*.

ture urbaine demeure égale au consulat éponyme ainsi compris comme elle était égale au III^e siècle au consulat *bis*, sans que la place respective des deux fonctions soit davantage stabilisée qu'auparavant : l'exemple des consuls de 311 suffit à s'en convaincre.

Après sa victoire de 312, Constantin n'a donc guère eu à innover. Il a gardé le consulat ordinaire revalorisé — toujours supérieur aux gouvernements de provinces et aux proconsulats — que lui ont transmis ses prédécesseurs. En 314, il accorde un second consulat ordinaire à Rufius Volusianus, au cours même d'une seconde préfecture urbaine, affectant de ne pas compter les deux mêmes fonctions exercées sous Maxence, et il lui donne pour collègue Petronius Annianus, qui est en même temps préfet du prétoire¹. En 316, les éponymes sont Vettius Rufinus, qui est préfet de la Ville au même moment, à moins qu'il ne soit le père du préfet si l'on admet l'hypothèse ingénieuse de Groag², et Caecina Sabinus, qu'une inscription classait déjà parmi les principaux aristocrates romains à l'époque de Dioclétien ou de Maxence³. Les consuls de 317 sont, dans des conditions analogues, Septimius Bassus, préfet urbain en mai 317⁴, et Ovinus Gallicanus, son prédécesseur en 316-317.

La seule question qui se pose désormais est de savoir laquelle de ces deux fonctions (consulat et préfecture urbaine), ainsi placées à égalité de prestige, doit être exercée la première. L'incertitude que l'on a constatée à ce sujet à la fin du règne de Maxence se maintient encore jusque vers le milieu du IV^e siècle⁵; les hésitations ne cesseront qu'en 346 et désormais le consulat l'emportera sur les deux préfectures de la Ville et du prétoire mises sur un pied d'égalité⁶. Le consulat

1. *C. I. L.*, III, 13734 = Dessau, 8938; OPTAT, dans *Corpus Script. Eccles. Lat.* de Vienne, t. XXVI, p. 212, append. VIII (rescrit daté du 27 févr. 316). Cf. SEECK, dans *P. W.*, I, col. 2258, s. v. *Annianus*, 5 et J.-R. PALANQUE, *op. cit.*, p. 3.

2. E. GROAG, *Die Reichsbeamten von Achaia in spätröm. Zeit.* Budapest, 1946, p. 16-21.

3. *C. I. L.*, VI, 37118.

4. Sur ce point, il faut corriger les fastes de Degraisi, qui continue de s'en tenir à la vieille thèse de de Rossi (Junius Bassus consul en 317 et un certain Annianus Bassus en 331); car G. LUGLI, dans *Rivista di archeol. Crist.*, IX, 1932, p. 221, a démontré à notre avis que le consul de 331 est bien celui de la basilique de Junius Bassus et qu'il n'existe pas de personnage appelé Annianus Bassus. Dans ces conditions, il est logique de voir dans le préfet urbain de 317, Septimius Bassus, le consul Bassus de la même année. Sur le consulat de 331, voir en dernier lieu *P. Strasb.*, 129 (éd. P. Collomp, Paris 1948; cf. aussi *P. Strasb.*, 43, et *P. Oxy.*, VI, 990).

5. En général, le consulat est légèrement supérieur à la préfecture de 312 à 325, légèrement inférieur de 325 à 337.

6. L'égalité des deux préfectures est affirmée en 372 par *C. Theod.*, VI, 7, 1; la supériorité du consulat est notée en 382 par *C. Theod.*, VI, 6; cf. aussi VI, 4, 12 en 361, qui sous-entend

devient donc véritablement le *culmen* de la carrière sénatoriale. Notons qu'à partir de Valentinien I^{er} il ne sera plus réservé aux seuls clarissimes parcourant une carrière traditionnelle, mais qu'il sera souvent confié aussi à des généraux ou à des bureaucrates. La carrière sénatoriale classique et la carrière bureaucratique — qui auront tendance de plus en plus à mélanger leurs divers échelons — auront alors le consulat comme point d'aboutissement commun.

Ainsi donc, la réforme du consulat ordinaire, correspondant par sa place dans le *cursus* à l'ancien consulat itéré, est au fond antérieure à Constantin. Le rôle de ce dernier a cependant été important : car il a rendu cette évolution définitive en réformant le consulat suffect.

II. — LE CONSULAT SUFFECT

A la règle intangible qui fait du consulat ordinaire, à partir de 346-347, le plus haut degré de la carrière des honneurs, il y a pourtant dans le cours du iv^e siècle deux exceptions sur lesquelles il convient d'insister. C'est d'abord le cas des consuls éponymes de 359 : Eusebius et Hypatius ; tous deux sont très jeunes quand cette dignité leur est conférée ; l'un d'eux, Hypatius, sera ensuite vicaire de Rome en 363 et, bien plus tard, préfet urbain en 379 et préfet du prétoire en 382-383¹. Mais cette anomalie criante trouve son explication quand on sait que ces deux personnages sont les propres frères de l'impératrice Eusébie ; dès lors, leur cas est celui de la famille impériale, qui, par essence, échappe aux règles habituelles. La seconde exception est constituée par les consuls de 395, Probinus et Olybrius : ce sont les fils du grand préfet du prétoire chrétien Probus ; Claudien, dans leur panégyrique, insiste justement sur le caractère inhabituel de leur consulat placé en début de carrière : « Vous commencez, leur dit-il, par où les autres finissent. Peu de gens ont atteint dans leur vieillesse les dignités par lesquelles vous débutez et vous arrivez au terme de la carrière avant même que la fleur de la jeunesse n'ombrage vos joues et que votre visage ne se pare d'un aimable duvet². » On ne saurait donc mieux

ces règles hiérarchiques. Les titulaires des trois fonctions ont rang d'*illustres* depuis le début du règne de Valentinien I^{er}.

1. SRECK, dans *P. W.*, IX, col. 249, s. v. *Hypatius*, 2 et 3 ; *Die Briefe des Libanius*, p. 181 (Hypatius III). Pour Eusebius, SRECK, dans *P. W.*, VI, col. 1366-1367, s. v. *Eusebius*, 3 ; *Die Briefe des Libanius*, p. 138 (Eusebius II).

2. CLAUDIEN, *Paneg. Probin. et Olybr.*, v. 66-69 ; trad. de V. Crépin, dans les *Classiques Garnier*, t. I, p. 16-17.

dire que ne le fait le poète combien l'exception constituée par la carrière des deux jeunes gens ne fait que confirmer la règle générale. En 395 comme en 359, les circonstances expliquent le choix du prince, qui a voulu honorer de façon tout à fait particulière les personnages désignés en transgressant les usages les mieux établis.

Mais il n'est pas sans intérêt pour nous de constater que, dans ces deux occasions, le consulat, attribué à de jeunes hommes, a retrouvé tout naturellement sa place ancienne entre la préture et les gouvernements de provinces. Cette place est celle normalement dévolue au consulat suffect depuis 301. Le prestige du consulat initial, toujours privé de l'éponymie, a bien vite diminué; tout comme la questure et la préture, on néglige le plus souvent de le faire figurer dans les inscriptions et même, sous Constantin, à une date comprise entre 312 et 320, soit, comme le voulait Mispoulet, aux environs de 315, l'échelon a cessé d'être obligatoire pour les membres de l'aristocratie romaine.

C'est, en effet, avant 320, et sans doute même avant 315, que Coelius Censorinus, Sex. Anicius Paulinus et Turcius Secundus ont été consuls suffects¹. Les premiers fonctionnaires qui, à coup sûr, ont sauté cet échelon sont Valerius Proculus² et Lollianus Mavortius³ : ils ont signalé dans leur cursus la questure et la préture; ils auraient certainement cité aussi le consulat suffect s'ils l'avaient exercé. Valerius Proculus en est à ce stade de sa carrière vers 318-320, Lollianus Mavortius vers 320-323. Comme l'a suggéré Mispoulet, la réforme constantinienne a eu pour conséquence un changement de signification du titre de *consularis*, qui ne désigne plus forcément désormais un ancien consul : la multiplication des *consulares* et l'avilissement de la consularité ont accompagné la réforme du consulat suffect⁴.

1. *C. I. L.*, X, 3732 pour Censorinus; *C. I. L.*, VI, 1768, 1769, 1772 pour Turcius Secundus; *C. I. L.*, VI, 1680 pour Sex. Anicius Paulinus, indiqué comme deux fois consul alors que nous ne lui connaissons qu'un consulat ordinaire, en 325.

2. *C. I. L.*, VI, 1684 et 1690. Cf. L. POINSSOT, dans *Revue Africaine*, LXXXVII, 1943, p. 159-162.

3. *C. I. L.*, VI, 1695, 1696, 1723; X, 1696; DESSAU, 1224 b. Cf. SEECK, dans *P. W.*, XXVI, col. 1371, s. v. *Lollianus*, 10, et dans *Mitteil. des deutschen archäolog. Instituts, Rom. Abt.*, XX, 1905, p. 283-285; L. CANTARELLI, dans *Bullett. della Commiss. Archeol. Comun. di Roma*, 1906, p. 15-17.

4. Le titre de *consularis* est donné en particulier sous Dioclétien à certains gouverneurs de provinces et au *curator aquarum*, personnages qui ont exercé auparavant le consulat (toujours suffect après 301); il est donné peu à peu entre 312 et 330 à d'autres gouverneurs, aux curateurs des travaux publics, au curateur du Tibre et des égouts; depuis 315 environ, ces *consulares* ne sont plus forcément d'anciens consuls. Mais le titre suppose toujours un rang supérieur aux consuls suffects; s'il s'est avili, c'est que le consulat suffect s'est lui-

Cependant, après 315, le consulat suffect du début de carrière n'a pas disparu ; il est même attesté plus fréquemment qu'on ne le dit d'ordinaire, mais on ne le trouve plus dans le *cursus* des grandes familles urbaines ; il paraît attribué à de récents *allecti*¹ ou à des clarissimes de familles moins connues et c'est dans ce sens qu'Ammien a pu reprocher à Constantin d'avoir accordé le consulat à des barbares². Le prestige du consulat suffect a donc considérablement baissé et ses attributions se sont réduites à peu de chose ; c'est certainement la raison pour laquelle l'empereur a accepté très tôt de se dessaisir de la nomination de ses titulaires : Constantin l'a abandonnée au Sénat dès 335-337³ ; encore au milieu du v^e siècle, la séance sénatoriale officielle du 9 janvier était consacrée à cette élection⁴.

Les listes de suffects dressées par Borghesi et par M. Piganiol⁵ sont incomplètes. Borghesi n'en comptait que cinq et encore deux

même dévalorisé. La *consularitas* accordée à de nombreuses catégories de personnages à la fin du iv^e ou au v^e siècle est donc un titre équivalent à celui des *allecti inter consulares* : elle entraîne l'admission dans l'ordre sénatorial et place d'emblée les promus au niveau des anciens consuls suffects.

1. Nous entendons le mot *allectio* dans son sens général : introduction de non-clarissimes dans l'ordre sénatorial ; le fait nouveau du iv^e siècle, c'est que les *allecti* sont choisis par le Sénat lui-même, système de cooptation qui n'exclut pas une ratification postérieure par le prince (du moins à Rome, puisqu'à Constantinople, probablement à partir de 359, l'avis du prince intervient avant le vote — décisif — du Sénat, comme le montre Paul PETIT dans son article *Les sénateurs de Constantinople dans l'œuvre de Libanius*, à paraître prochainement dans *L'Antiqu. Class.*). Ch. LÉCRIVAIN, *Le Sénat romain depuis Dioclétien*, Paris, 1888, p. 15-23, croit qu'il n'y a *allectio* que lorsque le nouveau clarissime est en même temps dispensé de la préture. Il nous semble que, seule, l'*allectio inter consulares* entraîne l'exemption de la préture et du consulat suffect : cf. à ce sujet SYMM., *Rel.*, 5, qui demande la ratification du prince pour l'*allectio* du philosophe Celsus et qui précise *in fine* qu'il conviendrait que ce soit une *allectio inter consulares*, pour qu'il n'ait pas à exercer les charges coûteuses de la préture et du consulat suffect. Cette dernière fonction n'est donc exercée que par des *allecti* qui n'ont pas bénéficié de la faveur d'une *allectio inter consulares*.

2. Ammien, XXI, 10, 8, dans des propos qu'il prête à Julien en 361 : *eum [Constantinum] aperte incusans, quod barbaros omnium primus adusque fasces auzerat et trabas consulares*. Cf. A. ALFÖLDI, *The conversion of Constantine and pagan Rome*. Oxford, 1948, p. 119, n. 2.

3. *C. I. L.*, VI, 1708 = Dessau, 1222. Cf. SERCK, dans *Hermès*, XIX, 1884, p. 186-197.

4. Fastes de Polemius Silvius (*C. I. L.*, I², p. 257) : *senatus legitimus. Suffecti consules designantur sive praetores*. Allusion à l'élection des suffects et des préteurs par le Sénat dans SYMM., *Rel.*, 45, qui rend compte de la séance du 9 janvier 385. Une allusion anachronique de l'Histoire Auguste cite sous Alexandre Sévère des consuls suffects nommés le 9 janvier : *consulatum ter iniiit tantum ordinarium ac primo nundinio sibi alios semper suffecit* (*Alex. Sev.*, 28, 1 ; cf. aussi 43, 2). MISPOULET a noté (*Comptes rendus Acad. des Inscr.*, 1906, p. 332-333) que l'Histoire Auguste, dans ces deux passages et dans deux autres (*Aurel.*, 13-14 et *Tacit.*, 9, 6) mentionne au III^e siècle le consulat tel que l'a réformé Constantin et suppose les suffects nommés par le Sénat.

5. BORGHESI, *Œuvres*, t. VIII, p. 259 ; A. PIGANIOI, *L'Empire chrétien*, p. 349, n. 32.

d'entre eux sont-ils à éliminer de la liste : Caecionius Rufius Albinus est consul ordinaire en 335 ; quant à Aurelius Avianius Symmachus, père de l'orateur Symmaque, il a été consul ordinaire désigné pour 377, mais est mort en 376 avant d'avoir effectivement exercé sa charge¹. M. Piganiol retient seulement quatre noms, dont deux (Apronianus et Nummius Albinus) nous paraissent contestables. A notre avis, l'inscription d'Apronianus, qui mentionne sans aucun doute un consulat suffect, rapporte cette fonction, non pas à Apronianus lui-même, mais à son grand-père Turcius Secundus². Un autre texte épigraphique qualifie Nummius Albinus de *consul ordinarius iterum*³ : nous en déduisons que ce personnage n'est pas clairement signalé comme consul suffect et qu'il peut avoir été deux fois consul ordinaire ; certes, ces deux consulats éponymes nous échappent et posent un problème irritant : nous suggérons, à titre d'hypothèse, de placer l'un de ces deux consulats éponymes sous l'usurpation de Népotien ou celle de Magnence, donc en 350 ou 351, puisque nous ne connaissons pas les consuls qu'avaient désignés ces deux princes en ces deux années et dont l'éponymie ne devait être valable que dans les États qu'ils contrôlaient ; en tout cas, il n'est pas certain que, malgré le texte explicite de l'inscription, Nummius Albinus a été une seule fois consul ordinaire (à une date inconnue) et auparavant consul suffect (à une date non moins inconnue) ; nous préférons croire qu'il a été effectivement deux fois consul ordinaire à des dates inconnues⁴. Jusqu'à plus ample informé, nous éliminons donc Nummius Albinus de la liste des suffects et, des listes proposées par Borghesi et M. Piganiol, nous ne retenons finalement que cinq noms : Coelius Censorinus, Memmius Vitrasius Orfitus et Paulin de Nole d'une part, Turcius Secundus et Crepereius Madalianus d'autre part.

Tout compte fait, nous dénombrons, postérieurement à 312, dix

1. Cf. *C. I. L.*, VI, 1698 = Dessau, 1257. C'est dans les mêmes conditions que Prétextat est mort à la fin de 384 alors qu'il était consul désigné pour 385 (*Symm., Rel.*, 12 ; *C. I. L.*, VI, 1778 et 1779).

2. *C. I. L.*, VI, 1769 ; cf. 1768 où cette interprétation est indiscutable. De même, il faut sans doute lire *consuli[s]* et non *consuli* dans 1772 : nous ne comptons donc pas dans la liste L. Turcius Secundus junior, frère d'Apronianus. Sur les inscriptions des Turcii, cf. BORGHESI, *Ævres*, t. III, p. 159-174.

3. *C. I. L.*, VI, 1748. MOMMSEN, *Gesamm. Schriften*, t. VI, p. 333-334, a montré qu'il n'était pas le consul de 345.

4. L'hypothèse d'un consulat sous Népotien ou Magnence a déjà été formulée par de Rossi. GROAG, dans *P. W.*, XVII, col. 1411-1412, s. v. *Nummius*, 11, suivi par DEGRASSI, *Fam. Consolari*, p. 131, suggère que, pour le second consulat, il a pu être seulement désigné et qu'il serait décédé, comme Avianius Symmachus et Prétextat, avant d'avoir réellement pris les faisceaux.

consuls suffects (et peut-être onze) nommément désignés. Quatre d'entre eux appartiennent au règne de Constantin : aux trois que nous avons cité déjà pour la période 312-320 (peut-être 312-315), soit Coelius Censorinus, Turcius Secundus et Sex. Anicius Paulinus, s'ajoute L. Crepereius Madalianus vers 325¹. Puis vient Memmius Vitrasius Orfitus, qui a pu remplir cette fonction aux environs mêmes de 337, un peu avant la mort de Constantin ou un peu après sous Constantin II ou Constant². Nous trouvons encore : sous Julien ou Valentinien I^{er}, Basilius senior³; puis, sous Gratien, Paulin de Nole en 378⁴ et Ragonius Vincentius Celsus⁵; à des époques mal déterminées : Insteius Pompeianus⁶ et Thalassius⁷. Le onzième, moins sûr, est Quintilius Laetus à l'époque théodosienne⁸.

Remarquons que tous ces suffects nous sont signalés pour l'Occident, et spécialement pour la ville de Rome. Nous en déduisons que, selon toute vraisemblance, il n'existait pas de fonction équivalente en Orient, particulièrement à Constantinople. D'autre part, à partir de Madalianus, il s'agit de clarissimes de second ordre, n'appartenant pas aux grandes familles romaines; certains sont d'origine provinciale, comme l'Espagnol Basilius et le Gaulois Paulin; le plus éminent, Orfitus, est lui-même de naissance obscure et doit sa notoriété et son ascension ultérieures au rôle qu'il a joué auprès de Constance dans la lutte contre Magnence⁹.

1. C. I. L., XIV, 4449. Cf. G. CALZA, dans *Notizie degli Scavi*, 1925, p. 73-78, dont le commentaire est d'une valeur très médiocre.

2. C. I. L., VI, 1739, 1740, 1741, 1742.

3. Himer., *Or.*, XIII, 9. Cf. E. GROAG, *Die Reichsbeamten von Achaia in spätröm. Zeit*, p. 52, n. 2.

4. Ausone, *Ep.*, 20, v. 3-4 et 25; 25, v. 60-61. Cf. HELM, dans *P. W.*, XXXVI, col. 2333.

5. C. I. L., VI, 1760 = XIV, 173.

6. C. I. L., VI, 32000 = SILVAGNI, *I. C. U. R.*, n. s., I, 307. Cf. E. JOSI, dans *Rivista di Archeol. Crist.*, XIII, 1936, p. 21.

7. Médaillon LIX, 9, dans A. ALFÖLDI, *Die Kontorniaten. Ein verkanntes Propagandamittel der stadtröm. heidnischen Aristokratie in ihrem Kampfe gegen das christliche Kaisertum*. Budapest-Leipzig, 1943 et p. 24. Cf. S. MAZZARINO, dans *Doxa*, IV, 1951, p. 130-131.

8. C'est de Quintilius Laetus, préfet urbain de 398-399 (C. I. L., IX, 4051; cf. S. MAZZARINO, *Silicone. La crisi imperiale dopo Teodosio*. Rome, 1942, p. 356-357) que parle saint Jérôme, *Ep.*, 54, 6, quand il s'adresse à la vierge Furia : *pater tuus, quem ego honoris causa nomen, non quia consularis et patritius, sed quia christianus est, impleat nomen suum. Laetetur filium genuisse Christo non saeculo*. Il ne s'agit pas d'Hilarius, préfet de 408, comme pensait Seeck, éd. de Symmaque, p. CXXIX. Mais le terme employé, *consularis*, est trop vague pour justifier des conclusions assurées. Cf. d'autres *virii consulares*, catalogués par H. G. PFLAUM, dans *Revue de Philol.*, XXX, 1956, p. 71.

9. Sur ce personnage, SEECK, dans *P. W.*, 2. R., VII, col. 1144, s. v. *Symmachus*, 16; A. ALFÖLDI, *Die Kontorniaten*, p. 54; A. CHASTAGNOL, dans *Annales Ec.-Soc.-Civ.*, 1950, p. 166-183.

Le consulat suffect du IV^e siècle est bien le successeur théorique du consulat suffect des siècles antérieurs, puisqu'il prend place dans le *cursus* au rang traditionnel, immédiatement après la préture, avant les gouvernements provinciaux : les inscriptions d'Orfitus sont formelles sur ce point et sont confirmées par celles de Vincentius Celsus et de Crepereius Madalianus. La fonction convient à de tout jeunes hommes, comme il est dit expressément pour Orfitus¹; en 378, au moment de son consulat, Paulin de Nole est âgé de vingt-quatre ans². Le suffect porte les vêtements et insignes consulaires dans les mêmes conditions que le consul ordinaire³.

Cependant, malgré cette filiation apparente, le consulat suffect post-constantinien n'a plus aucun rapport avec l'ancien, puisque — incontestablement — le consulat ordinaire est attribué pour l'année pleine⁴. Le consul suffect n'a plus la compétence générale qui lui était dévolue autrefois pendant la période de l'année où il était le consul effectif⁵. En fait, il est un suppléant, qui n'exerce sa fonction qu'à Rome : ses attributions paraissent se réduire, en l'absence des consuls ordinaires qui vivent généralement à la cour, à l'organisation de jeux et à un rôle d'apparat lors de certaines fêtes, surtout celle du *natalis urbis* le 21 avril, à l'occasion de laquelle il entre officiellement en fonction⁶.

1. *C. I. L.*, VI, 1741 : *consuli, praetori, quaestori k(andidato) atque his omnibus ab ipsa juventute perfuncto*.

2. HELM, dans *P. W.*, XXXVI, col. 2333.

3. Faisceaux et licteurs (*C. I. L.*, VI, 32000), chaise curule et lemnisque (Ausone, *Ep.*, 20, 4-6 et 25, 60), toge spéciale ou *trabea* (Symm., *Ep.*, VI, 40; Ausone, *Ep.*, 25, 60). Sur les insignes et les attributions des consuls, MOMMSEN, *Droit public*, t. III, p. 106-160; KÜBLER, dans *P. W.*, IV, col. 1133-1138; G. BLOCH, dans *Le Dictionn. des Antiquités de Darernberg-Saglio*, I, 2, p. 1465-1481.

4. Cf. Ausone, *Grat. actio*, IX : *consulibus in annum creandis*; *C. Just.*, XII, 3, 3, en 452 : *per annale tempus*.

5. MOMMSEN, *op. cit.*, t. III, p. 105, rappelle que le dernier document daté par les consuls suffects en exercice est de 289 (*C. I. L.*, X, 3698).

6. Cf. A. PIGANIOL, *L'Empire chrétien*, p. 349. Symmaque, *Ep.*, VI, 40, relate un accident survenu le 21 avril 401 : les deux chevaux tirant le char du consul suffect se sont emballés, le consul est relevé la jambe brisée. Les *Fastes* de Polemius Silvius notent à la date du 21 avril (*C. I. L.*, I², p. 263) : *consules ordinarii fasces deponunt*. Il faut entendre que ce jour-là les consuls suffects entrent en fonction ; la déposition des faisceaux par les consuls ordinaires est toute théorique et n'a de sens — purement symbolique — qu'à Rome ; c'est probablement le 21 avril que les consuls ordinaires se retiraient au III^e siècle et on a conservé jusqu'à la fin de l'Empire d'Occident la formule alors en usage. Nous avons suggéré, dans *Annales Ec.-Sec.-Civ.*, 1956, p. 221, que, tout comme les préteurs et éventuellement les consuls ordinaires lors des fêtes du nouvel an, les consuls suffects distribuaient des médailles contorniates à l'occasion des fêtes du *natalis urbis*, auxquelles de nombreux types paraissent se référer.

Il nous semble donc que la réforme du consulat suffect a été mise au point vers 315, quand les membres des plus grandes familles de l'aristocratie romaine ont été dispensés de l'exercice de la fonction, jugée désormais trop anodine. Dès avant 312, le prestige du consulat suffect avait beaucoup baissé du fait de l'élévation du consulat ordinaire au niveau du consulat *bis*; tirant les conséquences de l'évolution antérieure à sa victoire du Pont Milvius, Constantin a rendu définitive l'ascension de la magistrature éponyme dans l'échelle des honneurs en consacrant l'avilissement du consulat suffect.

III. — LA PRÉTURE CONSTANTINIENNE

Au cours du II^e et du III^e siècle, la préture a connu une évolution sensiblement parallèle à celle du consulat : elle a perdu peu à peu la plupart de ses attributions juridiques et administratives; depuis le règne de Marc-Aurèle, elle n'exerçait plus ce qui lui restait de pouvoir que dans le cadre du district des cent milles ou *urbica dioecesis* et Dioclétien a même restreint encore ses dernières attributions administratives, d'ailleurs insignifiantes, quand il a créé les correctures régionales italiennes¹.

Plusieurs lois échelonnées de 327 à 370 font allusion à un règlement que Constantin a établi pour la préture. Nous sommes amenés à penser que cette réforme de la préture a accompagné la réforme du consulat suffect et qu'elle date par suite elle aussi des années 312-320, probablement 315-320, la nouvelle réglementation intéressant l'ensemble des petites magistratures romaines. Les consuls ordinaires ne résident plus généralement dans la Ville éternelle, que l'empereur a abandonnée; ils exercent leurs attributions à la cour et donnent habituellement leurs jeux somptueux du 1^{er} janvier dans la ville de résidence impériale; ils peuvent certes concurrencer éventuellement la juridiction des préteurs à Rome², mais ces derniers n'ont plus guère à redouter cette rivalité. La préture demeure un échelon obligatoire de la car-

1. Sur l'évolution de la préture jusqu'à la fin du III^e siècle, voir en particulier : MOMMSEN, *Droit public*, t. III, p. 221-274; LÉCRIVAIN, *Praetor*, dans le *Dictionn. des Antiqu.*, IV, 1, p. 628-632; C. JULLIAN, *Les transformations polit. de l'Italie sous les empereurs romains*. Paris, 1889, p. 48-51; G. WESENBERG, *Praetor*, dans *P. W.*, XXII, 2 (1954), col. 1599-1602. Sur le district des cent milles, J. PARTSCH, *Der hundertste Meilenstein*, dans *Beiträge zur alten Geschichte und Geographie. Festschrift für Heinrich Kiepert*. Berlin, 1898, p. 3-19 et R. THOMSEN, *The italic regions from Augustus to the Lombard invasion*. Copenhagen, 1947, p. 153-163.

2. *C. Just.*, VII, 1, 4 en 320.

rière sénatoriale pendant tout le Bas-Empire, même pour les membres de l'aristocratie romaine ; elle se place hiérarchiquement en dessous du consulat suffect, mais, comme les nobles urbains sont maintenant dispensés de ce degré, les préteurs sont en fait les plus importants des *magistratus minores* de Rome et c'est d'eux que s'est préoccupé avec le plus de minutie le règlement constantinien.

Il ne subsiste alors que deux préteurs, ainsi que l'affirme une loi de 326¹ et les inscriptions nous permettent, en effet, de distinguer le *praetor urbanus*² et le *praetor tutelar*³. Ils sont nommés par l'empereur, mais la procédure de nomination se déroule en deux temps qui sont comme un écho lointain de la procédure du Haut-Empire, où la *destinatio* précédait la *creatio*⁴. Il y a probablement au préalable une *designatio* de candidats par le Sénat, certains de ceux-ci étant spécialement recommandés par le prince à l'attention des sénateurs ; puis, après rapport du préfet de la Ville sur les candidats désignés, l'empereur choisit parmi ces derniers les deux préteurs. Les préteurs sont toujours de tout jeunes hommes. L'âge normal doit être entre vingt et vingt-cinq ans, mais les titulaires de moins de vingt ans ne sont pas rares, ainsi que le suppose une loi de 327⁵ ; on rencontre même un préteur de quinze ans en 396⁶, un autre de dix-neuf ans au plus vers 413-414⁷ ; en 401, le fils de Symmaque est préteur à dix-sept ans. Ces jeunes magistrats sont, comme jadis, nommés pour l'année pleine et prennent les faisceaux le 1^{er} janvier⁸.

Leurs attributions nous sont indiquées par une constitution de 359⁹, que plusieurs autres textes permettent de préciser et de compléter. Cette loi distingue trois sortes d'attributions juridiques.

1. *C. Just.*, VII, 62, 17 : *apud utrumque praetorem*.

2. Lollianus Mavortius vers 320 (*C. I. L.*, VI, 1723 ; X, 1695, 1696, 4752 ; Dessau, 1224 b) ; Nummius Albinus vers 330 (*C. I. L.*, VI, 1748) ; Vettius Agorius Praetextatus vers 330-340 (*C. I. L.*, VI, 1778 et 1779) ; Hymetius vers 350 (*C. I. L.*, VI, 1736). De même sont préteurs urbains vers 350 : Sex. Petronius Probus (*Notizie degli Scavi*, 1933, p. 169) et Olympius (*Lib. Ep.*, 252 ; sur ce texte, P. PETIT, *Les sénateurs de Constantinople*).

3. Valerius Proculus vers 315 (*C. I. L.*, VI, 1684 et 1690).

4. Sur cette procédure, cf. en particulier A. FIGANIOL, dans *Comptes rendus de l'Acad. des Insér.*, 1951, p. 204-214 et 1952, p. 262 ; W. SESTON, *ibid.*, 1950, p. 105-111, et *Revue des Études latines*, XXXIII, 1955, p. 39-41, et J. BÉRANGER, dans *Museum Helveticum*, XIV, 1957, p. 216-240).

5. *C. Theod.*, VI, 4, 2. VI, 4, 1 signale en 329 des questeurs de moins de seize ans.

6. Cf. A. CHASTAGNOL, dans *Historia*, IV, 1955, p. 179.

7. Petronius Maximus, né en 395 ou 396, est préteur (Olympiod., fragm. 44) avant 414. Sur ce personnage, W. ENSSLIN dans *P. W.*, XIV, 2, col. 2543, s. v. *Maximus*, 32.

8. *C. Theod.*, VI, 4, 20 en 372 ; *Symm., Ep.*, VIII, 71 et 72 en 401. Cf. *Just., Instit.* IV, 12 : *praetoris intra annum erat imperium*.

9. *C. Theod.*, VI, 4, 16.

En premier lieu, les attributions du *praetor tutelaris* : *Sane interponi ab eo decreta conveniet ut, sive in integrum restitutio deferenda est, probatis dumtaxat causis ab eodem interponatur decretum, seu tutoris dandi seu ordinandi curatoris impleatur ab eo interpositio decretorum*¹. Ainsi, il nomme par ses décrets les tuteurs des enfants mineurs orphelins de père et les curateurs des fous et des prodigues ; il apprécie les causes d'excuse alléguées par les tuteurs ; en outre, il met fin à la tutelle quand le jeune homme atteint l'âge légal. Il s'agit là d'une juridiction gracieuse ; cependant, quand le jeune homme porte plainte contre son tuteur et demande pour lui-même la *restitutio in integrum*, il agit au contentieux et a la possibilité d'accorder ou de refuser la réclamation. De même, pour le choix des tuteurs, s'il y a désaccord entre les tuteurs possibles, le préteur choisit l'un d'eux de sa propre initiative. Symmaque atteste en outre que le préteur enregistre la nomination des curateurs et procurateurs qui représentent les femmes en justice et qu'il statue le cas échéant sur la validité des mandats de ces personnages². Il est donc de façon générale le protecteur des incapables. Cette juridiction du *praetor tutelaris* est souvent limitée dans la pratique par l'action du préfet de la Ville, qui accorde en certains cas lui-même la *restitutio in integrum* et qui exerce la *tutoris datio* lorsqu'il s'agit d'enfants de familles clarissimes³ ; en 389, nous constatons même qu'à Constantinople le préteur ne procède pas seul à la désignation des tuteurs et des curateurs, mais qu'il est alors assisté par le préfet urbain et par dix sénateurs auxquels s'ajoute le gouverneur de province au cas où le jeune homme réside en dehors de la Ville : cette procédure est, à cette date, valable pour tous les jeunes orphelins, quelle que soit leur condition sociale⁴.

En second lieu viennent les attributions relatives aux questions de liberté. *Praetori defertur haec jurisdictio sancientibus nobis, ut liberale negotium ipse disceptator examinet adsertionibus ordinatis, quas juxta ordinem juris convenit celebrari... ; quippe cum apud eum quoque adipisci debeat patronorum iudicio sedula servitus libertatem*. Le maître qui veut affranchir son esclave s'adresse au préteur qui

1. Cf. E. LEVY, Zur nachklassischen in integrum restitutio, dans *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgesch., Rom. Abt.*, LXVIII, 1951, p. 379-380.

2. Symm., *Rel.*, 19, 2 et 3 ; cf. C. *Theod.*, III, 32, 2.

3. P. E. VIGNEAUX, *Essai sur l'histoire de la « praefectura Urbis » à Rome*. Paris, 1896, p. 298 ; M. BRANCHER, *La juridiction civile du praefectus urbi*. Paris, 1909, p. 39.

4. C. *Theod.*, III, 17, 3 et 4. Cf. Ch. LÉCRIVAIN, *Le Sénat romain*, p. 74 ; ces lois concernent Constantinople et non Rome ; il n'est pas sûr qu'elles aient été appliquées dans l'ancienne capitale.

accorde dans ce cas automatiquement la liberté. A cette juridiction gracieuse s'ajoute le jugement, au contentieux, des procès de liberté (*causae liberales*) en cas de contestation d'état¹. Cette compétence traditionnelle, qui incombait au III^e siècle au *praetor de liberalibus causis*², relève maintenant du préteur urbain.

La troisième série d'attributions doit revenir aussi en 318 au préteur urbain. La loi de 359 s'exprime à son sujet en termes un peu plus vagues. *Nec sane debita filiorum votis patrum vota cessabunt, ut patente copia liberos suos exuant potestate, magis propriis obsequiis mancipatos, cum sese intellegant his obsequii plus debere, a quibus sese meminerunt vinculis curiae exutos*. Il s'agit des rapports entre pères et enfants et plus spécialement de la procédure d'émancipation des enfants. Le préteur fait droit à la demande du père qui désire émanciper son fils ou sa fille. De même c'est auprès de lui que se remplissent les formalités de l'adoption³. En fait, la compétence du préteur est bien plus large, comme l'attestent d'autres constitutions que confirme Symmaque : il intervient fréquemment en matière gracieuse dans les affaires de succession ; il cite les héritiers (*heredes praetor ad successionem vocat*) et c'est à lui que sont réclamées la *cretio*, la jouissance matérielle et, en général, la *bonorum possessio*, comme dans le droit classique⁴.

Telles sont les attributions juridiques que conservent les préteurs du Bas-Empire. C'est avant tout une juridiction gracieuse ; la *causa liberalis* et la *restitutio in integrum* sont les seuls vestiges importants de leur compétence au contentieux. Cette juridiction purement civile s'exerce seulement à Rome et dans l'ancienne *urbica dioecesis, intra centesimum Urbis Romae*, zone de compétence des *judices qui Romae sunt*, comme le précise une loi de 317 relative à la *restitutio in integrum*⁵. Le préfet de la Ville contrôle cette juridiction et reçoit dans tous les cas l'appel de la décision : cette règle, déjà attestée sous Septime-Sévère pour le préteur tuteur et à l'époque d'Ulpien pour le préteur urbain, est confirmée péremptoirement par une loi de 326, puis par une autre de 329⁶.

1. *C. Just.*, VII, 1, 4 en 320 ; *C. Theod.*, II, 31, 1 en 422.

2. *C. I. L.*, X, 5398 et *C. Just.*, IV, 56, 1 ; cf. MOMMSEN, *Droit public*, t. III, p. 260.

3. *Cf. Just., Instit.*, I, 11, 8 pour l'adoption ; I, 12, 6 pour l'émancipation.

4. *C. Just.*, III, 36, 26 et *C. Theod.*, VI, 1, 1 en 318 ; *C. Theod.*, II, 19, 1 en 319 ; II, 24, 1 en 321 ; *Symm., Rel.*, 16, 1 en 384 ; *C. Just.*, VI, 30, 18 et *C. Theod.*, IV, 1, 1 (*interpretatio*) en 426. Cf. P. TIMBAL, Questions de droit successoral romain au Bas-Empire, dans *Revue Histor. de Droit fr. et étr.*, XIX-XX, 1940-1941, p. 365-380.

5. *C. Theod.*, II, 16, 2.

6. *C. Just.*, VII, 62, 17 et *C. Theod.*, XI, 30, 13. Cf. VIGNEAUX, *op. cit.*, p. 71 (et n. 6), 73, 74 ; M. BRANCHER, *op. cit.*, p. 44-45 et 49.

De leurs anciennes attributions administratives, les préteurs ne conservent qu'un débris : la *cura ludorum*. Constantin, en 315-320, a renforcé les obligations que l'organisation des jeux leur imposait. Plusieurs lois postérieures font allusion au nouveau statut qui fut alors appliqué. Les deux préteurs sont désormais tenus d'offrir au peuple de Rome, pendant la semaine du 1^{er} au 7 janvier, des jeux coûteux se déroulant à la fois à l'amphithéâtre, au théâtre et au cirque¹. L'empereur n'hésite pas à fixer la somme des dépenses qui seront obligatoires à cette occasion et, de la sorte, le financement des spectacles par les magistrats devient un véritable impôt déguisé. Le préteur doit être présent à Rome un peu avant le 1^{er} janvier pour faire la déclaration (*professio*) exigée de tout membre de l'ordre sénatorial et remettre aux *censuales* un état de sa fortune ; cette formalité lui ouvre définitivement l'accès de la curie². Puis il doit assurer le déroulement complet de l'*editio* et ne quitter la Ville sous aucun prétexte. Au cas où il négligerait de venir à Rome au moment de l'*editio*, il se verrait infliger par le préfet urbain une lourde amende, la *multa frumentaria*, fixée à 50.000 *modii* de blé et qui serait versée dans les greniers de la Ville³ ; le fisc pourvoirait alors à la dépense et financerait les jeux, à charge pour le préteur défaillant de le rembourser ensuite⁴. La loi ne prévoit d'atténuation à ces règlements draconiens que pour le cas des jeunes préteurs ayant moins de vingt ans⁵. Si, par malheur, le préteur désigné venait à mourir avant l'*editio*, la charge matérielle des jeux incomberait aux héritiers du défunt à l'exclusion des filles, mais ces dernières participeraient toutefois aux dépenses en proportion de leurs parts d'héritage⁶. Le préfet de la Ville, qui assure depuis longtemps la police des spectacles⁷, est chargé de veiller au respect de cette réglementation minutieuse.

Aux dépenses inhérentes à l'organisation même des jeux, s'ajoutent pour le préteur d'autres frais inévitables sous la forme de cadeaux

1. Olympiod., fragm. 44 (éd. C. Muller, *Histor. Graec. Fragmenta*, t. IV, p. 67) : ἐπὶ τὰς ἡμέρας οἱ πραιτωρεὶς τὰς πανηγύρεις ἐτέλουν. C. Theod., VI, 4, 4 : *ludi scaenicorum et circensium vel muneris*. Sur ces fêtes, Jean LYDUS, *De Mens.*, IV, 8, 10. Les préteurs président d'ailleurs d'autres fêtes, comme les *Ludi Apollinares* en juillet : cf. Symm., *Ep.*, VI, 40, qui signale des jeux prétoriens postérieurs au 21 avril.

2. C. Theod., VI, 4, 7 (354) et VI, 2, 8 (384). Cf. LÉCRIVAIN, *op. cit.*, p. 13. L'exercice de la préture donne accès au Sénat selon C. Theod., XII, 1, 74, § 3.

3. C. Theod., VI, 4, 7 ; cf. VI, 4, 1-3-18.

4. C. Theod., VI, 4, 6 en 340.

5. C. Theod., VI, 4, 2 en 327 ; VI, 4, 1 en 329 évoque les mêmes atténuations pour les consuls suffects de moins de vingt ans et pour les questeurs de moins de seize ans.

6. C. Theod., VI, 4, 17 en 370, reprenant la décision de Constantin.

7. Dig., I, 12, 1, § 12 (Ulpien).

traditionnels ou *missilia* : diptyque d'ivoire entouré d'or envoyé à l'empereur, tablettes d'ivoire (*eburnei pugillares*) et corbeilles d'argent, parfois même corbeilles d'or et robes de soie donnés en souvenir aux amis¹. En outre, le préteur distribue des pièces de monnaie à la plèbe, soit sur les lieux mêmes de l'*editio*, soit ailleurs : c'est ainsi qu'Ammien nous décrit, vers 335-340, la générosité du préteur Volusianus Lampadius à l'égard des pauvres du Vatican². Ces distributions de pièces ont été plus ou moins réglementées elles aussi par Constantin, qui a autorisé les magistrats à frapper à cet effet des pièces spéciales à la monnaie de Rome ; ces médaillons, de petit format, en bronze et en laiton, portent en particulier les images d'Isis, Sérapis et Anubis, parce que la fête d'Isis coïncidait avec les *vota publica* qu'on adressait à l'empereur le 3 janvier, au milieu même de la semaine des jeux prétoriens. Les émissions des pièces d'Isis prennent justement plus d'ampleur vers 318³.

Constantin tenait à ce que les jeunes clarissimes ne se dérobaient pas à une charge si coûteuse ; la préture resta donc un échelon obligatoire du *cursus*. Certains sénateurs, par vanité, répondaient aux désirs du prince et s'efforçaient de « bien faire les choses » quand leurs fils revêtaient les insignes de la fonction, mais beaucoup d'entre eux récriminaient. L'empereur ordonna de faire rechercher dans les provinces les préteurs désignés qui se dérobaient à leurs devoirs et qui ne viendraient pas à Rome au moment voulu⁴. Il précisa que les personnes de naissance non sénatoriale récemment admises dans l'ordre clarissime n'étaient elles-mêmes pas dispensées de la charge, y compris celles devenant d'emblée proconsuls ou, après Constantin, vicaires ; seuls avaient accès au Sénat sans avoir préalablement exercé la préture ceux qui devenaient magistrats à Rome (curateurs et, quand ces fonctions seront clarissimes, préfets de l'annone et des vigiles⁵). Zosime se fera l'interprète des sénateurs mécontents quand il reprochera à Constantin d'avoir voulu ruiner l'aristocratie romaine

1. Cf. A. FIGANIOL, *L'Empire chrétien*, p. 348.

2. Ammien, XXVII, 3, 5. Il ne peut s'agir dans ce passage de la basilique de Saint-Pierre, contrairement à ce que pense J. CARCOPINO, *Études d'histoire chrétienne*. Paris, 1953, p. 133, à la suite de L. DUCHESNE. D'ailleurs, Lampadius ayant été préfet du prétoire en 355, la préture, qui s'exerce toujours très longtemps avant cette fonction, ne peut en aucune façon être postérieure à 350.

3. Cf. A. ALFÖLDI, *A festival of Isis in Rome under the christian emperors of the IVth century*. Budapest, 1937, en particulier p. 30-31.

4. *C. Theod.*, VI, 4, 11.

5. *C. Theod.*, VI, 4, 11 et 15. Cf. LÉCRIVAIN, *op. cit.*, p. 23 et n. 2. Sur quelques exemptions exceptionnelles, *Nov. Theod.*, XV, 1 en 439 ; *C. Theod.*, VI, 2, 19 en 397 et VI, 26, 13 en 407.

en forçant ses membres à de grandes dépenses à l'occasion de cette fonction obligatoire¹. En tout cas, ce règlement a certainement contribué à refroidir les relations entre l'empereur et le Sénat romain.

Quand Constantin créa sur le Bosphore une rivale de Rome en 330, la nouvelle capitale, Constantinople, se vit dotée d'une organisation assez semblable à celle de l'ancienne; en particulier, elle eut aussi ses préteurs et il semble que l'institution fut exactement copiée sur celle de la Ville éternelle. En 330, elle avait deux préteurs: le *praetor Flavialis*, équivalent du préteur urbain, et le *praetor Constantinianus*, pendant du préteur tuteur de Rome². Puis, entre 330 et 340, un troisième préteur fut ajouté dans chacune des deux capitales; on l'appela dans les deux villes le *praetor triumphalis*. Une constitution de 340 nous fait connaître, pour Constantinople, les dépenses fixées pour les jeux de chaque préture: 25.000 folles et 50 livres d'argent pour le *praetor Flavialis*, 20.000 folles et 40 livres d'argent pour le *praetor Constantinianus*, 15.000 folles et 30 livres d'argent pour le *praetor triumphalis*³. On ne sait si ces sommes étaient valables également pour les préteurs romains. La loi de 359 qui définit les attributions juridiques des préteurs se réfère à cette nouvelle situation. Il est donc vraisemblable que la troisième série d'attributions qu'elle énumère (émancipation des enfants et rôle dans les affaires de succession) incombait au préteur triomphal.

IV. — LA PRÉTURE POSTCONSTANTINIENNE

Sans doute est-ce sous la préfecture urbaine de Caecionius Rufius Albinus (335-337) que Constantin a accepté de se dessaisir, au profit du Sénat, de la nomination des consuls suffects et peut-être des questeurs. Seeck pensait même que le Sénat avait obtenu aussi à ce moment la nomination des préteurs⁴, mais Lécivain a montré que cette hypo-

1. Zos., II, 38.

2. C. Theod., III, 32, 2: *utrumque praetorem*. SEECK, *Regesten*, p. 21, 63 et 177, date cette loi de 326 et croit qu'elle vise Rome, parce que son texte est très proche de celui de C. Just., VII, 62, 17; nous sommes convaincu pour notre part qu'elle concerne Constantinople et qu'elle est, en conséquence, postérieure à 330. Cf. Jean LYDUS, *De Magistrat.*, II, 30, qui confond le *magister census* avec l'un des deux préteurs et appelle l'autre le *Constantianus* au lieu de *Constantinianus*.

3. C. Theod., VI, 4, 5. Le préteur triomphal est mentionné à Rome pour la première fois vers 370 (C. I. L., VI, 1765), mais l'existence d'un troisième préteur paraît sous-entendue dans C. Theod., VI, 4, 16 en 359. De plus, C. I. L., VI, 32010 = XV, 7160, doit nous reporter soit vers 340, soit vers 365.

4. O. SEECK, D'e Inschrift des Caecionius Rufius Albinus, dans *Hermès*, XIX, 1884, p. 186-197.

thèse n'était nullement assurée¹. Une loi d'avril-mai 356 parle bien des *nominaciones solitae* auxquelles procède le Sénat de Constantinople², mais une autre loi de mai 356 tend à prouver qu'il s'agit des candidats proposés à l'empereur pour l'*allectio*³. En fait, les premières constitutions qui évoquent sûrement l'élection des préteurs par le Sénat datent du 22 mai 359 pour Rome et du 3 mai 361 pour Constantinople⁴. Nous sommes enclin pour notre part à considérer cette réforme comme une des mesures que Constance II a promulguées entre mai 357 et février 359 pour réorganiser l'administration de l'Italie, de Rome et de Constantinople.

Les lois du 22 mai 359 précisent que seuls doivent participer au vote de désignation les sénateurs qui, lors de leur préture, ont donné effectivement des jeux. Le *quorum* des sénateurs présents pour qu'une décision générale soit valable est de cinquante : cette règle, qu'une loi de 356 nous fait connaître pour Constantinople⁵, est appliquée aussi au Sénat de Rome, comme on peut l'inférer d'une allusion anachronique de l'Histoire Auguste⁶. Parmi ces cinquante, doivent figurer obligatoirement dix *proceres*, c'est-à-dire dix personnages ayant été auparavant consuls ordinaires, préfets de la Ville ou du prétoire ou proconsuls ; ces *proceres* ont évidemment un rôle prépondérant dans l'élection et ils annoncent ce que seront plus tard les *illustres*⁷. L'empereur ajoute que le Sénat, dans la nomination des préteurs, a pleine autorité ; il renonce à son vieux droit de recommandation et, de fait, les inscriptions ne signalent plus désormais de *praetores kandidati*⁸ ; un rapport n'est même pas nécessaire pour informer le préfet du prétoire ou le prince du résultat des élections⁹. Le vote doit avoir lieu dans une séance ordinaire officielle (*senatus consulto legitime celebrato*¹⁰),

1. LÉCRIVAIN, *op. cit.*, p. 14, n. 2 et *Dictionn. des Antiquités*, s. v. *Praetor*, IV, I, p. 632.

2. *C. Theod.*, VI, 4, 8.

3. *C. Theod.*, VI, 4, 10.

4. *C. Theod.*, VI, 4, 14 et 15 pour Rome ; 12 et 13 pour Constantinople.

5. *C. Theod.*, VI, 4, 9.

6. *Alex. Sev.*, 16, 1. Cf. K. HÖNN, *Quellenuntersuchungen zu den Viten des Heliogabalus und Severus Alexander im Corpus des Scriptorum Historiae Augustae*. Leipzig-Berlin, 1911, p. 91 ; N. H. BAYNES, *The Historia Augusta, its date and its purpose*. Oxford, 1926, p. 45 et 126 ; H. STERN, *Date et destinataire de l'Histoire Auguste*. Paris, 1953, p. 87-88.

7. *C. Theod.*, VI, 4, 12. Cf. A. PIGANIOL, *op. cit.*, p. 346 et P. DE FRANCISCI, *Per la storia del Senato romano e della curia nei secoli v e vi*, dans *Rendiconti della Pontificia Accademia romana di archeologia*, XXII, 1946-1947, p. 275-278.

8. Les derniers connus datent des premières années du iv^e siècle : le plus récent est Coelius Censorinus, sans doute avant 315 (*C. I. L.*, X, 3732). Cf. MOMMSEN, *op. cit.*, t. V, p. 213, n. 1.

9. *C. Theod.*, VI, 4, 15.

10. *Ibid.*, VI, 4, 12.

peut-être au début le 7 août : ce jour-là, *natalis* de l'empereur Constance, est attesté en 356 pour la cooptation des *allecti*¹; plus tard, les *allecti* seront nommés à Rome en même temps que les préteurs et les consuls suffects dans la séance sénatoriale « légitime » du 9 janvier, au témoignage de Symmaque en 376 et en 385 et des Fastes de Polemius Silvius au milieu du v^e siècle². Symmaque nous montre que, malgré les assurances données dans la loi de 359, le préfet de la Ville n'oubliait pas d'envoyer à l'empereur une *relatio* pour l'informer aussitôt après l'élection. Le préfet urbain veillait d'ailleurs à ce que soient exclus du choix sénatorial les personnages qui lui en paraissaient indignes : une loi de juillet 355, qui lui est adressée, interdisait l'*allectio* aux marchands, aux employés de la monnaie, aux bureaucrates³; de même devait-il contrôler et sans doute orienter le choix des préteurs en profitant de l'autorité que lui assurait la présidence de l'assemblée.

Nous connaissons assez bien la procédure de désignation des préteurs qui fut introduite à Constantinople par une constitution du 3 mai 361⁴. Cette procédure comprend à nouveau deux phases bien distinctes⁵. C'est d'abord la *designatio*, c'est-à-dire l'élection véritable par le Sénat, qui se fait dix ans à l'avance; les préteurs désignés sont alors généralement de tout jeunes enfants; l'intervalle de dix années entre la désignation et la préture elle-même permet aux familles de mieux se préparer à la charge, de connaître longtemps à l'avance la somme de dépenses qu'il faudra prévoir et d'établir leur budget en conséquence. Seulement, l'intervalle est si long qu'entre temps l'un des préteurs désignés peut décéder; aussi le Sénat choisit-il en même temps que les *praetores designati* des remplaçants éventuels qui prendront automatiquement la place du *designatus* défunt. Le deuxième temps, la *nominatio*, se place dans la dernière année précédant la préture, cinq mois avant selon une loi de 373⁶, donc en juillet ou en août : le Sénat procède alors au tirage au sort des prétures entre les *designati* et cette répartition — la loi de 361 insiste spécialement sur ce point — ne doit pas être laissée aux soins du bureau des *censuales*, elle doit être effectuée *senatus arbitrio*. Aussitôt après, les

1. C. Theod., VI, 4, 10.

2. Symm., Or., V, 4 et Ep., I, 44, 2 en 376 : Symmaque prononce à cette occasion le discours *pro Trygetio*; Rel., 45 en 385 et C. I. L., I², p. 257, 9 janv.

3. C. Just., XII, 1, 6.

4. C. Theod., VI, 4, 12 et 13.

5. Cf. LÉCRIVAIN, *Le Sénat romain*, p. 69, qui remarque (n. 1) que les deux expressions, *designatio* et *nominatio*, sont parfois prises l'une pour l'autre.

6. C. Theod., VI, 4, 22.

prêteurs « nommés » sont avisés par une note écrite du préfet de la Ville transmise par le bureau du préfet au gouverneur de province de leur résidence et des amendes destinées aux travaux publics de Constantinople sont prévues pour les divers rouages en cas de lenteur de cette notification. Les prêteurs, ainsi avisés, doivent se rendre aussitôt à Constantinople et, s'ils ne le peuvent — à cause d'une maladie par exemple — ils font parvenir au bureau urbain les sommes fixées pour l'organisation des jeux par l'intermédiaire d'un procureur qui les représente, à défaut de quoi l'absent se voit infliger une amende égale à la moitié de la somme qu'il aurait dû apporter. Ces modalités sont confirmées à Constantinople par une loi de 373 et par une autre de 408¹, qui précisent en outre que le prêteur absent sera jugé ensuite par le préfet de la Ville assisté d'une commission de sénateurs.

Cette procédure, attestée dans la capitale orientale dès 361, ne fut pas appliquée immédiatement à Rome. En effet, Constance maintint en Occident l'élection dans l'année précédant la préture elle-même et il y conserva la sévère législation qu'avait prévue Constantin vers 315. En cas de mort d'un prêteur désigné, il n'y avait pas à Rome de remplaçant prévu : encore en janvier 370, la charge était dans ce cas exercée par les héritiers mâles du défunt avec participation des filles aux frais². Quant à l'amende prévue pour le prêteur absent, c'était toujours en 365 la *multa frumentaria* de 50.000 *modii* de blé et non la somme équivalente à la moitié de la dépense tarifée comme il avait été établi à Constantinople³. Et c'est seulement sous Valentinien I^{er}, entre janvier 370 et août 372, que la procédure orientale fut introduite à Rome. Une constitution du 22 août 372⁴ nous présente en effet des modalités de désignation à peu près semblables à celles de Constantinople : *designatio* dix ans à l'avance, avec remplaçants prévus pour les *designati* morts dans l'intervalle ; il semble cependant qu'à la différence de la procédure orientale, les *designati* recevaient une notification officielle de leur élection par les soins du bureau urbain aussitôt après la *designatio*. Quant à la *nominatio*, elle n'avait pas lieu cinq mois avant la préture, mais une année pleine à l'avance : c'est ainsi que le fils de Symmaque fut « nommé » comme prêteur urbain à la

1. *C. Theod.*, VI, 4, 22 et 34.

2. *Ibid.*, VI, 4, 17.

3. *Ibid.*, VI, 4, 18.

4. *Ibid.*, VI, 4, 21, qui désigne les prêteurs sous le nom insolite de *semonarii*. *Symm. Or.*, V, 4, confirme la désignation dix ans à l'avance en 376.

fin de 398 pour entrer en fonction le 1^{er} janvier 400¹. Une deuxième notification, analogue à celle de Constantinople, intervenait alors. En cas d'absence du préteur lors de l'*editio*, des jeux modestes étaient donnés par les *censuales*, l'absent devant rembourser les frais ensuite et payer l'amende prévue².

Dans cette procédure, un changement est ensuite intervenu entre 372 et 384, valable pour les deux capitales : la seconde phase, la *nominatio*, a échappé pratiquement au Sénat et le rôle du bureau urbain s'est atténué ; c'est le bureau des *censuales* qui a usurpé les attributions de ces deux organismes. La répartition des prétures est effectuée en 393 à Constantinople par le seul bureau des *censuales*³. La notification qui suit cette répartition est faite à Rome en 395 par les soins de l'*officium censuale* et non plus de l'*officium urbanum*⁴. De même, en 384, à Rome, les préteurs « nommés » apportent les sommes prévues au bureau des *censuales* et non plus au bureau urbain⁵. Mais tous ces témoignages, comme l'a bien vu Lécivain, n'intéressent que la *nominatio* ; ils ne concernent pas la *designatio*, qui a lieu neuf ou dix ans auparavant et qui demeure l'apanage du Sénat⁶.

Rome conserva sans modifications après 357 les trois préteurs qu'elle avait alors : le *praetor urbanus* (fonction qu'exercèrent Floridus vers 385, le fils de Symmaque en 401 et Postumianus vers 430)⁷, le *praetor tutelaris* (mentionné vers 370 avec Anicius Auchenius Bassus et vers 415 avec Anicius Acilius Glabrio Faustus)⁸ et le *praetor triumphalis* (avec Camenius junior vers 370 et Celsus vers 380)⁹. Par contre, à Constantinople, le nombre des préteurs changea souvent : il y en avait trois après 340 ; on en trouve cinq en 361 : à ce moment, le

1. Symm., *Ep.*, IV, 59 et IX, 24. Il sera repoussé d'un an au dernier moment (Id., *Ibid.*, IV, 63 et VII, 1) et exercera effectivement la préture en 401 (Id., *Ibid.*, IV, 8 et 12).

2. Id., *Ibid.*, IV, 8, 3.

3. C. Theod., VI, 4, 26.

4. *Ibid.*, VI, 4, 27.

5. Symm., *Rel.*, 23, 2. Il est vrai que cette distinction est devenue illusoire, puisque l'*officium censuale* est alors une section de l'*officium urbanum*.

6. LÉCRIVAIN, *op. cit.*, p. 69.

7. C. I. L., VI, 31912 ; Symm., *Ep.*, IV, 59, et VIII, 71-72 ; C. I. L., VI, 1761. Cf. aussi, en 372 ou 373, Valerius Publicola, fils de Mélanie l'Ancienne, d'après la *Chronique* de saint Jérôme, âgé de moins de dix ans (cf. RAMPOLLA, *Santa Melania Giuniore*, Rome, 1905, p. 118-119).

8. *Ibid.*, VI, 1769 et XIV, 2165 ; cf. aussi Ammien XXVI, 1, 1.

9. *Ibid.*, VI, 1675 et 1760. Cf. aussi Lollianus (C. I. L., VI, 32010 = XV, 7160), vers 340 (s'il s'agit du fils de Lollianus Mavortius) ou vers 365 (s'il s'agit du fils de Volusianus Lampadius).

praetor Constantinianus est le premier et non plus le second, tandis que le *Flavialis*, jadis premier, est au troisième rang ; un nouveau préteur, le *Constantianus*, vient à la deuxième place. Constance décide alors que les sommes fournies par le *praetor Constantinianus* et par le *praetor Flavialis* (respectivement 1.000 et 500 livres d'argent) seront affectées aux travaux publics de la Ville, les sommes exigées des trois autres (les préteurs *Constantianus*, *triumphalis* et *laureatus*) demeurant consacrées aux jeux¹. En 372, il ne reste plus que quatre préteurs : sans doute est-ce Valentinien I^{er} et Valens qui, entre 370 et 372, ont eu le désir d'uniformiser à peu près l'organisation de la préture dans les deux capitales : pendant que Valentinien appliquait à Rome la procédure d'élection en vigueur en Orient, Valens supprimait le préteur *Flavialis*. Il subsiste donc alors, dans l'ordre : le *Constantinianus*, le *Constantianus*, le *triumphalis* et le *laureatus*².

C'est à la suite de plaintes émanant du Sénat de Rome sur la lourdeur des charges incombant à ses trois préteurs que Valentinien décida de les faire désigner dix ans à l'avance. La loi du 22 août 372 fait allusion à ces plaintes : le Sénat proposa même de faire exercer chaque préture conjointement par deux préteurs afin de diminuer de moitié les frais de chacun d'eux³. Valentinien promit bien d'étudier cette question, mais ne décida rien. Cependant, l'assemblée dut revenir à la charge et exprimer plusieurs fois encore son mécontentement ; car, douze ans plus tard, en 384, nous voyons Valentinien II consulter le Sénat romain sur un projet visant à limiter les dépenses des préteurs⁴. Cette question fut agitée aussi à Constantinople. A la suite de cette enquête, des décisions furent prises et il est particulièrement suggestif de comparer les mesures adoptées au même moment en Orient par Théodose et en Occident par Valentinien II en 384.

A Constantinople, Théodose s'inspire visiblement des propositions formulées par le Sénat romain dès 372. D'une part, par la loi du 25 juillet, il réduit les cadeaux distribués en supplément par les préteurs, interdisant d'offrir des robes de soie, des diptyques d'ivoire et des corbeilles d'or ; les magistrats donneurs de jeux autres que les consuls ordinaires doivent se contenter de diptyques d'une autre matière que l'ivoire et de corbeilles de la valeur d'un *nummus* d'argent⁵. D'autre part, par la loi du 23 octobre, le nombre des préteurs

1. *C. Theod.*, VI, 4, 13.

2. *Ibid.*, VI, 4, 20.

3. *Ibid.*, VI, 4, 13.

4. *Symm., Rel.*, 8.

5. *C. Theod.*, XV, 9, 1.

est doublé et porté de quatre à huit et, en même temps, ils sont associés deux par deux, afin d'alléger de moitié les charges de chacun d'eux. Les dépenses sont tarifées comme suit : les préteurs *Constantinianus* et *Constantianus* sont associés au premier rang et dépenseront conjointement 2.000 livres d'argent ; au second rang, les nouveaux préteurs *Theodosianus* et *Arcadianus* dépenseront à eux deux 1.000 livres d'argent ; au troisième, le préteur *triumphalis* est associé au nouvel *Augustalis* et leur dépense sera de 450 livres d'argent ; enfin les préteurs *Romanus* et *laureatus* offriront seulement 250 livres¹. Cet effort méritoire pour alléger les frais des prétures orientales sera d'ailleurs poursuivi par Arcadius après la mort de son père. En 395, on nous signale que l'argent fourni par cinq préteurs (le *Romanus*, le *laureatus* et trois autres) est momentanément assigné à la construction de l'aqueduc de Théodose, puis l'apport financier du *Romanus* et du *laureatus* est consacré en décembre 396 aux jeux des *natales* impériaux d'Arcadius et d'Honorius qui sont célébrés le 19 janvier 397 : à cette date, la contribution de ces deux préteurs est de 100 livres d'argent au lieu des 250 livres de 384². En mai 397 enfin, le nombre des préteurs est abaissé de huit à six par la suppression du *Constantinianus* et du *Constantianus*, ceux précisément qui dépensaient le plus. En 398-399, les tarifs sont à nouveau diminués : 300 livres d'argent seulement pour les préteurs du premier rang (l'*Arcadianus* et le *Theodosianus*), 150 livres pour ceux du second rang (le *triumphalis* et l'*Augustalis*), 100 livres pour ceux du troisième (le *Romanus* et le *laureatus*)³. Il est visible que, depuis 384, les empereurs d'Orient ont eu le souci de ménager le Sénat de Constantinople et qu'ils ont accepté de réduire sérieusement les charges des préteurs. Les deux préteurs du premier rang, qui dépensaient conjointement 2.000 livres d'argent en 385, ne dépensent plus que 300 livres en 399. Il est donc permis de conclure que les doléances du Sénat oriental ont dans l'ensemble obtenu une large satisfaction.

Mais les plaintes du Sénat de Rome étaient encore plus vives que celles de Constantinople et c'est d'ailleurs la solution proposée par Rome en 372 qui a été appliquée à Constantinople en 384. Or, il est clair que Valentinien II n'a pas accordé à Rome les avantages que Théodose a consentis aux sénateurs d'Orient. Il ne change pas le moins du monde l'organisation et le nombre des prétures romaines,

1. *C. Theod.*, VI, 4, 25.

2. *Ibid.*, VI, 4, 29 et 30.

3. *Ibid.*, VI, 4, 32 et 33.

il n'allège nullement la dépense tarifée. On conserve à Rome les trois préteurs antérieurs; aux jeux du 1^{er} au 7 janvier s'ajoutent pour eux, comme à Constantinople, les jeux du *natalis* d'Honorius et d'Arcadius, au moins entre 397 et 402, et les dépenses qu'ils sont tenus de faire demeurent extrêmement élevées. Symmaque nous montre encore des préteurs offrant en 401 des robes de soie¹. Au début du v^e siècle, le vicaire de Rome Rufius Probianus offre à ses amis des diptyques d'ivoire² et les chiffres que donne un fragment célèbre d'Olympiodore laissent l'esprit rêveur quand on les compare à ceux qui nous sont fournis pour Constantinople. En 401, Symmaque dépense 2.000 livres d'or pour la préture urbaine de son fils; vers 412, Petronius Maximus, probablement préteur urbain lui aussi, dépense 4.000 livres d'or. Entre ces deux dates, les frais imposés ont donc été augmentés et non diminués. En 423-425, les frais de la préture de Probus, fils du consul de 395 Olybrius, s'élèvent à 1.200 livres d'or, sans doute pour l'une des deux prétures inférieures³. Ces chiffres certes doivent s'entendre peut-être de toutes les dépenses effectuées, y compris les cadeaux non imposés et on peut penser qu'il s'agit de sénateurs qui ont voulu « tenir leur rang » et n'ont pas lésiné sur la dépense, donc qu'ils ont largement dépassé le minimum fixé; pourtant, Symmaque affirme qu'il n'a guère dépassé ce minimum, qui correspond, dit-il, aux sommes dépensées par les *censuales* pour les jeux des absents⁴. De toute façon, ce minimum doit être très supérieur aux tarifs prévus pour Constantinople, puisqu'on parle à Rome de MILLIERS de livres d'or alors qu'on compte seulement en Orient par CENTAINES de livres d'ARGENT. Il faut évidemment tenir compte du fait qu'aux jeux constantinopolitains de janvier les consuls ordinaires ont le rôle essentiel au-dessus des préteurs, tandis qu'à Rome toute la charge incombe habituellement aux seuls préteurs; cependant, le contraste est trop vigoureux pour ne pas avoir été conscient et voulu. Il reflète certainement, de la part des empereurs, une politique de ménagement à l'égard de Constantinople et de défiance systématique à l'égard de Rome.

1. Symm., *Ep.*, IV, 8, 1.

2. R. DELBRÜCK, *Die Consulardiptychen*, pl. 65. Cf. aussi Symm., *Ep.*, II, 81, et VII, 76, pour des diptyques d'ivoire offerts par les questeurs sous l'usurpation d'Eugène.

3. Olympiod., fragm. 44. Cf. J. SUNDWALL, *Weström. Studien*. Berlin, 1915, p. 153.

4. Symm., *Ep.*, IV, 8, 3. Il suffit de lire la correspondance de Symmaque pour se rendre compte de la lourdeur de la charge. Entre la fin de 398 et le début de 401, la préture de son fils est sa préoccupation essentielle: une soixantaine de lettres traitent en effet de ces préparatifs (éd. Seeck, p. LXXI, n. 329). Olympiodore atteste pourtant qu'il ne comptait pas parmi les plus riches sénateurs.

Cette politique remonte, sinon à Constantin, du moins à son fils Constance. Constantin avait modelé l'organisation de la préture constantinopolitaine sur l'organisation de la préture romaine ; entre les deux institutions, il ne semble pas avoir établi de différence profonde. Au contraire, Constance II a distingué nettement l'Orient de l'Occident : après avoir élevé le Sénat de Constantinople au niveau de celui de Rome en 357-359, il maintint dans la vieille capitale la législation rigoureuse que son père avait promulguée pour les préteurs vers 315-320 ; mais il n'appliqua pas cette législation à Constantinople où les préteurs étaient désormais plus nombreux qu'à Rome (cinq au lieu de trois) et avaient dix ans pour se préparer à la charge. Un autre signe de la politique de Constance nous est offert par les émissions de médaillons contorniates qui se sont ajoutées alors à celles des pièces d'Isis : l'empereur a voulu que les préteurs de Rome distribuent à la plèbe davantage encore de pseudo-monnaies qu'auparavant et il les a autorisés à frapper à la monnaie de Rome ces pièces d'aspect si particulier, dont M. Alföldi, qui les a étudiées minutieusement, date le début des émissions entre 356 et 359¹. Il nous paraît que ces nouvelles émissions sont liées à la réforme de la préture et qu'elles sont par suite postérieures au voyage de Constance à Rome : il faut donc dater les premières distributions de contorniates du 1^{er} janvier 358, comme l'a proposé M. Piganiol², ou du 1^{er} janvier 359. En tout cas, c'est là pour les préteurs une nouvelle dépense spécifiquement romaine : sur la masse de spécimens qu'il a inventoriés, M. Alföldi n'en compte que trois qui *peuvent* provenir de Constantinople. Plus tard, Valentinien I^{er} et Valens semblent avoir pensé à rétablir un certain équilibre entre les deux métropoles : ils appliquèrent à Rome la législation établie par Constance à Constantinople et ramenèrent de cinq à quatre le nombre des préteurs orientaux. Mais, après eux, Théodose et Valentinien II, puis Arcadius et Honorius revinrent à une politique de discrimination encore plus accentuée. Il est difficile d'échapper à la conclusion qu'ils ont voulu ménager financièrement la noblesse de Constantinople tandis qu'ils ont délibérément imposé des charges extrêmement lourdes à la noblesse de Rome. Des mobiles politiques et religieux ont sans doute déterminé une attitude aussi partiiale.

On comprend mieux, dans ces conditions, le mécontentement de la noblesse sénatoriale d'Occident à la fin du iv^e siècle. Ce méconten-

1. A. ALFÖLDI, *Die Kontorniaten*, p. 14-16. La plupart de ces médaillons évoquent les jeux du nouvel an : ils doivent émaner des préteurs.

2. A. PIGANIOI, dans *Journal des Savants*, 1945, p. 21.

tement s'exprime déjà clairement dans les doléances auxquelles fait allusion la loi de 372 et que sous-entend aussi la *Relatio* 8 de Symmaque ; on en trouve également un reflet évident dans les reproches que Zosime, à la suite d'Eunape, adresse à Constantin, qu'il accuse d'avoir voulu ruiner la noblesse, et dans les passages de l'Histoire Auguste qui critiquent avec véhémence les trop lourdes dépenses imposées aux *editores* romains¹.

* * *

Les deux magistratures mineures dont nous venons de tracer l'histoire au cours du Bas-Empire n'ont guère survécu l'une et l'autre à la chute de l'Empire d'Occident. C'est le consulat suffect, magistrature purement occidentale, qui a disparu le premier, au temps d'Odoacre, entre 476 et 480, comme l'a montré E. Stein². La préture de Rome est mentionnée à deux reprises au milieu du v^e siècle³ ; elle se maintient sous Odoacre et sous Théodoric, puis elle est signalée pour la dernière fois par Boèce en 523⁴ ; elle fut sans doute supprimée peu de temps après la mort de Théodoric et ses attributions passèrent au *magister census*⁵. Dans les derniers temps, depuis une date comprise entre 426 et 442, la préture avait été réservée aux seuls fils d'*illustres*⁶ et cette mesure fut appliquée aussi à Constantinople où la fonction fut conservée un peu plus longtemps. En 450, il subsistait encore en Orient trois préteurs, dont la nomination incombait toujours au Sénat⁷ et il n'en demeura qu'un seul par la suite : si l'on en croit Jean Lydus⁸,

1. Surtout *Aurel.*, 45, 4-6 ; cf. aussi *Alex. Sev.*, 43, 2. Cf. W. HARTKE, *Geschichte und Politik im spätantiken Rom*, *Klio*, 45. Beiheft, 1940, p. 112.

2. Alors est créée la nouvelle dignité de consul honoraire. Sur le consulat à la fin du v^e siècle, voir surtout E. STEIN, *Gesch.*, t. I, p. 521 et *Hist. du Bas-Empire*, t. II, Paris, 1949, p. 44 et 68-69 ; cf. aussi Chr. COURTOIS, Ex-consul, observations sur l'histoire du consulat à l'époque byzantine, dans *Byzantion*, XIX, 1949, p. 37-58. Sur le consulat byzantin en général, R. GUTLAND, dans *Byzantion*, XXIV, 1954, p. 545-578.

3. *Fastes de Polemius Silvius* (*C. I. L.*, I², p. 257, 9 janv.) et formule stéréotypée de *Nov. Valent.*, I, 3 en 450.

4. Boèce, *De consol.*, III, 4 (MIGNE, *Patres Latini*, t. LXIII, col. 738) : *praetura, magna olim potestas, nunc inane nomen est*.

5. Cassiodore ne connaît plus de préture à Rome. Cf. Ch. DIEHL, *Études sur l'administration byzantine dans l'exarchat de Ravenne*, Paris, 1888, p. 127. Il ne faut pas tenir compte de *Just., Instit.*, I, 20, qui reproduit purement et simplement Gaius, *Instit.*, I, 185.

6. *C. Just.*, XII, 1, 15 et 2, 1. Cf. E. STEIN, *Gesch.*, t. I, p. 339 et 520, et *Hist. du Bas-Empire*, t. II, p. 70.

7. *Ibid.*, I, 39, 2. Le fils d'Aspar est préteur sous le consulat de son père en 434 (R. DILHAU, *Die Consulardiptychen*, pl. 35).

8. *Lyd.*, *De magistr.*, II, 30.

ce préteur portait sous Justinien le nom de *praetor Constantianus*. En principe, il conservait à peu près ses attributions du temps de Constantin¹; dans la pratique, ses fonctions s'amenuisaient sans cesse devant les empiétements du *magister census*. Elles étaient devenues si anodines qu'en 535 Justinien put donner le nom de *praetor* à l'ancien préfet des vigiles, qui fut alors désigné sous le nom de *praetor plebis*, *praetor urbanus* ou *praetor Justinianus*, comme si on considérait que cet ancien titre prestigieux était devenu vacant². Le *praetor* traditionnel existait pourtant encore en 539³, puis un peu plus tard au temps de Lydus, qui sous-entend d'ailleurs que le *magister census* faisait alors office de préteur. Le *praetor Constantianus*, ce dernier survivant d'un temps révolu, ne tarda pas à disparaître à son tour après cette longue agonie, sans doute dans le troisième tiers du VI^e siècle.

André CHASTAGNOL.

1. Cf. notamment Just., *Nov.*, XIII, 1, 1 : *praetores sunt in curia senatus libertatum et iurum et talium praesides*, sans parler de nombreux passages des *Institutes*.

2. Just., *Nov.*, XCIV, Epilog.

3. Lyd., *De magistr.*, II, 30; Just., *Nov.*, XIII. Nous adoptons ici les vues de E. STEIN, *Hist. du Bas-Empire*, t. II, p. 803.

MÉLANGES

ESQUISSE POUR UNE HISTOIRE AGRAIRE DE BYZANCE : LES SOURCES ET LES PROBLÈMES

(Suite¹)

III. — L'APOGÉE DE L'EMPIRE (IX^e-XI^e SIÈCLES) : LE TRAITÉ FISCAL, LA LÉGISLATION DES MACÉDONIENS LES PREMIERS ACTES DE LA PRATIQUE

Pour les deux siècles que vont dominer les figures, très différentes mais presque toutes remarquables, des empereurs improprement dits « macédoniens », les sources de l'histoire agraire deviennent nombreuses. Textes littéraires : au premier rang, les ouvrages de Constantin VII Porphyrogénète. Textes juridiques : l'époque précédente avait été celle de l'Ecloga, nous entrons dans celle des Basiliques², qui se clôt par un remarquable recueil de jurisprudence, la « Pratique » à laquelle est attaché le nom du magistrat Eustathe le Romain³. Textes hagiographiques : l'essor du monachisme, sorti

1. Cf. *Rev. histor.*, t. CCXIX, p. 32.

2. On affecte désormais de mépriser la législation des Isauriens iconoclastes (cf. le Préambule de l'*Epanagoge*), que va éclipser la monumentale compilation des Basiliques, conçues par Basile I, publiée par Léon VI. Elle avait été précédée, sous Basile I, d'un « Code provisoire » ou *Procheiros Nomos* et d'une *Epanagoge*, dont on trouvera le texte dans Zépos II. Pour les Basiliques, on doit recourir encore à l'édition de Heimbach (7 vol., Leipzig, 1833-1870), en attendant l'achèvement de l'édition nouvelle entreprise et dirigée par H. J. Scheltema, dont deux tomes du texte et trois des scholies ont paru (Groningen, 1953-1957). Ces recueils ne sont pas en contradiction avec l'Ecloga, à laquelle d'ailleurs, sans le dire, ils empruntent. Mais il est vrai que par-dessus l'Ecloga, ils rejoignent avec prédilection le droit Justinien : l'œuvre savante des professeurs de Droit de Constantinople va de plus en plus s'éloigner de la réalité contemporaine. C'est pourquoi les scholies, échelonnées jusqu'au XIII^e siècle, ont pour l'historien plus d'intérêt que le corps même des Basiliques : mais elles sont encore en partie inédites, et appellent un travail de classement et d'interprétation, qui n'est qu'ébauché. Une sorte de réhabilitation des Basiliques, comme source valable pour la connaissance de la réalité byzantine à partir de la fin du IX^e siècle, a été tentée par M. С. В. Сузюмов, *O Socialnoj suščnosti zakonodatelstva Basilik* (« Du contenu social de la législation des Basiliques »), *Vis. Vrem.* 6, 1953, p. 72-87. L'auteur tend à montrer que les Basiliques sont un code « réactionnaire », qui dans les campagnes favorise les intérêts du « féodalisme » naissant, au détriment de la petite propriété. Il ne m'a pas convaincu.

3. Ce sont en effet principalement des décisions d'Eustathe — mais d'autres aussi —, ren-

victorieux de l'iconoclasme, fait éclore les Vies de saints. Mais surtout nous disposons, par une chance dont l'histoire byzantine n'offre pas d'autre exemple, de trois sources qui se complètent et nous font saisir les divers aspects de la réalité concrète et pour ainsi dire quotidienne : un Traité administratif de l'impôt foncier¹, une série de Nouvelles impériales², enfin les premiers actes de la pratique³.

Il est vrai que nous savons peu pour les deux premiers règnes, ceux de Basile I^{er} (867-886) et de Léon VI (886-912) : du moins rien n'indique qu'un changement profond soit intervenu. Si le Procheiros et l'Epanagôgè n'apportent par ailleurs presque rien, ils montrent du moins la grande propriété d'Eglise protégée par la législation⁴. La Vie de Basile I écrite par son petit-fils, Constantin VII⁵, mentionne les grandes donations de biens fonciers faites par l'empereur à des couvents et églises⁶. Elle donne aussi un exemple fameux, et probablement exceptionnel, de grande propriété privée, celui de la veuve Danélis, qui possédait en propre « une partie non petite du

dues à propos de cas difficiles ou de procès intéressant de grands personnages, réunies et publiées probablement vers la fin de la première moitié du XI^e siècle : édition Zépos, IV, p. 1-260.

1. Connue sous le nom de « Traité de la Marcienne », parce que c'est un manuscrit de cette Bibliothèque qui nous l'a conservé, ou de « Traité Ashburner », du nom du premier éditeur. Voir plus loin pour la bibliographie.

2. Analysées dans *R. K. O. R.* ; éditées par Zachariae, *J. G. R.*, III (réédition, avec quelques additions, dans Zépos, I). Pour les Nouvelles de Léon VI, consulter l'édition (avec traduction) de P. NOAILLES et A. DAIN, Paris, 1944.

3. Conservés dans les plus anciennes archives des couvents — les seules qui, en partie, aient survécu au naufrage général des archives byzantines — ces documents intéressent presque tous la propriété ecclésiastique. Quelques-uns pourtant, d'autant plus précieux, intéressent la propriété laïque, car c'était la règle, quand un bien était vendu ou donné, que l'on remit au nouveau propriétaire (en l'espèce, le couvent) les anciens titres de propriété. C'est ainsi, par exemple, que l'acte de Lavra n° 17 (février 1013) nous montre deux époux donnant au couvent, « pour le salut de leur âme », leurs biens fonciers, des maisons et deux vignes à Hiérissès, et précisant qu'ils ont aussi remis à Lavra les titres de propriété afférents à ces biens (τοὺς ἀγοραλούς χάριτας αὐτῶν).

4. Titre XV du Procheiros, titre X de l'Epanagôgè ; il est d'ailleurs redit que les biens d'Eglise, comme précédemment, peient en règle générale l'impôt. Je note en passant deux détails donnés par ces recueils. 1) Le Procheiros, titre XXVII, art. 22, disant que le témoignage des « pauvres » n'est pas reçu en justice, ajoute une définition du « pauvre » (πέννης, πτωχός) : c'est celui dont la fortune n'atteint pas une valeur de 50 nomismata. Cette définition est simplement reprise de *Digeste*, 48, 2, 10 (éd. Mommsen, p. 791), et se retrouvera d'une Nouvelle à l'autre. 2) Les titres XXXVIII du Procheiros, XXXIX de l'Epanagôgè, traitant des conflits de bornage et du tribunal chargé de les juger, notent l'embaras fréquemment causé τῇ ποιικίᾳ τῶν κτητόρων διαδοχῇ, c'est-à-dire par le fait que le terrain a souvent changé de mains : témoignage à joindre à beaucoup d'autres sur la mobilité de la terre à Byzance, et cela, quoi qu'on ait parfois dit, jusqu'à la fin de l'Empire.

5. Elle forme le livre V du recueil dit « Théophane continué », éd. Bonn.

6. *Ibid.*, p. 317 (μεγάλα κτήματα et autres biens donnés au couvent de Saint-Diomède), 322 (donation à Sainte-Sophie du μέγιστον κτήμα dit Μάντζα, dont les revenus suffirent pour le luminaire et pour l'entretien des desservants), 326, 339, etc.

Péloponnèse » : après avoir fait des cadeaux considérables à Basile I, qui put ainsi acheter de grandes propriétés en Macédoine, elle légua encore à Léon VI non moins de quatre-vingts domaines (προόστια)¹. En même temps la Vie fait un tableau idyllique de l'existence, sous Basile I, du paysan pauvre mais libre, qui peut « cultiver son lopin de terre et cueillir les fruits de sa vigne, de son olivier et de son figuier² ». Mais deux passages nous intéressent particulièrement. Dans l'un³, le Logothète du Trésor général propose à Basile I une mesure propre, selon lui, à rapporter beaucoup au trésor impérial : on enrôlerait dans toutes les provinces des fonctionnaires du fisc (ἐπόπτας καὶ ἐξισωτάς), chargés de recenser toutes les terres (ἀγροὺς καὶ χωρία) dont les propriétaires (δεσποτάς) avaient subi des revers, et de les transférer (διδόσθαι) à d'autres. L'empereur repousse finalement cette suggestion, et l'auteur de la Vie ajoute que de cette façon, « pendant tout le règne de Basile, le peuple entier de toutes les provinces échappa aux contrôles fiscaux et aux impôts (ἀνέμποτος, ἀνεξισωτος, ἀδιάπρακτος), et les terres restèrent à la disposition des voisins des pauvres, qui purent en jouir ». Citons les derniers mots : (ἔμειναν) τὰ χωρία καὶ οἱ ἄγροί τοις γειτονοῦσι τῶν πνήτων προσιμνοὶ εἰς ἀπόλαυσιν. Constantin VII a-t-il réellement voulu dire que les impôts ne furent plus perçus, dans les provinces, pendant le reste du règne de son grand-père ? Ce serait absurde, mais peu importe. Le logothète parlait évidemment des terres que leurs anciens propriétaires, par infortune, avaient cessé d'exploiter et dont ils n'acquittaient plus les charges. La mesure qu'il propose peut s'interpréter de deux façons. Songeant à la responsabilité fiscale collective telle que la fait apparaître le Code Rural, on pourrait penser qu'il s'agit d'attribuer ou de répartir ces terres aux autres membres des collectivités communales (qualifiés de « voisins »), qui déjà étaient solidairement responsables de leurs impôts et en compensation avaient la jouissance des fruits ; ils en seraient devenus propriétaires, et le profit escompté serait moins celui de la vente de ces terres, que d'un rendement fiscal meilleur. L'autre explication, appuyée sur des documents que nous examinerons bientôt — le Traité Fiscal, les actes de vente de terre clasmatique —, consisterait à dire qu'il s'agit plutôt de terres depuis longtemps abandonnées et pour cette raison détachées des collectivités communales, que l'État laissait gracieusement à la disposition des voisins, en attendant qu'elles soient attribuées ou vendues à de nouveaux propriétaires et rétablies dans leurs charges

1. *Ibid.*, p. 228, 318, 319, 321.

2. *Ibid.*, p. 258. Le texte parle de πένητας : nous verrons bientôt la valeur de ce mot, qui n'indique point l'indigence. Et lorsqu'il ajoute que « personne n'osa s'emparer de leurs biens », c'est une clause de style, qui ne suffit pas à faire conclure que Basile I a défendu les petits contre les empiétements des grands propriétaires. Quant au thème de la vie paisible du paysan à l'ombre de sa vigne et de son figuier, il est banal et vient de l'Ancien Testament : Michée, 4, 4.

3. *Ibid.*, p. 346-348. Le commentaire de ce passage par A. Vogt (*Basile I et la civilisation byzantine à la fin du IX^e siècle*, Paris, 1908, p. 92-93) est erroné.

fiscales ; en ce cas, c'était bien le bénéfice d'une vente massive des terres abandonnées que le logothète escomptait principalement, et la conséquence, contre laquelle s'élève l'empereur, aurait naturellement été que les voisins auraient perdu la jouissance de ces terres. L'équivoque du vocabulaire, dont la précision technique n'est qu'apparente, de Constantin VII, en particulier le sens incertain du mot *διάθωνται*, peuvent faire hésiter. Mais la seconde interprétation me paraît préférable, et doit alors conduire à mettre dès maintenant en lumière le fait important que les modalités de récupération, par l'État et le fisc, des terres abandonnées, telles que nous les verrons fonctionner, étaient déjà en vigueur sous Basile I, et probablement avant. Nous y reviendrons.

L'autre passage est celui où Constantin VII montre son grand-père procédant à une réforme de l'armée¹. Il compléta, par de nouveaux enrôlements, les effectifs (*τοὺς στρατιωτικοὺς καταλόγους*), que des retranchements de la solde (*βόλα*), des rations (*βασίλικὰ σιτηρέσια*) et des récompenses (*φιλοτιμίαι*) avaient fait fondre. Il amalgama les nouveaux soldats et les anciens, les entraîna, affermit leur moral « par des versements et distributions convenables » (*ἀρμοζούσαις χορηγίαις καὶ δωρεαῖς*). Il est remarquable que ni dans les causes de l'affaiblissement de l'armée, ni dans les moyens employés pour la reconstituer, ne figure la suppression ou l'attribution des biens militaires. En serait-il ainsi s'ils avaient alors représenté la base de l'organisation de l'armée ? Ils ne figurent d'ailleurs pas davantage dans les Nouvelles de Léon VI. Quant aux Basiliques, l'argument qu'on en a voulu tirer² s'écroule. L'article invoqué dit en effet³ : « Si un soldat de n'importe quel rang meurt à la guerre, son fils, s'il n'en a qu'un, ou l'aîné, s'il en a plusieurs, doit être immédiatement substitué à la place (*εἰς τὸν τόπον*) de son père et recevoir les mêmes annones. » Il n'y a dans ce texte que l'affirmation du caractère théoriquement héréditaire du service des armes, et ce faisant il se borne à reproduire mot pour mot un article du Code Justinien (XII, 47 [48], 3), sans qu'on puisse même en conclure qu'il s'agissait d'une disposition encore en vigueur⁴.

* * *

Le traité fiscal.

Venons au premier des grands textes annoncés plus haut, qui est en même

1. *Ibid.*, p. 265-266.

2. Par exemple OSTROGORSKI, *Histoire*, p. 164, note.

3. Livre LVII, titre 7 : Heimbach V, p. 190.

4. L'erreur commise vient de ce qu'on n'a pas relevé que l'article en question vient tout droit du Code Justinien, et qu'on a voulu donner au mot *τόπος* le sens de *κτῆμα*, alors qu'il indique seulement, comme dans maints autres textes analogues, la place dans l'armée. Aussi bien le livre LVII des Basiliques, consacré en entier aux soldats, ne contient-il aucune allusion aux biens militaires. Bien plus, le titre 1 reproduit l'ancienne interdiction faite aux soldats d'acheter de la terre pendant la durée de leur service.

temps le plus intéressant ouvrage que nous ait laissé la « littérature administrative » de Byzance : le Traité dit de la Marcienne — il n'est encore connu que par le seul cod. Marc. gr. 173 —, qu'on nommerait mieux Traité Fiscal¹. Son auteur anonyme avait déjà composé, dit-il lui-même (p. 115, l. 11), une *διδασκαλία τοῦ μέτρου*, c'est-à-dire un traité de la mesure des terres, destiné aux géomètres-arpenteurs, et sans doute plus généralement aux fonctionnaires du fisc chargés de l'assiette de l'impôt². C'est encore à l'usage de ceux-ci³ qu'il a rédigé ce « vocabulaire fiscal », dans lequel il explique, de façon concrète et parfois avec des exemples, les termes employés dans les documents concernant l'impôt foncier paysan. A quelle date? Certainement après 912, puisque Léon VI est dit *ἀποχόμενος*, décédé. Peut-être encore au XI^e, sinon même au début du XII^e siècle, si l'on en croit F. Dölger, qui se fonde sur les dates auxquelles sont attestés divers fonctionnaires des finances mentionnés par le Traité⁴. Sûrement au X^e siècle, selon Ostrogorskij, qui se fonde sur l'existence dans le Traité d'un *ἀλληλέγγιον* différent de

1. Édition princeps par W. ASHBURNER, A Byzantine treatise on taxation, *Journal of Hellenic Studies*, XXXV, 1915, p. 76-84 (sans traduction ni commentaire). L'édition à utiliser, et que je cite (par la page et la ligne) est celle de F. DÖLGER, *Beiträge zur Geschichte der byzantinischen Finanzverwaltung besonders des 10 und 11 Jahrhunderts* (« Byzantinisches Archiv », Heft 9), 1927 : le texte grec est aux p. 113-123, précédé d'une étude sur l'administration financière à Byzance, et suivi d'une série de notices sur les termes techniques du Traité. Presque en même temps, G. OSTROGORSKIJ, qui avait déjà fait paraître sur ce texte une courte étude intitulée : *Vizantijskij podatnoj ustav*, « Règlement fiscal byzantin » (*Recueil d'études dédiées à la mémoire de N. P. Kondakov*, Seminarium Kondakovianum, Prague, 1926, p. 109-124), en publiait une traduction allemande et un large commentaire : *Die ländliche Steuergemeinde des Byzantinischen Reiches im x. Jahrhundert*, *Vierteljahrschr. Soz. und Wirtschaftsgesch.*, XX, 1928, p. 1-108. Ces études de G. Ostrogorskij (désormais citée : *Ländl. Steuergemeinde*) et F. Dölger (désormais citée : *Beiträge*) ont donné lieu à deux comptes rendus importants : E. STEIN, *Vom Altertum im Mittelalter*, *Zur Geschichte der byzantinischen Finanzverwaltung*, *Vierteljahrschr. Soz. und Wirtschaftsgesch.*, XXI, 1928, p. 158-170; et A. ANDRÉADÈS, *Byz. Zeitschr.*, XXVIII, 1928, p. 287-323. Cf. aussi H. GRÉGOIRE, *Byzantion*, III, 1926, p. 485-490, et IV, 1927-1928, p. 701-704.

2. Ces sortes d'ouvrages (à la différence du Traité Fiscal, unique jusqu'aujourd'hui et donné par un seul manuscrit) sont bien connus, et certains sont édités. Leur étude va être renouvelée par l'important travail d'ensemble que prépare sur eux N. Svoronos. En attendant, on se reportera au travail de pionnier de Th. USPENSKIJ, *Vizantijskie zemleméry, Nabljudenija po istorii sel'skago chozjaïstva* (« Les arpenteurs byzantins. Observations sur l'histoire de l'économie rurale »), publié dans les « Travaux (*Trudy*) du VI^e Congrès archéologique d'Odessa (1884) », II, Odessa, 1888, p. 272-341.

3. S'adresse-t-il aux inspecteurs des contributions dans les provinces, ou aux fonctionnaires de l'administration centrale, à Constantinople? Aux uns et aux autres, peut-être. Il me semble pourtant que c'est dans la capitale que le Traité a été rédigé, pour les hauts fonctionnaires ayant affaire aux documents fiscaux concernant la terre, et qui devaient se familiariser avec le vocabulaire et le formulaire techniques. L'image de l'administration byzantine qui sort de ce texte, comme de nombreux autres, est celle d'un mécanisme à la fois extrêmement perfectionné et complexe; les fonctionnaires recevaient donc à coup sûr, à Constantinople, une formation et un enseignement professionnels, dont le Traité Fiscal est un des rares vestiges.

4. *Beiträge*, p. 8-9.

celui qui fut institué en 1002 par Basile II, et qui par d'autres arguments fait observer que la rédaction d'un tel ouvrage se place particulièrement bien sous le règne de Constantin VII¹. Nous aurons à revenir sur l'argument tiré de l'ἀλλοτρίων, qui ne me paraît pas pertinent. Mais il reste qu'aucune des institutions que le Traité montre en vigueur ne contredit au x^e siècle, qu'en revanche on n'y perçoit l'écho d'aucune des grandes Nouvelles des empereurs Macédoniens et que des institutions attestées au xi^e siècle n'y figurent pas, et enfin que la façon dont il est parlé de Léon VI (p. 117, l. 4 et 21) laisse penser que le règne de cet empereur n'est pas, dans le temps, très éloigné du rédacteur. Il nous suffit ici de considérer, comme je crois qu'on peut le faire, que le Traité Fiscal est du x^e siècle, et selon moi, plutôt du second quart du siècle.

Ce n'est d'ailleurs point l'aspect proprement fiscal qui nous intéresse, et je ne m'attacherai pas aux termes techniques et aux procédés de la fiscalité, lorsqu'ils n'éclairent pas le régime agraire². Mais les deux domaines sont intimement mêlés, et le Traité a beaucoup à nous apprendre. J'en dégage tout de suite le caractère pour nous essentiel : il ne connaît que la commune de paysans libres. Dès la première ligne (p. 114, l. 22)³ il définit son objet, et c'est la commune, χωρὶον. C'est d'elle seule qu'il est question de bout en bout. Les habitants sont des paysans libres⁴, et l'on ne constate aucune restriction à leur liberté d'aliéner, de léguer, voire d'abandonner leur terre⁵. Si l'on songe qu'il en est de même, à peu de chose près, dans les Nouvelles du x^e siècle, que nous examinerons, et qu'il en était déjà ainsi, deux ou trois siècles plus tôt, dans un texte pourtant très différent, le Code Rural, on

1. Ländl. Steuergemeinde, p. 3 sq.

2. La terminologie du Traité est d'ailleurs, pour l'essentiel, tirée au clair par le commentaire ci-dessus cité d'Ostrogorskij, et surtout par celui de Dölger, plus proprement fiscal et lexicographique.

3. Je doute en effet que ce qui précède, dans l'édition Dölger, fasse partie du Traité, et c'est selon moi avec raison qu'Ostrogorskij en fait commencer là le texte.

4. Deux fois il est fait mention des esclaves, qui par conséquent constituent encore à l'époque du Traité une partie notable de la main-d'œuvre rurale : p. 115, l. 34 (δούλους πληθυνόντας) et l. 41, où il est dit que les propriétaires qui n'exploitent pas eux-mêmes emploient τινὰς τῶν ὑπ' αὐτοῦς, δούλους ἢ μισθίους καὶ λοιπούς. C'est ce que confirment, entre autres textes, les très nombreux passages de la Peira consacrés aux esclaves (V, 4 ; VI, 21, 22 ; XVIII, 3 ; XIX, 41 ; XXII, 10 ; XXVIII en entier, etc.). Pas d'autre allusion aux diverses catégories de paysans dans tout le Traité, qui ne connaît en fait que les propriétaires. Le terme πάροικος n'est jamais employé. Et notons en passant qu'il n'est non plus jamais question de « soldats ».

5. Il est souvent question de paysans qui ont déguerpi, mais jamais on n'envisage de les rechercher et de les ramener sur la terre (à la différence des colons proto-byzantins). Très caractéristique à ce point de vue est le passage (p. 119, l. 19 sq.) où il est parlé de propriétaires (ἀλλοτρίοι : les ayants droit) qui « ont émigré », mais ne sont pas allés loin, et dont l'actuelle résidence est connue : on applique à leur terre, pour que les autres propriétaires ne soient pas trop lourdement grevés par l'application de la solidarité fiscale, une procédure de dégrèvement temporaire (χορησιμός), car on escompte leur retour ; mais on ne cherche pas à les faire revenir de force.

échappe difficilement à l'impression que si la commune libre n'est certes pas la forme unique de possession et d'exploitation du sol, elle en est du moins une forme bien vivante et, pour ainsi dire, normale.

Le Traité est le premier texte qui permette de tracer un tableau de l'habitat rural. Il distingue avec une remarquable précision l'habitat concentré et l'habitat dispersé, bien qu'il souligne qu'aux yeux du fisc ils ne font pas de différence. Le premier, à ce qu'il semble de loin le plus répandu, est proprement le χωρίον : les χωρίται y vivent dans un lieu de résidence unique, dit κατέδρα, où leurs maisons, dit le Traité, sont voisines les unes des autres — autrement dit, dans un bourg¹. Évidemment, il peut se faire que quelques membres de la commune n'habitent pas le bourg. Ces exceptions sont prévues, et bien définies. Soit qu'ils se trouvent à l'étroit dans le bourg, ou gênés par des voisins incommodes, ou encore que leurs terres soient situées à la périphérie de la commune² et nécessitent de trop longs déplacements (le territoire de la commune peut donc avoir une grande étendue), certains paysans transportent leur habitation plus ou moins loin du bourg et forment ainsi un ἀγρίδιον (p. 115, l. 21 sq.). Ou bien encore, certains membres de la commune, les plus aisés, les « bourgeois », tout en continuant d'habiter eux-mêmes le bourg, envoient leur main-d'œuvre, esclaves ou salariés, résider sur le lieu même du travail, et ce nouveau point d'habitation se nomme, dit le Traité, προάστειον (p. 115, l. 39 sq.)³. Mais les *agridia* comme les *proastéia* — mots intraduisibles — font normalement partie du ressort et du territoire de la commune, que définit le περιορισμός, « circumlimitation », ligne soigneusement établie, mesurée et décrite par les agents du fisc, véritable frontière de l'unité fiscale qu'est la commune⁴.

En face de ce type d'habitat concentré, l'habitat dispersé est désigné par le terme κτήσις et caractérisé — c'est la seule différence — par le fait qu'il y a de nombreux lieux de résidence (κατέδρα: πολλαί) et que les maisons sont dispersées et éloignées les unes des autres, chacun ayant la sienne sur sa parcelle (κτισίδιον) » (p. 115, l. 16). La κτήσις n'a pas nécessairement une

1. C'est donc bien κατέδρα χωρίον, proprement *résidence* de la commune, qu'il faut traduire par « bourg » (mieux que « village »), tandis que χωρίον désigne la « commune » avec tout son territoire.

2. Ce sont les ἐξώθηρα ou ἐξωχώρια (p. 115, l. 30) par opposition aux ἐσώθηρα ou ἐσώχωρια περιόδια (p. 115, l. 21, 29). Sur ces derniers et la définition qu'on en peut donner, nous aurons à revenir à propos de documents du temps des Commènes.

3. C'est le sens proprement technique de ce terme, qui comme la plupart des autres est également susceptible d'emplois moins précis. En particulier, προάστειον désigne couramment le « domaine » d'un propriétaire aisé ou riche, habitant lui-même la ville, ou d'un couvent.

4. Cette valeur fiscale et officielle du *periorismos* est mise en évidence par le passage du Traité (p. 114, l. 25 sq.) où les terres qui, pour diverses raisons, ont reçu un statut particulier, et ne font pas, ou ne font plus partie de la communauté fiscale du χωρίον, sont dites soit λίστατοι, λίστατηθέντες, « mises à part », soit λίστοπεριορισθέντες, « dont le *periorismos* est fait à part ». Cf. aussi p. 116, l. 14.

étendue moyenne moindre que le χωρίον, et comme lui elle avait sa « circum-limitation » propre, englobant les diverses propriétés ou parcelles dans une même unité fiscale. On a pourtant des raisons de croire que l'habitat concentré était de loin le plus répandu. Ces données sont intéressantes du point de vue de la géographie humaine, et l'on aimerait savoir si elles correspondent à des modes différents d'exploitation et de culture. Mais sur le plan des institutions, χωρίον et κτήσις sont équivalents, et d'ailleurs le Traité, après avoir défini les deux mots, ne parle plus que du χωρίον, ce qu'il en dit s'appliquant évidemment aussi à la κτήσις¹.

Le caractère le plus certain est que, à l'intérieur de la commune, s'exerce le principe de la solidarité fiscale. « Quand une campagne a été dévastée par un raid de barbares ou quelque autre catastrophe et qu'on risque de voir déguerpir les paysans qui restent sur place, *parce qu'ils se voient réclamer les impôts des disparus...* » (p. 116, l. 2 sq.) ; « lorsque les ayants droit ont disparu (...) et que les voisins se voient réclamer solidairement (ἀλληλεγγύως) leurs impôts... » (p. 118, l. 42 sq.) ; « pour éviter que ceux qui sont restés dans la commune ne disparaissent à leur tour *en se voyant réclamer solidairement (ἀλληλεγγύα)* [les impôts des absents]... » (p. 119, l. 23 sq.). Il est donc assuré que les paysans restés dans la commune sont solidairement responsables des impôts de ceux qui sont partis, comme c'était déjà le cas dans le Code Rural.

Cette solidarité est exprimée par l'adverbe ἀλληλεγγύως (-γύω), que nous avons déjà rencontré chez Théophane parlant de la seconde vexation de Nicéphore I, et qui se trouve aussi chez Justinien (Nov. 99 ; Edit. IX, chap. 3). Il faut ouvrir une parenthèse sur ce terme, qui a provoqué la discussion. A-t-il, comme ἀλληλεγγύη en Égypte², une valeur technique ? G. Ostrogorskij l'a cru³, puisqu'il trouve là un argument pour placer la rédaction du Traité Fiscal à une date antérieure à Basile II. Je pense que la datation est juste, mais l'argument mauvais. Il est vrai que Basile II, au lendemain et en raison des guerres bulgares, établit pour remplir le trésor une sorte « d'impôt de solidarité », en vertu duquel les « puissants » devaient payer les impôts des contribuables disparus ou défaillants : Cedrenus (Bonn II, p. 456) et Zonaras (Bonn III, p. 561) le nomment *allēlengyon*. Évidemment

1. Le texte ajoute que dans ce dernier cas les habitants pourraient être nommés, non χωρίται, mais χωροεποθεσπόται, proprement « maîtres de maison campagnards » : mot probablement forgé par l'auteur, qui a cru adapter ainsi à l'habitat rural le terme, à ses yeux essentiellement urbain, οικοδοσπότης. Nous trouverons pourtant ce dernier dans des documents d'archives concernant des bourgs campagnards.

2. Cf. les papyrus cités par Liddell-Scott-Jones, s. v., et Preisigke, *Wörterbuch*, s. v. ; A. SEGNI, dans *Aegyptus*, V, 1924, p. 45-64 et 185-201 ; un papyrus de 539 p. C. cité par J. KATZANKOPOULOS dans son étude, *Die kollektive Steuerantwortung...* (p. 298), que j'ai résumées plus haut ; etc.

3. G. OSTROGORSKIJ, *Ländl. Steuergemeinde*, p. 29 sq. ; contesté, avec raison selon moi, par F. DÜLGER, *Beiträge*, p. 8, n. 7 (cf. aussi, p. 129 sq.) ; maintenu par OSTROGORSKIJ, *Byzantion*, VI, 1931, p. 235 sq.

les « puissants », au premier rang le patriarche et les évêques, protestèrent violemment et feignirent d'être réduits à la ruine : Romain III Argyre (1028-1034) leur donna satisfaction et abolit la mesure de Basile II, qui ne fut jamais rétablie (Cedrenus, p. 486 ; Zonaras, p. 573-574). Mais il ne faut pas dire que le Traité Fiscal est antérieur à Basile II parce qu'il mentionne un *allélengyon* différent de celui institué par cet empereur (et aboli peu d'années après de façon définitive, en sorte qu'on ne saurait non plus placer le Traité après Romain III) : il n'y a pas d'*allélengyon*, au sens technique, dans le Traité. Il faut distinguer, en effet, deux choses. D'une part le principe de la solidarité fiscale, qui subsista de longs siècles, au cours desquels d'ailleurs il évolua : les textes qui en parlent peuvent employer, dans une acception générale, l'adverbe ἀλλήλῃς ; mais nous devons éviter d'employer ici le substantif « allélengyon ». D'autre part la mesure particulière, limitée dans sa portée comme dans sa durée, prise par Basile II et abolie par Romain III ; c'est elle qui est désignée, cette fois avec une valeur technique, par le substantif ἀλλήλῃς, et c'est à elle qu'il convient de le réserver.

Revenons au Traité Fiscal. Il décrit l'impôt foncier dû par la commune rurale comme un impôt de répartition (et non de quotité), calculé sur l'ensemble de la commune d'après le rapport entre la surface totale des terres d'une part, le montant total des charges exigées de l'autre¹ : rapport dont l'expression, c'est-à-dire la somme fiscale dont est affectée chaque unité de surface, varie avec les exigences de l'État. La perception rigoureuse d'un tel impôt, l'application stricte du principe de la solidarité collective des contribuables de la commune, devaient entraîner, on se le représente sans peine, de graves inconvénients. La charge des défaillants, ou de ceux qui avaient déguerpi, reportée sur ceux qui restaient, devenait parfois écrasante, au point que, pour la fuir, ceux-ci abandonnaient à leur tour la commune. C'était notamment le cas, le Traité le dit avec insistance, lorsque des raids de barbares, ou des cataclysmes naturels, avaient causé de graves dommages aux personnes et aux biens. L'empereur envoyait alors un inspecteur (ἐπόπτης), qui après enquête procédait à des mesures de dégrèvement, dont l'objet était d'éviter la fuite des contribuables et la désertion

1. Le principe de l'impôt, indiqué au début du Traité (p. 114, l. 22 sq.), est clair, sinon en lui-même, du moins dans son application. Pour chaque commune, on évalue la ρίζα, « racine » ou souche, qui est le montant total, en argent, c'est-à-dire en *nomismata*, de tous les impôts et taxes dus par la commune. On évalue d'autre part l'ὕποταγή, qui est la superficie totale, en unités de surface ou *modia* (l'opération est dite *μοδισμός*), de la terre fiscale de la commune. On divise les *modia* par les *nomismata* et l'on trouve ainsi, dit le Traité, combien de *modia* correspondent à un *nomisma*. L'opération est dite ἐπιβολή, « imposition », et βέβαιος, qu'on peut approximativement traduire par « évaluation » ou « estimation » ou encore « péréquation » : l'idée est que l'on attribue en quantité proportionnelle et à suffisance. On prendra garde que le mot ἐπιβολή, qui reparait ici, désigne maintenant tout autre chose que l'ἐπιβολή (τῶν ἀνθρώπων) de l'époque proto-byzantine, dont il a été question plus haut. Nous aurons d'ailleurs à revenir sur l'ἐπιβολή ainsi entendue et sur son fonctionnement à propos des actes de la pratique du temps des Comnènes.

de la commune. Le mécanisme en est complexe, mais clairement exposé dans le Traité. Sans entrer dans le détail, j'indique le principe (p. 116, l. 1 sq.). Une parcelle devenue improductive et abandonnée fait l'objet d'un dégrèvement provisoire dit *συμπάθεια* ou « compassion » ; si dans un délai de trente ans les anciens propriétaires ou leurs ayants droit reviennent, on soumet de nouveau la terre à l'impôt et on la rétablit dans son ancien statut fiscal, l'opération étant dite *ἐρθωσις* ou « redressement », et se faisant par étapes pour ménager les forces des paysans revenus (p. 119, l. 38) ; si au contraire la parcelle reste abandonnée, elle fait l'objet au bout de trente ans d'une décision de « détachement » ou de « retrait », *κλάσμα*, en vertu de laquelle elle cesse de faire partie de la commune, qui par conséquent cesse de son côté d'être solidairement responsable des impôts de cette parcelle. Cette terre devient alors terre d'État, et l'État peut la louer, la donner, la vendre et naturellement l'inscrire à nouveau sur les registres du fisc si elle redevient habitée et exploitée, mais désormais avec le statut de bien indépendant, *ιδιότατον*, et non plus de bien communal, puisqu'il a été détaché du *périorismos* de la commune et a dès lors son propre *périorismos* (p. 116, l. 17 sq.).

Ceci conduit à faire deux remarques. La première : on ne trouve plus trace de l'ancienne *adjectio (sterilium)*, *ἐπιβολή (τῶν ἀπόρων)*, de l'époque proto-byzantine ; pas trace non plus de ce qui peut-être en était une survivance, la « répartition de la terre de la commune » du Code Rural. L'État recourt, au moins dans les cas graves, à d'autres procédés, qui ne sont pas seulement techniquement différents, mais dont l'esprit est tout autre. Et dans la description qu'il en fait, le Traité Fiscal montre que leur application a atteint un degré de précision, et pour ainsi dire de perfection, qui oblige à penser que leur institution était déjà ancienne. Ceci confirme, en particulier, l'interprétation donnée plus haut du passage de la Vie de Basile I concernant un projet d'attribution ou de vente de terres abandonnées : c'est bien de terres *clasmatiques* qu'il s'agissait.

Seconde remarque : il est certain que ce processus irréversible de détachement définitif des terres abandonnées est lié à une diminution de l'importance de la commune, en même temps que de sa superficie. Imposé peut-être par les événements, il n'en exprime pas moins une attitude nouvelle pour nous (même si alors elle ne l'est en fait déjà plus) du pouvoir vis-à-vis de la propriété terrienne. Soustraire des terres à la solidarité fiscale du *χωρίον* et au *χωρίον* lui-même, c'est affaiblir celui-ci, dont la cohésion était justement cimentée par la solidarité fiscale. Ne cherchons pas encore si, ce faisant, l'État s'adaptait à des circonstances impérieuses, ou s'il innovait consciemment. La chose à mon avis certaine est que, derrière des procédés, en apparence purement techniques, d'aménagement ou d'allègement d'un fardeau devenu insupportable, on aperçoit une évolution de la commune, et du régime de la terre ; le changement est postérieur au Code Rural. Mais il peut être très antérieur au Traité Fiscal.

Des changements non moins importants apparaissent dans les parties du

Traité consacrées aux faveurs ou donations impériales dites λογίσμα et σολέμνια λογίσμα (p. 117, l. 1, à 118, l. 20). Les bénéficiaires en sont principalement des églises, des couvents ou des fondations pieuses (hospices, orphelinats, etc.) : le Traité ne dit pas nettement qu'ils peuvent être des individus, mais ne l'exclut pas non plus. Le principe est dans tous les cas le même : le revenu fiscal d'un bien foncier, c'est-à-dire l'impôt qu'il paie, au lieu de parvenir directement aux caisses de l'État, est abandonné ou affecté par l'État lui-même à un bénéficiaire, qui de cette façon garde ou reçoit des revenus d'État. Les modalités diffèrent. Les *logisima* proprement dits sont des opérations de comptabilité fiscale se rapprochant de la catégorie des exemptions. L'auteur du Traité en distingue d'ailleurs deux sortes : depuis des temps anciens et jusqu'à Léon VI, il est fréquemment arrivé que « l'empereur ordonne que les impôts dus par les biens fonciers appartenant à une maison pieuse ne soient pas perçus, mais soient laissés (à cette maison pieuse) et lui soient comptés comme don perpétuel de l'empereur¹ » ; ou bien, simplement (ἀπλῶς, δι' ἀπλότητα λογίσμα), un secrétaire impérial portait sur le livre du fisc, au-dessus de la ligne indiquant l'imposition, la mention « compté au nom de...² ».

Autre chose les σολέμνια λογίσμα, qui sont à proprement parler des λογίσμα ἀντὶ σολεμνίων : le versement annuel par l'empereur à une maison pieuse d'une somme d'argent venant du Trésor (*solemnion*) est remplacé par l'attribution de revenus fiscaux *pris à leur source* et n'arrivant plus jusqu'au Trésor. Ici encore le Traité distingue plusieurs cas : les revenus en question peuvent être les impôts qu'avait à payer au fisc, pour ses biens fonciers, le bénéficiaire même du *solemnion*, et qu'il était dispensé de payer jusqu'à concurrence du montant de celui-ci, par une sorte d'auto-attribution (λογίσμα σολέμνια αὐτοῦργια) ; ou bien la même somme était prélevée par le représentant du Trésor dans la province (διοικήτης) sur le montant global des rentrées fiscales, et remise par lui au bénéficiaire (σολέμνια παρεχόμενα ou χειρόδοτα) ; ou enfin l'empereur donnait ordre de compter (λογισθῇ) cette somme sur le revenu fiscal de telles ou telles communes n'appartenant pas à la maison pieuse (ἀπὸ δημοσίου κανόνος χωρίων τινῶν μὴ ὑποκειμένων τῷ εὐαγῇ

1. Le Traité ajoute qu'on retirait, de la βίβλα ou ὁμάς du χωρίον, les « lignes » (στίχοι) correspondant à ces anciens *logisima*, nommés προκατεσπασμένα, qui entraient alors dans la catégorie des ἱδιόστατα. Léon VI en fit faire une sorte d'inventaire, et semble avoir mis fin à cette façon de procéder. Est-ce parce qu'elle contribuait gravement, elle aussi, à l'affaiblissement de la commune ?

2. Le terme consacré est λογίζεσθαι, d'où a été tiré λογίσμος, et la formule officielle employée pour enregistrer dans les livres du fisc cette opération est ἐλογίσθη προσῶπῳ τοῦ δεῖναι, comme l'indique le Traité, et comme nous le verrons par des documents du temps des Comnènes. Le verbe λογίζεσθαι, dans cet emploi, contient les deux idées, liées l'une à l'autre et complémentaires, de « ne pas percevoir » (de la part du fisc), donc « effacer, rayer », et de « attribuer, porter au compte de » (un bénéficiaire particulier). Suivant les cas, l'accent est mis sur l'une ou l'autre de ces nuances ; mais il y a toujours abandon de revenus fiscaux par l'État. Cf. les exemples rassemblés par Dölger, *Beiräge*, p. 144.

obscure), en sorte que l'argent (τὰ λογισθέντα νομίσματα) soit remis *directement* à celle-ci par les membres de la commune sans passer par le fisc (παρὰ τῶν χωριστῶν ἐντὶ τοῦ διοικητοῦ). Si les deux premiers cas peuvent être interprétés comme représentant surtout des procédés comptables, le troisième va beaucoup plus loin et revêt une importance très grande. Il supprime en effet, sinon le contrôle sans doute, du moins l'intermédiaire de l'État entre le contribuable et le bénéficiaire des largesses impériales. Donnait-il barre à celui-ci sur celui-là? Il est remarquable que, d'après l'auteur du *Traité* (p. 117, l. 40-41), c'est le procédé que semblent avoir préféré les moines et les administrateurs des maisons pieuses, et dont ils sollicitaient l'application comme une faveur de l'empereur. Ce n'était assurément pas sans raison. Nous discernons là pour la première fois avec netteté le principe de ce qui deviendra l'une des grandes institutions économiques et sociales de Byzance, l'οικονομία-πρόνοια¹. Raison de plus pour noter qu'à son origine, elle n'apparaît pas comme telle : ce n'est encore qu'une façon d'assurer à une maison pieuse le versement commode et sûr de sa bourse.

Une image très précise, pour l'essentiel semblable à celle des siècles antérieurs, de la commune de propriétaires libres ; mais en même temps des signes de son évolution, et j'oserais dire de son affaiblissement, du fait de sa moindre cohésion fiscale et de l'atténuation du principe de la solidarité, du fait des atteintes portées à son intégrité territoriale, du fait encore des exemptions ou de l'attribution à des particuliers — collectivités ou individus — de revenus normalement destinés au fisc : voilà donc ce que montre la lecture du *Traité Fiscal*. Interrogeons les autres sources.

* * *

Les Nouvelles.

La plupart des empereurs de la dynastie Macédonienne ont légiféré sur les questions agraires, et un nombre important de leurs Nouvelles nous sont parvenues. Mais elles appellent une remarque préliminaire. Depuis l'édition, pour son temps admirable, que Zachariae von Lingenthal en a donnée il y a exactement un siècle, en 1857, au tome III du *Jus Graeco-Romanum*, elles n'ont fait l'objet d'aucune étude sérieuse. Or la plupart de ces Nouvelles posent des problèmes d'authenticité ou de composition, d'attribution ou de datation, qui peuvent recevoir d'autres solutions que celles que Zachariae avait adoptées et qu'on voit encore partout suivies. Et pour toutes sans exception, l'établissement définitif du texte reste à faire. En autres termes, il y aura lieu d'une part d'examiner dans son ensemble la tradition manuscrite qui nous a conservé ces Nouvelles, d'autre part d'étudier la constitution et l'évolution de tous les recueils juridiques où elles figurent soit dans un

1. Le *Traité* emploie justement ici l'expression : ἡ περὶ τῶν τοιούτων σολεμνίων οἰκονομία (p. 118, l. 8).

texte complet ou partiel, soit en résumé, soit par une simple mention ou dans une scholie. Travail immense de philologues et d'historiens du Droit, dont les résultats réservent sans doute bien des surprises. Aussi longtemps qu'il n'aura pas été fait, il conviendra d'être plus prudent qu'on ne l'est d'ordinaire. Je ne prends qu'un exemple, celui de la Novelle fameuse sur le droit de préemption que, depuis Zachariae, tout le monde, et encore F. Dölger dans ses *Regesten*, attribue à Romain Lécapène et date de 922 : en fait, les doutes les plus graves pèsent sur le texte, l'auteur et la date. Sur le texte : Zachariae se demandait déjà, dans une note trop peu lue, si nous n'étions pas en présence d'une constitution composite ; il me paraît en tout cas certain que le troisième paragraphe, qui serait le plus ancien texte de loi concernant les biens des stratiotes, est adventice ; il ne figure pas dans l'épitomé que donnent l'appendice de la Synopsis (classe I et II) et l'appendice du Prochiron Auctum ; aucun des intitulés connus de la Novelle n'y fait allusion ; et la grande Novelle de Constantin VII sur les biens des stratiotes dit à cinq reprises qu'avant elle, sur ce sujet, n'existait que « la loi non écrite » et la coutume. L'auteur : plusieurs sources désignent, non Romain Lécapène, mais Constantin VII. La date : celle de 922 n'est donnée, autant que je sache, que par l'appendice de la Synopsis de la troisième classe et par Codinos ! Or les dispositions de cette Novelle me paraissent ignorées de celle promulguée par le même Romain Lécapène en septembre 934 (le seul passage qu'on pourrait invoquer en sens contraire étant contestable et contesté), aussi bien que de la *lysis* rendue par Théodore Décapolite sous Romain II (959-963), et c'est seulement une Novelle de Nicéphore Phocas, probablement de 967, qui y fait peut-être allusion. On mesure par cet exemple combien complexes et importants sont les problèmes qui restent à résoudre.

Ces réserves faites, voici la liste des Nouvelles des Macédoniens qui intéressent directement notre sujet. Je les énumère dans l'ordre de la seule édition que l'on puisse pratiquement consulter, celle de Zachariae (*J. G. R. III*) reproduite par Zépos, et en donnant à chacune une lettre qui servira à la désigner dans l'exposé qui suit :

- A. Léon VI. Sans date. *J. G. R. III*, p. 220 sq. = Zépos I, p. 186 sq. (et Noailles-Dain, *Nouvelles de Léon le Sage*, p. 376). *R. K. O. R.*, n° 558.
- B. Romain I Lécapène (?). Avril 922 (?). *J. G. R. III*, p. 234 sq. = Zépos I, p. 198 sq. *R. K. O. R.*, n° 595.
- C. Romain I Lécapène. Septembre 934. *J. G. R. III*, p. 242 sq. = Zépos I, p. 205 sq. *R. K. O. R.*, n° 628.
- D. Constantin VII Porphyrogénète. Mars 947. *J. G. R. III*, p. 252 sq. = Zépos I, p. 214 sq. *R. K. O. R.*, n° 656.
- E. Constantin VII Porphyrogénète. Sans date. *J. G. R. III*, p. 261 sq. = Zépos I, p. 222 sq. *R. K. O. R.*, n° 673.
- F. [Romain II, 959-963]. Notification du magistros Théodore Décapolite. *J. G. R. III*, p. 281 sq. = Zépos I, p. 240 sq.

- G. Romain II. Mars 962. *J. G. R.* III, p. 285 sq. = Zépos I, p. 243 sq. *R. K. O. R.*, n° 690.
- H. Nicéphore II Phocas. Sans date. *J. G. R.* III, p. 289 sq. = Zépos I, p. 247 sq. *R. K. O. R.*, n° 720.
- J. Nicéphore II Phocas. 964. *J. G. R.* III, p. 292 sq. = Zépos I, p. 249 sq. *R. K. O. R.*, n° 699.
- K. Nicéphore II Phocas. 967, peu avant le 1^{er} septembre. *J. G. R.* III, p. 296 sq. = Zépos I, p. 253 sq. *R. K. O. R.*, n° 712.
- L. Nicéphore II Phocas. Même date? *J. G. R.* III, p. 299 = Zépos I, p. 255. *R. K. O. R.*, n° 719.
- M. Nicéphore II Phocas. Sans date. *J. G. R.* III, p. 299 sq. = Zépos I, p. 255 sq. *R. K. O. R.*, n° 721.
- N. Basile II Bulgaroctone. 4 avril 988. *J. G. R.* III, p. 303 sq. = Zépos I, p. 259. *R. K. O. R.*, n° 772.
- O. Basile II Bulgaroctone. 1^{er} janvier 996. *J. G. R.* III, p. 306 sq. = Zépos I, p. 262 sq. *R. K. O. R.*, n° 783.

De ces quatorze textes, qui tous appelleraient une nouvelle édition et un commentaire approfondi, je dois me borner à dégager l'essentiel de ce qu'ils apportent¹. Je le ferai en distinguant les trois grands problèmes qui ont

1. La seule étude d'ensemble sur ce groupe de Nouvelles rest : celle de V. G. VASILEVSKIJ, *Materialy dlja vnutrennej istorii vizantijskago gosudarstva* (« Matériaux pour l'histoire intérieure de l'Empire byzantin »), publiée en 1879 dans le t. CCII du *Žurn. Min. Nar. Prosv.* (« Journal du ministère de l'Instruction publique de Russie »), et réimprimée dans le t. IV des *Trudy V. G. Vasilevskogo* (« Travaux de V. G. Vasilevskij »), Leningrad, 1930, p. 250-331 : cf. p. 266-331 (je cite d'après cette édition). Cette étude de Vasilevskij était certes, pour son temps, très méritoire, mais elle est loin d'aller au fond des choses. Elle ajoute moins qu'on ne l'a dit à l'ouvrage, pour sa date si remarquable et encore aujourd'hui utile, de A. RAMBAUD, *L'Empire grec au X^e siècle*, Paris, 1870. Récemment, en dehors d'études particulières que je mentionnerai à leur place, je ne trouve à signaler que l'aperçu de E. BACH, *Les lois agraires byzantines du x^e siècle*, *Classica et Mediaevalia*, V, 1942, p. 70-91 (le livre ci-dessus cité de G. ROUILLARD, sur *La vie rurale dans l'Empire byzantin*, ne mentionne qu'en passant les Nouvelles), et plusieurs articles de savants russes, dont je ne saurais dire qu'ils aient vraiment renouvelé le sujet : A. P. KAËDAN, *Krestjanskije dvizenija v Vizantii v X v. i agrarnaja politika imperatorov Makedonskoj dinastii* (« Les mouvements paysans à Byzance au x^e siècle et la politique agraire des empereurs de la dynastie macédonienne »), *Viz. Vrem.*, V, 1952, p. 73-98) ; DU MÊME, *K voprosu ob osobennostjach feodalnoj sobstvennosti v Vizantii VIII-X vv.* (« Sur les caractères particuliers de la propriété féodale à Byzance aux VIII-X^e siècles »), *Ibid.*, X, 1956, p. 48-65 ; DU MÊME, *Formirovanie feodalnogo pomeštja v Vizantii X v.* (« Formation du domaine féodal à Byzance au x^e siècle »), *Ibid.*, XI, 1956, p. 98-122 ; K. OSIPOVA, *Rasvitie feodalnoj sobstvennosti na zemlju i zakrepoščenie krestjanstva v Vizantii X v.* (« Développement de la propriété foncière féodale et asservissement de la paysannerie à Byzance au x^e siècle »), *Ibid.*, X, 1956, p. 66-80. Je dois dès maintenant — mais j'y reviendrai — mettre en garde contre l'emploi abusif et quasi mythique que la plupart de ces études font du terme « féodal ». — M. L. ABRAMSON a consacré une étude parallèle à la paysannerie des territoires byzantins de l'Italie méridionale aux IX^e-XI^e siècles (*Viz. Vrem.*, VII, 1953, p. 161-193) : étude qui, avec de bonnes remarques, a le mérite d'attirer l'attention sur une documentation intéressante et trop peu exploitée ; je dois pourtant faire des réserves

préoccupé les empereurs : les conditions et modalités de transfert de la terre, c'est-à-dire le droit de préemption ou *protimésis* d'une part, les rapports des « puissants » et des « faibles » de l'autre (Novelles A B C D F K L O) ; la propriété terrienne des couvents (Novelles J N O) ; la propriété terrienne des stratiotes, ou problème des « biens militaires » (Novelles B E G H M).

LE TRANSFERT DE LA TERRE : LA PRÉEMPTION¹ ;

« PUISSANTS » ET « FAIBLES »²

A³ énonce une règle générale : « Il est permis au possesseur d'un bien foncier de le vendre à qui il veut, sans empêchement et sans appel. J'accorde en effet à quiconque s'acquitte des charges fiscales le droit d'acheter un bien foncier soumis au fisc (ὕποθημόσιον), sans que les voisins puissent s'y opposer. » Car il est injuste, ajoute Léon VI, qu'un pauvre (πέννης, πτωχός, ἄπορος) qui désire vendre son bien en soit empêché par les attermoiements de voisins mal intentionnés : il peut le vendre à qui il veut, les voisins ayant ensuite six mois pour faire opposition et, en remboursant l'acheteur, entrer en possession du bien. La Novelle ne prononce pas le mot *protimésis*, mais c'est bien du droit de préemption qu'il s'agit : découlant de la forte cohésion de la commune rurale et du principe de solidarité, il n'y a pas de raison de penser qu'il ait jusque-là jamais cessé d'être en vigueur⁴. L'empereur ne le sup-

sur la ligne générale, qu'il est simpliste de ramener au passage de « l'esclavagisme » au « féodalisme ».

1. L'étude systématique de la *protimésis* (« droit de retrait » ou préemption) à Byzance reste à faire. Cf. ZACHARIAE, *Geschichte*², p. 236-248 (essentiellement fondé sur B) ; G. PLATON, Observations sur le droit de *protimésis* en Droit byzantin, *Revue générale du Droit*, XXVII, 1903, p. 432-445, 511-528 ; XXVIII, 1904, p. 5-25, 143-152, 300-317, 423-435 ; XXIX, 1905, p. 33-46, 153-166, 247-262, 425-436, 503-512 (beaucoup de bonnes remarques, quelques erreurs, aggravées par la tendance à mettre sur le même plan des textes d'époque et de nature très différentes) ; G. OSTROGORSKIJ, *Ländl. Steuergemeinde*, p. 32-35 ; G. OSTROGORSKIJ, The peasants pre-emption Right, an abortive reform of the Macedonian emperors, *Journal of Roman Studies*, XXXVII (Mélanges N. Baynes), 1947, p. 117-126 (désormais cité : *Pre-emption Right*).

2. Je ne mentionne que pour la forme l'ouvrage médiocre et périmé de G. TESTAUD, *Des rapports des puissants et des petits propriétaires ruraux dans l'Empire byzantin au X^e siècle*, Bordeaux, 1898.

3. ZACHARIAE (*Geschichte*², p. 239 et n. 780) a élevé des doutes sur l'authenticité de cette Novelle, mais sans invoquer d'autre motif que « die ganze Stylisirung », ce qui est assurément insuffisant. La seule difficulté qu'on pourrait objecter à ce texte est que les personnes jouissant du droit de préemption sont désignées simplement et globalement comme « les voisins ». Mais A n'a pas pour objet de définir les acquéreurs privilégiés, mais de les empêcher d'abuser de leur privilège. « Les voisins » y a le sens général de οἱ προτιμώμενοι. De même B, à la fin du § α', emploie οἱ πλησιάζοντες au sens de οἱ δεδωκάμεν τὴν προτίμησιν.

4. Sur le droit préférentiel des *proximi consortesque* depuis Constantin jusqu'aux Basiliques, cf. ZACHARIAE, *Geschichte*², p. 237-238. Sur la persistance (et les transformations) de ce droit dans la seconde moitié de l'histoire de Byzance, *ibid.*, p. 248, et OSTROGORSKIJ, *Ländl. Steuergemeinde*, p. 35.

prime pas, il en combat un abus qui se comprend sans peine : l'interdiction de vendre à un « étranger » avant que les « voisins » se soient récusés permettant à ceux-ci, en différant leur réponse, de retarder la vente, dans l'espoir d'acquiescer finalement à meilleur compte. La manœuvre était particulièrement efficace quand le vendeur était « un pauvre » pressé par la nécessité. L'empereur enlève donc dans ce cas à l'exercice de la préemption son caractère de préalable nécessaire, en en reportant l'effet sur l'acheteur au lieu du vendeur ; il le limite d'autre part à six mois, afin que les acheteurs ne soient pas découragés par une menace trop longtemps suspendue sur eux.

Quels que soient les problèmes qu'il pose, et que j'ai signalés plus haut, B est un texte d'une portée plus générale et d'une grande importance. Le préambule déclare qu'il y a conflit entre une ancienne loi, prescrivant qu'aucun parent ou « associé » (κοινωνός) ne peut empêcher que l'on vende son bien où l'on veut, et une autre loi, interdisant de vendre à d'autres personnes que les habitants du même ressort fiscal (μητροκομια). Les règlements d'application du droit de préemption laissent donc place à des imprécisions ou à des contradictions, qu'il importe de faire cesser, dit B, « dans l'intérêt de nos sujets comme dans celui du fisc, et particulièrement des services et contributions militaires et civils ». L'empereur entreprend donc de régler dans le détail l'exercice de la préemption, et donne du même coup un tableau des conditions dans lesquelles un bien foncier peut changer de mains. Il déclare que n'importe qui peut toujours aliéner librement pour constitution de dot, donation préuptiale ou donation simple, pour donation à cause de mort ou par disposition testamentaire, pour échange ou par arrangement quelconque (διόλωση), bref à titre gracieux. Mais lorsqu'il s'agit de vendre, donner en emphytéose ou en location (μισθωσις)¹, le propriétaire doit obligatoirement offrir son bien successivement et dans l'ordre à cinq catégories d'acquéreurs privilégiés. Les deux premières comprennent les gens avec lesquels il est éventuellement en rapport de communauté ou de copropriété (ἐπίκοινωνον), parents d'abord (du fait d'un héritage), ou associés (κοινωνοί). Les trois dernières comprennent ceux avec lesquels il est, au sens large, en rapports de « voisinage » : ceux d'abord pour lesquels son bien forme enclave, puis ses « co-contribuables » (ὁμοτελεῖς), ceux enfin qui sont simplement des voisins². La Novelle ajoute que, à plus forte raison (πολλῷ μᾶλλον) s'il

1. ZACHARIAE (*Geschichte*³, p. 245) suppose qu'il ne s'agit pas de la location habituelle à terme court, mais d'une concession à long terme, comparable à une emphytéose ou à une *ἐκδοσις*. En fait il s'agit de toute opération à titre onéreux, par opposition aux diverses sortes de donation énumérées d'autre part.

2. Les termes dont se sert la Novelle pour désigner ces cinq catégories d'acquéreurs privilégiés sont loin d'être clairs. Cette obscurité est mise en évidence par le long commentaire d'un manuscrit de Paris (édité en note J. G. R., III, p. 234 sq. = Zépos I, p. 198 sq.). Une étude reste à faire, qui serait d'abord étude de vocabulaire. Je signale seulement les points suivants. Les *κοινωνοί* sont ceux avec lesquels le co-propriétaire a fait une *κοινωνία* ou *societas* (πολλοὶ πραγματευταὶ ποιοῦσι κοινωνίαν, remarque le commentateur du manuscrit de Paris, et il ne faut d'ailleurs pas oublier que la Novelle concerne expressément les biens

s'agit d'un bien foncier faisant partie de ἡ ὁμάς τῶν καλουμένων χωρίων ἢ ἀγροδίων, cette « unité collective »¹ fortement constituée qu'est la commune, il faut veiller à ce que les membres y jouissent entre eux du droit de préemption : d'où il résulte que l'appartenance à la même collectivité crée un lien supplémentaire, et plus fort que ceux de simple « voisinage ». Il est intéressant de constater une fois de plus la puissance et la complexité des droits et obligations qui attachent les uns aux autres les propriétaires du sol ; et il me semble que si B, comme l'affirme le préambule, est inspiré par un souci d'ordre fiscal, celui de conserver à la propriété foncière une cohésion qui n'est pas uniquement fiscale ne lui est pas non plus étranger. Il s'agit, dirait-on, de préserver un certain état d'équilibre dont on aurait lieu de redouter la rupture. C'est pourquoi la suite de la même Nouvelle interdit aux « puissants » (δυνατοί) de rien recevoir, sous une forme ou un prétexte quelconque, des « pauvres » (εὐτελέστεροι), et spécialement d'acquérir par n'importe quelle voie sur le territoire des communes où ils ne sont pas eux-mêmes déjà propriétaires. Les habitants de ces communes ont même, à l'égard des puissants, un droit préférentiel lorsque sont mis en vente, sur le territoire de la commune, des biens appartenant à des étrangers ou à l'État, notamment des terres clasmatiques. L'intention est donc bien de protéger la commune de petits et moyens propriétaires contre les puissants, dont le texte donne la définition suivante : « Il faut entendre par puissants tous ceux qui, soit par eux-mêmes, soit encore par des tiers avec lesquels ils sont notoirement liés, sont en situation d'intimider, ou de séduire par la promesse d'un bienfait. » On retrouve là comme un écho du patronage, et d'ailleurs la Nouvelle emploie le mot προστασία.

fonciers sis dans les villes aussi bien que les terres). Pour la troisième catégorie, celle des ἀναμειγμένους, j'ai adopté, avec Vasilevskij et Zachariae, la vieille interprétation de Godefroy, qui comprenait que les biens du vendeur et des acquéreurs étaient enclavés les uns dans les autres ; mais je n'ai pas de certitude (la seule chose qui me paraît probable est qu'il s'agit d'un rapport dans l'espace), et le commentateur du manuscrit de Paris fait à ce propos un laborieux développement sur le lien d'ἀναμειγή, tandis que Platon (*op. cit.*, XXVII, 1903, p. 517) se lance dans une théorie d'un juridisme abstrait qui ne fait rien comprendre du tout. La question est probablement à reprendre. Enfin un passage difficile et important est celui qui donne la définition de la quatrième catégorie d'acquéreurs privilégiés : ὁμοτελεῖς δὲ φαιμεν πάντας τοὺς ὑπὸ τὸν αὐτὸν ὑποτεταγμένους ἀναγραφομένους καὶ ἐν διαφόροις τόποις τὰ ἴδια τελέσματα καταβάλλωνται, « nous entendons par co-contribuables tous ceux qui sont inscrits sous le même ὑποτεταγμένος, même s'ils paient leurs contributions propres en des lieux différents ». C'est le terme ὑποτεταγμένος qui fait difficulté. Le commentateur du manuscrit de Paris interprète : « qui paient leurs contributions sous un même maître (δεσπότης), par exemple un archevêché ». C'est l'explication adoptée par ZACHARIAE (*Geschichte*, p. 243 : « an einen Grundherrn »), VASILEVSKIJ (*Trudy*, IV, p. 269), PLATON (*op. cit.*, XXVIII, 1904, p. 13 sq. et 307 sq.), DÖLGER (*R. K. O. R.*, n° 595), etc. En fait, l'étude du mot est encore à faire, en liaison avec celle du concept d'ὑποταγή. On le trouve deux fois dans le *Traité Fiscal* (p. 121, l. 26 et 34), et on trouve τὸ ὑποτεταγμένον τοῦ χωρίου dans la *Peira* (XV, 10; cf. aussi XXXVII, 2).

1. Les textes établissent l'équivalence de ἡ ὁμάς τοῦ χωρίου et ἡ κοινότης τοῦ χωρίου (cette dernière expression s'appliquant déjà, on s'en souvient, au χωρίον du Code Rural).

Arrivons à C, grande Nouvelle sociale promulguée en septembre 934 par Romain Lécapène. Elle a son origine dans les bouleversements provoqués par la grande famine « de la première indiction », septembre 927-août 928, à laquelle cette Nouvelle et d'autres textes de la même époque font souvent allusion¹, et dont les conséquences en ce qui concerne la propriété et l'économie agraire nous sont révélées par les mesures mêmes que prend l'empereur. Déclarant protéger les « pauvres » (πένητες), mais se défendant d'agir par animosité à l'égard des « puissants » (ισχυρότεροι), il interdit à ceux-ci de s'introduire dans les communes, les acquisitions qu'ils y feraient à l'avenir étant déclarées nulles et devant faire gratuitement retour aux anciens propriétaires ou, à leur défaut, aux autres habitants des communes. L'empereur donne à ce propos, non plus comme B une définition assez vague des « puissants », mais une liste des gens qu'il considère comme tels : les magistrats et patrices, les titulaires de dignités et offices civils et militaires, les membres de l'ordre sénatorial, les archontes et anciens archontes des thèmes, les métropolitains, archevêques, évêques, higoumènes et archontes ecclésiastiques, ceux enfin qui sont à la tête des fondations pieuses et impériales². Liste très instructive, qui montre que les « puissants » dont l'empereur dénonce l'avidité ne sont pas, comme on le dit habituellement, des latifondiaires (encore bien sûr qu'ils puissent le devenir), mais des dignitaires ou, surtout, des fonctionnaires, de l'État ou de l'Église (celle-ci est largement représentée dans l'énumération)³, qui usent de leur autorité ou de leur influence pour faire pression sur ces gens de condition sociale — mais non nécessairement économique — inférieure que sont les propriétaires ruraux, les « paupres », comme disent les textes. Pris à la lettre, ce dernier mot serait donc impropre. Il s'explique, en fait, par l'influence du vocabulaire des

1. Le titre de l'Appendice du Prochiron Auctum rappelle encore que cette Nouvelle a été promulguée « au temps de la famine de la première indiction », τῷ καιρῷ τοῦ λιμοῦ τῆς α' ἰνδικτιῶνος. De façon générale, la mention de la « première indiction », qu'on rencontre dans de nombreux textes, doit s'entendre de la famine qui a sévi en 928, comme conséquence d'un hiver exceptionnellement rigoureux. Dans les Nouvelles, en plus de C, cf. encore D (début du §β') et F (dans le préambule, et au début du §β', qui confirme la date de 927 en comptant dix-huit années jusqu'au pouvoir personnel de Constantin VII, 945). Dans la Peira (VIII. 1: Ζέπος IV, p. 32): ὑπὲρ τὸν μέγαν λιμὸν τὸν ἐπὶ 'Ρωμανοῦ τοῦ πρεσβυτέρου γεγονότα. Principaux chroniqueurs ayant parlé du grand hiver et de la famine : Théophane Continué, Bonn p. 417; Syméon Magistros, Bonn p. 743; Georges le Moine, Bonn p. 908-909; Cedrenus, Bonn II p. 312. On prendra garde que RAMBAUD (*Empire grec au X^e siècle*, p. 113-114) place à tort le grand hiver en 928-929, et que plusieurs l'ont suivi dans cette erreur. Celle-ci vient peut-être de ce que l'auteur du livre VI de Théophane Continué dit que l'année où, le 25 décembre, commença le grand hiver, donc l'année 927 dans notre calendrier, est aussi celle où mourut le patriarche Étienne II, auquel Tryphon succéda : or la mort d'Étienne II est datée du 18 juillet 928. Mais il faut se souvenir que l'année byzantine commence le 1^{er} septembre.

2. La même liste, presque mot pour mot, est répétée dans la conclusion de la Nouvelle.

3. De nombreux textes le confirment. Un exemple : dans la Peira, XXIII, 3 (Ζέπος IV, p. 85-86), un conflit entre un couvent et des χωρίται est considéré comme un conflit entre δῆμοι et πένητες.

Écritures¹, où il désigne tous les faibles. Aussi bien ne s'oppose-t-il pas dans nos textes à πλούσιοι « riches », mais à δυνατοί (ισχυρότεροι, etc.), « forts, puissants » : il sera donc désormais plus exact de traduire πένητες ou πτωχοί par *faibles*, et non par *pauvres*.

Romain Lécapène dénonce, dans la suite de C, la façon dont les puissants, dans le passé, ont su profiter de la famine pour acquérir à vil prix les biens des faibles, contre un peu d'argent ou un peu de blé. Ils devront restituer tout ce qu'ils ont acquis depuis la dernière indiction 1 : sans indemnité, si l'acquisition a été irrégulière ; et s'il s'est agi d'un achat régulier, contre remboursement fait par les anciens propriétaires, à défaut par leurs parents ou héritiers, ou par leurs cocontribuables (συντελοῦντες, συντελεσται), ou même par la collectivité de la commune (δμάς). Bien plus, l'empereur déclare que ceux dont la fortune s'est récemment accrue dans des proportions excessives devront revenir à leur condition antérieure : et cette disposition curieusement platonique, mais significative, vise aussi cette fois les habitants du χωρίον, les ruraux enrichis et durs. Quant aux acquisitions faites par des puissants avant la famine, ils ne les conserveront que si depuis lors il apparaît que leur situation n'a pas changé (c'est-à-dire qu'ils n'ont pas profité des circonstances pour acquérir davantage encore), et s'ils ne se conduisent pas de façon oppressive vis-à-vis de leurs voisins (οἱ πλησίον) et des faibles. D'autres mesures visent ceux qui ont acheté à un taux scandaleusement bas des biens dont la valeur a maintenant doublé et triplé : ils devront restituer, sans être remboursés. Quand il y a lieu à remboursement, c'est-à-dire quand l'achat était réputé régulier, on déduira cependant, de la somme à rembourser par l'ancien propriétaire qui recouvre son bien, le montant du revenu que le nouveau propriétaire en a retiré pendant le temps où il est considéré comme l'ayant abusivement détenu, et si ce revenu est égal au prix d'achat, la restitution se fera sans aucun remboursement. Je passe sur d'autres dispositions de cette Nouvelle si intéressante, et d'expression si vigoureuse. Il n'est pas douteux que son objet principal est de porter remède au désordre provoqué par les conséquences du terrible hiver de 927-928, qui avaient bouleversé le régime de la propriété rurale en permettant à beaucoup d'acquérir à vil prix les terres des ruraux affamés et ruinés. Mais la Nouvelle va plus loin, et vise en général toutes les tentatives des puissants pour acquérir les terres des faibles. Elle les interdit pour l'avenir, sous peine de sanctions sévères ; et pour le passé, elle en annule les effets, au détriment des puissants, et rétablit l'état antérieur à 927. Il serait trop simple d'en rendre compte par l'esprit de charité de l'empereur, ou par une préférence pour les humbles qu'il devrait à ses origines modestes. C'est le souci de l'État qui l'anime, et il le dit : « L'écrasement des faibles par les puissants conduit, pour qui sait voir, à la ruine de l'État (τοῦ κοινοῦ), car c'est le grand nombre

1. Ainsi lit-on dans le préambule de C : « Ἐνεκα γὰρ φησι τῆς ταλαιπωρίας τῶν πτωχῶν καὶ τοῦ στεναγμοῦ τῶν πένιων νῦν ἀναστῆσομαι, λέγει ὁ Κύριος.

des propriétaires (ἡ τῶν πολλῶν κατοίκῃς) qui est la base des impôts, et tout manquera si la classe moyenne (τὸ πλῆθος) manque. »

D est essentiellement la confirmation de C, mais il est déjà intéressant que treize ans plus tard Constantin VII ait jugé nécessaire de rappeler les dispositions prises par Romain Lécapène : c'est la preuve que celles-ci avaient une portée qui dépassait les conséquences immédiates de la famine de 927-928, la preuve aussi que les abus qu'elles combattaient n'avaient pas disparu. Après avoir en effet déploré que les puissants (δυνατοὶ καὶ ὑπερέχοντες) continuent de s'immiscer dans les communes (χωρία) et d'y « tyranniser les faibles » (πτωχοί), trop souvent avec la complicité des juges, Constantin VII confirme d'une part la validité de C pour la période allant de la première indiction, « c'est-à-dire du temps de la disette », jusqu'à la fin du règne de Romain Lécapène, et d'autre part l'étend à son propre règne, qui avait effectivement commencé en janvier 945¹. Les termes employés sont souvent d'un grand intérêt : ainsi nous retrouvons ἡ ὁμάς τοῦ χωρίου, « la collectivité de la commune » (ἡ κοινότης τοῦ χωρίου du Code Rural), capable d'agir, par exemple de vendre, en tant que collectivité, en face des individus (τὸ καθέκαστον), c'est-à-dire des propriétaires et exploitants de la terre, qui composent cette commune ; ces individus sont dits συγχωρίται (dans certains cas : συγχωρονόμοι, συντελεσταί), d'une façon qui toujours met en évidence leur solidarité ; au-dessus d'eux et de leur χωρίον il y a l'unité plus large nommée μητροκωμία ou κωμητούρα. Mais surtout cette Novelle apporte, à propos de certaines dispositions dans le détail desquelles je n'entre pas, des indications précieuses sur les classes sociales². Elle aussi ne distingue que deux grandes catégories dans la population de l'empire, maintenant ainsi en fait la distinction en « faibles » et « puissants », mais elle indique à quel niveau de la hiérarchie se fait le partage : ce sont les σχολάριοι (gradés des scholes palatines), les spathaires et les σεκρετικοί (fonctionnaires des bureaux de Constantinople ou commis d'administration), qui forment comme la frontière entre les faibles, auxquels ils appartiennent encore, et les puissants. On peut ainsi, en combinant cette donnée avec la liste des « puissants » dressée par C, se faire une idée du niveau où s'établit la ligne de démarcation à l'intérieur de chacune des deux hiérarchies, laïque et militaire. Quant à la hiérarchie ecclésiastique, D se borne à nommer les « petits couvents », qu'il range parmi les faibles, et les évêques, parmi les puissants. Tous les habitants des communes, même ceux qui ne sont pas économiquement des pauvres,

1. C'est à cette Novelle que fait allusion la Vie de Constantin VII (Théophane Continué, I. VI, ch. 15, éd. Bonn p. 447-448), en termes généraux, mais qui montrent que le rédacteur avait sous les yeux le texte de la Novelle.

2. Elle conserve la vieille définition, que nous avons déjà rencontrée et qui remonte à l'époque proto-byzantine, des ἄποροι ou indigents (qu'il ne faut pas confondre avec la classe, plus sociale qu'économique, des πτωχοί ou πένητες) : ce sont toujours ceux dont la fortune n'atteint pas 50 nomismata. Remarquable stabilité de la monnaie et des prix, ou effet du formalisme traditionaliste des juristes ?

même les περιφανέστεροι τῆς ὁμάδος comme dit D, en somme toute la paysannerie, appartient à la catégorie *sociale* des « faibles ».

F n'est pas proprement une Novelle, mais la réponse donnée, sur ordre de Romain II, par le magistros Théodore Décapolite, à une question posée par un juge de thème. Il s'agit des éventuelles modalités de remboursement du prix des terres restituées par les puissants à leurs anciens propriétaires, lesquels peuvent être, dit le texte, des στρατιῶται, mis désormais sur le même plan que les χωρίται, et comme eux dans la classe des faibles¹. La législation, dont il est à nouveau rappelé qu'elle a son point de départ dans l'époque de la famine², avait sur ce point varié, dit le magistros, qui donne des instructions aux juges chargés de l'appliquer. Sans entrer dans le détail, indiquons ce qui intéresse directement notre sujet. Le préambule rappelle que les « faibles » (πένητες) doivent recouvrer sans délai les biens (τόπις) qu'ils ont vendus, et disposent pour rembourser le prix de vente d'un délai que Constantin VII a porté (dans une Novelle dont nous n'avons pas le texte) de trois à cinq ans ; on ajoute toutefois, parlant des τόπις, cette précision : εἰς κοινότητα δηλονότι χωρίου ὥσι ; ce qui indique bien que les Novelles tendent à protéger, moins le faible ou le petit propriétaire en tant que tel, que la commune fiscale ou χωρίον et son intégrité. Dans le § α', on prévoit le cas de paysans astreints légalement à rembourser et se trouvant dans l'incapacité de le faire. Le juge dispose alors, dit le magistros, de deux solutions, dont il choisira selon les cas la plus avantageuse pour le paysan : ou bien ἀποτεμεῖν τὸν τόπον ἀπὸ τῆς ὁμάδος τοῦ χωρίου, « détacher le terrain de la collectivité de la commune », c'est-à-dire placer complètement le χωρίον et les χωρίται en dehors de l'affaire, et laisser face à face l'ex-vendeur et l'ex-acheteur ; ou bien, sans changer le statut de la terre, qui reste dans la commune, provoquer un accord entre l'ex-acheteur et les membres de la commune, substitués par conséquent à l'ex-vendeur défaillant, accord en vertu duquel l'ex-acheteur sera remboursé, sur le produit de la récolte annuelle, dans un délai n'excédant pas dix années, la jouissance (χρῆσις) de la terre revenant alors à la commune, cependant que le « faible » n'en aura jamais perdu la propriété

1. Cette mention des stratiotes est d'autant plus intéressante qu'il est précisé que ceux qui ont une fortune foncière supérieure à 4 livres d'or sont normalement tenus de rembourser le prix autrefois reçu pour la vente du bien qu'ils récupèrent, tandis que ceux qui ne possèdent pas cette fortune, qualifiés ἀποποι ou ἀποπόρωτοι, en sont dispensés. Pour l'interprétation de ces données, cf. plus loin ce qui est dit des biens militaires. Quant aux civils, c'est toujours la possession d'une fortune de 50 nomismata qui distingue, dans F comme dans D, les paysans aisés des indigents.

2. « Depuis le temps de la famine, avec lequel la législation a commencé » : ainsi, longtemps après le grand hiver, on avait encore le sentiment qu'il marquait une date. Il en est de même, dans la jurisprudence, pour la Novelle de Romain Lécapène de 934 : ainsi la Peira (IX, 10 : Ζέπος IV, p. 39-40) parle d'un couvent accusé de posséder plus de terres que ce pour quoi il payait l'impôt, donc soupçonné d'en avoir acquis en contrevenant à la législation relative aux puissants, et qui tente de se justifier en produisant des titres de propriété « antérieurs à la première législation de Romain Lécapène. »

(*δυσπορία*). Exemple frappant des cas où la commune en tant que collectivité, sans retirer à l'un de ses membres ses droits inaliénables de propriétaire, assume pour lui certaines charges et responsabilités et, à coup sûr, exerce en revanche l'administration de son bien. Le dernier paragraphe du texte met encore l'accent sur ces diverses notions, et sur l'intention profonde de toute cette législation, en condamnant ceux qui par avidité, achetant les biens des stratiotes et des faibles (*ἀπὸ στρατιωτῶν ἢ πνήτων*), osent malgré la loi se glisser dans les collectivités communales (*τὰς τῶν χωρίων ἐμάδας καὶ κοινότητας*) et y jettent le désordre.

Les Nouvelles de Nicéphore Phocas ne me paraissent pas, quoi qu'on en ait dit, aller à l'encontre de celles de ses prédécesseurs. Il est vrai que K¹ est d'une interprétation difficile. L'empereur déclare que la législation provoquée par la grande famine a eu raison d'interdire aux puissants d'acquérir les biens des faibles et des stratiotes, mais qu'en accordant en outre aux faibles la préemption sur les biens fonciers des puissants, elle a conduit ceux-ci à la ruine. A quoi cela fait-il allusion? Peut-être à C, ou à B². Mais, en fait, aucune Nouvelle connue de nous n'accorde expressément aux faibles la préemption sur les biens des puissants mis en vente : ou bien donc K vise un texte qui ne nous est pas parvenu, ce que je ne crois pas ; ou bien il est l'écho des protestations plus ou moins tendancieuses des puissants. Il est en effet probable que la législation qui réprimait les agissements de ceux-ci, sans prévoir explicitement le cas de la préemption, en avait pourtant gêné l'exercice par les puissants, puisqu'elle leur interdisait de façon générale

1. Cette Nouvelle a paru poser un problème de datation. A la fin du préambule, il est dit qu'elle a été promulguée dans la dixième indiction, qui sous Nicéphore Phocas (963-969) va du 1^{er} septembre 966 au 31 août 967. D'autre part, le § β' (ainsi que le préambule) fait allusion à la grande famine de l'hiver 927-928 et ordonne que ceux qui, avant cette famine, avaient acquis de bonne foi des biens militaires ou civils voient leur droit de propriété désormais protégé par la prescription quarantenaire, sans que celle-ci puisse être révoquée par une réclamation (des anciens propriétaires ou de leurs ayants droit). Je ne vois pas pourquoi cette Nouvelle supposerait nécessairement que quarante ans sont déjà écoulés depuis le début de l'indiction de la famine (1^{er} septembre 927), ce qui obligerait à admettre, soit que l'indiction donnée dans le préambule est fautive, soit que le § β' est une addition postérieure, hypothèses que rien n'appuie. On peut au contraire comprendre que la Nouvelle a été promulguée juste avant la date où la prescription quarantenaire allait pouvoir couvrir indistinctement toutes les acquisitions antérieures à la famine, et à la demande des intéressés. Autrement dit, je la crois de peu postérieure à cette même date (*R. K. O. R.*, n° 712).

2. La Nouvelle C est bien la « Nouvelle de la famine », mais ne parle pas de la préemption. S'agit-il plutôt de B, qui dans ce cas ne saurait être de 922, c'est-à-dire antérieure à la famine? Deux indices pourraient le faire croire : d'une part l'insistance que met K à nommer comme fondements du droit de préemption l'*ἀνακοίνωσις* et l'*ὁμοτέλεια*, où l'on peut retrouver l'écho simplifié des distinctions sur lesquelles B met l'accent, et de la définition qu'il donne des *ὁμοτέλεις* ; d'autre part le fait que B, dans le § β', reconnaît aux membres de la commune un droit de préemption à l'égard des puissants lorsque sont mis en vente, non point il est vrai des biens définis comme appartenant à des puissants, mais à des étrangers (*ἐξέρον προσώπων πρόσωπα*) ou à l'Etat (*χλασματικοὶ τόποι*). Ces indices ne me paraissent pas suffisants pour affirmer que c'est B qui est visé par K.

d'acquérir les biens des faibles. En revanche, les puissants devaient mal supporter que les faibles eussent, au moins théoriquement, le droit d'exercer la préemption sur leurs biens, dans les cas prévus par la loi. On croira difficilement que cela les ait conduits au bord de la ruine, et l'empire avec eux, comme ils l'ont fait entendre à Nicéphore Phocas, mais on admettra sans peine qu'ils aient crié très haut. En d'autres termes, je crois que le fond de l'affaire est une sorte de conflit entre, d'une part, la vieille législation du droit de préemption, qui ignorait la distinction récente entre puissants et faibles, et d'autre part la législation dirigée contre l'accaparement des terres par les puissants, qui ne se préoccupait pas du droit de préemption : la protestation des puissants pouvait à la rigueur trouver là un fondement juridique. Que demandaient-ils donc ? A coup sûr, l'abolition de la règle qui leur interdisait tacitement d'acquérir *même par préemption* les biens des faibles (et ils pouvaient pour cela arguer de ce que la réciproque n'était pas vraie). Que décide l'empereur ? Justement l'inverse : au nom d'une justice égale pour tous, il interdit désormais aux faibles d'exercer à aucun titre la préemption lors de la mise en vente du bien d'un puissant ; et tout en confirmant pour le reste la législation antérieure à son avènement, il pose comme règle *qu'un puissant ne peut acquérir que d'un puissant, et un faible (ou un stratote) d'un faible*. Il me semble que c'était accorder aux puissants plus une satisfaction platonique qu'un avantage réel, et je ne pense pas qu'on doive interpréter cette Novelle, comme on le fait depuis Vasilevskij, comme une manifestation parmi d'autres de cette tendance « réactionnaire » qu'on prête à Nicéphore Phocas, qu'à cause de sa naissance on imagine favorable aux « seigneurs », aux « féodaux » et aux grands propriétaires. Dans ce même texte d'ailleurs, non seulement l'empereur confirme toutes les sévères mesures dirigées depuis Romain Lécapène contre les agissements des puissants, mais il déclare que si un puissant, ayant acquis le bien d'un autre puissant, cause trouble ou dommage aux faibles avec lesquels son nouveau bien le mettait en contact (*συμπαράκειμένοι πένητες, γειτονοῦντες*), non seulement il en sera dépossédé, mais aussi de ses biens patrimoniaux (*γονικά*) : on ne saurait être plus dur. Ce qui, en revanche, me paraît très remarquable, c'est que K consacre la division de la population en deux classes, et mieux encore, tend à fixer chacune d'elles dans la propriété foncière qu'elle détient alors : ce qui, en admettant que ce fût possible, eût été à l'avantage des faibles.

De même il faut se garder de forcer le sens de la courte Novelle L¹, de Nicéphore Phocas encore. Il est arrivé, dit l'empereur, que « des personnes auxquelles les lois interdisent d'acheter et de s'étendre » dans les communes, c'est-à-dire des puissants, y ont tout de même reçu en héritage patrimonial (*γονική κληρονομία*) un bien-fonds, puis ensuite ont acheté de leurs *συνχωρίται* de tout petits bouts de terrain (*σμικρά τινα καὶ ὀλιγοστά τόπια*), sur lesquels

1. L'hypothèse de Zachariae, d'après laquelle il ne s'agirait pas d'une Novelle indépendante, mais d'un paragraphe détaché de la Novelle K, me paraît très séduisante.

ils ont élevé à grands frais de magnifiques bâtiments ; l'empereur décide qu'il ne convient pas que l'obligation de restituer ces minuscules parcelles illégalement acquises entraîne la destruction de ces bâtiments ; en conséquence, au lieu de restituer le terrain à son ancien propriétaire, on lui versera dans ce cas le double du prix d'achat, ou bien on lui donnera un autre terrain, double en superficie et en qualité. Ce texte fait concrètement saisir le conflit entre les puissants, avides de s'étendre et d'investir leurs capitaux, et les petits ou moyens propriétaires ruraux, si bien protégés par la loi ; il ne prouve nullement que Nicéphore Phocas se soit fait le partisan et le complice des premiers. L'empereur n'a pris qu'une mesure de bon sens, et de portée limitée, à l'instigation je le veux bien des puissants : mais comment ceux-ci ont-ils accueilli la sanction pénale, qu'était l'obligation de restituer au double de la valeur ?

Tout à la fin du x^e siècle, nous avons une dernière image de ce conflit dans la célèbre Novelle O, de Basile II¹, dont la première partie seule nous intéresse pour le moment. L'empereur a constaté, dit-il, que des puissants se servent de la prescription quarantenaire, dont ils s'efforcent par corruption ou violence de franchir le terme, pour conserver ce qu'ils ont enlevé aux faibles. Il a eu sous les yeux, en parcourant les provinces de l'Empire, des exemples de patrices, de magistrats, de domestiques des scholes, s'introduisant ainsi dans les collectivités communales (*εις χωρίων κοινότητας*)². Un autre danger vient des faibles qui deviennent à leur tour puissants, dit la Novelle en faisant une sorte de jeu de mots sur *ἀδύνατοι* et *δυνατοί* : ainsi un nommé Philokalès, tant qu'il était pauvre et villageois (*ἐντελής καὶ χωρῆς*), se tenait tranquille et s'acquittait de ses devoirs comme les autres membres de sa commune³ ; s'étant élevé jusqu'au rang de protovestiaire, il s'est peu à peu emparé de toute la commune et en a fait son domaine (*προάσπαστον*) ; l'empereur a fait détruire jusqu'aux fondations les luxueuses constructions de ce Philokalès et l'a ramené à sa condition de *χωρίτης*, en ne lui laissant que ce qu'il possédait primitivement de terre fiscale (*δημόσιον*) et en rendant aux faibles ce qui leur appartenait. Il faut tenir pour puissants, ajoute Basile II, non seulement les gens de cette espèce, mais tous ceux qui ont été énumérés comme tels dans la Novelle de Romain Lécapène (= C)⁴.

1. C'est la Novelle à laquelle fait allusion Cedrenus (Bonn II, p. 448), qui rappelle à ce propos les Nouvelles de Constantin VII et de Romain I. Rambaud (et d'autres après lui) ont cru qu'il s'agissait d'une Novelle perdue, qui ne serait connue que par la mention qu'en fait Cedrenus.

2. Certaines versions de cette Novelle, dans des additions que Zachariae a rejetées en appa-
rat de son édition, nomment quelques-uns de ces personnages : le patrice Constantin Maleinos,
son fils le magistrat Eustathe, toute la dynastie des Phocas, le magistrat Romanos Mosélé.

3. *Συντελεί τοῖς ἑαυτοῦ συγχωρίταις* : ce qui rappelle des expressions déjà rencontrées
pour désigner les membres du *χωρίον* : *συντελεσταί, συντελοῦντες*.

4. Toutefois Basile II ajoute nommément, à la liste donnée par Romain Lécapène, les
πρωτοκέντρους : ce qui prouve, soit dit en passant, que cette liste de Lécapène n'est pas une

et qui cherchent à s'introduire dans les collectivités communales, et on leur appliquera la règle suivante : les biens qu'ils ont acquis avant la législation de Romain Lécapène, et qu'ils peuvent prouver tels par des pièces écrites et des témoignages valables, on les leur laissera, « conformément aux anciennes lois » ; ceux qu'ils ont acquis postérieurement ou qu'ils acquerraient à l'avenir seront rendus aux faibles, sans que la prescription puisse jouer, et sans que les puissants puissent prétendre au remboursement du prix d'achat, ou même à une indemnité pour les améliorations qu'ils auraient apportées. On retiendra ici la volonté de se référer uniquement à la législation de Romain Lécapène et de l'appliquer strictement, en négligeant les mesures intervenues entre 934 et 996. Mais on retiendra surtout la vivante peinture que représente l'anecdote de Philokalès, et l'exemple impitoyable que Basile II a voulu faire et publier, pour défendre le principe de l'intangibilité de la commune.

En résumé, les Nouvelles que nous venons de passer rapidement en revue, en ne retenant d'ailleurs que les traits les plus saillants et en négligeant maints détails qui appelleraient un commentaire, manifestent sans doute de l'une à l'autre quelques nuances, où l'on peut à la rigueur s'ingénier à retrouver la psychologie ou les tendances propres à chaque empereur. Mais l'impression qui l'emporte, et de loin, est celle d'une remarquable continuité. Toute cette législation tend à protéger l'intégrité de la commune en tant qu'unité fiscale. Nous n'avons pas la preuve qu'elle ait été gravement menacée avant la grande famine : jusque-là, ce sont des problèmes de caractère pratique qui se posent, en liaison avec le droit de préemption ou, comme disent certains textes, le « voisinage », plutôt que des grands problèmes sociaux. Ceux-ci apparaissent brusquement en pleine lumière à la suite du terrible hiver de 927-928, qui semble avoir ébranlé l'équilibre social de l'Empire, et fait apparaître la gravité d'un danger latent. La nature de ce danger est révélée par les contre-mesures des empereurs : les « puissants » parvenaient à s'immiscer (*ὀπισθεθεῖν*, disent toujours les textes) dans la « commune ». Encore faut-il se faire une idée exacte du contenu réel de ces mots.

Nous connaissons déjà par le Code Rural quelques caractères de la commune. Ils sont, deux ou trois siècles plus tard, confirmés et précisés non seulement par le Traité Fiscal, mais par les Nouvelles des Macédoniens. La commune est composée de propriétaires du sol (*κτητορες*) qui forment une collectivité, et que l'État considère en tant que collectivité¹. Ce lien est exprimé

énumération faite plus ou moins au hasard, mais était encore tenue par Basile II pour valable et conforme à la réalité.

1. Parmi les confirmations qu'on en pourrait indirectement trouver chez les chroniqueurs, citons celle qu'apporte Cedrenos (Bonn II, p. 521), rapportant comment Michel IV le Paphlagonien (1034-1041) augmenta les charges des *χωρία* : *πάντων ἐφευρε ὁδὸν ἀδικίας, προσθεὶς ἐπέκεινα τῶν δημοσίων τελεσμάτων διδόναι δικαστὸν τῶν χωρίων ὑπὲρ ἀκριβοῦς κατὰ τὴν ποιότητα καὶ λογὸν αὐτῶν, τῷ μὲν νομίσματα τέσσαρα τῷ δὲ 25 ἔχει τῶν εἰκοσι*. Donc les *χωρία* continuent bien d'exister en tant que tels, supportant en tant que tels les charges

par les mots qui désignent ces gens : συγχωρίται, δμόχωροι, πλησιόχωροι, συν-
ταίσται; et par ceux qui désignent la commune : ὁμάς et κοινότης τοῦ χωρίου.
Si ses membres conservent normalement la *δεσποτεία* ou *dominium* de leurs
biens, la commune peut, comme collectivité, d'une part intervenir dans
certains cas dans l'administration de ces biens et en avoir la *χρῆσις*, d'autre
part pour son propre compte opérer des versements (C § β'), vendre (D § β'),
etc. La forte cohésion et la solidarité des membres de la commune, l'exis-
tence d'une collectivité qui n'est pas seulement faite de la réunion des indi-
vidus, mais qui a sa personnalité propre, droits et pouvoirs : deux principes
essentiels qui sortent confirmés de la lecture des textes du x^e siècle.

Cette commune apparaît aux prises avec les « puissants ». Ceux-ci ne sont,
à l'origine, ni nécessairement des riches, ni et moins encore de grands pro-
priétaires. Ce sont des fonctionnaires ou des dignitaires, qui se servent de
leur fonction, de leur autorité, de leur influence, pour pénétrer dans les com-
munes et y acquérir des terres, et à qui la grande famine a offert des occa-
sions exceptionnellement favorables, qu'ils ont saisies avec avidité. Ils
forment une classe *sociale* forte, et tendent naturellement à porter leur puis-
sance *économique* au niveau de cette supériorité. Nos Nouvelles opposent avec
vigueur deux classes et deux seulement, puissants et faibles, δυνατοί et
πτωχοί, ισχυρότεροι et πένητες, επιφανείς et εὐτελεῖς, ὑπερέχοντες et οἱ κάτω.
Mais de même que les puissants ne sont pas nécessairement des riches,
les faibles ne sont pas nécessairement pauvres. Ce sont dans nos textes,
soit des fonctionnaires de rang modeste, soit — et c'est ce qui nous inté-
resse — les habitants du χωρίον en tant que formant, là encore, une classe
socialement faible, non une classe *économiquement* faible. Si l'on veut parmi
eux désigner vraiment les pauvres, on emploie le terme ἄποροι, indigents,
qui s'applique aux civils dont la fortune n'atteint pas 50 nomismata, et
aux stratiotes dont le patrimoine n'atteint pas une valeur de 4 livres. En
d'autres termes, il y a, parmi les faibles, des riches et des pauvres, et sans
doute aussi parmi les puissants. Nous sommes à une époque de transforma-
tion, caractérisée comme la plupart des époques de transformation par le fait
que les deux hiérarchies, sociale et économique, ne se recouvrent plus, ou pas
encore. Mais elles y tendent — et les empereurs s'y opposent avec énergie.

La raison de cette opposition — on l'a déjà dit, mais la chose est assez im-
portante pour être répétée — est d'abord fiscale. Ce n'est point le grand
propriétaire (souvent il ne l'est pas) que l'empereur attaque dans le puissant,
mais le personnage qui menace l'intégrité du χωρίον. Ce n'est point le petit
propriétaire, encore moins le pauvre (souvent il ne l'est pas), qu'il défend
dans l'habitant de la commune, mais bien la commune elle-même en tant
qu'elle est le fondement de la fiscalité byzantine. Les Nouvelles rappellent
à plusieurs reprises que l'impôt et, par suite, l'État, τὸ κοινόν, reposent sur

fiscales, et en outre l'*aérikon*. Sur celui-ci, cf. DÖLGER, *Byz. Zeitschr.*, XXX, 1929-1930,
p. 450-457 (et pour le texte de Cedrenos, p. 454).

la classe des faibles, particulièrement sur les membres des communes, et elles laissent deviner les risques qu'ils courent au contraire du fait des puissants. Ceux-ci, devenus propriétaires, n'ont qu'une pensée, obtenir des exemptions. Ceux-là sont de bons contribuables, par force, car l'organisation fiscale du *χωρὸν* a depuis longtemps atteint un remarquable degré de perfection.

LA PROPRIÉTÉ TERRIENNE DE L'ÉGLISE¹

Toutes les tentatives que l'on a faites pour évaluer l'importance quantitative de la propriété foncière de l'Église sont insuffisamment fondées, et quand Vasilevskij par exemple croit pouvoir dire qu'à la veille de l'iconoclasme elle représentait le tiers des terres cultivables de l'Empire, il me paraît qu'il se trompe, comme se trompent probablement, en sens inverse, ceux qui pensent qu'elle subit du fait de l'iconoclasme de considérables diminutions : c'est seulement pour l'époque des Paléologues, et pour certaines régions, que les archives des couvents pourront permettre d'approcher la vérité. Mais cette réserve faite, l'importance de la propriété d'Église n'est pas niable, et n'a fait que croître. On a vu plus haut la large part faite en 934 par Romain Lécapène (C) aux archontes ecclésiastiques, dans l'énumération des puissants qu'il oblige à restituer les terres acquises par eux depuis la grande famine : le § 7^e ajoute que les donations faites aux couvents sous le couvert de vocation monastique n'échapperont pas à cette règle ; si la donation avait été vraiment faite, suivant la formule habituelle, « pour le salut de l'âme » du donateur, le couvent, en restituant la terre, en recevra du moins la contre-valeur en argent ; il ne recevra rien s'il y avait eu manœuvre dolosive ou frauduleuse, et il est clair par le texte de la Novelle que le cas n'était pas tenu pour exceptionnel. De même une Novelle de Nicéphore Phocas (H), que nous examinerons, montre les biens des stratiotes menacés eux aussi par les couvents. Nous pouvons donc avec raison considérer que toutes les dispositions visant les puissants, que nous venons d'examiner, visent du même coup l'Église. Mais plusieurs textes concernent spécialement les couvents et sont d'un grand intérêt.

En premier lieu la Novelle de Nicéphore Phocas (J) de 964, dont le préambule constate et déplore l'insatiable avidité des couvents et des fondations pieuses. L'empereur déclare, non sans une nuance de réprobation, que les gens qui tiennent à entretenir des couvents (ou encore des hôtelleries ou des hospices, qui comme on sait sont à Byzance des « fondations pieuses » souvent

1. Le vieux ouvrage de A. FERRADOU, *Des biens des monastères à Byzance* (Bordeaux, 1896), donne plus et moins que son titre : plus, en ce sens qu'il s'agit des monastères en général, et pas seulement de leurs biens ; moins, en ce sens que le statut des biens des couvents est insuffisamment étudié. Exposé d'ensemble récent par P. CHARANIS, *The monastic properties and the State in the Byzantine empire*, *Dumbarton Oaks Papers*, IV, 1948, p. 53-118 : cf. p. 55-64 pour les Novelles des Macédoniens.

assimilées ou annexées aux couvents) n'en seront pas empêchés. Mais il leur est interdit d'en fonder de nouveaux, et ils sont invités à s'occuper d'abord de ceux qui existent et qui sont dans une situation économique mauvaise. Encore devront-ils le faire, non pas en leur donnant des biens fonciers, terres ou bâtiments, car ils en ont à suffisance ; mais en leur donnant de la main-d'œuvre (des esclaves, οἰκέτας), ainsi que du gros et du petit bétail : car il ne sert à rien de donner de la terre, que la loi de l'Église interdit ensuite de revendre, à des établissements qui manquent des moyens de l'exploiter. Nicéphore Phocas interdit donc à quiconque pour l'avenir de transférer des terrains (ἀγροὺς καὶ τόπους) aux couvents, hôtelleries, hospices, métropoles, évêchés : ils n'en ont que trop, et si par hasard l'un d'eux en manquait, l'empereur prendrait lui-même les mesures convenables. En revanche le pieux Nicéphore autorise et même encourage la fondation, dans des lieux déserts, de petits ermitages et de retraites ascétiques, à condition qu'ils ne cherchent pas ensuite à s'étendre au détriment des propriétés d'autrui. Il est donc clair que l'empereur a voulu freiner le développement de la propriété foncière d'Église, et cela nous instruit sur l'importance que celle-ci avait prise. Mais ce serait une erreur que d'y voir, comme on l'a fait parfois, la manifestation d'un sentiment antimonastique. D'abord l'affirmation que l'avidité de l'Église contredit à l'enseignement du Christ sur la pauvreté et le désintéressement des biens de ce monde, n'est pas nécessairement simple rhétorique. Ensuite et surtout, une idée juste d'économiste et d'homme d'État a inspiré la Novelle : il est absurde, parce que nuisible à l'intérêt général et inutile pour le bénéficiaire, de transférer des terres productives à qui n'est pas en état de les faire produire ; ce ne sont donc pas les biens fonciers de l'Église qu'il faut accroître, mais les moyens de mettre en valeur ces biens fonciers.

Cette mesure de simple bon sens ne fut certainement pas du goût de l'Église, spécialement des moines, et il est vraisemblable qu'ils en ont d'autant plus facilement détourné les effets que son auteur n'était, après tout, qu'un usurpateur. Néanmoins, je crois qu'on doit tenir pour suspecte, jusqu'à ce qu'une étude critique de la tradition ait été faite, le Novelle (N) par laquelle Basile II, le 4 avril 988, aurait abrogé celle de Nicéphore Phocas¹. Si l'on en croit le texte que nous avons, beaucoup de personnes, notamment des moines, auraient attiré l'attention de Basile II sur le fait que la Novelle impie de son prédécesseur, qui faisait tort aux églises et fondations pieuses et donc à Dieu lui-même, était la cause de tous les maux présents et du bouleversement général ; l'empereur l'aurait cru, remarquant que depuis cette

1. D'ailleurs une tradition ancienne attribuait à Jean Tzymiskès, non à Basile II, cette abrogation : cf. la notice d'un manuscrit de Vienne, citée par ZACHARIAE, *J. G. R.*, III, p. 292, n. 1. G. OSTROGORSKIJ (*Histoire*, p. 318 et n. 1) croit aussi que c'est par Tzymiskès, sous l'inspiration du patriarche Polyeucte, que la mesure a été prise, et il faut avouer que cela serait beaucoup plus satisfaisant que d'en rendre Basile II responsable.

date il ne lui est en effet rien arrivé de bon, et qu'au contraire aucune sorte de malheur ne lui a été épargnée; il abolit donc la Novelle de Nicéphore Phocas et remet en vigueur la législation de Constantin VII, Léon VI et Basile I concernant les églises et les fondations pieuses. La puérilité superstitieuse de ce texte est choquante. L'imprécision et le vague de l'expression sont surprenants. La clause finale, relatant l'ordre qu'aurait donné l'empereur d'apposer le sceau d'or au bas de ce chrysobulle, est inhabituelle. On se souvient d'autre part que plus tard Basile II révoquera, comme non conformes à sa volonté, tous les chrysobulles délivrés sous sa signature depuis son avènement jusqu'à la chute du proèdre et parakoimomène Basile, c'est-à-dire jusque vers le milieu de l'année 989¹, sauf ceux qui lui auraient été représentés et qu'il aurait de sa propre main revêtus d'une confirmation². Tout cela laisse, à mon sens, peser un soupçon sur la Novelle d'avril 988. Mais si même elle devait être tenue pour authentique, elle ne serait rien de plus qu'un geste opportuniste, une concession momentanée faite par Basile II, dans une période critique de son règne³, à la puissance et à l'influence du clergé et des moines. Et c'est un autre texte, la Novelle O, du 1^{er} janvier 996, qui nous révèle la véritable pensée de l'empereur à l'égard des biens d'Église. Or elle est de même inspiration que celle de Nicéphore Phocas.

On a vu plus haut les dispositions de cette Novelle (O) concernant les « puissants ». C'est le § γ' qui nous intéresse ici. L'empereur déclare que dans presque toutes les provinces (*thèmes*), un grand nombre de communes sont lésées par les progrès des couvents, au point parfois de disparaître, ou peu s'en faut. Le processus est le suivant : un membre de la commune (*χωρίτης*) fonde sur son terrain une église, lui affecte en dot son bien (*μοίρα*) avec l'assentiment de ses *συγχωρίται*, fait profession monastique et passe là le reste de ses jours; il a des imitateurs, et bientôt la commune compte deux ou trois moines (qui ont aussi fait don de leur bien à l'église); à leur mort, le métropolite ou l'évêque du lieu confisque l'église, se l'approprie en la nommant « monastère » (ce qui la place en effet, d'après les canons, sous sa juridiction), et en conserve pour lui-même les biens, à moins qu'il n'en fasse don à des « puissants ». L'empereur ordonne que ces oratoires (*εὐκτήρια*)

1. Si du moins on adopte la date qui ressort de la *Chronographie* de PSELLOS. D'après la *Chronique* de YAHIA, il faudrait placer en 985 la disgrâce de Basile. Cf. G. SCHLUMBERGER, *Épopée byzantine*, I, p. 573 sq. (2^e éd., p. 510 sq.).

2. C'est la mention *ἐτηρήθη* qui devait être portée de la main de l'empereur sur les chrysobulles validés : Novelle O, § VI (*R. K. O. R.*, n° 774); PSELLOS, *Chronographie*, I, 20 (éd. Renauld, p. 12-13). D'après Psellos, ce ne sont pas les mesures d'intérêt général que l'empereur révisa, et souvent abrogea, après la disgrâce du parakoimomène, mais celles qui représentaient des faveurs particulières : *εὐεργετήματα καὶ ἐξωμάτια*. Toutefois, Psellos raconte aussitôt après comment le couvent de Saint-Basile, fondé et richement doté par le parakoimomène, fut dépouillé par Basile II.

3. La péninsule balkanique ravagée par les Bulgares, l'Asie bouleversée par les révoltes de Bardas Skléros et Bardas Phocas, etc. Cf. PSELLOS, *Chronographie*, I, chap. 9-18 et 23 sq.; CHARANIS, *The monastic properties* (cité ci-dessus), p. 64.

— car il ne veut pas les reconnaître comme monastères — fassent sans exception retour aux membres de la commune (*πένητες, χωρίται*), le métropolitite ou l'évêque en étant complètement évincé, ainsi que ceux qui auraient pu les recevoir en donation, aussi ancienne que soit cette donation, car aucune prescription ne peut jouer en sa faveur. Ils resteront *oratoires*, dans la dépendance fiscale des communes (*ὕπὸ τὰ χωρία*), avec le même nombre de moines qu'ils avaient auparavant et pas davantage. Le métropolitite ou l'évêque du lieu, outre que son nom sera mentionné dans les offices, exercera le droit de consécration et sanctionnera éventuellement les fautes spirituelles des moines, mais il ne pourra réclamer à ceux-ci aucune des taxes qu'il perçoit sur les monastères : car ce ne sont pas des monastères, répète l'empereur, mais des « oratoires communaux » (*εὐκτήρια τοῦ χωρίου, εἰς ἀνακοινώσεις χωρίων γνόμενα*). Dans le cas seulement où certains seraient déjà devenus des établissements importants, comptant neuf ou dix moines ou davantage, et bien que d'ailleurs cela ne soit pas juste, l'empereur consent pourtant à les laisser sous l'autorité et à la disposition du métropolitite ou de l'évêque¹, étant entendu qu'ils doivent subsister avec ce qu'ils possèdent actuellement, car il leur est interdit de faire de nouvelles acquisitions² et d'augmenter le nombre de leurs moines. Texte fort intéressant à plusieurs points de vue : pour l'autorité de l'empereur en matière ecclésiastique ; pour la distinction, que l'on retrouve ailleurs, entre les établissements monastiques ne comptant pas plus de huit moines et ceux qui dépassent ce nombre, etc. Mais surtout ce texte expose, de façon concrète et vivante, comment l'intégrité de la commune rurale était menacée par ces archontes ecclésiastiques, que d'autres Novelles mettent au premier rang des puissants, et que celle-ci montre faisant le jeu des puissants laïques, au détriment des faibles. C'est, une fois de plus, la défense de l'intégrité de la commune que prend avec énergie Basile II, comme ses prédécesseurs et pour les mêmes raisons. De la collectivité communale en tant qu'unité administrative, économique, fiscale, fondamentale, bien plus que de telle ou telle classe de petits ou de moyens propriétaires : la preuve en est qu'à la fin de sa Novelle, il déclare laisser sous la pleine dépendance des métropoles et évêchés les anciens grands monastères et les *ἱερότατα* ; or le Traité Fiscal nous a appris que ce dernier mot désigne techniquement les biens qui ne font pas ou ne font plus partie d'une commune.

Ces textes nous renseignent de façon générale sur l'importance et le déve-

1. L'autorité de l'évêque du lieu sur un couvent se manifeste de deux façons : d'une part, il peut lever sur lui des taxes, c'est-à-dire en tirer des revenus ; d'autre part, il peut le donner ou l'attribuer à qui il veut, c'est-à-dire donner ou attribuer tout ou partie de ces revenus à un tiers, qui lui aussi, la Novelle l'a dit plus haut, est un puissant. Nous parlerons du charismatisme quand nous en rencontrerons les premières mentions dans les documents, mais c'est bien de cela qu'il s'agit déjà ici.

2. La Novelle rappelle ici que cette interdiction a déjà été prononcée par Romain Lécapène : allusion à C.

loppement de la propriété terrienne d'Eglise, et sur les dangers que son accroissement présentait pour l'État, du fait qu'elle était mal exploitée (Novelle de Nicéphore Phocas), du fait qu'elle menaçait la commune rurale (Novelle de Basile II)¹. Ils nous montrent aussi, sur le plan social, l'Eglise aux côtés des « puissants », ayant partie liée avec eux, et plus dangereuse encore à cause des inépuisables ressources qu'elle trouvait dans la piété populaire, notamment par l'entremise des moines. Ils ne nous renseignent guère sur le statut des biens ecclésiastiques et de leurs exploitants. Les premiers actes de la pratique, que nous examinerons plus loin, apporteront d'utiles compléments, parce qu'ils proviennent des archives des couvents.

Paul LEMERLE,

Directeur d'études à l'École pratique des Hautes Études.

(Sera continué.)

1. Il serait intéressant de rassembler les nombreux passages qui, dans les Vies de saints, expriment le point de vue des gens d'Eglise sur la propriété ecclésiastique ou, surtout, monastique, et aident à écrire l'histoire de celle-ci. Je ne cite que deux exemples. La Vie de saint Nicéphore évêque de Milet (*Analecta Bollandiana*, XIV, 1895, p. 129-166 : cf. p. 143-145) raconte comment le saint lutta durement, et au moins pour une part vainement, contre les fonctionnaires de Nicéphore Phocas et de Jean Tzymiskès pour obtenir la restitution de revenus et biens d'Eglise. La Vie de saint Arkadios, évêque d'Arsinoé en Chypre (*Anal. Boll.*, XXVI, 1907, p. 205-206), raconte les malheurs d'un arpenteur de l'administration des finances (γεωμέτρης) qui avait eu l'audace de prétendre mesurer les terres d'un couvent dirigé par le saint ; puis ceux d'un « zôomètre » (ζωομέτρης : titre de fonctionnaire, ou plutôt terme plaisamment formé sur γεωμέτρης?) qui avait prétendu compter le bétail du même couvent. Tous deux sont châtiés par le Ciel : le premier voit son cheval tomber soudainement malade ; le second tombe lui-même soudain malade dans le bourg où, sa besogne achevée, il s'était rendu pour dîner. L'un et l'autre doivent implorer le pardon du saint.

RECHERCHES SUR LES FINANCES DES DUCS VALOIS DE BOURGOGNE

Les Valois de Bourgogne ont été puissants parce qu'ils étaient riches. Sire Georges Chastellain, Olivier de La Marche et Philippe de Commines le perçurent en leur temps ; depuis eux, les historiens l'ont répété ; à satiété. On a défloré, au point d'en faire des lieux communs, les expressions de « fastes bourguignons », de « terres de promission », de « meilleure part en Europe » et du « plus grand héritage du monde ». Mais décrire et conter sont une chose, expliquer en est une autre : la tâche véritable de l'historien. Or, le secret des ressources dont disposaient les ducs est à portée de main ; une chance exceptionnelle a préservé les archives financières de l'État bourguignon du sort fâcheusement subi par celles du royaume de France. Pourquoi, cependant, avoir attendu le début de ce siècle pour tirer d'un fonds si précieux autre chose que des renseignements épisodiques ou, parfois, simplement pittoresques ? Était-ce découragement devant la masse considérable de la documentation dont certains archivistes courageux avaient commencé d'inventorier la richesse¹ ? N'était-ce pas, surtout, défaut d'intérêt pour les aspects économiques de l'histoire ? En 1896, A. Coville avait écrit un bref article sur les *Finances des ducs de Bourgogne au commencement du XV^e siècle*². Mais c'est à Pirenne, en ce domaine comme en tant d'autres, qu'on doit la première orientation de recherche et le premier essai de synthèse, en quelques pages de sa classique *Histoire de Belgique*³. Il a fallu néanmoins attendre jusqu'aux dernières années pour voir les chercheurs aux prises avec l'essence même du problème ; après l'étude descriptive des institutions, quelques monographies ont été consacrées à leur fonctionnement et des aperçus plus larges sont, dès lors, devenus possibles ; les travaux récents de MM. P. Bonenfant et J. Bartier en portent, déjà, témoignage⁴. L'enquête, toutefois, est seulement amorcée.

1. L.-P. GACHARD et H. NÉLIS, *Inventaire des Archives des Chambres des Comptes*, 6 vol. Bruxelles, 1837-1931. — Chanoine DEHAISNES, *Inventaire sommaire des Archives départementales du Nord*, série B, t. IV. Lille, 1881. — M. BRUCHET, *Répertoire numérique de la série B, Chambre des Comptes de Lille*. Lille, 1921. — L. DE LABORDE a publié des extraits nombreux de ces comptes dans *Les ducs de Bourgogne* (Paris, 1849-1851), 2 vol.

2. A. COVILLE, in *Études d'histoire du Moyen Âge*, dédiées à G. Monod. Paris, 1896, p. 405-413.

3. H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, t. II, 3^e éd. Bruxelles, 1922. — J. Pirenne a soutenu une thèse devant la Faculté de philosophie et lettres de Bruxelles, en 1914, sur les *Finances des ducs de Bourgogne* ; ouvrage manuscrit et inédit dont nous n'avons pas eu connaissance.

4. J. BARTIER, *Charles le Téméraire*. Bruxelles, 1944. — P. BONENFANT, *Philippe le Bon*,

La documentation, d'une extraordinaire abondance, est dispersée à travers les pays qui constituèrent « la Bourgogne ». Son dépouillement ne saurait être effectué dans un délai raisonnable que par le concours d'équipes, et sur le plan international. L'entreprise a été facilitée par les Centres belge et français de la Recherche scientifique ; microfilmée par leurs soins, à Dijon et à Lille¹, la partie la plus importante des comptes « bourguignons » peut, désormais, être étudiée, simultanément et contradictoirement, à Lille et à Bruxelles, à Louvain et à Dijon, à Gand et à Besançon, comme à Paris. Plusieurs *Mémoires*, encore inédits, ont été rédigés ou sont en cours d'élaboration ; ce sont les résultats de quelques-uns d'entre eux qui nous ont fourni la matière de cet article et nous savons gré à leurs auteurs de nous les avoir communiqués².

On comprendra sans peine que nous fassions état principalement des travaux effectués au sein du *Centre régional d'études historiques* de la Faculté des Lettres de Lille³. Les Archives départementales du Nord possèdent le fonds le plus riche des documents financiers bourguignons. Depuis six ans, même pendant la période des grandes vacances et en dehors des conférences hebdomadaires de séminaire, les jeunes chercheurs lillois ont exploité leur dépôt d'archives avec une ténacité de mineurs. Le fruit de leurs investigations n'est, sans doute, que travaux d'approche ; leurs conclusions ne prétendent pas être définitives. On voudrait, du moins, que des études plus importantes y trouvent leurs bases de départ. Peut-être, enfin, au moment où, dans les Facultés des Lettres, des centres de recherches s'organisent, n'est-il pas sans intérêt de présenter les efforts et les résultats de l'un d'entre eux.

3^e éd. Bruxelles, 1955. L'aperçu général le plus récent sur les finances de Bourgogne a été donné par J. BARTIER et coll., dans le tome III de l'*Algemene Geschiedenis van Nederlanden* (Utrecht, 1951), p. 260-270.

1. Les films des documents photographiés à Dijon sont en dépôt aux Archives du Nord et ceux pris à Lille le sont à Dijon. L'ensemble se trouve aux Archives nationales (Paris), aux Archives générales (Bruxelles) et dans les quatre universités de Belgique ; une partie (à partir de l'année 1450) se trouve au Centre de Recherches historiques de la VI^e section de l'École des Hautes Études, organisme dont l'aide nous a été précieuse.

2. Nous remercions spécialement deux chercheurs belges de nous avoir communiqué leurs travaux : M^{lle} A. VAN NIEUWENHUYSEN, élève du séminaire de M. Bonenfant (*La Recette générale de Philippe le Hardi*, dactyl., 1955) ; M. J.-L. VOGLAIRE, du séminaire de M. Génicot (*Les finances de l'État bourguignon et leur gestion sous Philippe le Bon*, dactyl., 1950).

3. P. CAYEZ, *Les finances de la ville de Lille de 1418 à 1421* (1955). — P. DANCOINE, *L'évolution des finances bourguignonnes de 1384 à 1477* (1957). — C. DESMET, *Les emprunts de Philippe le Bon* (1956). — M. LAJUS, *Le bailliage de l'Eau de l'Écluse sous les ducs de Bourgogne* (1955). — P. LECERF, *Les relations commerciales entre Paris et la région du Nord aux environs de 1450* (1953). — X. MARGT, *Les emprunts de Charles le Téméraire* (1956). — D. PENZAK, *Finances bourguignonnes et finances royales à l'époque du traité de Troyes, 1418-1420* (1957). — J.-M. PESEZ, *Chevaucheurs et courriers de Charles le Téméraire* (1954). — R. ROFFIN, *Le tonlieu du port de Gravelines* (1953). — J. RUCKEBUSCH, *Les finances de Philippe le Bon à l'époque de la paix d'Arras* (1954). Quatre autres mémoires sont en préparation sur les finances bourguignonnes.

I

La source la plus importante de l'histoire financière bourguignonne est constituée par les *comptes des « receveurs généraux de toutes les finances »*. Ces documents ont une rare valeur ; à la richesse de l'information s'ajoute l'avantage d'une continuité presque intégrale pour les quatre règnes de Philippe le Hardi, Jean sans Peur, Philippe le Bon et Charles le Téméraire.

L'office de Receveur général de toutes les finances est l'une des institutions créées par Philippe le Hardi en 1386, au lendemain de son accession au comté de Flandre après la mort de Louis de Mâle, pour centraliser le maniement des fonds dont il se réservait la disposition. En instituant une nouvelle charge, il n'était pas dans les intentions de Philippe de bouleverser l'organisation financière intérieure de ses diverses principautés. Avec des titres différents, mais avec des fonctions analogues, dans les deux Bourgogne, en Artois et en Picardie, des officiers subalternes administraient les « recettes particulières » du domaine, encaissaient les revenus extraordinaires les plus variés ; au-dessus d'eux, Philippe le Hardi et ses successeurs maintinrent aussi les offices des receveurs généraux « provinciaux ». Au temps de Philippe le Hardi et de Jean sans Peur, il y eut ainsi deux recettes générales de « pays », l'une pour les deux Bourgogne et le Charolais ; l'autre pour la Flandre et l'Artois ; à celle-ci furent rattachées Malines et Anvers. Unis à leur tour au domaine bourguignon, les comtés de Nevers, de Rethel et de Namur, le Limbourg, le Hainaut, la Hollande, le Brabant et le Luxembourg conservèrent leurs institutions financières locales. Ce ne fut que par souci d'économies et de manière temporaire que les recettes générales de « pays » furent parfois supprimées ; au terme d'un délai plus ou moins long, elles étaient rétablies ; ce fut le cas, par exemple, de la Bourgogne en 1426 et 1465, du Hainaut en 1426 et 1463, du Brabant et du Luxembourg au temps du Téméraire. Superposé aux receveurs particuliers et aux receveurs généraux de régions, le Receveur général de toutes les finances ne se substituait pas à eux. Après la succession flamande, Philippe le Hardi avait chargé, pendant deux ans, son receveur de Bourgogne de prendre en compte les revenus de ses nouvelles possessions. La tâche était trop lourde ; on ne pouvait pas traiter les pays flamands comme de simples annexes de la Bourgogne et continuer à ne leur consacrer, dans les comptes, qu'une dizaine de mentions en face des quatre-vingts à quatre-vingt-dix rubriques relatives aux recettes bourguignonnes, comtoises et charolaises. Ainsi l'existence de l'office du Receveur général de toutes les finances satisfaisait, en premier lieu, à une nécessité pratique.

Placé au premier rang des receveurs ducaux, le Receveur général de toutes les finances n'était pas, cependant, le chef de l'administration financière. La tendance centralisatrice ne fut pas le seul principe organisateur de l'État bourguignon ; l'exemple de la royauté, les habitudes d'un

personnel formé aux pratiques parisiennes, les exigences enfin d'une politique ambitieuse inclinèrent les ducs à perfectionner leurs méthodes administratives. En 1386, Philippe le Hardi généralisa le principe, expérimenté par lui en Bourgogne depuis quatorze ans déjà, de la séparation de l'ordonnement des dépenses et des recettes et du maniement des fonds. A cette fin, la Recette générale de toutes les finances fut subordonnée à un organisme supérieur, la Trésorerie générale. Le Receveur général ne pouvait exécuter un paiement que si le mandement qui l'ordonnait portait la signature du Trésorier ducal. La Trésorerie était donc une fonction essentielle, au point qu'il y eut parfois deux trésoriers, un pour le groupe flamand, un pour le groupe bourguignon (1400-1410), et que la Trésorerie ne fut jamais supprimée. Si, à certains moments, par exemple de 1391 à 1397, on voulut, par économie, revenir à l'unicité des hautes charges financières, ce fut la Recette générale qui en fit les frais, annexée qu'elle devint à la Trésorerie. Mesure temporaire, cependant, car la dualité des fonctions du receveur et du trésorier paraissait aussi nécessaire que la distinction et la subordination de leurs attributions¹.

Subordonné au Trésorier-Gouverneur général des Finances, le Receveur général dépendait également du Conseil ducal. Celui-ci usa, surtout à partir de 1433, époque des réformes de Philippe le Bon, du droit de regard qu'il avait hérité de l'ancienne *Curia*. Une succession d'ordonnances organisa ce contrôle. Sans préjudice du rôle du trésorier, le visa des mandats et l'examen des comptes du Receveur général furent dévolus tantôt à quelques conseillers délégués à cet effet, tantôt à une commission nommée pour « signer en finances » ; quelquefois, le Conseil tout entier semble retenir la compétence en matière financière. En définitive, le Conseil paraît avoir évolué vers la spécialisation d'une section créée en son sein pour superviser les finances ; mais le problème demeure encore assez obscur².

L'activité du Receveur général de toutes les finances, guidée par les décisions du trésorier et du Conseil, était, à son terme, soumise au contrôle de la Chambre des Comptes. Cela était conforme à la logique, aux usages et aux principes monarchiques qui inspiraient la politique ducale. C'est encore en 1386 que Philippe le Hardi fixa, de façon durable, le rôle des Gens des Comptes. Il détermina les attributions de la Chambre de Dijon et, avec le concours de conseillers parisiens, organisa celle de Lille, héritière de l'Audience des Comtes de Flandre. On sait qu'en acquérant le Brabant et la Hollande, Philippe le Bon respecta l'existence de la Chambre des Comptes de Bruxelles et du Conseil de La Haye. Mais on n'ignore pas, non plus, que la concentration du contrôle alla croissant, au profit de la Chambre de Lille, depuis le règne de Jean sans Peur, jusqu'au jour où

1. BRUCHET, *op. cit.* ; P. RIANDEY, *L'organisation financière de la Bourgogne sous Philippe le Hardi*. Dijon, 1909.

2. E. LAMBEERE, *Le Grand Conseil des ducs de Bourgogne*. Bruxelles, 1900.

une initiative, d'ailleurs éphémère, de Charles le Téméraire, institua, à Malines, en 1473, une chambre unique¹.

Agent d'exécution supérieur à tous les autres receveurs, le Receveur général ne dirigeait cependant pas, malgré son titre, la totalité des finances. Un usage général, et constant jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, laissait aux administrateurs subalternes le soin d'ordonnancer et de liquider les dépenses locales avec les deniers encaissés sur place ; les mêmes officiers étaient, ainsi, à la fois, receveurs et liquidateurs, et ne se justifiaient qu'après coup devant les Gens des Comptes. De ce fait, il résulte que la majeure partie des recettes et des dépenses effectuées par les officiers des finances dans les divers lieux et pays échappait au Receveur général. La comptabilité de ce dernier portait donc essentiellement sur des « revenants-bons ». En 1432, par exemple, c'est à peine si 40 % de l'argent liquidé par le receveur de Flandre se retrouvent dans les comptes de la Recette générale².

D'autre part, la Recette générale n'était pas la seule caisse centrale. Il en existait deux autres, au milieu du xv^e siècle. L'une, traditionnelle dans toutes les cours princières du temps, était la Chambre aux Deniers ; à sa tête, le Maître de la Chambre aux Deniers gérait l'hôtel ducal ; des officiers de titre semblable, mais de moindre rang, exerçaient le même rôle dans les hôtels de la duchesse et des princes. Cependant, Recette générale et Chambre aux Deniers ne s'ignoraient pas ; une grande partie des fonds dont disposaient les secondes était fournie par la première qui l'incluait en ses comptes ; mais le reste lui échappait.

L'autre organisme était le Trésor de l'Épargne, institué par Philippe le Bon. L'Épargne bourguignonne, dont les comptes ont, malheureusement, disparu, passe pour l'héritière d'un service plus ancien, la « Garde des Joyaux ». La création de l'Épargne répondait, comme en France au temps de François I^{er}, au besoin éprouvé par le souverain d'avoir à sa disposition une caisse de maniement facile, sans complications administratives. Au dire de P. Kauch³, son historien, l'Épargne ducale aurait été une sorte de succursale de la Recette générale, sur les fonds de laquelle elle opérait des prélèvements. En outre, l'Épargne était approvisionnée directement par certains revenus bien définis, réguliers ou occasionnels. C'étaient, par exemple, les droits de sceaux, reliefs, confiscations, amendes, quints et épaves. Un cas fameux est celui d'Odot Molain ; l'énorme somme qui racheta ses fraudes, en 1450, fut versée directement à l'Épargne ; le montant en surpassait le total des sommes alors versées à la Recette générale par le comté de Namur ou le comté de Hainaut⁴. Grâce à l'Épargne, le duc

1. BRUCHET, *op. cit.* — E. ANDT, *La Chambre des Comptes de Dijon à l'époque des ducs Valois*, Paris, 1924.

2. RUCKERUSCH, *op. cit.*

3. P. KAUCH, Le Trésor de l'Épargne création de Philippe le Bon (*Rev. belge de Philol. et Hist.*), t. XI, 1932, p. 703-720.

4. J. BARTIER, L'ascension d'un marchand bourguignon au xv^e siècle : Odot Molain (*Annales de Bourgogne*, t. XV, 1943, p. 201), et VOGLAIRE, *op. cit.*, p. 95.

disposait de ressources importantes ignorées du Receveur général. Ce dernier, malgré l'étendue de ses attributions, ne gérait donc pas la totalité des finances ; ses comptes, par conséquent, sont incomplets.

Pour connaître les finances bourguignonnes dans leur ensemble, il faudrait, théoriquement, dépouiller tous les comptes généraux et particuliers des villes et des « pays » qui composèrent la « Bourgogne », de Saint-Claude à Abbeville et d'Amsterdam à Nevers. Aujourd'hui encore, en effet, la dispersion des archives « bourguignonnes » reflète la structure de l'État construit par les cadets de la Maison de Valois. Mais le volume de la documentation est inégal selon les séries. Les hasards des destructions, complices des aléas de la conservation, n'ont pas laissé survivre assez de documents contemporains les uns des autres pour qu'il soit possible de reconstituer, ne fût-ce que pour une seule année, un exercice complet de comptabilité.

II

Tout incapables que soient les comptes de la Recette générale de fournir les éléments d'un bilan intégral des finances bourguignonnes, leur *valeur documentaire* demeure grande. La continuité est leur première qualité. Depuis l'avènement de Philippe le Hardi au comté de Flandre (1384) jusqu'à la mort du Téméraire (1477), la série des comptes de la Recette générale de toutes les finances présente peu de lacunes. Vingt-deux registres des Archives de la Côte-d'Or¹ couvrent presque intégralement les vingt années pendant lesquelles le premier duc régna sur l'ensemble des « pays de par deçà » et « de par delà » ; seuls manquent les comptes de vingt-cinq mois et demi, donc à peine plus de deux ans. Au contraire, pour les quinze années du règne de Jean sans Peur, nous n'avons plus que sept comptes, répartis — fait significatif de l'évolution politique bourguignonne — entre les dépôts de Dijon et de Lille². L'attraction exercée par les Pays-Bas s'affirme par le fait que la quasi-totalité des comptes de la Recette générale, pour la période suivante, est demeurée à Lille. Du règne de Philippe le Bon, il manque seulement quatre comptes³, et la série est complète pour le règne de son fils⁴ ; la continuité est ainsi presque absolue de 1419 à 1477, pendant cinquante-huit ans. En conclusion, pour les quatre-vingt-quatorze années de

1. Arch. Côte-d'Or, B. 1461, 1462, 1463, 1467, 1469, 1479, 1487, 1495, 1500, 1501, 1503, 1508, 1511, 1514, 1517, 1519, 1521, 1526, 1532, 1538.

2. Arch. Côte-d'Or, B. 1543 (double, Nord B. 1878), 1547, 1554, 1556, 1558, 1560, 1562, 1570 (double, Nord B. 1894), 1571 (double, Nord B. 1897), 1572, 1573, 1576, 1601, 1603.

3. Arch. Nord, B. 1920 (double, Côte-d'Or, B. 1605), 1923 (Côte-d'Or, B. 1612), 1925 (Côte-d'Or, B. 1617), 1927 (Côte-d'Or, B. 1622), 1929, 1931, 1933, 1935, 1938, 1942, 1945, 1948, 1951, 1954, 1957, 1961, 1963, 1966, 1969, 1972, 1975, 1978, 1982, 1988, 1991, 1994, 1996, 1998, 2000, 2004, 2008, 2012, 2020, 2026, 2030, 2034, 2040, 2045, 2048, 2051, 2054, 2058, 2061. — Bruxelles, Arch. gén., compte n° 1921 (année 1452). — Courtrai, Bibliothèque, G. V. 322, XVI, 1 (année 1427).

4. Arch. Nord, B. 2064, 2067, 2072, 2077, 2078, 2084, 2090, 2094, 2099, 2104, 2108.

la période bourguignonne, le mouvement des fonds de la Recette générale de toutes les finances est saisissable dans une proportion de près de 90 %.

Il faut ajouter qu'un certain nombre de pièces justificatives présentées à la Chambre des Comptes par les receveurs généraux, à l'appui de leurs registres¹, complète heureusement ceux-ci et permet l'étude des méthodes de comptabilité et de contrôle².

L'homogénéité de l'information apparaît dès qu'on procède à l'étude externe des comptes de la Recette générale. Une impression d'ordre se dégage de la masse imposante de ses gros registres, bien reliés, faits de parchemin de qualité uniforme. La disposition des rubriques est aérée et claire. L'écriture, presque calligraphiée, ne présente qu'un nombre réduit de difficultés de lecture; seules les notations abrégées et cursives, jetées en marge ou accumulées à la fin des comptes par les vérificateurs, troublent, à la manière désinvolte d'un juge sans pitié, la disposition d'une ordonnance affectée. Il n'est pas jusqu'aux comportements humains des gens de finances dont la disposition des documents ne révèle les aspects.

Tout Receveur général entrant en charge place en tête de son premier compte le texte du mandement ducal qui le délègue en ses fonctions et qui définit sa compétence. Un tel genre de documents contribue, avec les ordonnances ducales³, à faire connaître les attributions du receveur et sa place dans l'administration ducal. Mais son rôle effectif apparaît mieux encore dans le détail des recettes et des dépenses dont il présente, avec précision, la nature et l'objet.

Le schéma général des comptes est assez constant, dans son ensemble, malgré quelques variantes occasionnelles. Les recettes d'abord, les dépenses ensuite, selon l'usage du temps, s'en partagent, inégalement, le texte.

L'énumération des recettes constitue un témoignage saisissant de la formation historique de la puissance bourguignonne. Il y a quelque grandeur dans l'indication, en ordre géographique, et allongée au fur et à mesure des acquisitions territoriales, des revenus des principautés, seigneuries et villes associées dans l'État bourguignon. Et la volonté d'organisation se traduit dans la tendance à simplifier les comptes, avec un esprit centralisateur. Cette tendance se manifeste dès la fin du règne de Philippe le Hardi, s'accroît par la suite. Peu à peu, l'éparpillement des rubriques des recettes fournies par les diverses possessions bourguignonnes fait place à un groupement plus rationnel. La centaine de rubriques du début du xv^e siècle,

1. Les pièces justificatives des receveurs sont classées dans la série B des Archives départementales, à la suite immédiate des comptes auxquels ils se rapportent.

2. MM. Ganshof et Richard ont décrit respectivement les institutions financières traditionnelles de la Flandre et de la Bourgogne, dans *l'Histoire des Institutions françaises au Moyen Âge*; t. I : *Institutions seigneuriales*, sous la direction de F. Lot et de M. R. Fawtier. Paris, 1957, p. 229-247 et 419-426.

3. Arch. Nord, B. 1596 et suiv. Quelques ordonnances ont été publiées de-ci de-là. La Commission Royale d'Histoire de Belgique prépare une édition systématique.

se réduit à une vingtaine sous le Téméraire, pour des possessions beaucoup plus vastes. De règne en règne, les accroissements territoriaux en modifient l'ordre. Sous Philippe le Bon, le Brabant enlève le deuxième rang à la Flandre ; la liste s'allonge des revenus du Boulonnais, de l'Amiénois et du Ponthieu (les « villes de la Somme »), du Hainaut, du Namurois, de la Hollande et de la Zélande, enfin du Luxembourg. Le règne du Téméraire modifie cette disposition. La Bourgogne, patrimoine de la dynastie, reste en tête, en dépit de l'importance désormais secondaire de son apport financier. Ensuite, comme par une manifestation intentionnelle d'esprit d'indépendance vis-à-vis de la couronne de France, viennent les revenus des terres d'Empire : comté de Bourgogne, Brabant, Utrecht et pays d'outre-Meuse, Luxembourg, Gueldre et Zutphen, la Flandre impériale. La Flandre galligante s'interpose. Voici Hollande, Zélande et Hainaut. Enfin, Artois, Namurois, Boulonnais, Amiénois, Ponthieu, Péronne et Mortagne ; les amendes prélevées « en Liège » clôturent la liste.

Sous la rubrique de chaque territoire, les comptables inscrivaient les revenus ordinaires dont les revenants-bons étaient à la disposition du Receveur général. La nature de ces revenus est du type habituel : profits des Monnaies, émoluments des sceaux, exploits et amendes, rentes viagères, revenus des greniers à sel ou à grains (les *espiers* de Flandre), ceux des péages et des tonlieux, des morte-mains et des nouveaux acquêts, « gavènes » perçus aux dépens des établissements ecclésiastiques, sommes versées par les maîtres des eaux et des polders (*watergraafs* et *moormeesters*). Conformément à l'usage, les revenus extraordinaires occupent une place à part, après le classement géographique ; ce sont, tout spécialement, les aides, certaines rentes, les emprunts, et, sous les deux premiers ducs, les dons du roi.

Si la disposition des rubriques de recettes traduit la physionomie des États bourguignons, la variété des dépenses reflète la puissance et l'ambition des ducs. A travers tout le siècle, les dépenses se rattachent à trois catégories principales. Les dépenses de gouvernement et d'administration générale constituent un premier ensemble, dont certaines rubriques sont particulièrement développées : les crédits délégués à des officiers de tout ordre pour l'exercice de leurs fonctions (« *deniers baillés à officiers qui en doivent compter* »), les gages et les pensions, les frais d'ambassades, voyages et messageries, enfin les fonds secrets mis à la disposition personnelle du prince (« *deniers baillés ès mains de Monseigneur* », « *deniers payés en l'acquit de Monseigneur* », « *deniers comptans ès mains de Monseigneur pour en faire son plaisir et dont il ne veult aultre déclaration estre faite* »).

Un deuxième groupe de dépenses correspond à une partie des frais de l'Hôtel ducal et se retrouve dans les comptes du Maître de la Chambre aux Deniers, quand ils subsistent. Ce sont : dons et récompenses, dépenses d'écurie, achats de draps d'or, d'argent et de soie, de pelleteries et de tapis-

series, d'épices, de bijoux et de vaisselle d'or et d'argent, offrandes et aumônes, frais de constructions, « dépense commune ».

Également complexe et variant davantage en fonction des circonstances est la troisième catégorie, celle des dépenses extraordinaires. Là s'entremêlent les dépenses publiques et domestiques : achats d'armes et d'artillerie, paiement de gens d'armes, achat de rentes viagères. La formule « dépenses extraordinaires » couvre, d'ailleurs, un ensemble de frais que les comptables ne jugeaient pas utile de répartir sous des rubriques spéciales, comme l'exigerait notre souci de logique.

III

Impressionné par la belle ordonnance extérieure des comptes, l'esprit est, ensuite, déçu par leur enchevêtrement interne. Leur analyse révèle des difficultés et détermine les conditions auxquelles est soumise l'interprétation correcte de leurs données.

On est d'abord gêné par la variabilité de la durée et par l'instabilité des termes des exercices financiers. L'échéance annuelle changea assez souvent. Capricieuse sous les deux premiers ducs, elle fut fixée au 31 décembre en 1427, pour revenir au 1^{er} octobre en 1459 et au 31 décembre sous le Téméraire. C'est pourquoi la construction d'un graphique d'ensemble a exigé le blocage des données numériques de certaines années.

Si l'enchevêtrement chronologique contrarie ainsi les intentions statistiques de l'historien, l'enchevêtrement des opérations financières présente encore plus de difficultés. Tel chapitre des dépenses, « *deniers baillés à officiers qui en doivent compter* », a l'allure d'un « fourre-tout », dont les éléments devraient, semble-t-il, être distribués à travers toutes les autres rubriques. Qu'on se souvienne, alors, que les receveurs généraux se souciaient beaucoup moins de faire ressortir la destination des fonds que les noms des délégataires¹. C'était à ces derniers qu'il appartenait de justifier leur emploi, en même temps que celui des sommes encaissées et ordonnancées par eux sur place pour l'administration locale.

L'esprit moderne conçoit mal des habitudes différentes de la centralisation des dépenses publiques ; il doit faire l'effort de retrouver les intentions et l'esprit des méthodes administratives et comptables du Moyen Âge. L'administration bourguignonne, comme ses contemporaines, usait de deux procédés pour mobiliser des fonds. L'un est un ordre adressé à un receveur particulier de verser une somme déterminée à la Recette générale ; c'est l'obligation. L'autre consiste à prescrire à un receveur particulier d'effectuer un paiement déterminé au porteur désigné d'une « lettre de recette » ducal ; l'administration se décharge ainsi d'une dépense en l'as-

1. Toute indication de dépense commence par l'indication du nom du bénéficiaire : « À (un tel)... pour... (tel objet). »

signant sur un service subalterne choisi par elle : d'où les expressions de *décharges* et d'*assignments* employées en telle occurrence. Une somme unique peut, d'ailleurs, faire l'objet, par fractionnement, d'*assignments* multiples sur plusieurs bureaux de recette. Le procédé a l'avantage d'éviter les transports de numéraire. Il présente, nous allons le voir, l'inconvénient de compliquer les écritures.

Les décharges servaient, notamment, pour les dons et les récompenses, les gages et les pensions, les frais d'ambassades et de messageries. Signées par le duc, elles recevaient, après un délai variant de quelques jours à un an, le contreseing du Receveur général. En général, l'*assignment* se faisait sur une recette du pays où le prince se trouvait au moment de son émission et où le bénéficiaire habitait. Procédé souple, le système ne pouvait, cependant, bien fonctionner que dans le cadre d'administrations déjà évoluées. On explique ainsi qu'employé par Philippe le Hardi en Bourgogne, Artois et Flandre gallicante, il ne fut généralisé ailleurs que sous Philippe le Bon¹. A priori, rien de plus simple que d'inscrire les décharges simultanément parmi les recettes et les dépenses de la Recette générale. En fait, il arrivait souvent qu'au terme de l'exercice, certaines décharges n'avaient pas été payées ; en ce cas, le receveur devait, en l'un de ses comptes suivants, les porter de nouveau soit à titre de dépenses effectives, soit sous la rubrique des décharges impayées. Il en résultait des chevauchements d'exercices.

Les chevauchements d'exercices étaient une pratique tout à fait habituelle. Les causes en étaient multiples. Il en résultait souvent des arriérés ; pour faire face à quelque nécessité pressante, il arrivait que le duc payât avec retard gages, pensions ou rentes, ou accordât des délais à ses débiteurs ; parfois, certains créanciers présentaient leurs titres plusieurs mois après leur délivrance. C'était souvent, aussi, des avances exigées par le duc sur ses revenus à venir ; quelquefois, des acomptes délivrés par un officier complaisant à un créancier du duc sur le vu d'une quittance en blanc ; une telle pratique semble être devenue si courante qu'une ordonnance fut promulguée en 1439 pour y remédier².

La constance des chevauchements apparaît lorsqu'on examine les comptes d'une période un peu longue, par exemple pendant toute la durée de la gestion d'un Receveur général. Chaque compte se termine, après la récapitulation des recettes et des dépenses, par ce qu'on appelle l'*état* ; c'est là qu'on inscrivait, selon les cas, ce que le receveur devait encore ou ce qui lui était dû, ainsi que les obligations et les décharges restées impayées. Sur ce point, comme sur le détail des rubriques, les vérificateurs portaient

1. Observation faite par M^{lle} van Nieuwenhuysen dans son mémoire manuscrit indiqué *supra*, p. 286, n. 2.

2. Arch. Nord, B. 1605, fol. 270. Des reports d'exercice résultent aussi de la liquidation des dépenses des ducs après leur décès, par exemple après la mort de Philippe le Hardi (Arch. Côte-d'Or, B. 1547, 1554, 1556). Voir aussi B.-A. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ, Les dons du roi aux ducs de Bourgogne Philippe le Hardi et Jean sans Peur (*Mém. Soc. H.-t. Droit... anc. Pays Bourg.*, 1939 et 1940-1941), p. 172.

l'attention la plus minutieuse. De compte en compte, les bonis et les déficits se reportent jusqu'à ce qu'en sortie de charge le receveur soit invité à apuration, s'il veut obtenir quitus. Les mentions finales et marginales portées sur les registres par les Gens des Comptes sont du plus grand intérêt ; cela est vrai des finances bourguignonnes comme de toutes les autres de ce temps. La méthode de travail des Gens des Comptes, codifiée par une ordonnance de 1407, exigeait que le Receveur général produise, en personne, une copie de ses comptes avec ses quittances à l'appui ; contrôle, enquête, vérifications, annotations constituaient la tâche du « grand burel », ainsi nommé parce qu'aux maîtres lillois s'adjoignaient des commissaires extraordinaires, dijonnais ou bruxellois¹. Le travail était minutieux et long. L'arrêt de clôture survenait, souvent, de longues années après le commencement du contrôle. En effet, les Gens des Comptes, pas plus que les receveurs, n'étaient, et ne pouvaient être, préoccupés par la notion d'exercice budgétaire. Ils ne jugeaient que de gestions.

Ne cherchons donc pas dans les comptes de la Recette générale le « budget » de la Maison de Bourgogne : la chose, comme le mot, ne faisait pas partie de la mentalité du temps. Les anciens comptes ne sont que des comptes de gestion, personnels, destinés à la justification du comptable ; ce ne sont pas des relevés officiels des recettes et des dépenses publiques. C'est la raison pour laquelle ils nous paraissent incomplets et placés moins dans le cadre impersonnel du temps que dans les limites individuelles de la mission d'un officier. Ce sont les comptes d'un Guy Guilbaut ou d'un Pierre Bladelin ; ce ne sont pas ceux du « duché » de Bourgogne.

Dénoncer, de ce fait, l'imperfection administrative serait pire qu'une injustice : un contresens. Le personnel financier des ducs, maintenant bien connu², était qualifié au point que les habiletés abusives de certains témoignent en faveur de leur savoir-faire. Les erreurs sont extrêmement rares ; d'ailleurs, les « auditeurs » des comptes ne se seraient pas fait faute de les redresser. Enfin, nous avons vu que l'enchevêtrement n'est qu'apparent, puisque la disposition des comptes procédait d'un esprit différent du nôtre.

Si les financiers du xv^e siècle ne dressaient pas de budgets, ils n'étaient pas, pour autant, inaccessibles à la notion de prévision de recettes et de dépenses. Le Conseil du roi de France, au xv^e siècle, travaillait sur les « états par estimation » et sur les « états au vrai ». Tout conduit à penser que les ducs de Bourgogne ont, à plusieurs reprises, cherché à connaître leur situation financière. Philippe le Hardi ne dissimulait pas son mécontentement si son Trésorier était incapable de lui déclarer sur-le-champ le montant des

1. Arch. Nord, B. 1605, fol. 240 ; 1607, fol. 145. ANDT, *op. cit.* — BARTIER, *ouvr. cité ci-dessus*, p. 159-161, pour les ordonnances ducales sur la reddition des comptes.

2. J. BARTIER, *Légistes et gens de finances au XV^e siècle*. Bruxelles, 1955. — POCQUET DU HAUT-JUSSÉ, *Les chefs des finances ducales de Bourgogne, 1463-1479*. Dijon, 1937, 76 p., tirage à part des *Mém. Soc. Hist. Droit... anc. Pays Bourg...*, 1937. — Une thèse de l'École des Chartes est consacrée, cette année même, par M^{lle} F. LECLERCQ, à l'Étude du personnel de la Chambre des Comptes de Lille sous Philippe le Bon.

pensions arriérées¹. Chastellain prétend que Philippe le Bon « avoit trésor, mais ne le congnoissoit ; de son amas ne voulut oncques rien voir, ne argent manier, ne en sçavoir nombre... Tout commettoit en aultres mains » ; pour- tant, à plusieurs reprises au cours de son règne, il demanda à ses officiers de finances un relevé annuel, « afin que tout ce que nous avons et prenons, tant en ordinaire comme par extraordinaire, se puisse veoir par un compte et estat »². Il était du rôle du Trésorier général d'être au courant des res- sources et du mouvement des fonds ; on ne saurait imaginer qu'il pût procéder aux « assignations » sans connaître la répartition des revenus disponibles. Or, la base de son information se trouvait dans les comptes des receveurs généraux. De son côté, le Conseil ducal³, voulant, aux envi- rons de 1440, affirmer son droit de regard sur les finances, exigea un état mensuel et une récapitulation annuelle des recettes et des dépenses⁴.

Les comptes des receveurs généraux fournissaient la substance des *états* qui renseignaient les ducs sur leur situation financière. Ne pouvons-nous pas, à notre tour, y rechercher l'une des explications de leur destin, à condi- tion, bien entendu, de se souvenir que les comptes n'épuisent pas la matière et qu'ils ne sont pas des budgets, sous réserve, également, de procéder avec prudence.

* * *

L'interprétation statistique des comptes de la Recette générale rencontre, d'autre part, l'obstacle de la multiplicité disparate des monnaies et de la difficulté de leur évaluation.

La diversité des espèces mentionnées par les comptables fut extrême jusqu'au milieu du règne de Philippe le Bon, c'est-à-dire jusqu'au moment où les mesures de stabilisation et d'unification adoptées par ce prince commencèrent à porter leurs fruits. On ne connaît pas assez la politique monétaire des ducs de Bourgogne⁵, mais son étude approfondie, tout

1. F. QUICKE et H. LAURENT, Documents pour servir à l'histoire de la Maison de Bourgogne en Brabant et en Limbourg (*Bull. Comm. Roy. Hist.*, t. XCVII, 1933, p. 67, n° 12 (1394).

2. Arch. Nord, B. 1602, fol. 62 (Arras, 20 novembre 1419). BARTIER, *op. cit.*, p. 160 et 161. — CHASTELLAIN, *Œuvres* (éd. Kervyn de Lettenhove, VII, p. 223).

3. Arch. Nord, B. 1605, fol. 270.

4. M. Voglaire dans son mémoire manuscrit déjà cité (p. 106) note que la disposition des dépenses dans la rubrique « deniers baillés à officiers » ... ressemble à l'ouverture de crédits par chapitres correspondant aux diverses branches de l'administration dans les budgets modernes.

5. On trouvera des éléments pour l'étude du problème dans PIRENNE, *Hist. de Belgique*, t. II, réf. citée. — G. BIGWOOD, *Le régime juridique et économique du commerce de l'argent en Belgique au Moyen Age*, t. I. Bruxelles, 1921, p. 604-636. — L. LIÈVRE, *La monnaie et le change en Bourgogne sous les ducs Valois*. Dijon, 1929. — H. VAN WERWEKE, De ekonomische en sociale gevolgen van de muntpolitik der graven van Vlaanderen, 1337-1433 (*Ann. Soc. Émul. Bruges*, t. LXXIV, 1931, p. 7-24). — G. PUSCH, *Staatliche Münz- und Geldpolitik in der Nederlanden unter den Burgundischen und Habsburgischen Herrschen*, Inaug. Dissert. Munich, 1932 (avec tableau). — R. de ROOVER, *Money, Banking and credit in mediæval*

ardue qu'elle serait, apporterait quelque lumière. L'extrême variété des espèces comptabilisées par les receveurs s'explique, d'abord, par la structure territoriale composite de l'État bourguignon. Les « pays » conservèrent leurs types monétaires et leurs ateliers propres, si bien que les « estève-nants » et les « engrognes » voisinent avec les « clinquars » et les « écus de Flandre », que les « florins du Rhin » se rencontrent avec les « moutons » du roi. Jusqu'au Téméraire, la Bourgogne « frappa » pour le royaume. Du moins, les progrès de la centralisation sous Philippe le Bon apportèrent une simplification : l'émission, en 1433, du *philippus* ou *ridder* d'or, celle du *vierlander* d'argent, communs à toutes les possessions bourguignonnes.

En second lieu, les monnaies étrangères sont mentionnées en très grand nombre dans les comptes bourguignons. Les vicissitudes politiques, surtout pendant la guerre de Cent ans, en sont l'une des causes. En certains de ses territoires, Philippe le Bon battit monnaie au nom d'Henry VI. La concurrence monétaire ne faisait qu'accroître la complexité ; on connaît la rivalité des monnaies des « trois France » aux environs de 1420, et la « guerre monétaire » du temps de Louis XI ; la présence de l'atelier de Tournai, aux portes mêmes de la Flandre, posait un grave problème, dont l'importance exigerait l'étude¹. Le commerce international, enfin, par Anvers et Bruges d'un côté, Chalon et Genève de l'autre, introduisait dans les pays « bourguignons » une foule d'espèces monétaires de toute origine.

Une dernière source de complexité provenait des déplacements perpétuels des princes. Les séjours fréquents des deux premiers ducs à Paris supposaient d'incessants transferts d'argent pour l'entretien de leur Hôtel et les frais de leur politique. Leurs successeurs ne ménagèrent pas davantage leurs équipages et se déplaçaient constamment des « pays de par deçà » aux « pays de par delà ». Des problèmes de transfert se posaient à chaque fois ; la pratique des assignations et des obligations tirées sur les recettes locales du voisinage ne suffisait pas à les résoudre. Nombre de décharges, assignées sur des recettes éloignées ou payées longtemps après leur signature, étaient liquidées en espèces de types et de cours différents. Souvent, on s'adressait aux marchands et aux banquiers, italiens et autres, de Paris, Bruges et Genève. Dans le premier cas comme dans le second, tout transfert supposait une opération de change dont nos comptes, parfois, conservent la trace².

Bruges. Cambridge (Mass.), 1948, p. 220-247. — Fr. DUBOURG, *Le monnayage des ducs de Bourgogne, 1363-1477*, thèse manuscrite. École des Chartes, 1957.

1. Observations intéressantes dans M. REY, Le Z 1 B 305 (2^e partie), étude d'histoire monétaire en France au début du xv^e siècle (*Ann. Littér. Univ. Besançon*, t. I, 1954), p. 27-52.

2. Certains comptes comportent une rubrique intitulée « change et perte de monnaie ». On souhaiterait voir développer et étendre à la période tout entière le sujet abordé par M^{me} A. NIEUWENHUYSEN, Le transport et le change des espèces dans la Recette générale de toutes les finances de Philippe le Hardi (*Rev. belge Philol. et Hist.*, t. XXXV, 1957), p. 55-65.

La disparité des espèces et la variabilité des changes s'aggravaient en période d'instabilité. Les variations monétaires de la première partie du xv^e siècle se reflètent dans les comptes et leur donnent un caractère de grande complexité, surtout dans les dernières années du règne de Jean sans Peur, et même au delà de la réforme de 1433. Les clercs ont été contraints, ici comme ailleurs, de noter que telle et telle espèce s'exprime en monnaie ancienne ou nouvelle, forte ou faible, selon son cours à telle date donnée. Les Gens des Comptes eux-mêmes s'y retrouvaient difficilement; on les voit, pour vérifier les estimations des comptables, se communiquer les cours de Lille à Dijon¹ et recourir à l'avis du Maître de la Chambre aux Deniers; ce dernier, de par ses fonctions, était au courant des cours commerciaux des monnaies et des métaux et s'exprime souvent par référence à la valeur du marc d'argent².

L'historien s'estime heureux quand les comptables ont pris soin de le renseigner, car il n'en est pas toujours ainsi. Par négligence voulue ou involontaire, certains se dispensaient d'observer les ordonnances ducales qui prescrivaient « d'énumérer les espèces avec leur prix, afin d'obvier aux embarras qu'occasionnent les différentes monnaies »³. J. Bartier, dans son ouvrage sur les *Légistes et gens de finance au XV^e siècle*, a expliqué que les spéculations sur les monnaies étaient, alors, tolérées, sinon admises, comme un complément naturel des gages des officiers de finances⁴. En tout cas, ce n'est guère que dans la récapitulation finale de leurs comptes que les clercs ont noté l'équivalence des espèces en monnaie de compte, quand il en ont eu le souci. Assez souvent, pour les comptes antérieurs aux années 40 du xv^e siècle, le chercheur doit effectuer lui-même le calcul, après un patient dépouillement des rubriques et par comparaison avec les registres des années antérieures et postérieures.

La monnaie de compte employée par l'administration financière bourguignonne fut, d'abord, le franc ou la livre tournois, ensuite, au cours du règne de Philippe le Bon, la livre flamande de quarante gros⁵. Un tel fait illustre la prépondérance croissante des Pays-Bas dans l'État bourguignon. Afin de rendre les résultats de leur travail plus intelligibles et de faciliter les comparaisons avec les finances du roi et celles des autres princes français, nos équipes de travail ont converti en monnaie tournois les sommes exprimées en monnaie de gros flamande. Ainsi avaient fait, d'ailleurs, leurs

1. Arch. Côte-d'Or, B. 1511, fol. 173 v^o.

2. On en trouverait un exemple avec Jean de Velery, Maître de la Chambre aux Deniers de Jean sans Peur, notamment dans le registre B. 1589 des Archives de la Côte-d'Or, fol. 80.

3. L. DESCHAMPS DE PAS, *Essai sur l'histoire monétaire des comtes de Flandre de la Maison de Bourgogne*. Paris, 1863, p. xxiii, n^o 114.

4. BARTIER, *Légistes...*, p. 146 sqq.

5. Les totaux sont donnés en monnaie tournois presque jusqu'à la fin du règne de Jean sans Peur. La totalisation en monnaie de compte n'est pas effectuée, ensuite, jusqu'à 1431. Après cette date, elle est indiquée en monnaie flamande.

devanciers, notamment Mgr Dehaines, bien qu'il soit nécessaire de rectifier certains de leurs calculs¹.

En conclusion, nos résultats ne prétendent pas, redisons-le, à l'absolue rigueur statistique. Ils sont incomplets par suite des lacunes de la documentation, faussés parce que la Recette générale n'enregistrait pas la totalité des recettes et des dépenses, altérés par l'incidence de la dépréciation simultanée de la livre tournois et de la livre flamande². Cependant, ils ne semblent pas dénués d'intérêt. Leurs données reposent sur des bases homogènes; on les a toutes exprimées en une même monnaie de compte; elles sont donc comparables. Leur continuité est suffisante, n'étant suspendue que par intervalles relativement courts. Les chevauchements d'exercices, ainsi, se compénètrent et, par là, se compensent. Le sens de l'évolution, les tendances générales peuvent se dégager. Un ordre de grandeurs, le mouvement dans le temps, voilà ce qu'exprime l'analyse de la documentation.

IV

Fleuve de chiffres, la série des comptes bourguignons peut être soumise à la méthode des géographes : coupe transversale, à quelque étape cruciale de l'évolution, pour analyser la situation financière à un moment donné; profil longitudinal, pour en observer l'évolution d'ensemble au cours de près d'un siècle.

Il est certains moments du siècle bourguignon dont on aimerait particulièrement connaître la situation financière. On sait que l'espoir est vain, malheureusement, de pouvoir confronter simultanément, pour une même année, les comptes de la Recette générale avec ceux des recettes des principales provinces de l'État bourguignon, de quelques grandes villes, voire de villages³. Quelques essais ont été tentés; des recherches sont en cours. Il serait intéressant, par exemple, d'approfondir l'étude du passage, sous Philippe le Hardi, d'une comptabilité exclusivement bourguignonne à celle du complexe des « pays de par deçà » et des « pays de par delà »⁴. L'exa-

1. Il est arrivé parfois à Mgr Dehaines (*op. cit.*) d'indiquer, par inadvertance, en monnaie tournois des nombres effectivement calculés en monnaie flamande de 40 gros, par exemple pour B. 1925, 1969, 2026, 2034, 2040, 2058; parfois, un boni est transformé en déficit et vice-versa, par exemple pour B. 1942 (où il a négligé un gros compte de gens d'armes) et pour B. 1945.

2. Cf. DESCHAMPS DE PAS, *op. cit.*; DE ROOVER, *op. cit.*, p. 223 sqq., et NATALIS DE WAILLY, *Mém. sur les variations de la livre tournois* (Mém. Acad. Inscr. et Belles-Lettres, t. XXI (2), 1857), dont les données ont servi à la construction du graphique joint à cet article.

3. Un entretien de séminaire donné au séminaire médiéval lillois par M. M.-A. Arnould, sur l'incidence de la fiscalité sur les finances d'un village hennuyer aux xv^e et xvi^e siècles, nous a permis de noter tout ce qu'une recherche en ce domaine pourrait avoir de fructueux.

4. On souhaiterait que M^{lle} van Nieuwenhuysen continue et approfondisse ses travaux sur les finances de Philippe le Hardi.

men de la situation en 1435-1436 permet de dégager les premiers effets des réformes de 1433 et ceux de la paix d'Arras¹. On pourrait, aussi, considérer l'équilibre acquis par l'État bourguignon à l'apogée du règne de Philippe le Bon, en une année de la décennie 1450-1460. De même, il serait utile d'ouvrir le panorama du dernier exercice financier du Téméraire. Un jeune chercheur belge a commencé l'étude simultanée de quelques comptes de la Recette générale de toutes les finances, et de comptes du Namurois, du Luxembourg, de la Flandre, du Brabant et de la ville de Bruges, échelonnés entre 1440 et 1447². Nous retiendrons, à titre d'exemple, le cas de la période 1418-1420, qui vient de faire l'objet d'un Mémoire de diplôme d'Études supérieures à la Faculté des Lettres de Lille³.

La période 1418-1420 est particulièrement propice à une telle analyse. La Recette générale de toutes les finances a laissé, pour sa part, les deux derniers comptes du règne de Jean sans Peur (1^{er} janvier-10 septembre 1419) et le premier de celui de Philippe le Bon (3 octobre 1419-3 octobre 1429)⁴; il s'y ajoute un compte de la recette de Flandre (24 juin 1418-6 février 1420), ceux des villes de Lille (1418-1420) et de Saint-Omer (1419-1420)⁵, auxquels on pourrait ajouter ceux de Dijon (1418-1420)⁶. La période choisie coïncide avec un moment particulièrement critique de la conjoncture politique, économique et financière : guerre civile et étrangère, traité de Troyes, crise monétaire et dépression économique. L'État bourguignon est à la veille d'incorporer le comté de Namur : il est encore constitué, pour l'essentiel, de territoires relevant de la Couronne de France. Enfin, la période 1418-1420 est peut-être l'unique où il soit possible de comparer finances duciales et finances royales : survivants de l'immense désastre de l'incendie des comptes royaux, les registres de Pierre Gorremont s'étendent du 14 janvier 1418 au 9 septembre 1420⁷. Les chances de comparaison sont exceptionnelles.

Les deux administrations s'inspirent du même esprit, usent des mêmes méthodes, mais les formes de leurs comptabilités respectives traduisent les

1. RUCKENBUSCH, *op. cit.*

2. VOGLAIRE, *op. cit.*

3. PENZAK, *op. cit.*

4. Arch. Côte-d'Or, B. 1601 et 1603 ; Arch. Nord, B. 1620, et Côte-d'Or, B. 1605. Extraits succincts d'un compte pour 1416-1418 à la Bibl. nat., Bourg. ms. 100, p. 145-154.

5. Arch. Nord, B. 4091 (compte de Flandre), B. 15870 (Saint-Omer). — Arch. comm. Lille, n° 16, 162-165.

6. Arch. comm. Dijon, M. 55 et 56. Il faudrait utiliser les comptes du Receveur général de Bourgogne, dont il n'a pas été fait de microfilms (Arch. Côte-d'Or, B. 1594, 1598, 1606).

7. Arch. Côte-d'Or, B. 1593 et 1602 ; pris récemment, des microfilms de ces deux registres sont aux Archives nationales. Les recettes de Gorremont ont été étudiées par M. Pocquet du Haut-Jussé dans la *Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. XCVIII, 1937, p. 66 sqq. et 234 sqq. Nous remercions l'auteur d'avoir eu l'obligeance de nous communiquer le manuscrit d'une étude des dépenses du même compte. Les finances de Charles VI doivent faire l'objet d'une thèse de M. Rey.

degrés différents d'évolution des deux États Valois. En réformant les finances de Charles VI et en aménageant, au profit d'un de ses fidèles, la charge de Receveur général, pour coordonner, comme en Bourgogne, les différents organismes financiers de la royauté, Jean a fait preuve de l'esprit ordonnateur traditionnel, introduit en Bourgogne par sa dynastie. Mais, tandis que l'énumération des revenus bourguignons, pays par pays, laisse l'impression d'une fédération fondée sur une union personnelle, les comptes de Gorremont ordonnent, bailliage par bailliage, catégorie par catégorie, les ressources d'un royaume où les particularités historiques et géographiques sont déjà subordonnées à une entité supérieure : l'État. Pourtant, cet État n'est que le royaume de Charles VI, amputé des conquêtes d'Henry V et des provinces fidèles au dauphin.

Le compte royal et les comptes ducaux ont beau couvrir des périodes d'inégale durée, leur comparaison ne laisse pas d'être significative moins par les chiffres bruts que par leurs proportions. On peut évaluer les recettes et les dépenses du premier à 1.826.000 lb. t. et 1.661.000 lb. t. respectivement, les recettes des deux comptes bourguignons à 600.000 lb. t., leurs dépenses totales à près de 525.000. L'excédent fut proportionnellement plus élevé du côté royal (165.000 lb. t. en 33 mois ; moyenne mensuelle : 5.000 lb.) que du côté ducal (75.000 lb. ; moyenne mensuelle : 3.750) ; mais l'illusion ne résiste pas à l'examen. Plus saines, les finances bourguignonnes s'améliorent, alors que se détériorent celles du roi.

Les recettes, dans les deux cas, font une part considérable à l'Extraordinaire : 60 % en Bourgogne, 90 % dans les comptes royaux. Mais vu de près, le contraste est pire. Jean sans Peur, en 1419, fit un appel exceptionnel aux ressources extraordinaires et bénéficia, en Artois, d'un reliquat sur les aides : en tout, plus de 327.000 lb. t., soit les 9/10 des revenus de l'année ; en revanche, l'année suivante, l'Extraordinaire ne représente plus que les 1/10 des recettes. Au contraire, privé de l'appoint des aides supprimées par la démagogie de Jean sans Peur, Gorremont n'en a encaissé qu'un infime reliquat (12.300 lb. t.), et le plus clair de ses recettes vient des expédients des jours troublés. Ce sont les emprunts, les profits des confiscations, et ceux des monnaies surtout qui donnèrent, en 1418, presque les 5/6, et en 1419-1420 à peu près la totalité de l'Extraordinaire ; la gabelle, versée par quarante-six greniers seulement, connaissait une moins-value importante, descendant de 65 % d'un exercice à l'autre (de 52.000 lb. à 16.000).

Même contraste en ce qui concerne les revenus ordinaires. Sans doute, est-ce un trait connu des finances royales que le fléchissement des revenus du Domaine au xv^e siècle. Au temps de Gorremont, la situation est pire que jamais ; le Domaine ne lui verse que 1/24 de ses encaissements (74.500 lb.) ; les revenus des vingt-un mois de l'exercice 1419-1420 sont inférieurs d'un cinquième à ceux des douze mois de 1418 ; le manque à gagner, du fait de la conquête de la Normandie et de la coupure entre Paris et les provinces du Centre et du Midi, se fait cruellement sentir ; les sommes reçues

I. — PRINCIPAUX CHAPITRES DE RECETTES DANS LES COMPTES DES RECEVEURS GÉNÉRAUX DU ROI DE FRANCE ET DU DUC DE BOURGOGNE (1418-1420)
(en livres tournois)

RECETTES TOTALES (arrondies)	Comptes de Pierre GORREMOY, receveur général de France 1418 (1 ^{er} janv.-31 déc.) 674,000		Compte de Jean DE NORDENT, l'un et l'autre receveurs généraux de toutes les finances ducales 1419 (14 janv.-10 sept.) 367,000		Compte de Guy GUILBAUT, 1419 (3 oct.-1420 (3 oct.) 234,000	
	1418 (1 ^{er} janv.-31 déc.) 674,000	1419 (1 ^{er} janv.-1420 (9 sept.) 1,152,000	1419 (14 janv.-10 sept.) 367,000		1419 (3 oct.-1420 (3 oct.) 234,000	
<i>Revenus ordinaires</i>						
Royaume : Bailliages Languedoc	41,500 16,500	33,150 14,850	48,000			
État bourguignon : Duché et Comté de Bourgogne Flandre Domaine d'Artois				12,000 6,800 3,200	130,000 54,800 6,800	191,600
<i>Revenus extraordinaires</i>						
Royaume : Monnaies Aides, tailles, gabelle Emprunts Confiscations	514,000 69,000 ¹ 21,000 8,000	1,053,000 44,200 ² 1,500 4,300	1,103,000			
État bourguignon : Aides d'Artois et recette extraordinaire Trésor laissé par le duc Jean				327,800	29,000 13,500	

1. Dont 52,800 provenant de la gabelle. — 2. Dont 16,400 provenant de la gabelle.

II. — PRINCIPAUX CHAPITRES DES DÉPENSES DANS LES COMPTES DES RECEVEURS GÉNÉRAUX DU ROI DE FRANCE ET DES DUCS DE BOURGOGNE (1418-1420)
(en livres tournois)

DÉPENSES TOTALES (arrondies)	Comptes de Pierre GORREMOY 1418 (1 ^{er} janv.-31 déc.) 549,600		Compte de Jean DE NORDENT 1419 (14 janv.-10 sept.) 288,000		Compte de Guy GUILBAUT 1419 (3 oct.-1420 (3 oct.) 267,000	
	1418 (1 ^{er} janv.-31 déc.) 549,600	1419 (1 ^{er} janv.-1420 (9 sept.) 1,111,500	1419 (14 janv.-10 sept.) 288,000		1419 (3 oct.-1420 (3 oct.) 267,000	
Deniers baillés à officiers qui en doivent compter	192,350	364,100	123,000		171,800	
Dépenses pour la guerre	120,600	363,800	5,450		10,800	
Deniers payés en l'acquit du prince, achats divers et dépense commune	26,400	39,130	16,600		22,900	
Ambassades, voyages et messageries	24,750	52,950	12,350		10,800	
Gages et pensions	9,750	41,920	14,600		12,400	
Don et récompenses	177,200	230,630	22,400		41,300	
Deniers rendus et non reçus			14,550			

Deniers rendus et non reçus

ne proviennent que des bailliages de « France », de Champagne et d'une partie seulement de la Haute-Normandie ; depuis janvier 1419, Rouen et la Touraine ne versent plus rien ; le Languedoc ne fournit pas même 1/48 des recettes. Au contraire, le duc de Bourgogne continue à tirer de son Domaine plus du tiers des fonds dont dispose sa Recette générale ; en 1419-1420, la proportion s'élève même à 85,5 % ; les deux Bourgogne, pour l'une des dernières fois, fournissent, encore, la plus grosse part, soit 55 %. Cette année-là, Philippe le Bon eut aussi la chance de bénéficier de près de 14.000 lb. t. trouvées dans le Trésor de son feu père. A la précarité des ressources de Charles VI s'opposait la sécurité bourguignonne.

L'État bourguignon avait l'avantage de ne pas avoir à faire face aux circonstances exceptionnellement graves dans lesquelles se débattait la royauté française. Le contraste de leurs dépenses respectives en fait également foi. Des deux côtés, les principaux chapitres sont de même nature ; mais leur importance diffère. Au premier rang, de part et d'autre, les dépenses de caractère administratif et gouvernemental (*deniers baillés à officiers qui en doivent compter*) font 33 % en France, 57 % en Bourgogne ; ici, l'hôtel ducal en absorbe, pour sa part, un peu plus du tiers. Le roi, lui, était sollicité par les exigences de la guerre, consommatrice d'au moins 25 % des dépenses ; au contraire, les ducs n'affectaient guère plus de 3 % de leurs débours à des frais de caractère militaire. Roi et ducs, enfin, affectaient de fortes sommes aux dons et aux récompenses : 12 % en Bourgogne, 25 % en France ; c'était, dans le second cas, d'ailleurs, une pluie favorable aux sujets bourguignons sur lesquels souvent elle retombait, secondant d'autant la Trésorerie ducale. Celle-ci a contribué aux dépenses du roi, faisant de celui-ci son obligé : en 1419-1420, le duc fit verser plus de 53.000 lb. t. au Trésorier des Guerres et 1/10 des dépenses a eu pour objet d'honorer des décharges émises au nom du roi. La différence fondamentale est que le duc peut, en toute liberté d'esprit, disposer de la majeure partie (55 %) de ses ressources, et que ces ressources sont généralement stables. Inversement, les revenus encaissés par Gorremont, provenant des mutations monétaires, sont essentiellement précaires.

Si l'on compare, enfin, les deux situations dans leur ensemble, l'opposition est encore plus frappante. Les comptes de Gorremont font ressortir des excédents apparents, mais nullement significatifs d'un réel équilibre financier. Aux faux bonis français, s'oppose le faux déficit bourguignon de 1419-1420 ; la balance établie à la date du 3 octobre 1420 fait apparaître que le Receveur général de Philippe le Bon doit encore décaisser 56.000 lb. t., mais qu'il a à recevoir 85.000 lb. ; en additionnant ces sommes respectivement aux dépenses et aux recettes effectives, l'équilibre se rétablit réellement aux environs de 320.000 lb. t. tant pour les unes que pour les autres.

Les méthodes, autant que les chiffres et la nature des recettes et des dépenses, mettent en relief l'antithèse entre l'empirement des finances françaises et l'assainissement des bourguignonnes. On constate du relâche-

ment dans l'administration royale ; tandis que le duc, maître de ses deniers, peut, en 1419-1420, les mobiliser, sous forme d'obligations dans la proportion de 80 %, Gorremont abuse des décharges. Celles-ci représentent 80 % de ses dépenses en 1418, 90 % les deux années suivantes. L'abus fut tel que Gorremont se fit dégager, par lettres en bonne et due forme, de la responsabilité des excès résultant du trop grand nombre de décharges. On s'explique qu'il y ait eu fort peu d'argent, alors, dans les caisses royales. Les décharges, pour cette raison, n'étaient pas toujours honorées ; elles devenaient de véritables chèques sans provision. Faisant retour au Receveur général du roi, elles allongeaient démesurément la rubrique des « deniers rendus et non reçus » (4.150 lb. t. en 1418, 146.327 en 1419-1420). Au contraire, l'assainissement des finances duciales, réalisé, d'ailleurs, en partie aux dépens des finances du royaume, fait apparaître, à la fin du règne de Jean sans Peur, une résorption notable des vieilles créances. Jean de Nordent, receveur général de ce prince, avait trouvé, lors de son entrée en charge, en 1413, un découvert d'environ 80.000 lb. t. en quatre-vingt-six créances remontant au début du siècle ; il n'en laisse à Guy Guilbaut, son successeur, en octobre 1419, que dix-huit, récentes, montant à 38.000 lb. t. La créance flottante était donc à peu près résorbée. C'est là, semble-t-il, le signe d'une gestion avisée et saine¹.

De leur côté, les comptes de provinces et de villes confirment la santé des finances duciales. En 1419 et 1420, les deux Bourgogne ont versé une grosse somme à la Recette générale. L'apport de la Flandre et de l'Artois ne lui fut peut-être pas tellement inférieur, bien qu'il n'apparaisse que dans les comptes de la recette régionale. Le receveur de Flandre effectua des rentrées et des débours importants : 150.000 lb. t. de recettes, 146.000 lb. t. de dépenses. La prépondérance des revenus domaniaux est très nette ; l'importance des tonlieux et, plus spécialement, celle du complexe « Bruges-Damme-L'Écluse », capable de fournir 35 % des recettes (52.000 lb. t.), met en relief l'influence du facteur économique. La Flandre et l'Artois assument les frais de leur propre administration ; ils sont capables, aussi, d'affecter 57 % de leurs sorties d'argent aux assignations prescrites par le Trésorier ducal au profit du Receveur général, du Maître de la Chambre aux Deniers et de divers autres officiers².

Le duc vit également de ses villes, surtout de celles des Pays-Bas. Plus que Dijon, semble-t-il³, Saint-Omer et Lille ont subi le poids des exigences duciales. Les sommes payées « par mandement de Mgr » dépassent le tiers des dépenses annuelles de Saint-Omer ; et la moitié en est absorbée, en

1. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ, *Les dons du roi...*, p. 174-175.

2. PENZAK, *op. cit.* Les conclusions de ce travail concernant Bruges seront publiées dans la *Revue du Nord*.

3. M^{lle} Fr. Humbert a bien voulu nous communiquer sa thèse d'École des Chartes (1958), sur *Les finances municipales de Dijon du milieu du XIV^e siècle à 1477*.

1419-1420, par le paiement des rentes vendues depuis le début du siècle pour répondre aux demandes du prince. Pas de reliquat de recettes ; c'est à peine si les plus fortes, les assises et les maltôtes créées pour satisfaire le Trésor ducal, dépassent le montant nécessaire au paiement des rentes¹. A Lille, la taxe du « quart denier » a un objet semblable. La ville a dû secourir Senlis en 1418, contribuer à une levée de gens d'armes en 1420. En 1418, elle verse au duc près du cinquième de ses revenus ; en 1421, une somme (26.000 lb. t.) supérieure au volume de ses ressources annuelles. Sans emprunt, elle n'y eût pas pu subvenir². Ainsi apparaissent quelques-uns des aspects essentiels de la situation financière de l'État bourguignon : le rôle des provinces et des villes, l'importance du crédit. Ils se retrouvent à toutes les étapes.

V

Un exemple a permis d'analyser la structure des finances bourguignonnes à un moment donné. Le graphique joint à ce travail a pour objet de présenter l'évolution et le rapport des recettes et des dépenses comptabilisées par la Recette générale de 1383 à 1477.

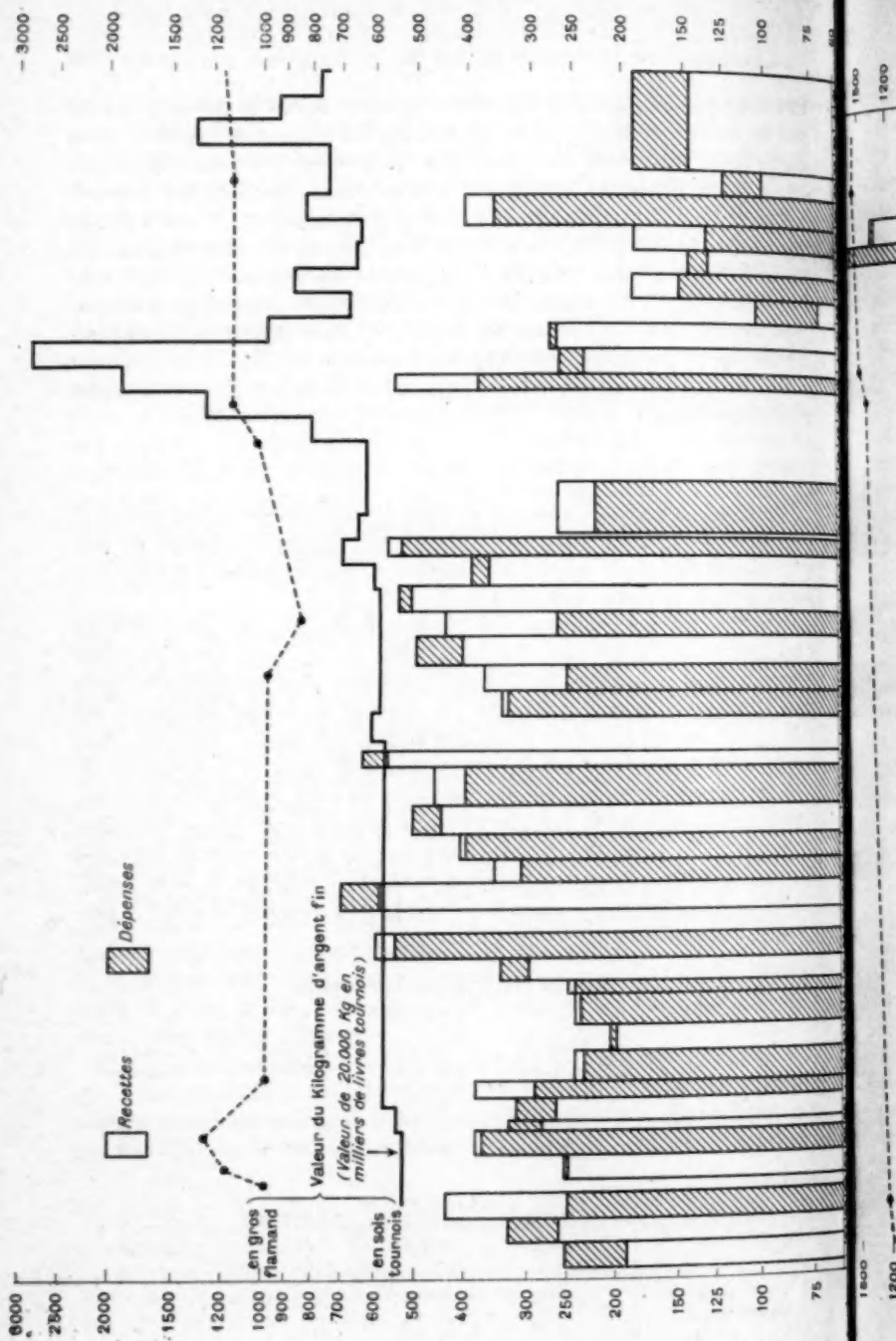
La caractéristique commune des recettes et des dépenses est, entre les deux termes de la période, l'augmentation du volume. Leur moyenne annuelle a doublé du règne de Philippe le Hardi à celui de Charles le Téméraire. D'un mouvement synchrone, les unes et les autres projettent, de 1471 à 1473, un clocher d'une singulière acuité, près de deux fois plus élevé que les pointes marquant les premières années du siècle et le maximum de 1436. Ce dernier maximum semble constituer un seuil ; à partir de ce point, l'irrégularité, auparavant fort accentuée, fait place à une phase prolongée de stabilité. Au cours des quarante ans qui suivent, recettes et dépenses descendent seulement quatre fois au-dessous de 300.000 lb. t. De son côté, le contraste des moyennes annuelles par règnes met aussi en relief la progression d'ensemble.

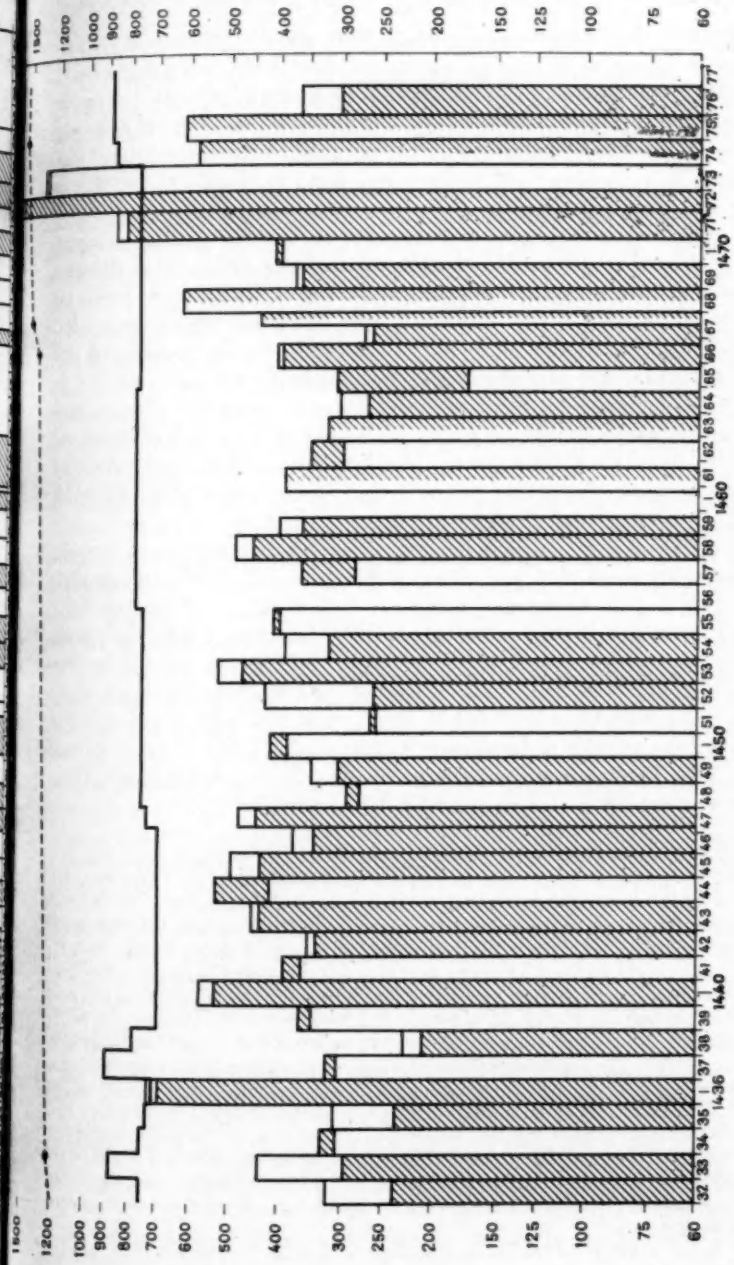
Recettes et dépenses par règnes

(en livres tournois)

	Philippe le Hardi	Jean sans Peur	Philippe le Bon	Charles le Téméraire
<i>Recettes</i>				
Totaux	6.878.000	3.942.000	14.953.000	7.086.000
Moyenne annuelle	340.700	355.700	348.000	773.000
<i>Dépenses</i>				
Totaux	6.976.000	3.577.000	14.622.000	6.981.000
Moyenne annuelle	324.200	322.800	345.200	761.600

1. PENZAK, *op. cit.*2. CAYEZ, *op. cit.*





Mouvement des Fonds de la Recette générale de toutes les Finances

(Niveau annuel en millions de francs)

REMARQUES IMPORTANTES POUR LA LECTURE DU GRAPHIQUE : 1. Les chiffres de dépenses et de recettes se rapportant à des durées inférieures ou supérieures à l'année ont été l'objet d'une périodisation. Ainsi, pour une durée de six mois, les chiffres ont été doublés et, pour une durée de quinze mois, ils ont été réduits d'un cinquième. — 2. Pour les chiffres se rapportant à de très courtes durées, la majoration aurait produit assez souvent des contrastes de très faible signification. Dans ces cas, on a bloqué ces chiffres avec ceux du compte précédent ou suivant. — 3. On se rappellera que les Receveurs généraux n'effectuent pas la totalité de toutes les opérations de trésorerie et que leurs comptes révèlent des ordres de grandeurs et un mouvement d'ensemble.

(Graphique construit avec la collaboration de M. Jean Méneret)

L'évolution du mouvement des fonds de la Recette générale a été sensible à des influences diverses. La première qu'on voudrait dégager est la conjoncture économique. L'état actuel du problème n'autorise pas encore de conclusions précises ; on ne dispose pas d'un nombre suffisant de monographies ; l'histoire monétaire est, on le sait, trop peu connue ; quant aux prix, pour le ^{xv}^e siècle, c'est toujours aux données recueillies par H. van Houtte qu'il faut recourir¹.

Il semble, néanmoins, que les informations fournies par nos comptes concordent avec ce qu'on connaît de l'évolution économique. Les dépenses publiques, et, par nécessité d'adaptation, les recettes, paraissent suivre un mouvement parallèle à l'évolution des prix. Au seuil observé vers 1436 dans les mouvements des fonds de la Trésorerie ducale, correspond une hausse accentuée des prix des grains, due à une disette, aux environs de 1438. A l'irrégularité des recettes et des dépenses annuelles avant ce moment, correspond l'oscillation spasmodique des prix. Les deux décennies suivantes, de 1440 à 1460, voient s'atténuer l'amplitude des variations dans les deux cas. Enfin, les prix s'élèvent et culminent vers 1476-1478, comme les sommes maniées par le Trésor.

En outre, une relation, logique, mais de sens inverse, paraît s'établir entre le mouvement des prix et celui des fonds du Trésor, d'une part, et l'évolution de la valeur des monnaies, d'autre part. A l'élévation lente des prix et au gonflement, plus rapide, du « budget » ducal, s'oppose la dépréciation, progressive et parallèle, de la livre tournois et de la livre flamande de quarante gros. Celle-ci perdait environ la moitié de sa valeur intrinsèque pendant que doublait la valeur moyenne annuelle, en monnaie de compte, des recettes et des dépenses. Cette double dépréciation monétaire peut, d'ailleurs, être traduite inversement sous la forme d'une augmentation de l'argent fin évalué en monnaie de compte².

1. H. VAN HOUTTE, *Documents pour servir à l'histoire des prix de 1381 à 1794* (Bruxelles, 1902). — Prix du blé à Lille, d'après les archives hospitalières de la ville, dans A.-J. VAN COSTENOBEL, *Les emphytéoses concédées par les hospices civils de Lille...* (Lille, 1929). — Voir aussi le début de la courbe publiée dans *Mouvements des prix et des salaires en Belgique au ^{xvi}^e siècle*, par C. VERLINDEN, J. CRAEYBECKX et E. SCHOLLIERS (*Annales E. S. C.*, 1955, p. 175). — Il vaudrait la peine de comparer la situation du Trésor bourguignon avec celle du Trésor anglais ; étudiant celui-ci au ^{xiv}^e siècle, M. PERROY (*A l'origine d'une économie contractée : Les crises du ^{xiv}^e siècle*, *Annales E. S. C.*, 1949, p. 167-182) observe (p. 172-175) l'accélération du mouvement des fonds, l'augmentation des dépenses publiques, l'aggravation de la fiscalité et la multiplication des emprunts, en relation avec les difficultés économiques et monétaires. Une meilleure connaissance de la conjoncture permettrait de vérifier s'il s'agit de phénomènes de grande ampleur, affectant tous les États à la fin du Moyen Âge. — Il faudrait aussi tenir compte des remarques d'ALBERT GINARD (*La guerre monétaire, ^{xiv}^e-^{xv}^e siècles*, *Ann. Hist. Soc.*, II, 1940, p. 207-219, notamment p. 216-217) et de R. GANDILHON (*Politique économique de Louis XI*, Paris, 1941, p. 318 sqq. et graphique II, p. 238), sur les répercussions de la concurrence des espèces faibles sur la circulation monétaire dans les États de Bourgogne.

2. Cf. *supra*, p. 299, n. 2. Les réformes monétaires de 1433 et 1467 constituent des paliers de l'évolution monétaire et le mouvement des fonds semble aussi les connaître.

Quant à l'économie, très différente d'ailleurs, entre les pays « de par deçà » et ceux « de par delà », en quoi a-t-elle pu influencer les comptes de l'État bourguignon? On retrouve l'importance de Bruges. D'autre part, les enquêtes fiscales¹, effectuées surtout dans les campagnes, les difficultés sans trêve des finances urbaines, les plaintes continuelles des métiers laissent l'impression d'une succession de crises plus ou moins accentuées. Dans une certaine mesure, nos comptes peuvent corroborer une telle observation; la stabilité relative des revenus tirés du domaine, contrastant avec l'accroissement des ressources extraordinaires, n'est-elle pas un symptôme d'atonie économique, alors que l'État se fait plus exigeant?

Les fluctuations politiques et l'action personnelle des souverains constituent, à leur tour, un facteur majeur. C'est sur elles, au moins autant que sur les phases de la conjoncture, que se moulent les variations de la courbe des finances duciales. Mariages, campagnes militaires, manifestations de prestige, achats de terres accroissent les dépenses; mais dots, héritages, acquisitions sont les gages de nouveaux revenus.

À l'origine, l'héritage flamand augmente d'environ un tiers le volume des finances duciales; cette influence, sensible dès 1385 et 1388, s'accroît à partir de 1396 jusqu'à élever les sommes de 1398 et de 1403 de près des deux tiers par rapport à celles de 1383. « Grand marieur », Philippe dépense beaucoup pour les noces de Jean avec une Wittelsbach (1385) et veut affirmer son prestige quand il unit sa petite-fille Marguerite et son petit-fils Philippe avec les enfants de France, le dauphin Louis et Michelle (1403). Sa prééminence au Conseil royal est, au moins, l'occasion de compensations fructueuses. Il y a des opérations payantes: la campagne de Gueldre (1388), financée par le roi, l'acquisition du Limbourg et la patiente pénétration dans le Brabant. Mais la rançon du prisonnier de Nicopolis est lourde; Jean sans Peur avait alourdi les finances avant même que de régner.

Les « budgets » du second duc croissent au rythme de la guerre civile: 1409-1410, 1412-1414 sont des exercices difficiles; 1419 a vu faire un appel considérable aux ressources extraordinaires, quoique sans rapport avec l'effort imposé par la guerre aux finances royales. Les premières années du règne de Philippe le Bon connaissent les chiffres les plus bas; le duc n'a plus l'accès des caisses royales; à part l'acquisition de Namur, cause d'une hausse légère des dépenses (1421), les années consécutives au traité de Troyes, paisibles, ignorent les entreprises. La mainmise (1426) sur l'héritage de la malheureuse Jacqueline de Bavière, comportant la triple acquisition du Hainaut, de la Hollande et de la Zélande, détermine une poussée, excédentaire, du mouvement des fonds. Situation inverse à partir de 1429, du fait de la reprise des opérations militaires, surtout devant Compiègne, de concert avec les Anglais; le receveur a laissé un intéressant

1. M. BRAURE, *Étude économique sur les châtellenies de Lille, Douai et Orchies, d'après des enquêtes fiscales des XV^e et XVI^e siècles* (Lille, 1928).

« compte des armes », contemporain de la chevauchée de Jeanne d'Arc¹. Au même moment, il a fallu faire face à d'autres dépenses assez lourdes : guerre en Bourgogne, révolte à Liège, mariage du prince avec Isabelle de Portugal.

En 1436, dépenses et recettes doublent ou presque leurs moyennes. Si les secondes l'emportent, après l'acquisition, depuis 1430, des revenus du Brabant, et, depuis le traité d'Arras, de ceux des villes de la Somme, la brouille avec l'Angleterre engendre de fortes dépenses pour assiéger Calais et mettre à la raison les Brugeois révoltés. On enregistre de nouveaux efforts financiers pendant les années 1440 à 1445 : engagère du Luxembourg, préparatifs pour mâter Gand (1453) et en vue de la Croisade (1449-1445, 1458). Les tout derniers temps du règne du duc vieilli et malade appartiennent déjà, en fait, aux ruineuses entreprises de son successeur : guerre du Bien Public, affaire liégeoise, guerre de Picardie, conquête de la Gueldre, affaire de Cologne et siège de Neuss, entrevue de Trèves avec l'empereur. Tous les projets rhénans, lorrains, alsaciens, réalisés ou non, sans oublier le rêve royal, se lisent en filigrane dans l'invraisemblable montée des sommes extorquées et dilapidées par le Téméraire : plus d'un million et demi de livres de recettes, et davantage encore de dépenses en 1472. Les ressorts de l'État apparaissent tendus à l'extrême.

* * *

Revenus et débours évoluent parallèlement dans les comptes de la Recette générale de toutes les finances. Leur écart est rarement très élevé, et les bonis semblent plus fréquents que les déficits. Il serait, néanmoins, hasardeux d'en conclure hâtivement à l'équilibre habituel de la Trésorerie ducale, encore plus d'affecter tel ou tel exercice d'un signe absolu positif ou négatif. Rappelons que la Recette générale n'avait pas à prendre en compte la totalité des fonds et que la coutume des chevauchements d'exercices fausserait le calcul de bilans annuels, si l'on n'y prenait pas garde. Pour connaître l'évolution de la situation financière, il vaut mieux considérer l'ensemble et suivre les fluctuations des catégories principales de recettes et de dépenses.

Puisque ce sont les recettes qui s'adaptent aux dépenses, celles-ci doivent être étudiées les premières. Les trois grandes catégories notées en 1419-1420 ont toujours été les principales. A travers tout le siècle, bon an, mal an, les deux tiers des dépenses sont destinés à couvrir les frais d'administration générale : 50 % aux officiers comptables, 10 % pour les gages et pensions, 4 % pour les ambassades, voyages et messageries. L'entretien de l'Hôtel et les dépenses personnelles du prince constituent le deuxième groupe, qui, normalement, n'excède pas 10 à 12 % du total. Les fastes de la Cour et

1. Arch. Nord, B. 1942. Cf. GACHARD, *Archives de Lille* (Bruxelles, 1841), p. 355-363.

les frais du mécénat ont quelquefois élevé la proportion ; ainsi les fêtes et les bâtiments de Philippe le Hardi, à l'époque des « ors du couchant »¹. Le mariage portugais mit un terme à l'austérité relative des années de guerre et de deuil ; Philippe dépensa beaucoup pour le Congrès d'Arras, ses projets de pèlerinage oriental, ses palais et la Toison d'Or. Ensuite, on ne revit qu'au temps du rêve royal du Téméraire un train de l'Hôtel comparable à celui des brillantes années du « bon duc Philippe » ; c'est que la décrépitude du père avait sclérosé l'étiquette monotone de la Cour et que les aventures du fils détournaient les fonds disponibles vers la guerre.

La guerre, voici le troisième facteur déterminant de la situation financière. Le duc laissait aux villes la charge de se fortifier ; lui s'occupait de ses châteaux, soldait les gens d'armes, achetait l'artillerie et les chevaux, dédommageait les vétérans vieillis ou blessés. En moyenne, la guerre coûtait un peu plus du quart des dépenses annuelles. Cette proportion, considérable, ne fut pas constante. Les charges militaires ne commencèrent véritablement à croître que vers 1409, à l'époque des armements partisans ; elles furent importantes en 1426-1427, 1432-1433, puis lors de l'affaire de Calais, de la révolte gantoise et des projets de Croisade. Jusque-là épisodique, l'effort militaire devenu permanent sous le Téméraire se tendit à ce point qu'à l'époque des réformes de Thionville (1473), les frais en avaient quintuplé et dévoraient plus des trois cinquièmes des dépenses totales de la Recette générale (840.000 lb. t. sur un total de 1.330.000 lb. t.). Rien ne pourrait mieux qu'une telle proportion prouver que c'est à l'accélération des grandes entreprises politiques et militaires qu'il faut attribuer l'origine du gonflement insolite des dépenses et, par suite, la mobilisation de toutes les ressources possibles.

* * *

Les revenus ordinaires des ducs de Bourgogne suffisaient-ils à faire face aux dépenses ? Un axiome voulait que le prince vécût « du sien », c'est-à-dire de son domaine. La royauté française souffrit de la « distorsion » entre ses revenus propres et l'ampleur croissante de ses charges : on a estimé ses ressources ordinaires à 1/5 des extraordinaires en 1380, à moins de 1/36 en 1461. Ce mal général des États monarchiques à la fin du Moyen Âge, les Valois de Bourgogne semblent l'avoir éprouvé à un moindre degré².

L'importance des revenus du domaine observée en 1419-1420 n'était, sans doute, pas exceptionnelle. Le domaine des ducs de Bourgogne semble avoir constitué le noyau solide et constant de leurs finances. Les aliénations,

1. H. DAVID, Philippe le Hardi au début du xv^e siècle ; I : Patriarcat d'un prince du sang ; II : Les ors du couchant (*Ann. Bourg.*, 1944, p. 137-157 et 201-228).

2. COMYNES (éd. Calmette, II, p. 217 sqq.) développe le principe que le souverain doit vivre de son domaine et non de l'impôt. — G. DUPONT-FERRIER, *Études sur les Institutions financières de la France à la fin du Moyen Âge*, t. II (Paris, 1932), p. 346.

pour autant qu'on les connaisse, n'ont pas atteint l'importance des accroissements. Il est difficile d'évaluer de façon rigoureuse le volume réel des revenus ordinaires, parce qu'il faudrait pouvoir additionner les données des comptes de la Recette générale avec les sommes encaissées et dépensées sur place par les officiers subalternes¹. Néanmoins, sur la base des seuls renseignements de la Recette générale on perçoit l'importance de ces revenus. La valeur du domaine est prouvée aussi par le fait qu'il constituait le gage du crédit ducal. Même pendant le règne du Téméraire considéré dans son ensemble, l'Ordinaire l'emporta sur l'Extraordinaire. Les pourcentages des revenus ordinaires par rapport à l'ensemble des recettes du Trésor bourguignon sont, en effet, les suivants :

sous le règne de Philippe le Hardi	: 59 %
— Jean sans Peur	: 57 %
— Philippe le Bon	: 61 %
— Charles le Téméraire	: 53 %

La composition des ressources ordinaires est la même que dans les autres principautés. Tonlieux et péages étaient cependant d'un rapport particulièrement avantageux, surtout aux Pays-Bas. Par un privilège rare, le Domaine des ducs n'est pas lié aux seules conditions, alors défavorables, d'une agriculture déprimée ; il bénéficie des profits de l'activité commerciale soutenue des ports de la Reie et de l'Escaut. On a noté déjà à propos de la période 1419-1420, la place tenue dans les revenus de la Recette générale par le complexe brugeois ; on pourrait utilement en prolonger l'étude pour tout le siècle bourguignon ; on y trouverait une source peu exploitée jusqu'ici pour l'histoire de Bruges. Le péage de l'Escaut n'était pas non plus d'un profit négligeable ; il fut, d'ailleurs, l'enjeu de la révolte anversoise de 1435². Le tonlieu de Gravelines, de son côté, fut d'un rapport suffisamment stable jusqu'à la fin du xv^e siècle pour servir de gage entre les mains des créanciers italiens de la Cour de Bourgogne, successivement les Arnolfini, les Portinari, puis les Gualteroti³. Même le péage de Bapaume ne fut pas affecté d'une décadence si radicale que J. Finot l'avait pensé⁴ ; l'activité de la route des vins et du marché d'Arras contribua à son maintien⁵.

1. Quelques travaux sur les finances domaniales : M. BRUWIER, Notes sur les finances hennuyères à l'époque bourguignonne (*Le Moyen Age*, t. LIV, 1948, p. 153-160) ; un mémoire inédit de l'Université de Bruxelles (1946) par N. HUBERTI sur le *Domaine brabançon sous Philippe le Bon*, dont nous n'avons pas eu connaissance.

2. RUCKEBUSCH, *op. cit.* K. F. PRINS, *Geschiedenis van Antwerpen*, t. VI (2), Anvers, 1937. Arch. Nord, B. 1957.

3. ROFFIN, *op. cit.* ; BIGWOOD, *op. cit.*, t. I, p. 662-663 ; A. GRUNZWEIG, *Correspondance de la filiale de Bruges des Médicis* (Bruxelles, 1931).

4. J. FINOT, *Étude historique sur les relations commerciales entre la France et la Flandre au Moyen Age*. Paris, 1894.

5. LECERF, *op. cit.*, d'après Bibl. nat., Moreau, mss. 1062-1063.

La répartition géographique des revenus ordinaires met en évidence la prépondérance des Pays-Bas, alors que fléchit le rôle des deux Bourgogne. La discordance s'esquisse dès le règne de Philippe le Hardi ; les versements des Bourgogne au receveur de Jean sans Peur correspondent au tiers de ceux des Pays-Bas. La différence devient très forte sous le règne suivant, surtout après la réunion de la Hollande et du Brabant. La part des deux Bourgogne n'est plus que de 5 % au temps du Téméraire. Ainsi s'affirmait la prédominance de régions de fort peuplement, d'urbanisation évoluée et d'économie différenciée, sur des régions purement agricoles.

Répartition géographique des versements à la Recette générale (par règnes)
(en livres tournois)

	Philippe le Hardi	Jean sans Peur	Philippe le Bon	Charles le Téméraire
Flandre et Artois	2.105.742 (31 %)	1.622.749 (38 %)	2.986.726 (20 %)	829.632 (13 %)
Bourgogne et Comté de Nevers	1.990.813 (28 %)	567.934 (13 %)	1.901.662 (12 %)	331.810 (5 %)
Brabant			1.682.179	211.328
Hollande et Zélande			46.642	86.602
Hainaut			14.233	14.112
Gueldre				18.066

(Il n'a été tenu compte, dans ce tableau, que des versements les plus importants.)

Le classement des principales régions selon leur contribution moyenne annuelle aux revenus ordinaires donnerait les résultats suivants, aussi révélateurs que les précédents :

Régions versant plus de 60.000 lb. t. par an :	Flandre,
—	de 50.000 à 60.000 lb. t. : duché et comté de Bourgogne, Hollande,
—	environ 40.000 lb. t. : Brabant,
—	de 10.000 à 20.000 lb. t. : Artois, Hainaut, Gueldre, Zélande,
—	moins de 10.000 lb. t. : Luxembourg, Namur, Re-thel.

La primauté de la Flandre, unie presque constamment à l'Artois en une recette commune, est évidente. De 1384 à 1477, elle versa, au titre des revenus ordinaires, la somme de 7.544.849 lb. t. Si l'on considère que la totalité des recettes ordinaires et extraordinaires, sous les quatre règnes, s'éleva à 32.859.000 lb. t., c'est presque le quart de tous leurs revenus que les ducs tirèrent de la Flandre et de l'Artois, au seul titre de l'Ordinaire. Encore allons-nous y ajouter le volume des ressources dites extraordinaires prélevées en ces régions.

* * *

La constance des revenus ordinaires ne dispensait pas de recourir à l'*Extraordinaire* dans des proportions que les pourcentages établis plus haut font ressortir à 41 % sous Philippe le Hardi, 43 % sous Jean sans Peur, 39 % sous Philippe le Bon, 47 % sous Charles le Téméraire.

L'équilibre des finances sous Philippe le Bon, leur état de tension au temps de son fils se dégagent clairement de ces proportions.

Par leur nature, les recettes extraordinaires bourguignonnes ne diffèrent guère de celles des autres souverains : aides demandées aux États ou exigées des villes, dons gratuits réclamés au clergé, ventes de rentes, emprunts plus ou moins bénévoles¹. Les premiers ducs, vivant tout près du trône, vécurent aussi de lui. Les dons du roi, les aides et les emprunts se sont relayés et combinés pour soutenir le Trésor de Bourgogne.

Répartition des ressources extraordinaires
(en livres tournois)

	Totaux	Dons du roi	Aides	Emprunts
Philippe le Hardi	2.782.000	2.117.473 ²		
Jean sans Peur	1.575.200	1.047.700 ³		
Philippe le Bon	4.465.000	173.000	1.532.800	2.760.000
Charles le Téméraire	3.348.000		1.378.000	1.970.000

L'importance des *dons du roi* à Philippe le Hardi et à Jean sans Peur est connue ; des recherches récentes apportent cependant des précisions nouvelles⁴. Les dons du roi fournirent à Philippe le Hardi plus de deux millions de livres tournois, soit les trois quarts de ses ressources extraordinaires et environ 30 % des revenus de sa Recette générale ; la moyenne annuelle des dons fut de 105.000 lb. t. Il est, sans doute, « plus difficile d'établir la moyenne des dons faits par Charles VI à Jean sans Peur », observe M. Pocquet du Haut-Jussé. Cependant, pour les années dont la Recette générale a laissé les comptes, les sommes annuelles des dons n'y sont jamais inférieurs à 34.000 lb. t., et montent parfois à 150.000, 178.000 et même 200.000 lb. t. D'après les comptes dont nous disposons, Jean dut recevoir environ un million, équivalent à peu près aux deux tiers de sa

1. Quelques revenus tirés de la vénalité des offices, par exemple 12.000 lb. t. en 1436 (Arch. Nord, B. 1957, RUCKENBUCH, *op. cit.*). — BARTIER, *Légistes...*, p. 83-92.

2. D'après les chiffres de M. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ (*Dons du roi...*, p. 165), revus par M^{lle} VAN NIEUWENHUYSEN, *op. cit.*.

3. D'après M. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ, *ibid.*

4. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ, *Les dons du roi...* — NIEUWENHUYSEN, *op. cit.*

recette extraordinaire¹. Quoique Philippe eût moins aisément accès aux caisses du roi, on voit le Receveur général Jean Abonnel subvenir aux dépenses du « compte des armes » effectuées de 1428 à 1431 à l'aide d'une somme de 173.000 lb. t. reçue des gens du roi (Henry VI)². Ce fut des dons du roi l'un des derniers exemples.

Compensation fut trouvée d'abord dans le recours aux *aides*. A défaut d'étude d'ensemble sur la fiscalité bourguignonne, les aperçus de Pirenne pour les pays « de par deçà », ceux de MM. J. Billioud et Pocquet du Haut-Jussé pour les pays bourguignons, permettent de noter le caractère occasionnel des aides sous les deux premiers ducs³. Concession, et, encore en quelque sorte, don du roi, la levée des aides, en Artois et en Bourgogne, était soumise à son autorisation ; il est vrai qu'on s'en passa après 1399. Avec Philippe le Bon, l'aide devint une ressource normale de l'État et se généralisa, sans être oppressive : Commynes ne ment pas lorsqu'il écrit que ce prince « tailloit peu ses subjectz »⁴. On peut estimer que sous son règne, les aides ne formaient que le tiers des revenus extraordinaires (1.532.800 lb. t. sur un total de 4.465.000). Mais ici la part des Pays-Bas est encore plus forte — 75 % — que pour les revenus ordinaires.

En aggravant le poids de la fiscalité, Charles le Téméraire n'en modifia pas la répartition. En neuf ans et demi, il exigea une masse de subsides presque égale à la somme payée à son père en quarante-cinq ans : Charles reçut 1.378.000 lb. t. M.-J. Bartier a décrit la lourdeur de ses exigences, surtout de 1472 à 1475⁵. Des ponctions successives avaient tari les réserves laissées par son père : en 1467, 364.500 lb. t. ; en 1468, 214.700 ; pour la dernière fois, en 1471, le Receveur général en reçut seulement 94.000 lb. t. L'année suivante, le chancelier Hugonet déclarait que le duc avait épuisé « tout ce qu'il avait en ses coffres, qui n'était pas petite chose, tous les revenus de son domaine, les aydes à lui deues et accordées »⁶. La poussée considérable des recettes en 1472-1473 traduit la grandeur de l'effort fiscal. Une fois épuisées les réserves, exploitées les ressources du domaine, usés les procédés fiscaux, il restait encore une possibilité : le crédit.

Les emprunts furent, avec les aides, la variable dont les changements expliquent le destin de la Maison de Bourgogne. Leurs modalités étaient

1. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ, *Les dons du roi...*, p. 167.

2. Arch. Nord, B. 1942.

3. PIENNE, *Hist. Belgique*, t. II, réf. cit. — J. BILLILOUD, *Les États de Bourgogne aux XIV^e et XV^e siècles* (Dijon, 1922). — POCQUET DU HAUT-JUSSÉ, *Les aides en Bourgogne (1362-1419)*, *Mém. Acad. Dijon*, 1940-1942, p. 195-217. — DU MÊME, *Le don des aides (Ann. Bourg., t. X, 1938, p. 261-289)*, et *Les aides en Bourgogne (Rev. hist. droit français et étranger, t. LXIII, 1939, 388-422)*. — D. D. BROUWERS, *Les aides dans le comté de Namur au XV^e siècle* (Namur, 1929).

4. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ, réf. sup. — COMMYNES, *Mémoires*, éd. Calmette, t. I (Paris, 1924, p. 13).

5. BARTIER, *Charles le Téméraire*, p. 188-192, 197, 244-248.

6. Id., *ibid.*, p. 188.

conformes aux usages du temps et demeurèrent les mêmes pendant les quatre règnes ; c'est la manière d'en user qui changea. Aucun duc ne recourut à l'emprunt autant que le Téméraire, mais nul de ses prédécesseurs n'en avait négligé la ressource.

Tout ce qu'on sait déjà des rapports des princes avec le marché flamand de l'argent¹ est confirmé et complété par les renseignements tirés des comptes de la Recette générale. Auprès des Italiens de Bruges et de Paris, Philippe le Hardi trouva un précieux concours² ; Dino Rapondi fut, pour lui, un créancier sûr, un intermédiaire averti et habile, notamment auprès de Jean-Galéas Visconti, dont les relations financières avec le duc Philippe furent un aspect curieux de la rivalité de la Maison de Bourgogne avec celle d'Orléans. A la fin du règne, le crédit ducal, alourdi par la rançon du prisonnier de Nicopolis, dut consentir des intérêts de 48 et même 55 % au lieu de 10 et 15 %, taux fréquents jusque-là. L'intérêt, selon la coutume, se dissimulait sous le couvert de dons, d'indemnités de perte au change, d'achats fictifs, avec revente immédiate, et à perte, de marchandises précieuses, telles que soie, poivre ou vaisselle d'argent.

Jean sans Peur, pour autant qu'on en soit renseigné³, suivit l'exemple paternel. Il bénéficia, lui aussi, des services du milieu lucquois de Paris⁴. Mais il semble avoir sollicité, de façon particulière, le concours des villes de ses États. A elles seules, huit villes, ressortissant de la recette de Flandre et Artois, lui auraient prêté 55.000 lb. t. de 1408 à 1418. Or cet exemple n'est pas unique. On connaît le cas de Lille et de Saint-Omer⁵.

Sous les règnes de Philippe le Bon et de Charles le Téméraire, les opérations de crédit prirent valeur d'institutions car elles pouvaient, opportunément, fournir l'appoint reçu naguère de la libéralité royale. Il n'est pas facile, malheureusement, de retrouver la trace des emprunts dans les comptes, car ils y sont dissimulés et dispersés ; rarement ils constituent un chapitre spécial. Néanmoins, les travaux de deux jeunes chercheurs lillois⁶ permettent d'évaluer les emprunts de Philippe le Bon à 2.760.000 lb. t. environ, et ceux de son fils, à près de deux millions.

L'objet des emprunts les plus importants correspondait généralement à une circonstance exceptionnelle : une guerre, la répression d'une révolte urbaine, un mariage princier, un congrès diplomatique. C'était donc, dans la plupart des cas, des emprunts de consommation et non d'investissement. Il y eut cependant des exceptions, par exemple les emprunts contractés

1. Ouvrages cités plus haut, notamment p. 312, n. 3.

2. NIEUWENHUYSEN, *art. cit.*

3. Mémoire de diplôme d'Études Supérieures en cours à Lille sur les relations de Jean sans Peur avec les milieux d'affaires parisiens.

4. L. MIROT, *Études lucquoises* (Bibl. Éc. Chartes, t. LXXXVIII-XCI, XCIX, 1927-1930, 1938, XCVI, 1935).

5. PENZAK, *op. cit.*

6. DESMET, *op. cit.* ; MÆGHT, *op. cit.*

par Philippe le Bon pour l'achat du Namurois et l'engagère du Luxembourg. On pourrait alléguer, aussi, que les frais engagés par le Téméraire à l'occasion de l'entrevue de Trèves eussent pu constituer une opération bénéfique, s'ils lui avaient procuré la royauté qu'il postulait.

Philippe le Bon et Charles le Téméraire ont emprunté à tout le monde et partout. Mais alors que la modération du premier assura l'équilibre de ses finances en affermissant son crédit, les abus du second ruinèrent la confiance et le conduisirent à la ruine. Le duc emprunte à son entourage et à ses officiers, sous les formes les plus variées. Aux gens de finances il demande des avances sur leurs rentrées d'argent. Il ajourne le paiement des gages et des pensions. Il impose des prêts impossibles à refuser, si l'on veut se maintenir et progresser dans la grâce du souverain. Philippe le Bon trouva auprès de ses gens le quart environ des sommes qu'il emprunta : 650.000 lb. t. Charles exigea davantage encore ; en la seule année 1475, la plus difficile, il extorqua de ses officiers plus de 6.000 lb. t. Plus proches de la Cour et pourvus de charges plus riches, les officiers flamands étaient les plus frappés.

Auprès des villes, Philippe le Bon fit preuve d'une certaine mesure. Après avoir demandé au prêt pur et simple le moyen de subvenir aux entreprises de sa jeunesse, il avait fait des rentes le procédé normal des temps paisibles de la deuxième moitié de son règne. Le système des rentes viagères était traditionnel et courant à l'époque. Le duc autorisait le magistrat urbain à émettre des rentes en échange du versement immédiat de la somme dont il avait besoin. L'intérêt diminuait selon que l'échéance de la rente, une ou plusieurs vies, était plus ou moins éloignée : 6 à 11 % en général. L'avantage était pour le duc ; il obtenait, sans délai, des subsides de catégories sociales qu'il n'eût pas atteintes par un autre procédé ; il laissait aux villes la charge et la responsabilité de l'opération. Philippe tira de ses villes 25 % de ses emprunts. La majeure partie en provint des « pays de par deçà », de la Flandre notamment pour plus du tiers et du Brabant pour un cinquième. Lille (45.000 lb. t.) d'un côté, Anvers (38.000 lb. t.) de l'autre se plaçaient en tête.

En revanche, c'est auprès des villes que le crédit du Téméraire vint à fléchir en premier lieu. Le duc les soumit à un rude effort, exigeant d'elles, en dix ans, 645.000 lb. t., alors que son père, en une quarantaine d'années s'était contenté d'environ 687.000 lb. t. Comme d'habitude, les régions les plus sollicitées furent la Flandre (50 %) et le Brabant (20 %). Mais les finances et le crédit urbains étaient, d'une façon générale, dans le plus mauvais état. Les rentes ne trouvaient plus d'acheteurs. Les finances de Lille ne se relevèrent pas, en dépit d'un essai de réforme en 1467, et la ville perdit, au profit de Gand, le rang de première créancière qu'elle avait tenu jusque-là. Le rayonnement du crédit de Gand se manifesta particulièrement lors du grand appel à l'emprunt lancé par le duc en 1472 ; une carte du placement des rentes gantoises montre qu'elles attirèrent l'argent de toutes les grandes

places des Pays-Bas : Anvers, Bruges, Bruxelles, Tournai, et même Lille. Gand était, ainsi, l'un des ultimes soutiens du crédit ducal ; de toutes les villes, la prêteuse principale : elle versa 52.800 lb. t. en 1472 ; Bruges, après elle, 32.000 lb. t. On s'explique aisément que les réactions des créanciers gantois aient orienté celles des autres ; on comprend le retentissement du refus répété des Gantois de souscrire aux nouvelles exigences du prince, en 1475, puis à la nouvelle de ses défaites. C'est la défection des villes qui sonna le glas du crédit du Téméraire¹.

Le soutien des banquiers fit défaut à Charles le Téméraire presque en même temps. Mais véritablement, il avait fallu qu'il abusât de leurs bons offices pour que fût ébranlé un appui constamment fidèle à la Maison de Bourgogne depuis le début de sa grandeur. Après ses père et grand-père, Philippe le Bon avait reçu des manieurs d'argent professionnels à peu près la moitié de ses emprunts, soit un peu plus de 1.314.000 lb. t. Pratiqués tout au long de son règne, les emprunts connurent leurs maxima vers 1430, 1434, puis entre 1444 et 1453, c'est-à-dire pendant la période où la gloire du prince inspirait la plus grande confiance. La durée des prêts variait de deux à quinze mois, sauf pour les grosses avances remboursables en deux ou trois ans ; le taux de l'intérêt annuel, élevé (21 et 20,6 %) pour les échéances brèves (deux mois) et moyennes (dix mois), s'abaissait pour les prêts longs (13,2 % pour quinze mois) et de gros volume (5 % pour 30.000 lb. et plus). Bien que les remboursements, opérés par assignations, fussent parfois assez lents, Philippe le Bon trouvait aisément des bailleurs de fonds. Les anciens fournisseurs de la dynastie lui furent fidèles : les Lucquois (Philippe Rapondi, Marc Guidichon), quelques Parisiens (Guillaume Sanguin). On vit venir les Florentins, d'abord les Alberti, puis vers 1450 les agents, bien connus, des Médicis ; le nom de Francesco Sassetti apparaît en 1454. Il y eut des Génois (« Aubert Thouse » en 1424, Olivier Maroufle en 1431), des Milanais (un Borromée en 1445). La plupart des prêteurs habitait Bruges, d'autres Tournai dont l'importance apparaît encore ; d'autres enfin illustrent l'entrée en scène des ports de l'Escaut, Anvers à partir de 1435. Les prêts comportent un mouvement de capitaux à grande distance, avec usage de lettres de change, tirées le plus souvent de Genève sur Bruges, quelquefois de Chalon ou même de Venise, et parfois sur Bruxelles ou Anvers. Les finances ducales se plaçaient dans le grand circuit international et il n'est plus besoin d'insister longuement sur la justesse du jugement de Louis XI estimant nécessaire de détourner vers Lyon le courant d'argent qui alimentait le Trésor de son adversaire.

En abusant du recours à l'emprunt, Charles le Téméraire seconda les vues de Louis XI. Il ne semble pas que, sous son règne, les modalités des « con-

1. MAEGHT, *op. cit.* — H. VAN WERWEKE, *De Gentsche stadsfinancien in de middeleeuwen* (Mém. Acad. Roy. Belgique, Cl. L. Sc. Mor., coll. in-8°, 2^e série, t. XXXIV. Bruxelles, 1934). — BARTIER, *Charles le Téméraire*, p. 245-261.

trats de finances » aient beaucoup changé ; on regrette que les comptes de la Recette générale ne permettent pas de savoir si et dans quelle mesure le loyer de l'argent s'est élevé. Un fait certain est la difficulté, de plus en plus grande, à trouver des créanciers. Les prêteurs se sont pratiquement réduits aux Médicis ; le rôle de leur principal représentant, Tommaso Portinari, est connu. Encore en 1473, quand les prêteurs des villes flamandes commencent à se récuser, Portinari soutient son ambitieux client. A Genève, le Téméraire trouve encore 4.000 marcs d'or. Et pourtant, les Médicis, instruits par l'expérience, voyaient venir le danger. On sait le reste¹. Trois ans plus tard, en 1476, les caisses ducales n'ont plus à espérer d'argent frais ; il reste à encaisser à peu près 18.000 lb. t., reliquat d'un prêt antérieur, et c'est tout. Antoine de Bourgogne peut claquer ses chevaux sur les routes d'Italie pour essayer de mettre en gage les bijoux du duc. Peine perdue. Un ambassadeur milanais écrivait, non sans raison, le 2 mai 1476, que « le duc de Bourgogne est en grande pénurie de deniers et a fait faire toutes démarches... pour emprunter des deniers aux banquiers, et à intérêt ; cette démarche n'a pas servi ». Francesco Petrasanta voyait juste². La défection des Médicis avait donné le coup de grâce au crédit ducal.

* * *

Des résultats partiels d'une enquête limitée, on ne peut attendre qu'une position, provisoire, des problèmes. Ceux-ci, fort nombreux et de large portée, mériteraient une étude approfondie³. A cette fin, il faut souhaiter la publication, non pas intégrale vu le volume, mais aussi large que possible, d'une partie caractéristique des documents financiers bourguignons. Nous savons que ces archives constituent une exception unique face à la disparition presque totale des archives similaires de la Couronne de France. De ce fait, les réflexions que leur étude suggère dépassent le seul point de vue bourguignon.

Une première constatation est qu'au xv^e siècle, les finances publiques ne se distinguent pas encore des deniers privés du prince. Les comptes se présentent comme les comptes de gestion personnels des officiers qui en ont la charge. Plus encore que le royaume, la Bourgogne, issue d'un grand fief et apanage, semble imprégnée par la notion patrimoniale des ressources publiques. La notion d'État ne s'y est dégagée que vers le milieu du siècle. Il ne faudrait donc pas étendre, sans discernement, à l'administration

1. GRUNZWEIG, *op. cit.*

2. F. DE GINGINS LA SARRA, *Dépêches des ambassadeurs milanais sur les campagnes de Charles le Hardi, duc de Bourgogne, de 1474 à 1477*, t. II (Paris, 1858), p. 110. — H. STEIN a publié une lettre sur la gravité de la situation financière en 1474, dans *Un diplomate bourguignon du xv^e siècle*, Antoine Haneron (*Bibl. Ec. Chartes*, t. XCVIII, 1937, p. 341-343).

3. M. F. Grosjeanne se propose de préparer un travail d'ensemble sur la question.

royale les conclusions suggérées par les documents financiers bourguignons.

Puisque ces finances étaient plus encore celles d'un prince que celles d'un État, le risque était grand de les voir inadaptées le jour où un prince ambitieux exigeraient d'elles un effort particulièrement tendu. Commynes, qui sut réfléchir sur les causes des vicissitudes de la Maison de Bourgogne, a justement noté, à propos des dépenses de guerre, la nécessité de « tout faire modérément »¹. La modération dont Philippe le Bon fit preuve manquait, chacun le sait, au Téméraire. Un simple coup d'œil sur la courbe du mouvement des fonds de la Recette générale en apporte la preuve. Tout exigeant qu'était Louis XI à l'égard de ses villes, il ne leur demandait pas tant que son rival aux siennes². Les documents de la Recette générale confirment, d'autre part, ce trait de la psychologie du Téméraire qu'il semble avoir été plus soucieux de poursuivre ses propres plans que de connaître exactement la situation à laquelle il devait faire face ; le renseignement semble chez lui inférieur à la transmission des ordres³. Connaisait-il bien ses possibilités financières ? N'a-t-il pas surestimé ses ressources, l'organisation administrative de ses possessions et surtout n'a-t-il pas méconnu la mentalité de ses contemporains troublés par l'ampleur de ses entreprises ?

Est-ce à dire qu'il exigea de ses États un effort supérieur à leurs moyens ? Nous avons vu à quel point les revenus ducaux sont liés à la puissance économique des Pays-Bas et combien la compétence des officiers de finances fut réelle. Les tonlieux, les villes ont fourni des sommes considérables et il n'est pas sûr que leurs capacités aient été épuisées. Pour le savoir, il faudrait encore d'autres travaux. Sans doute, la longue période de stagnation économique de la fin du Moyen Age n'était pas encore terminée, surtout dans les anciens centres drapiers ; mais il est permis de douter que les Pays-Bas aient été à bout de ressources.

Ne faudrait-il pas rechercher plus loin certains facteurs importants des difficultés financières finales de la Maison de Bourgogne : État ruiné dans des pays économiquement bien dotés. Le manque d'argent du Téméraire ne serait-il pas dû surtout aux étroitesse de la conception du crédit, aux limites de ses possibilités ? C'est un lieu commun que de rappeler l'insuffisance du numéraire et de la circulation monétaire. Le crédit ne se concevait pas sans gages et c'est à peine si la notion de la seule garantie morale d'une entité sociale ou politique, Ville ou État, commençait à

1. COMMYNES, éd. Calmette, t. II (Paris, 1925), p. 218.

2. R. GANDILHON, *Politique économique de Louis XI*. Paris, 1941, p. 287-291.

3. Ainsi le montre l'organisation des services de messageries (Pesez, *op. cit.*). On pourrait objecter un certain souci d'information sur le plan financier, manifesté par l'ordonnance du 8 février 1468 (édité par H. STEIN, *op. cit.*, p. 324-332) et par le dénombrement général des feux de 1469 ; il est vrai qu'en ce dernier cas, le Téméraire a pu fausser les résultats en bousculant le travail des commissaires. Cf. l'opinion, de même nature, présentée par BARTIER, *Charles le Téméraire*, p. 280-281.

informer la pratique de l'emprunt¹. Or, le Téméraire avait engagé largement son Domaine; quant à la confiance qu'il inspirait personnellement, elle était plus qu'ébranlée en ses dernières années. En fait, Charles n'eut pas des ambitions plus vastes que son petit-fils Charles-Quint; mais il vivait en une autre époque, et sa génération ne suivit pas son rythme². Serait-il hasardeux de penser que sa « témérité » fut surtout de la hâte, et que, dans l'imprudence de la précipitation dont on peut lui faire grief, il faut faire la part de la précocité de ses ambitions? L'État semble, en son temps, progresser plus rapidement que les structures économiques et financières. L'exemple de la Maison de Bourgogne illustre ainsi un aspect fondamental de la fin du Moyen Âge: le passage de la principauté médiévale à l'État moderne. Il montre le jeu complexe des causalités politiques et économiques, assujetties cependant, comme toujours, à l'élément psychologique, c'est-à-dire au comportement et à la décision de l'homme³.

Michel MOLLAT,

Professeur à la Faculté des Lettres de Lille.

1. A. BOSSUAT, Les emprunts royaux au début du xv^e siècle (*Rev. hist. droit français et étranger*, 1950, p. 351-371).

2. Cependant la comparaison entre les crises financières de la Maison d'Espagne et la faillite de celle de Bourgogne ne laisserait pas d'être instructive. Ne montrerait-elle pas, toutes proportions gardées quant au volume des ressources, le prolongement des faiblesses du crédit éprouvées au xv^e siècle? L'État espagnol ne souffrit-il pas aussi, comme la « Bourgogne », de la même incohésion géographique, la France s'interposant au centre des possessions du premier, comme la Lorraine séparait les deux groupes de territoires de la seconde?

3. Nous tenons à citer les noms de ceux qui ont collaboré depuis six ans aux travaux du séminaire lillois. En premier lieu, celui de J. Le Goff, assistant d'histoire du Moyen Âge. A la liste des auteurs de mémoires de diplômes d'Études Supérieures cités plus haut (p. 286, n. 3) s'ajoutent les noms des autres étudiants qui ont participé aux recherches: M^{mes} et M^{lles} Biens, Canier, Carpentier, Casteur, Coupez, Croysez, Dècle, Deffontaines, Dejuine, Denis, Duchastelle, Ghienne, Gravez, Hémerly, Knockaert, Kuhnast, Leclerc, Lecuppe, Le Morvan, Lobry, Lucas, Nerrant, Pessez-Cader, Pidault, Sainthomé, Thomassin, Warin; MM. Bocquet, Bourdrez, Boutier, Fagart, Godard, Hémerly, Hemsén, Hennequin, Hus, Legru, Libert, Lottin, Pierreuse, Puvion, Thiébault, Watiez. Nous avons également bénéficié du concours de M^{lle} Bruchet (Cons. Bibl. Univ. Lille); des professeurs Arnould (Bruxelles), Bauer (Neufchâteau), Bonenfant (Bruxelles), Cipolla (Venise), Gaillard (Lille), Lejeune (Liège), Rau (Lisbonne), Roussel et Schmidt (Lille), Vercauteren (Liège); de M. Van der Wey (Anvers); de M^{lle} van Nieuwenhuysen (Bruxelles); de M. Feuchère et de MM. Godard, Grosjeanne et Hilaire, professeurs agrégés de Lycées.

A PROPOS DU SEL

Faire d'un grand produit de la terre l'objet d'un Colloque historique est un moyen très efficace de reconstitution et de compréhension du passé. Le succès du Colloque du Fer, tenu à Nancy en octobre 1955¹, prouve assez l'attrait d'une méthode qui permet, à propos d'un élément essentiel de l'existence et de l'activité humaines, d'aborder tous les problèmes techniques et humains posés par celui-ci.

Voici que de Lille nous vient une autre initiative ; il s'agit cette fois d'une enquête sur le sel dans l'histoire, entreprise par M. Mollat, professeur à la Faculté des Lettres, et pour laquelle Pierre Jeannin et Jacques Le Goff ont établi un questionnaire détaillé dans la *Revue du Nord* (n° 150, avril-juin 1956, p. 225-233). Ce questionnaire est complété par une bibliographie-pilote, sous forme de notes infrapaginales, très révélatrices de nos ignorances en la matière et prouvant à elle seule la nécessité de l'enquête.

Or, à peine cet appel était-il lancé que, par une coïncidence heureuse, paraissait en Union soviétique un important ouvrage consacré aux salines de Solikamsk². L'étude concerne le xvii^e siècle qui marque la fin de l'âge d'or du sel, mais se trouve aussi être la période la plus mal connue de son histoire, comme le font justement remarquer les auteurs du questionnaire³. C'est pourquoi elle constitue sur le sujet un apport particulièrement précieux, d'autant qu'elle nous donne une connaissance à peu près exhaustive (dans l'état de la documentation) d'entreprises qui sont alors de beaucoup les plus importantes de la Russie. En effet, si parmi les autres centres d'extraction et de raffinage du sel, Staraja Russa, les côtes de l'Océan Glacial (monastère de Solovec), Tot'ma, Sol'Vyčegodsk, Seregovo, Balachna, Nadeino Usol'e, les plus productifs ne livrent pas à la consommation plus de 200.000 à 300.000 pouds par an (Solovec : 200.000 pouds, Seregovo : 300.000), les entreprises de Solikamsk à elles seules, dans les années 80, produisent 7 millions de pouds (soit 112.000 tonnes). Le sel de Solikamsk, qui fait l'objet d'un vaste commerce à travers toute la Russie et franchit même les frontières de l'ouest, représente en quantité plusieurs fois la production de tous les autres centres réunis⁴.

1. *Le Fer à travers les âges* (Actes du Colloque international). *Hommes et techniques* (Nancy, 3-6 octobre 1955). Nancy, 1956 (n° 16 des Mémoires publiés par la Faculté des Lettres de l'Université de Nancy).

2. N. V. Ustjugov, *Solevarennaja promyšlennost' Soli Kamskoj v XVII veke* (L'industrie du sel à Solikamsk au XVII^e siècle), *K voprosu o genezise kapitalističeskich otnoženij v russkoj promyšlennosti* (Contribution à l'étude du problème de la formation des rapports capitalistes dans l'industrie russe). Moscou, 1957.

3. *Revue du Nord*, n° 150, p. 227.

4. Les salines de la région d'Astrakhan prennent de l'importance dans la deuxième moitié

En prenant l'exemple de l'industrie du sel, l'auteur montre comment, au XVII^e siècle, le développement d'un artisanat indépendant des occupations agricoles et suscité par la croissance des « villes », annonce une période nouvelle où apparaissent les traits d'une structure capitaliste au sein d'un marché étendu à l'échelle nationale. Mais l'industrie du sel est un exemple très particulier, analogue à celui de la métallurgie, en ce sens que ces traits nouveaux s'y marquent plus fortement. Par l'ampleur des entreprises, les chiffres de production, le nombre des ouvriers, l'importance des profits, l'industrie du sel occupe même la première place parmi les activités industrielles « modernes », représentées alors par un très petit nombre de manufactures et quelques forges à hauts-fourneaux. Le district de Solikamsk comptait vers 1680 : 200 sauneries¹ où, sur le plan technique, la division du travail, la spécialisation des tâches étaient poussées assez loin, et qui surtout appartenaient, quelque vingt ans plus tard, à un nombre très restreint d'entrepreneurs. L'histoire des salines de Solikamsk, au cours du XVII^e siècle, est complexe : un certain nombre d'entreprises est d'origine artisanale, la plupart ont été installées par des trafiquants enrichis dans divers commerces à longue distance, en particulier dans le commerce des fourrures ; enfin, vers le milieu du siècle, l'État est devenu pour un temps propriétaire de sauneries. Mais les plus importants de ces entrepreneurs sont les Stroganov, dont la fortune, au XVI^e siècle, a commencé dans les salines de Vyčegodsk, plus à l'ouest², et qui ont étendu leurs opérations vers les pays de la Kama et de la haute Cussovaja. Vers 1700, G. D. Stroganov a mis la main sur l'ensemble des sauneries de la famille qui avait déjà absorbé presque toutes les entreprises de la région de Solikamsk, exception faite pour celles du monastère de Pyskorsk³. Sur 233 sauneries, en effet, 162 lui appartiennent ; les 71 autres sont à des gens du posad (46) et au monastère voisin de Pyskorsk. Mais ce phénomène de concentration

du XVII^e siècle. Déjà, dans la première moitié du siècle, des caravanes de sel remontent la basse Volga. BACHRUŠIN (*Trudy*, II, p. 230) cite l'exemple du gros commerçant russe Svetešnikov qui a ainsi acheminé en 1644 50.000 pouds de sel vers Pskov pour l'exportation. C'est dire l'importance et la portée des courants commerciaux qui traversent alors la Russie d'un bout à l'autre.

1. La « varnica » (saunerie) est un ensemble d'installations comportant essentiellement une chaudière (ou « poêle ») pour la concentration de la saumure.

2. A. VVEDENSKIJ. *Anika Stroganov o svoem Sol'Vyčegodskom chozjaistve* (*Les entreprises d'Anika Stroganov à Sol'Vyčegodsk*), *Sbornik statej po russkoj istorii, posvjajšennych S. F. Platonovu* (Recueil d'articles sur l'histoire russe, dédié à S. F. Platonov), 1922.

3. Les sauneries du « posad » de Solikamsk (c'est-à-dire de la « ville » elle-même) appartiennent à de petits entrepreneurs et ne sont pas les plus importantes. C'est à 25-30 kilomètres en aval de Solikamsk, de chaque côté de la Kama, que se trouve le fief de Stroganov : Novo Uol'e (création de la famille), Lenvensk (racheté à des propriétaires privés), Dedjuchino (racheté à l'État). Au début du XIX^e siècle, ces trois centres de raffinerie subsistent, alors que les entreprises de l'ancien posad de Solikamsk sont tombées en déclin : elles produisent vers 1820 : 8 millions de pouds de sel (*Gornyj Žurnal* — *Journal des Mines*, 1826, n° 2, p. 99-102).

affecte aussi le posad, où, sur les 46 sauneries en activité vers 1700, 31 sont exploitées par trois entrepreneurs, dont deux frères associés¹.

Faute de documents, il n'est malheureusement pas possible de faire l'histoire financière de toutes ces entreprises, de discerner les sources de financement, d'apprécier l'importance des capitaux mis en jeu. Seuls les monastères ont conservé des archives qui permettent quelques sondages dans les bilans annuels. L'exemple du monastère de Pyskorsk est à cet égard caractéristique. La production de ses sauneries a augmenté sans cesse dans les dernières années du siècle, passant d'environ 250.000 à 750.000 pouds entre 1688 et 1697. Pour 1696/1697, les dépenses d'équipement, d'entretien, se sont élevées à quelque 3.500 roubles, les achats de combustible à près de 19.000 roubles, le total des salaires à 6.000 roubles approximativement, soit au total près de 28.500 roubles. Compte tenu des impôts, la vente du sel laissait cette année-là un bénéfice d'environ 3.500 roubles au monastère. Ce sont là des sommes assez considérables pour l'époque, qui témoignent de l'importance des profits. On imagine, dans ces conditions, la richesse et la puissance d'un G. D. Stroganov².

La production de Solikamsk dépassait de beaucoup ses besoins. Mais le sel était un instrument d'échange indispensable à une région qui manquait de blé ; aussi faisait-il l'objet d'un trafic très actif avec Vjatka et Kungur, situés respectivement à 400 et 300 kilomètres plus au sud, qui en achetaient de grandes quantités et lançaient chaque année vers Solikamsk des caravanes de céréales destinées à compléter un approvisionnement toujours menacé. Le sel de Solikamsk, qui se trouvait sur l'une des routes de la Sibérie, partait aussi dans la direction de Verchoturî, au delà de l'Oural. Mais la plus grande partie de la production, chargée au printemps sur de lourdes barges qui descendaient la Kama, puis remontaient la Volga, s'en allait au marché de Nijnij Novgorod, où de là elle se dispersait, vendue à des acheteurs de Rjazan, Kolomna, Moscou, Orel, Smolensk, soit dans toute la Russie occidentale et méridionale³.

Mais ce n'est pas le commerce du sel qui constitue l'objet principal de l'étude d'Ustjugov ; le sous-titre de son livre en fait foi. Dans tous les travaux des historiens soviétiques touchant le domaine de l'histoire économique et sociale, la recherche des caractéristiques de l'activité industrielle s'insère dans une perspective générale et contribue à une explication des origines

1. L'étude d'Ustjugov s'étend des vingt dernières années du xvi^e siècle (c'est-à-dire du moment où l'on dispose de documents sur Solikamsk) à 1705, date de l'établissement du monopole du sel par Pierre le Grand.

2. Il va de soi que ces bilans, où les opérations sont évaluées en roubles, ne supposent pas toujours l'usage effectif de la monnaie. Par la pratique du troc, du paiement en nature des salaires, encore si répandu, le mécanisme de la vie financière des entreprises se rattache au passé.

3. L'expérience des caravanes de sel a servi beaucoup, au siècle suivant, lorsque s'est développée la métallurgie ouralienne exportatrice de fer en barres qui gagnait la Russie centrale par la Cussovaja et la Kama.

du capitalisme. Et les traits extérieurs, traduits quantitativement, de l'industrie du sel, ont moins d'importance, de ce point de vue, que les traits de la structure interne. Encore ne s'agit-il pas de la technique de la production, qui n'a guère changé de ses origines au XIX^e siècle, mais bien plutôt de la situation respective des propriétaires de sauneries et des différentes catégories d'ouvriers. Ce sont les rapports sociaux qui déterminent les caractéristiques nouvelles de cette importante activité industrielle. Parmi les propriétaires eux-mêmes, on doit distinguer d'une part ceux que l'on qualifie de « féodaux¹ » et les roturiers soumis au « tjanglo² ». Les premiers, disposant à la fois de terres, de forêts, et — dans une faible mesure d'ailleurs — d'une main-d'œuvre gratuite ou très bon marché, pouvaient fonder des entreprises plus puissantes et surtout plus durables. Ils composent cette catégorie d'entrepreneurs qui ont exercé une activité industrielle sans risques dans des cadres traditionnels en profitant d'immenses privilèges sociaux (le seul risque étant la confiscation) ; ils ont donné naissance à de véritables dynasties qui ont prolongé leur existence jusqu'au XIX^e siècle. Les seconds (gens des posads, trafiquants enrichis), en dépit de leur esprit d'initiative et de leurs connaissances, ne pouvaient se mesurer longtemps aux propriétaires privilégiés, à moins d'une promotion sociale. D'où le caractère précaire de leurs entreprises qui ont changé continuellement de main au cours du XVIII^e siècle et fini par être pour la plupart absorbées.

Quant aux ouvriers recrutés parmi les habitants du posad et les paysans de la région de Solikamsk, plusieurs questions se posent à leur sujet. Et d'abord dans quelle mesure étaient-ils détachés de la terre, et formaient-ils déjà un embryon de prolétariat ? Dans le posad, d'après le recensement de 1678-1679, les sauneries employaient un peu plus de un millier de travailleurs (ce chiffre élevé s'explique par l'emploi d'un grand nombre de bûcherons et de charretiers), ce qui représentait environ 65 % de la population mâle adulte. Le tiers de ces travailleurs (habitants du posad, paysans des environs, immigrants récents, ces derniers au nombre de 146, soit près de la moitié du total) n'avait aucun autre moyen d'existence que leur travail pour les sauneries. Dans la région de Solikamsk, la situation est différente : les ouvriers détachés de la terre ne paraissent guère représenter que 6 à 9 % de l'ensemble des travailleurs employés dans les sauneries. Ces proportions augmentent légèrement au cours des années suivantes. Les sauneries absorbent en particulier une bonne partie des immigrants venus des régions du nord-ouest ; à la fin du siècle, on en comptait près d'un

1. Le mot « féodal » est employé par les historiens soviétiques dans un sens plus large et assez différent de l'acception du terme chez nous. Il en résulte, s'agissant de l'histoire russe, quelque confusion dans son emploi, et les erreurs relevées par les correcteurs de copies de concours (par exemple à celui d'admission dans les centres pédagogiques régionaux, femmes, session de mai-juillet 1956) : cf. *Bulletin de la Société des professeurs d'histoire et de géographie*, mars 1957, p. 367 (« société féodale » sous Nicolas I).

2. Redevance pesant sur les paysans et les gens des posads.

millier, dépourvus de terres et travaillant dans les sauneries du posad et de la région de Solikamsk.

En second lieu, quelle était leur situation par rapport à leurs employeurs? On peut dire que la plus grande partie d'entre eux étaient des ouvriers « libres » (quelle que fût leur condition juridique) et recrutés par contrat. C'était le cas de tous ceux qui servaient les « poêles » ou assuraient le fonctionnement des divers appareils de la saunerie et qui pouvaient être considérés comme des spécialistes. Payés suivant la nature de leur activité par « semaine » de douze jours, ou au mois, ou même à l'année, ils constituaient une main-d'œuvre qui ne dépendait des entrepreneurs que sur le plan économique. Bien entendu, la construction des appareils, leur entretien étaient confiés à des ouvriers payés à la tâche. Ustjugov donne, en outre, des précisions intéressantes sur les salaires qu'il compare aux prix; il aboutit à la conclusion qu'un grand nombre d'entre eux atteignaient à peine un minimum vital, et il consacre un chapitre aux mouvements sociaux qui ont marqué l'histoire des sauneries de Solikamsk au xvii^e siècle.

Ces ouvriers, recrutés par contrat, étaient libres de quitter leurs employeurs et de passer d'une entreprise à l'autre. Mais, exception faite pour les immigrants de fraîche date, déracinés en fait de leurs villages d'origine, ils continuaient d'appartenir aux « communes » rurales et urbaines (« krestjanskaja obščina », « posadskaja obščina ») dont ils étaient membres. Celles-ci ne les empêchaient pas de travailler dans les sauneries, mais exigeaient d'eux le paiement régulier du « tjaglo » dont ils essayaient de se libérer en se plaçant sous la dépendance de leurs employeurs. Le poids de l'impôt imposé aux roturiers poussait paradoxalement les plus misérables d'entre eux, suivant l'expression de Ustjugov, à « passer de la sujétion de l'État féodal à celle des propriétaires privés ». La résistance des communautés limitait cependant ce passage, et c'est bien là un trait curieux de la structure sociale des entreprises de sel que le petit nombre des ouvriers qui dépendaient — sur le plan social — de leurs employeurs. Sans doute les propriétaires « féodaux » (les Stroganov, les monastères, tel celui de Pyskorsk) utilisaient bien des paysans de leurs domaines, contraints de venir travailler dans les sauneries et ne pouvant les quitter sans autorisation (à la différence des ouvriers recrutés par contrat). Mais cette catégorie n'a jamais formé, même à la fin du xvii^e siècle, qu'une minorité. Le servage à l'usine, dans ces régions marginales où le peuplement était clairsemé, la main-d'œuvre rare, est une institution tardive qui s'est seulement développée au siècle suivant. Ainsi, dans le cadre d'institutions « féodales » sont apparus les premiers traits du capitalisme, dont certains d'ailleurs ont été partiellement oblitérés dans la suite — le servage industriel du xviii^e siècle pouvant être considéré comme un recul. Mais il faut remarquer que ces caractéristiques déjà modernes ne sont nullement générales, même dans les quelques industries nouvelles du xvii^e siècle. Les sauneries sont sans aucun doute une originale et remarquable exception.

* * *

On trouvera dans l'ouvrage d'Ustjugov, sur ce sujet particulier, réponse à la plupart des problèmes évoqués par le questionnaire. Mais l'esprit même de l'étude est très différent de celui qui anime les enquêteurs de Lille. C'est par rapport à l'homme qu'est décrite l'industrie de Solikamsk : la démographie régionale, les rapports entre propriétaires de salines et leur personnel, la place de l'ouvrier et des ouvriers au sein des entreprises, leur niveau de vie, leurs luttes pour un mieux-être forment l'essentiel du travail. Le questionnaire a sans doute des objectifs plus généraux, à l'échelle du monde, et se présente nécessairement comme une liste détaillée, analytique, où l'importance relative des questions posées ne peut apparaître. Il est toutefois caractéristique que les aspects sociaux n'y figurent qu'en queue de liste, sous une rubrique d'ailleurs incomplète¹ et que l'ensemble constitue moins un « test d'ordre économique et social »² qu'un plan d'étude — d'ailleurs excellent — portant avant tout sur le commerce du sel. Le projet d'enquête, en effet, s'inscrit dans le cadre d'un programme de recherches du Centre d'études historiques de la Faculté des Lettres de Lille, intitulé : « Aspects économiques et sociaux des faits de circulation. » Mais l'élément social y paraît nettement sacrifié. Souhaitons qu'il retrouve une digne place parmi les préoccupations des enquêteurs.

Roger PORTAL,
Professeur à la Sorbonne.

1. *Revue du Nord*, n° 150, p. 232.

2. *Ibid.*, p. 225.

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE ROMAINE

(1951-1955)

(Suite et fin¹)

VI. — LE MONDE ROMAIN

Rome. — A G. LUGLI nous devons un instrument de travail précieux, les *Fontes ad topographiam veteris urbis Romae pertinentes*, dont le tome II a paru en 1953².

Ce tome traite du Tibre, de son fle, de ses ponts. C'est précisément le sujet de l'ouvrage de J. LE GALL, paru la même année, le *Tibre fleuve de Rome dans l'antiquité*, auquel il faut joindre, du même auteur, les *Recherches sur le culte du Tibre*³. Après une étude géographique, l'auteur se demande dans quelle mesure la fortune de Rome s'explique par son site : c'est une ville « de premier pont », et dont la fortune fut d'abord liée à l'Étrurie. Selon l'auteur, on a exagéré l'importance des gués du Tibre à Rome. J'aurais souhaité que d'autres passages du Tibre fussent comparés, d'abord ceux du pays falisque (et on s'étonne que des relations intimes entre Rome et le pays du Soracte il ne soit rien dit), puis le Passo Corese, par où devait passer une route de trafic entre le pays de Veii et la Sabine, puis le site du Fidènes. Si ces problèmes des origines sont un peu sacrifiés, en revanche l'étude des « premiers aménagements » est très critique et intéressante. Le problème de la condition juridique du fleuve et de ses rives a été posé avec grand soin. Il est en relations avec celui de la tâche confiée aux *curatores alvei Tiberis et riparum*, auxquels l'auteur a consacré une excellente étude : le fleuve faisant partie du domaine public, les bornes posées par les curateurs limitent les propriétés privées. Il demeure donc, entre le fleuve et les particuliers, tout au moins la place d'un quai (*ripae*) et j'avoue que, sur ce point, des obscurités demeurent, bien que l'archéologie ait clairement découvert le quai de la Marmorata et celui de Pietra Papa.

1. Cf. *Rev. histor.*, t. CCXVIII, p. 310 ; t. CCXIX, p. 97.

2. Rome, 1953.

3. Deux volumes formant les deux premiers tomes d'une collection nouvelle, les « Publications de l'Institut d'art et d'archéologie de l'Université de Paris » : le premier, de 367 p., 34 pl., le deuxième de 124 p., 15 pl., in-4°. Paris, Presses Universitaires de France.

Les problèmes économiques sont examinés avec méthode, étude des navires, puis tableau général du commerce du port. Nous trouvons ici une sorte d'inventaire général de tous les articles qui composaient le commerce de Rome inséparable de celui d'Ostie, et il est permis de trouver, malgré l'utilité de ce travail, qu'il ne se lie pas au sujet d'un lien nécessaire. Si Rome doit une grande part de son importance à ses ports, on regrettera que le trafic de transit, dont l'importance dut être, surtout sous la république, considérable, disparaisse ici dans la masse du commerce d'empire. Naturellement Ostie et le Portus tiennent une grande place dans cette étude et il était impossible, en effet, de dissocier le système commercial du Bas-Tibre. La dernière partie traite des aménagements du Bas-Empire. Une des plus intéressantes observations de l'auteur concerne la présence de monuments funéraires sur les terrains privés en bordure du Tibre ; aucun archéologue ne l'avait notée avant lui ; les conséquences en sont graves pour la fixation du tracé du *pomoerium*, et l'auteur a ici rectifié les conclusions de ses devanciers. Le petit livre sur le *culte du Tibre* renferme deux développements principaux : d'abord une étude sur les bas-reliefs qui décorent le piédestal de la statue du Tibre, qui est au Louvre, puis un commentaire des objets trouvés dans le Tibre, qui attesteraient un culte du fleuve. Pourtant un certain nombre de ces ex-voto peuvent venir du temple d'Esculape. L'identification de Tiberinus et de Vulcain est abandonnée. Voici donc sur le Tibre un ensemble de recherches, poursuivies avec méthode et rigueur, auxquelles on aura souvent recours.

L. Homo, qui vient de disparaître, avait consacré à l'histoire de Rome des travaux également méritoires par les qualités scientifiques et pédagogiques. Son ouvrage sur *Rome impériale et l'urbanisme dans l'antiquité*¹ demeurera parmi ses meilleurs. Il étudie aussi bien les organes administratifs que l'évolution monumentale et la législation des bâtiments privés. On rencontre des développements minutieux sur des problèmes qu'on n'est pas habitué à tant creuser : l'exhaussement du sol de Rome, la zone des 1.000 pas au delà du *pomoerium* (p. 74), la méthode suivie par Auguste pour fixer les limites régionales (p. 80), un tableau du calibre des tuyaux du service des eaux (p. 209), une liste des travaux de chaque empereur, une critique des relations entre le *Curiosum* et la *Notitia*, une étude de la législation sur les bâtiments d'après le Digeste, bien d'autres encore. Nous avons ici la conclusion de recherches poursuivies au cours de toute une vie et le dépouillement de dossiers riches et bien classés. Pour le chiffre de la population, l'auteur admet celui d'un million à un million et demi. Or, en même temps, il pense que dans les documents de Bas-Empire, *insula* n'a pas le sens de « palazzo », mais celui d'appartement, et, par conséquent, il se prive du principal argument qu'utilisent les partisans du million. Je ne

1. Dans la collection « L'Évolution de l'humanité », XVIII bis. Paris, A. Michel, 1951, in-8°, 700 p.

vois pas, d'autre part, ce qui l'autorise à estimer à plus de 11.000 sous d'or le revenu de Rome en 350.

Vers 1922 il fut fait quelque bruit autour de découvertes qui auraient démontré que le berceau de Rome devait être cherché sur le Monte Mario. Justice est faite de ces billevesées par la publication exacte des découvertes, que nous offre Catia CAPRINO, *I ritrovamenti di Innocenzo dall'Osso sul colle di Sant'Agata di Monte Mario*¹. Il s'agit réellement d'un site occupé dès le VIII^e siècle, et plus tard par les Étrusques.

Des recherches préhistoriques faites sur le Palatin et au Forum, il a été question plus haut.

On sera très intéressé par les recherches de Érik WELIN, sur la topographie ancienne du Forum² — j'ai plaisir à constater que la *sacra via* est maintenant placée entre *regia* et Vesta, comme je l'ai proposé en 1907 —, de H. LYNGBY sur la topographie du Forum Boarium³.

Sur la structure de la Rome primitive, importantes sont les études de M^{me} L. ADAMS HOLLAND, à propos du Septimontium⁴, de A. VAN GERKAN, à propos de Subura⁵.

Il serait long d'énumérer tous les travaux concernant les monuments de Rome. G. LUGLI a étudié les constructions d'Auguste, et particulièrement l'énigme du temple d'Apollon, construit sur le Cermale⁶. Le bouleversement de la rue des Boutiques Obscures a mis au jour les ruines d'un temple qui pourrait être celui de Bellone⁷. Sur la topographie des palais impériaux et de la Maison Dorée, nous lisons des mémoires d'Axel BOETHIUS⁸, de C. C. VAN ESSEN⁹. Une curieuse étude de L. SCHNITZLER cherche dans l'art hittite les origines de la frise de la colonne Trajane¹⁰. Une étude d'Érika BRÖDNER fait mieux comprendre la structure des thermes de Caracalla, où l'on a confondu palestres et basiliques¹¹. Après la belle étude de L'ORANGE sur l'arc de Constantin, il restait place pour le travail de H. KÄHLER sur

1. Dans les *Notizie degli Scavi*, 1954, p. 195.

2. Studien zur Topographie des Forum Romanum, dans les *Acta instituti romani regni Sueciae*, série in-8°, VI, 1953.

3. Beiträge zur Topographie des Forum Boarium Gebietes in Rom, *Ibid.*, VII, 1954.

4. Septimontium or Saepimontium, dans les *Transactions of the Amer. Philol. Assoc.*, LXXXIV, 1953.

5. Zum Subura Problem, dans le *Rheinisches Museum*, XCVI, 1953, p. 20.

6. *Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions*, 1950, p. 276.

7. Intorno all' epigramma greco del Basso Impero concernente il santuario di Bellona e il circo Flaminio, dans la *Rivista di Filologia*, 1954, p. 383 (critiqué par L. ROBERT, *Revue des Études grecques*, 1955, n. 291).

8. The reception halls of the Roman Emperors, dans *Annual of the British School of Athens*, XLVI, 1951, p. 25.

9. Dans les *Mededelingen der Kon. Ak. v. Wetensch.*, XVII, 1954, n. 12.

10. Die Trajanssäule und die mesopotamischen Bildannalen, dans le *Jahrb. des deutschen archäol. Inst.*, LXVII, 1952, p. 43.

11. Untersuchungen an den Caracallathermen, publiés par l'Institut archéologique allemand, 1951.

la structure de cet arc¹. La restauration du Sénat au temps de Théodoric est étudiée par A. BARTOLI².

Nous ne pouvons passer sous silence les recherches concernant les premiers monuments des Apôtres. Il s'agit d'abord des fouilles de Saint-Sébastien, où le culte de Pierre et Paul peut être daté avec certitude du 29 juin 258 : R. MARICHAL a montré que le plus ancien graffiti de la fameuse *trichia* date précisément du 9 août 260³; le R. P. MOHLBERG⁴, en signalant que le 29 juin 258 coïncide avec la date de la déposition de Novatien, met en relation « l'invention » des reliques et la crise au sein de la papauté. Mais surtout il s'agit des fouilles de Saint-Pierre, sur lesquelles l'article de Paul LEMERLE, publié dans cette *Revue* même⁵, nous permet d'être brefs, puisque l'ouvrage de J. CARCOPINO sort des limites chronologiques du présent article. Nous citerons cependant J. WARD PERKINS⁶, qui a retrouvé les colonnettes qui décoraient le monument constantinien, — Hjalmar TORP⁷, qui date des environs de 250 le premier monument apostolique du Vatican (serait-ce donc une réplique du pape Corneille à l'« invention » des Novatien⁸?), — H. GRÉGOIRE⁹, commentant un graffiti découvert par Mme GUARDUCCI. Attendons patiemment le grand ouvrage annoncé par la savante épigraphiste, puisque vient d'être révélée, de manière inattendue, l'existence d'un très grand nombre de graffiti au voisinage immédiat de la construction dite constantinienne au Vatican.

De Rome nous ne pouvons séparer Ostie. Une publication monumentale, *Scavi di Ostia*, est en cours, dont deux tomes ont paru⁹, sur la topographie générale (ouvrage préparé par G. CALZA), sur les *mithraea*, par G. BECATTI. Hilding THYLANDER a donné une édition commentée des *Inscriptions du port d'Ostie*¹⁰. Il s'agit, en réalité, surtout des tombes du Portus, qui se rencontrent soit sur la route de Rome, soit sur celle d'Ostie; elles intéressent, en particulier, la condition juridique des tombes.

Nous nous écarterons peu de Rome en signalant ici les études consacrées

1. *Die Gebälke des Konstantinsbogens*, Heidelberg, in-4°, 1957.

2. *Lavori nella sede del senato romano al tempo di Teoderico*, dans le *Bullett. com. di archeol. rom.*, 1949/1950, p. 77.

3. *Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions*, 20 février 1953.

4. *Historisch-kritische Bemerkungen zum Ursprung der sog. Memoria Apostolorum*, dans un « Festschrift » consacré à célébrer A. Dold, 1952, que je n'ai pas vu.

5. *Revue historique*, LXXVI, 1952, p. 205.

6. *The Shrine of St Peter and its twelve Spiral Columns*, dans le *Journal of Roman Studies*, XLII, 1952, p. 21.

7. *The Vatican Excavations and the Cult of St Peter*, dans les *Acta archaeologica*, XXIV, 1953, p. 27.

8. Le problème de la tombe de saint Pierre, dans la *Nouvelle Clio*, 1953, p. 48.

9. I : *Topografia generale*, par G. CALZA, édité par G. BECATTI, GISMONTI, etc. (Rome, in-4°, 1953), — II : *I mitrei*, par G. BECATTI (ibid., 1954), — III : *Le necropoli* (en cours de publication).

10. Dans les *Acta instituti romani regni Sueciae*, IV, 1, 1952.

au temple de la Fortune Prénestine, où les bombardements ont dégagé les dispositions, jusqu'ici mal connues, du sanctuaire supérieur. F. FASOLO et G. GULLINI ont proposé de le dater de 150 av. J.-C.¹ Cette date trop haute n'est pas acceptée par G. LUGLI², qui pense que cette construction n'est pas antérieure à 82 et qui donne, à cette occasion, une chronologie des constructions prénestines.

Italie. — L'activité demeure grande à Pompéi. En trois volumes in-folio, S. AURIGEMMA a publié les fouilles d'une méthode si novatrice que V. SPINAZZOLA conduisit de 1910 à 1923 (Rome, 1953)³. M. DELLA CORTE a donné en 1951 le premier fascicule des *Inscriptiones Pompeianae parietariae et vasium fictilium* (CIL, IV, suppl. 1). L'ouvrage de K. SCHEFOLD, *Pompeianische Malerei, Sinn und Ideengeschichte* (Bâle, 1952), a été et admiré et critiqué en raison de son subjectivisme. On lira avec intérêt l'enquête d'A. MAIURI⁴ sur le carré magique Sator, dont plusieurs exemplaires se rencontrent sur les murs de Pompéi; ses conclusions ne sont pas favorables à la thèse de J. Carcopino, selon qui ces inscriptions sont postérieures à la catastrophe. Notons enfin que deux citoyens nouveaux ont été revendiqués pour Pompéi, le poète Lucrèce, par Guido DELLA VALLE⁵, le préfet du prétoire Cornelius Fuscus, par Jean COLIN⁶.

Une importance exceptionnelle doit être accordée aux tablettes découvertes à Herculaneum, dont la publication et le commentaire sont assurés par G. PUGLIESE CARRATELLI et V. ARANGIO-RUIZ. J'ai repris moi-même l'étude du dossier concernant Petronia Justa, en qui on n'avait pas reconnu une *alumna*⁷. Les textes nouveaux éclairent d'importants points de droit, la *datio tutoris*, l'arbitrage *ex compromisso*, la fixation des limites, même le *jus honorum*⁸.

Pour l'Italie du Nord, un ouvrage de très grande importance est dû à Atilio DEGRASSI, *Il confine nord-orientale dell'Italia romana, Ricerche*

1. *Il santuario della Fortuna Primigenia di Palestrina*, Rome, 1953.

2. *Il santuario della Fortuna Prenestina e la sua datazione*, dans les *Rendiconti dell'Accad. dei Lincei*, 1954, p. 51.

3. V. SPINAZZOLA, *Pompei alla luce degli scavi nuovi di via dell'Abbondanza (anni 1910-1923)*, publié par les soins de S. AURIGEMMA. Rome, Libreria dello Stato, 1953, 2 vol. in-fol. de 686 et 460 p., et un album.

4. Dans les *Rendic. dell'Accad. di archeol. di Napoli*, XXVII, 1952.

5. *Il nome gentilizio Lucrezio, il cognome Carus e la domus Cari in Pompei*, dans les *Atti dell'Accad. dei Lincei, Scienze Morali*, ser. VIII, vol. III, fasc. 7, 1951.

6. Le préfet du prétoire Cornelius Fuscus, un enfant de Pompéi, dans *Latomus*, XV, 1950, p. 57.

7. Observations sur le procès de Justa, dans les *Studi in onore di U. E. Paoli* (Florence, Le Monnier, 1955, in-8°), p. 563-567.

8. V. ARANGIO-RUIZ et G. PUGLIESE CARRATELLI, *Tabulae Herculenses*, IV, dans *Parola del Passato*, 1954, — V. ARANGIO-RUIZ, *Tabulae Herculenses*, V, *Ibid.*, 1955, p. 448; — DU MÊME AUTEUR, *Due nuove tavolette di Ercolano relative alla nomina di tutori muliebri*, dans les *Studi in onore di P. de Francisci*, 1954, p. 3.

*storico-topografiche*¹. Il s'agit de savoir quelle était exactement, du côté de l'Istrie, la frontière de l'Italie. A. Degrassi avait précédemment esquissé cette recherche dans un article de *Paideia* (III, 1948, p. 129). Chargé de publier dans les *Inscriptiones Italiae* les inscriptions de cette zone, il est naturel que le problème l'ait préoccupé. Il faut admirer comme il a rendu simple et clair ce qui semblait inextricable. L'Italie s'est d'abord arrêtée au Timave, la station douanière étant à Aquilée. A vrai dire, l'argument ne doit pas être trop serré, car dans l'empire les stations douanières sont souvent loin des frontières. Quelles furent les limites primitives de la colonie d'Aquilée ? Il est très intéressant de voir ici comment son territoire, d'abord étendu loin vers le nord, fut ensuite démembré. En 42 la Gaule Cisalpine cesse d'être une province, la colonie de Trieste est fondée peu après, la frontière de l'Italie est portée au Formione. Mais bientôt toute l'Istrie est annexée, Pola devient colonie ; et la frontière nouvelle s'arrête sur l'Arsa au pays des Liburnes ; les villes romanisées de Liburnie étaient elles-mêmes recensées en Italie. A Marc-Aurèle furent dues, vers 170, les annexions et du sud-ouest de la Pannonie (avec Emona) et du nord de la Dalmatie (avec Tarsatica) : cette thèse est entièrement nouvelle et présentée de manière très convaincante. L'ouvrage se termine par une étude du *vallum* des Alpes Juliae ; mais ici les documents sont presque uniquement archéologiques, il s'agit de dater les nombreux et confus ouvrages de défense de cette frontière, et les solutions proposées sont conjecturales. Consacré à des problèmes en apparence abstraits, l'ouvrage demeure pourtant d'une lecture attrayante et vivante. La science de l'auteur paraît bien avoir ruiné la thèse de Mommsen, qui arrêta l'Italie à Nauportus. L'observation des centuries agraires, encore aujourd'hui préservées, n'a pas été négligée. Cependant cette partie de l'étude est demeurée imparfaite, comme on s'en persuadera en lisant la récente étude de R. CHEVALLIER sur la centuriation de l'Istrie (dans le *Bullettino di Geodesia e scienze affini*, 1957). De moindre portée est l'ouvrage de F. CARRATO THOMES sur l'*ager* des Bagenni, petit peuple ligure de la haute vallée du Tanaro, dont la capitale s'appelle aujourd'hui Bene². L'étude est rendue délicate par le fait que l'épigraphie de la région comporte des inscriptions apparemment fausses. La partie la plus intéressante de ce petit livre concerne les voies de pénétration suivies par la conquête romaine, l'histoire des routes. Un soin particulier est accordé au problème des itinéraires suivis, en avril-mai 43 av. J.-C., par Decimus Brutus et Antoine. Les relations entre le haut Tanaro et la mer seraient passées surtout par Albingaunum (Albenga) ; il n'est pas sûr pourtant, malgré les arguments de l'auteur, qu'Antoine, en 43, soit passé par Albenga.

1. Dans les *Dissertationes Bernenses*, ser. I, fasc. 6. Berne, A. Francke, 1954, in-8°, 189 p., 7 pl., 1 carte.

2. *Contributi sulla romanità nell' agro meridionale dei Bagenni*. Turin, Società editrice internaz., 1953, in-8°, 87 p.

Pour l'Italie centrale, on suivra avec intérêt les fouilles des savants belges à Albe du Fucin¹. La publication des découvertes faites de 1951 à 1953 est riche d'enseignements variés : la fondation de la colonie date de 303, mais la *sistemazione* eut lieu, sur un plan très ample, au temps de Sylla ; l'enceinte polygonale a été en partie dégagée ; les puits alignés devant la basilique auraient, comme ceux du Forum, une signification rituelle qui nous échappe. Non seulement cette fouille méthodique est utile par elle-même, mais encore elle apporte des points de repère précieux, par l'abondance des documents datés. Dommage seulement que l'histoire primitive du pays des Marses n'en ait pas bénéficié, mais est-il tellement sûr que le mur polygonal ne soit pas antérieur à l'extrême fin du iv^e siècle ?

En Sicile, l'attention a été retenue par les découvertes surprenantes de G. V. GENTILI à Piazza Armerina² ; il a mis au jour, depuis 1950, une merveilleuse villa de plan baroque, décorée de mosaïques intactes et de statues : elle a été attribuée à Maximien Hercule par L'Orange, mais cette conjecture paraît fragile, et le problème de la date exacte n'est pas tranché. C'est en tout cas un document capital sur la vie seigneuriale du Bas-Empire.

Gaulle. — Plaçons en tête des instruments bibliographiques, le *Supplément à la bibliographie générale des travaux paléothnologiques et archéologiques* de R. MONTANDON (Paris, 1952), et les *Répertoires archéologiques* que Maurice TOUSSAINT avait entrepris de rédiger pour la période gallo-romaine et l'époque franque, classés par départements³.

Puis voici un manuel, l'ouvrage d'Olwen BROGAN, *Roman Gaul*⁴, qui s'intitule modestement « une introduction pour les étudiants et les touristes ». L'information de l'auteur paraît très inégale. Vient d'abord un clair tableau de la conquête et de l'histoire sous le Haut-Empire ; de temps en temps l'étude s'enrichit d'enquêtes plus poussées, sur les ponts de fascines de Nointel, d'après G. Matherat, sur les tuiles légionnaires de Mirebeau-sur-Bèze ; mais on rencontre aussi des affirmations surprenantes, telles que celle-ci : « l'économe Tibère fit ajouter sur l'arc d'Orange une inscription commémorant la défaite de Sacrovir » (p. 44). La description des villes qui vient ensuite est assez sèche et peu ordonnée, et il en est de même pour l'étude des *villae*, encore que l'auteur connaisse le temple de Sanxay ou le moulin de Barbegal. Pour l'art et la religion, l'ouvrage n'est qu'une compilation de seconde main et souvent n'est pas au courant.

Nous ne pouvons nous arrêter à l'étude des origines gauloises. Encore

1. *Les fouilles d'Alba Fucens de 1951 à 1953*, par F. DE VISSCHER, F. DE RUYT, S. J. DE LAET, J. MERTENS. Bruxelles, 1955, in-8°, 190 p., 37 pl., 1 carte (extrait de *L'Antiquité classique*, t. XXIII (1954) et t. XXIV (1955)).

2. *La villa romana di Piazza Armerina*, dans les *Itinerari d'Italia*, 1^{re} éd., 1951.

3. *Seine-et-Oise* (1951), *Seine*, moins Paris (1953), *Seine-et-Marne* (1953), *Aube* (1954). Ces ouvrages in-8°, publiés à Paris chez A. et J. Picard ont respectivement 142, 53, 145 et 211 pages.

4. Londres, G. Bell, 1953, in-8°, 250 p., 52 fig.

tenons-nous à signaler l'ouvrage de G. BAILLOUD et P. MIEG DE BOOFZHEIM sur les civilisations néolithiques de la Gaule dans leur contexte européen (Paris, 1955), — le solide livre de M^{lle} G. FABRE sur la civilisation protohistorique de l'Aquitaine (Paris, 1952), — l'article de W. KIMMING, *Où en est l'étude de la civilisation des champs d'urnes en France* (dans la *Revue archéologique de l'Est*, III, 1952), la reconstitution très personnelle que BOSCH GIMPÈRA propose des mouvements celtiques (*Études celtiques*, V, 1950-1951). Un bulletin de numismatique celtique a été confié en 1954 par la revue *Ogam* à J.-B. COLBERT DE BEAULIEU, de qui nous aurons à citer mainte recherche, et d'abord *La ratio de l'or et de l'argent en Gaule indépendante* (dans *Ogam*, VII, 1955, p. 185).

Le tombeau de Vix appartient encore à la protohistoire, mais à son étude sont liés des problèmes qui intéressent l'histoire générale. Il a été découvert au pied du Mont Lassois (un peu au nord de Châtillon-sur-Seine), sur lequel existait un établissement indigène où l'on a rencontré des céramiques de la fin de l'époque hallstattienne et des tessons attiques du milieu du VI^e siècle. La tombe était creusée au pied de la colline, le tumulus qui la recouvrait était nivelé, mais la fosse intacte a été fouillée par J. JOFFROY avec une méthode irréprochable. On lui doit la publication magistrale dans les *Monuments Piot*¹. Il s'agit d'une tombe de femme; elle portait au front un torques d'or comme un diadème; près d'elle un gigantesque cratère de bronze surmonté d'une passoire et datable de 520 environ; contre les parois de la fosse, les éléments d'un char; plusieurs vases grecs étaient contemporains du cratère. M. Joffroy s'est demandé si Vix n'avait pas été à cette date un marché de l'étain. Il incline pourtant à penser que les objets ont suivi une route du commerce étrusque qui venait de l'Italie du Nord et atteignait d'une part le Jura, d'autre part le Haut-Danube. L'opinion que le cratère avait pu être dérobé par les Celtes dans un temple méditerranéen n'est plus défendue que par E. CAVAIGNAC². La théorie d'une origine étrusque du cratère vers laquelle inclinait aussi R. BLOCH³ a été vigoureusement combattue par C. PICARD⁴, pour qui il n'y a rien à Vix que d'hellénique. Le problème est inséparable de celui de la route que le cratère a suivie. On s'était accoutumé à nier le rayonnement de Marseille à travers la Gaule, à représenter cette ville comme bloquée par les indigènes hostiles. Une réaction avait été esquissée par R. BUSQUET⁵, et la découverte de

1. La tombe de Vix, les fouilles et les découvertes, dans les *Monuments Piot*, XLVIII, 1954, 68 p., 32 pl.

2. A propos du cratère de Vix, dans le *Bulletin de l'Association G. Budé*, juin 1955.

3. R. BLOCH et R. JOFFROY, L'alphabet du cratère de Vix, dans la *Revue de Philologie*, XXVII, 1953, p. 1.

4. Le grand cratère de Vix produit de l'Italie méridionale ou vase étrusque? dans la *Revue archéologique*, XLVIII, 1954, p. 71. — Le diadème d'or de Vix, *Ibid.*, XLIX, 1955, p. 1.

5. Marseille a-t-elle ou n'a-t-elle pas civilisé la Gaule? dans la *Revue historique*, CCXI, 1954, p. 1.

Vix l'a naturellement renforcée. Il semble que la réponse ne peut être donnée que par l'archéologie; d'où l'importance des études de J. J. HATT¹ et de F. BENOIT² sur le commerce grec dans le domaine celtique, mais leurs conclusions demeurent hésitantes. Plusieurs stations indigènes de la vallée du Rhône (le Pègue, près de Nyons, le Malpas, près de Valence) ont récemment révélé des importations grecques de la fin du VI^e siècle, et leur étude est en cours. Le même problème est étudié par J. Carcopino, du point de vue de la tradition littéraire, dans un ouvrage qui ne rentre pas, en raison de sa date récente, dans notre cadre.

Un art indigène ne naît dans la vallée du Rhône, sous des influences étrusques et grecques, qu'à partir du IV^e siècle. On l'étudiera dans l'ouvrage de F. BENOIT, *L'art primitif méditerranéen de la vallée du Rhône*³, dont une nouvelle édition a paru en 1955, qui a réuni et commenté des monuments surprenants; l'auteur observe à juste titre qu'ils offrent le même caractère hybride que la dame d'Elche ou le guerrier de Capestrano. Leur répartition s'explique par les routes, et particulièrement la *voie d'Héraclès*, qui unit l'Espagne à l'Italie et dont F. Benoit donne la carte. Le culte du crâne n'apparaît pas sur les cippes les plus anciens, à Mouriès, qui seraient antérieurs aux Celtes. Ce culte triomphe dans le « sanctuaire aux esprits » d'Entremont, étudié par F. BENOIT⁴.

A l'étude des « civilisations préromaines de la Gaule méridionale » est consacré aussi l'ouvrage de Jean JANNORAY sur *Ensérune*⁵. Il s'agit d'un oppidum proche de Béziers, dont l'étude a été réalisée selon les méthodes « stratigraphiques » les plus rigoureuses. Les nomades des champs d'urnes ont traversé le pays. Le progrès naît vers 550 du contact avec le monde hellénique (rappellerons-nous que Gjerstad date de 575 la fondation véritable de Rome?). Les influences helléniques s'effacent au V^e siècle, et ce hiatus s'observe dans toute la Méditerranée occidentale. Elles s'affirment de nouveau au début du IV^e siècle; l'enceinte d'Ensérune date de 380, c'est-à-dire qu'elle est contemporaine de l'enceinte servienne de Rome. Naturellement l'auteur s'est posé le problème de l'influence exercée par Marseille, et il la considère, du moins à l'ouest du Rhône, comme tardive et superficielle. Il faut le ranger parmi ceux qui tendent à minimiser le rayonnement de Marseille. Au IV^e siècle, Ensérune reçoit de nombreux vases attiques, en même temps

1. Notices sur le commerce grec dans le domaine celtique, dans la *Revue archéologique de l'Est*, VI, 1955, p. 146.

2. Relations de Marseille grecque avec le monde occidental, dans la *Revue des Études ligures*, XXII, 1956, p. 5.

3. Publication des Annales de la Faculté des Lettres, Aix-en-Provence, nouvelle série n° 9, 1955, in-4°, 66 p., 64 pl.

4. Dans les *Cahiers de préhistoire et d'archéologie*, publiés par les Sections françaises de l'Institut international d'études ligures, IV, 1955, p. 38-69.

5. *Ensérune, contribution à l'étude des civilisations préromaines de la Gaule méridionale*, dans la Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et Rome, fasc. 181. Paris, De Boccard, 1955, 1 vol. in-4° de 490 p. et 1 album de 71 pl.

que les monnaies massaliotes deviennent abondantes ; depuis 325 la poterie campanienne l'emporte sur la poterie attique. La fin du livre est consacrée aux migrations celtiques. L'auteur ne veut pas que les Ibères aient occupé le pays : comment explique-t-il qu'on y parle un dialecte ibérique ? Vers 230 arrivent les Volques, peuple celtique que M. Jannoray nous représente comme philhellène, ce qui peut surprendre. Le passage des Cimbres se reconnaît à leurs destructions. L'oppidum sera évacué au début de l'ère chrétienne. Cette résurrection d'une petite bourgade sans gloire est un chef-d'œuvre de méthode scientifique ; toute l'histoire de la civilisation de la Méditerranée occidentale s'y reflète comme dans un microcosme.

Différents épisodes de la conquête de la Gaule ont été illustrés, la guerre des Vénètes par P. MERLAT et COLBERT DE BEAULIEU¹, le siège d'Uxellodunum par le colonel MOUSSET et J. DESPRATS² (qui se prononcent pour Luzzech l'Imparnal). Sur le portrait de Vercingétorix, on consultera COLBERT DE BEAULIEU³.

Narbonnaise. — Nous assistons à la naissance de l'archéologie sous-marine. La côte de Provence surtout fut un tombeau de navires. On commence à en analyser les chargements, qui renseignent sur l'histoire du commerce. On n'a pas encore pu étudier les coques. Un aimable ouvrage de Philippe DIOLÉ, *Promenades d'archéologie sous-marine*⁴, fait bien revivre plusieurs épisodes de ces découvertes ; il est dédié à A. Merlin, qui explora l'épave de Mahdia. L'auteur a lui-même plongé, il a utilisé la photo aérienne, les observations qu'il a rapportées sur les ports de Cherchel font regretter qu'il n'ait pu poursuivre son étude plus longtemps. Il a bien illustré l'intérêt des découvertes de Fos-sur-Mer et Saint-Tropez, par exemple. Mais il serait bien dangereux que ces recherches fussent considérées aussi comme un amusement sportif. L'étude scientifique est en cours et naturellement hésite encore : en 1952, F. BENOIT proposait de dater de 200 environ le bateau de Sestius, qui échoua près de Marseille⁵, et que des pièces nouvelles de comparaison rabaissent au temps de Sylla. C'est du même temps que F. BRAEMER date l'épave d'Anthéor⁶. Les ancres et les pièces d'outillage sont étudiées par F. BENOIT⁷.

1. P. MERLAT, César et les Vénètes, dans les *Annales de Bretagne*, 1954, p. 154 ; COLBERT DE BEAULIEU, Contribution de la numismatique à l'étude de la catastrophe des Vénètes, *Ibid.*, p. 184.

2. L'emplacement d'Uxellodunum, contribution à la solution du problème. Cahors, in-8°, 1951.

3. La statue de Vercingétorix à la tête casquée, dans la *Revue belge de numismatique*, C, 1954, p. 57.

4. Paris, 1952, in-8°, 268 p.

5. La naissance de l'archéologie sous-marine, dans *Rhodania*, 1954-1955, p. 33, — Bouchons d'amphores, dans le *Bulletin de la Société des Antiquaires de France*, 1952-1953, p. 153.

6. Contribution à l'étude du commerce antique..., dans le *Bulletin du Centre d'études sous-marines*, 1954, p. 13.

7. Dans la *Revue des Études ligures*, XXI, 1955, p. 117.

P. WUILLEUMIER et A. AUDIN ont étudié de curieux et parfois scandaleux documents, *Les médaillons d'applique gallo-romains de la vallée du Rhône*¹. La fabrication paraît commencer sous Commode et durer un siècle, elle est localisée à Vienne et Lyon, mais cinquante-sept exemplaires se sont rencontrés à Orange. Ils décoraient des vases qu'on offrait peut-être comme cadeaux. Souvent ils se réfèrent aux spectacles et particulièrement aux gladiateurs. Ils représentent aussi des dieux (la prétendue Cérés des n. 143, 178 n'est-elle pas une Isis?). Sur les n. 198 et 199, de part et d'autre d'une tête impériale, il me semble reconnaître les tessères qui servaient à l'occasion des distributions. Ces œuvres populaires présentent pour notre connaissance de la vie quotidienne plus d'intérêt que les chefs-d'œuvre.

Il faut remercier Ernest WILL de nous avoir donné le catalogue commenté de *La sculpture romaine au Musée lapidaire de Vienne*², qui renferme des pièces admirables. Le dégagement du Forum se poursuit. Le prétendu escalier géant, entre le Forum et le théâtre, a été justement interprété par Ch. PICARD, d'accord avec moi, pour un théâtre de mystères³.

Dans le cryptoportique d'Arles (en réalité les galeries souterraines à usage d'*horrea* qui se trouvaient sous les portiques du Forum), on a retrouvé un beau buste du jeune Octave, qui serait un de ses plus anciens portraits, et l'image du *clipeus virtutis* que Rome offrit à Auguste en l'an 27 selon la tradition ; mais ici c'est la date de 26 qui nous est donnée. D'où un problème qu'étudie W. SESTON⁴.

On sait qu'un graffite de Glanum donne une date consulaire (96 ou 32 av. J.-C., selon la lecture, qui hésite) ; J. CARCOPINO y a dénoncé un faux dès sa découverte et affirme son jugement de nouveau⁵.

A l'occasion du V^e Congrès international d'archéologie chrétienne, des spécialistes éminents F. BENOIT, P.-A. FÉVRIER, J. FORMIGÉ, H. ROLLAND ont publié une introduction à l'étude des *Villes épiscopales de Provence, Aix, Arles, Fréjus, Marseille et Riez*⁶. Ce Congrès, en 1954, fut aussi pour F. Benoit l'occasion de réaliser la belle publication des *Sarcophages paléochrétiens d'Arles et de Marseille*⁷.

Appartiennent encore à la Narbonnaise les études de J. COUPRY sur Olbia⁸, oppidum indigène et colonie grecque du IV^e siècle, près d'Hyères, —

1. Dans les *Annales de l'Université de Lyon*, 3^e série, fasc. 22. Paris, Les Belles-Lettres, 1952, in-8°, 188 p.

2. Vienne, Syndicat d'initiative, 1952, in-8°, 82 p., 12 pl.

3. Le théâtre des mystères de Cybèle-Attis à Vienne, dans les *Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions*, 1955, p. 229.

4. Le *clipeus virtutis* d'Arles et la date de rédaction des *Res Gestae*, dans les *Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions*, 16 juillet 1954. — Cf. F. Benoit, dans la *Revue archéologique*, XXXIX, 1952, p. 31.

5. Dans les *Studies presented to David Moore Robinson*, II, 1953, p. 398.

6. Paris, Klincksieck, 1954, in-8°, 47 p., 13 fig.

7. Supplément à *Gallia*, V, 1954, in-4°, 88 p., 50 pl.

8. Dans *Gallia*, XII, 1954, p. 3.

d'A. GRENIER sur la topographie de Narbonne¹. Nous n'avons pas rencontré le nom de Vaison dont l'exploration se poursuit, mais un vivant ouvrage de Pierre PELLERIN, *Le chanoine Sautel exhume Vaison la romaine*², évoque la mémoire du savant si dévoué que nous venons de perdre. Quand il commença le dégagement, en 1907, il ne pouvait posséder encore la technique plus rigoureuse qu'il appliqua dans ses dernières fouilles.

Gaule Chevelue. — A P. WUILLEUMIER, qui dégagait le petit théâtre de Lyon³, on doit une mise au point, *Lyon métropole des Gaules*⁴, qui éclaire les problèmes historiques par une connaissance parfaite des monuments et des inscriptions. Avec A. AUDIN et J. GUEY il a publié de très importantes inscriptions découvertes en détruisant le pont de la Guillotière⁵; elles illustrent l'organisation qui unissait les citoyens romains résidant en Gaule et se faisant représenter à l'assemblée du Confluent. Ce sont aussi des problèmes lyonnais qu'étudie A. AUDIN, chronologie des tombes⁶, histoire du Forum⁷, causes de la destruction de la ville⁸.

L'ouvrage de M. ROBLIN, *Le terroir de Paris aux époques gallo-romaine et franque, peuplement et défrichement dans la civitas des Parisii*⁹, reconstitue pour la première fois l'histoire ancienne d'une partie de l'Ile-de-France. Voici dans quel ordre il classe les sources : toponymie, hagiographie, archéologie, textes. La toponymie est une science encore incertaine, et M. Roblin l'utilise avec prudence; on sera attentif aux conseils qu'il donne à ce sujet (p. 90). De l'histoire des cultes il ne semble pas qu'il ait tiré tout le profit qu'il escomptait. La première partie, intitulée « analyse régionale » étudie surtout les routes : du point de vue du système routier, le Paris de Philippe Auguste ne différait pas de celui de Julien (p. 145). Ces routes, sauf au voisinage immédiat de la ville, étaient de simples pistes. Il semble exceptionnel que les arpenteurs romains les aient utilisées comme limites. La deuxième partie, intitulée « synthèse locale », étudie les différentes régions du terroir. L'auteur insiste sur l'importance des marécages et des forêts, sur la lenteur du développement économique. La densité de la population était même plus grande, semble-t-il, au temps de la conquête que les ressources médiocres du pays ne le feraient attendre. C'est donc à une reconstitution du paysage antique qu'aboutit la minutieuse enquête de M. Roblin. L'aristocratie constitua vers la fin de l'empire des domaines de plus de

1. Dans les *Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions*, 1953, p. 303.

2. Paris, La Colombe, 1954, in-8°, 155 p.

3. Fouilles de Fourvière à Lyon. Supplément à *Gallia*, IV, 1951, in-4°, 84 p.

4. Dans la collection « Le monde romain ». Paris, Les Belles-Lettres, 1953, in-4°, 116 p., 12 pl.

5. Dans la *Revue des Études anciennes*, LVI, 1954, p. 297.

6. Dans la *Revue archéologique de l'Est*, 1952, p. 187.

7. Dans la *Revue géographique de Lyon*, 1955, p. 341.

8. Dans la *Revue archéologique de l'Est*, 1953, p. 61.

9. Paris, A. et J. Picard, 1951, in-8°, 385 p.

2.000 hectares, surtout sur la Basse-Bièvre, dans les vallées de la Marne et de l'Yerres. Les princes mérovingiens confisquèrent presque tout. Cet ouvrage constituera la base solide des études de détail que l'auteur souhaite, il définit les méthodes et les problèmes, il trace un tableau plein d'enseignements.

Nous n'avons pas reçu la mise au point de J. J. HATT, *Strasbourg au temps des Romains* (Paris, Strasbourg, 1953). Par ses études stratigraphiques, l'auteur a reconstitué les diverses périodes de l'évolution urbaine, ponctuées par des incendies en 70, 96, 235, 355.

Sur les villes de Rhénanie, on fera bien de consulter le *Mémorial d'un voyage d'études de la Société nationale des Antiquaires de France en Rhénanie, juillet 1951*¹. On y notera, en particulier, sur l'édifice de Trèves appelé basilique, les études de W. REUSCH et W. SESTON, d'accord pour y reconnaître une *aula palatina*, une salle du trône. M. René LOUIS commente, dans le même recueil, la mosaïque du Musée de Trèves qui figure l'œuf de Léda et semble avoir trait à des mystères.

Dans son étude sur les *Aspects de la domination romaine en Suisse*², Denis VAN BERCHEM insiste sur l'échec de la politique d'urbanisation; détruite par les Alamans en 260, Avenches ne se releva pas, tandis que les bourgs indigènes, Yverdon, Lausanne, Soleure gardèrent une vie prospère. Sur la dernière période de la domination romaine en Suisse, R. FELLMANN³ nous fait connaître les découvertes et les études faites depuis la troisième édition du livre classique de F. Stähelin (1948).

Les invasions. — L'archéologie et surtout la numismatique aident à préciser la chronologie des invasions. Ce n'est pas déjà un envahisseur que le chef alain dont la tombe a été retrouvée à La Bussière Étable près Châteauponsac (Haute-Vienne); E. SALIN, qui en a étudié le mobilier, la daterait peut-être du début de l'époque antonine⁴.

Pour reconnaître les routes d'invasion au temps de Postume, P. VAN GANSBEKE utilise les monnaies⁵. La circulation monétaire en Gaule au III^e siècle est étudiée par M^{lle} G. FABRE à propos de la trouvaille de Tuffieux⁶. M^{me} FAIDER-FEYTMANS a montré que le dépôt monétaire de Ghlin, qu'elle date de 313, prouve que les civils occupaient encore à cette date le Hainaut septentrional.

Importante est l'étude du cimetière où furent inhumés ces colons militaires d'origine barbare auxquels on donne parfois le nom de *lètes*: cimetière de Tournai, étudié par M^{me} FAIDER-FEYTMANS⁷, nécropole de Fur-

1. Paris, Palais du Louvre, 1953, gr. in-4°, 320 p.

2. Dans la *Revue suisse d'histoire*, V, 1955, p. 143.

3. Neue Forschungen zur Schweiz in spätröm. Zeit, dans *Historia*, IV, 1955, p. 209.

4. Le mobilier funéraire de la Bussière-Étable, dans les *Monuments Piot*, 1951, p. 89.

5. Dans la *Revue belge de numismatique*, XCVIII, 1952, p. 5.

6. Dans le *Bulletin du Comité des travaux historiques*, 1953, p. 281.

7. Dans *Latomus*, X, 1951, p. 29.

fooz, mal fouillée en 1877, bien publiée par J. A. E. NENQUIN en 1953¹.

Économie. — On attachera une importance exceptionnelle aux recherches de Roger DION sur la création des vignobles gallo-romains, et particulièrement en Bordelais², en Bourgogne, dans la vallée du Rhône.

Les nouvelles fouilles de La Graufesenque (Millau) par A. ALBENQUE, L. BALSAN, l'étude des graffiti par A. AYMARD³ ont renouvelé l'histoire de cette capitale de la céramique sigillée au I^{er} siècle. On doit à G. GAUDRON la publication de la deuxième partie des études de G. CHENET, qui concernent *La céramique sigillée d'Argonne des II^e et III^e siècles*⁴.

Les *inscriptions cadastrales d'Orange* sont importantes pour l'histoire de la politique colonisatrice de Rome. Elles sont aussi un document capital pour l'histoire économique, dans la mesure où elles nous permettent de comparer l'occupation du sol à l'époque romaine et aujourd'hui. J'en ai donné un commentaire provisoire en collaboration avec le chanoine SAUTEL⁵.

Religion. — Nous avons tout à l'heure visité le sanctuaire d'Entremont, où les héros passent doucement leurs doigts dans les chevelures des têtes coupées. Sur ce rite on consultera, outre les travaux de F. Benoit, le livre de P. LAMBRECHTS, *L'exaltation de la tête dans la pensée et dans l'art des Celtes*⁶. Il semble qu'il hésite entre deux conceptions : la tête est-elle celle d'une victime sacrifiée ou d'un ancêtre? A Glanum, H. Rolland a retrouvé, dans un sanctuaire, les alvéoles destinées aux têtes. J'ai naguère proposé de mettre en relations le rite des têtes coupées et la présence dans les amphithéâtres gaulois d'une espèce particulière de gladiateurs, les *trinqui*.

Entre F. BENOIT et P. LAMBRECHTS une autre discussion a surgi concernant l'interprétation des groupes qui figurent un cavalier foulant l'anguipède. S'agit-il d'un mort héroïsé ou d'un dieu?

D'autres études concernent différents dieux : Cernunnos, par PHYLLIS FRAY BOBER⁸, — Épona, par René MAGNEN⁹, à l'étude duquel E. THEVENOT a joint un inventaire des monuments, — le dieu au maillet, par A. GRENIER¹⁰, qui chercherait l'origine chez le Charun étrusque, — Smertrios, par

1. La nécropole de Furfooz, dans les *Dissertationes archaeol. Gandenses*, I. Bruges, 1953, in-8°, 109 p., 12 pl.

2. *La création du vignoble bordelais*. Angers, éditions de l'Ouest, 1952, in-8°, 77 p.

3. Nouveaux graffiti de la Graufesenque, dans la *Revue des Études anciennes*, 1953, p. 126.

4. Supplément VI de la revue *Gallia*, 1955.

5. Inscriptions cadastrales d'Orange, dans *Gallia*, XIII, 1955, p. 5.

6. Dans les *Dissertationes Archaeol. Gandenses*, II, 1954, in-8°, 124 p., 17 pl.

7. P. LAMBRECHTS, Divinités équestres celtiques ou défunts héroïsés? dans *Antiquité classique*, XX, 1951, p. 107. — F. BENOIT, L'héroïsation équestre, dans les *Annales de la Faculté des Lettres d'Aix*, 1954.

8. Cernunnos, Origin and Transformation of a Celtic Divinity, dans *Amer. Journal of Arch.*, LV, 1951, p. 13.

9. *Épona déesse gauloise des chevaux, protectrice des cavaliers*. Bordeaux, 1953.

10. Le dieu au maillet gaulois et Charun, dans les *Studi Etruschi*, XXIV, 1955, p. 129.

P.-M. DUVAL¹. Plus développé est le mémoire de E. THÉVENOT, *Sur les traces des Mars celtiques (entre Loire et mont Blanc)*². Sa méthode est nouvelle et louable : pour comprendre le culte, il le replace dans son paysage. Il a démontré que le Mars celtique n'a rien d'un dieu de la guerre, mais qu'il est tantôt un dieu céleste adoré sur les hauts lieux, comme le Mercure celtique, et tantôt un dieu guérisseur attaché aux sources.

La thèse de J.-J. HATT sur *La tombe gallo-romaine, recherches sur les inscriptions et les monuments funéraires gallo-romains des trois premiers siècles de notre ère*³, est attentive à étudier les progrès de la romanisation. L'histoire des rites funéraires, incinération, inhumation, n'est qu'esquissée; il importait de réunir des documents plus nombreux. Pour les dédicaces *sub ascia*, l'auteur n'accepte pas l'interprétation mystique de M^{lle} H. WUILLEUMIER, et pourtant il paraît disposé à chercher l'origine des rites dans les cultes orientaux, d'où il serait passé en Illyrie. L'ouvrage comporte des classements des écoles d'art funéraire.

Signalons enfin le mémoire d'un professeur de Budapest, F. KÖVES, sur *Les vates des Celtes*⁴. L'auteur donne un minutieux commentaire des textes de Strabon qui les nomme et dont il pense que la source peut être Posidonius. Puis il essaie de retrouver une tradition plus ancienne, qu'il rattache à Timée, et finalement il esquisse une évolution de l'institution des *vates* en relation avec celle des druides. L'auteur connaît bien la littérature récente, et ce n'est pas sa faute si un tel effort de reconstitution n'aboutit provisoirement qu'à des conjectures.

Nous terminerons ce chapitre avec l'ouvrage de P.-M. DUVAL, *La vie quotidienne en Gaule pendant la paix romaine, I^{er}-III^e siècles ap. J.-C.*⁵. Il a d'abord ce mérite de répondre exactement à son titre : l'auteur donne réellement un très érudit et vivant tableau de la vie quotidienne : les maisons avec leur mobilier, le costume, les métiers et leurs techniques, les professeurs et les médecins, le culte des morts. D'exactes dessins figurent les instruments et les outils. L'ouvrage repose naturellement davantage sur l'interprétation des monuments et des inscriptions que sur celle des textes, et il est naturel qu'il nous apporte un séduisant commentaire des images du Recueil d'Espérandieu. On y trouvera beaucoup à apprendre, sur toutes sortes de sujets, les montres solaires, l'apparition du chat, la dispersion des coquilles d'huitres, « la conscience et la qualité » du travail des ouvriers du bâtiment. Mais de ces innombrables détails naît un tableau qui donne une intense impression de vie. Peut-être aurais-je insisté plus qu'il n'a fait sur les survivances et l'originalité celtiques, car le régime de

1. Le dieu Smertrios et ses avatars gallo-romains, dans *Études celtiques*, VI, 1955, p. 219.

2. Dans les *Dissertationes Archaeol. Gandenses*, III, 1955, in-8°, 172 p., 6 pl.

3. Paris, 1951, in-8°.

4. Dans les *Acta ethnographica Academiae scientiarum Hungaricae*, IV, fasc. 1, 1955, in-8°, p. 173-275.

5. Paris, Hachette 1952 in-8°, 364 p.

Rome fut tout de même une oppression ; et sur le rite abominable des têtes coupées, il a jeté un voile pieux.

Bretagne. — On aurait tort de considérer le petit livre de I. A. RICHMOND *Roman Britain*¹, comme un simple manuel. L'auteur fonde son exposé plus encore sur l'archéologie que sur les textes et renouvelle bien des problèmes. Le premier chapitre traite de l'histoire militaire : les fouilles du port de Maiden Castle font revivre les épisodes d'une bataille du temps de Claude. La photo aérienne enseigne que le tracé des routes d'Agricola prouve son dessein d'envahir l'Irlande. L'histoire du *limes*, où M. Richmond a exécuté des fouilles importantes, est renouvelée. Il est fait mérite à Caracalla d'avoir conçu « une frontière nouveau modèle » : des lieux de rassemblement furent autorisés pour les tribus ; le protectorat se substituait à l'empire. La frontière prit encore un nouvel aspect sous Théodose, quand les forts devinrent de petites villes fortifiées, où les soldats vivaient avec femmes et enfants : « un centurion du vieil ordre eût blêmi à cette vue » (p. 63). Le deuxième chapitre distingue les différents types de villes, en insistant sur la lenteur et la précarité de leur établissement. Tout aussi vivante est l'étude archéologique des *villae*. Ce qu'on prenait autrefois pour des villages, ce sont des fermes. D'après la diminution de la capacité des silos, on calcule que Rome aurait pris aux rebelles jusqu'aux trois cinquièmes de leurs revenus. Dans le sud, les progrès du mouton détruisent la culture à partir de la fin du III^e siècle. Les derniers chapitres traitent de la vie économique (p. 156, étude précise des vicissitudes de l'exploitation de l'étain), de la religion.

Pour illustrer ce livre d'une intelligence si originale, on aura volontiers recours au *Guide* que M^{me} Jacquetta HAWKES² a rédigé à l'usage des voyageurs : « je n'écris pas pour le lecteur, mais pour le voyageur » (p. 235). L'auteur s'intéresse peut-être plus encore aux monuments préhistoriques qu'aux monuments romains ; elle donne, par exemple, une description de Stonehenge ; et elle étudie la survie des monuments dans la légende. On apprend beaucoup au cours de ce voyage scientifique et poétique. Pourtant certaines thèses soulèvent discussion. Est-il sûr que le *vallum* du *limes* d'Hadrien soit contemporain du mur ? Dans le livre de I. A. Richmond, nous avons appris qu'à Anglesey on a retrouvé un grand nombre d'objets attestant les relations que les druides entretenaient avec des tribus lointaines, et ici M^{me} Hawkes nous dit qu'il n'y a aucune trace des druides à Anglesey.

C'est l'histoire de la conquête de l'Angleterre par Rome qu'éclaire l'excel-

1. Dans la collection des « Penguin Books », *The Pelican History of England*, I. Harmondsworth, Middlesex, 1953, in-12, 240 p., 8 pl.

2. *A Guide to the Prehistoric and Roman Monuments in England and Wales*. Londres, Chatto and Winders, 1951, petit in-8°, 312 p.

lent livre d'Eric BIRLEY, *Roman Britain and the Roman Army*¹. L'ouvrage repose en grande partie sur une analyse des inscriptions. Tantôt il s'attache à des détails et tantôt il donne des vues d'ensemble. La nomination de Veranius comme légat de Bretagne en 57 prouve qu'à ce moment ont cessé les hésitations de Néron, qui avait songé à l'évacuation. L'auteur diminue l'importance d'Agricola, qui est tout juste l'auteur d'une grande victoire après 84. Une inscription de Cyrène révèle un *bellum Britannicum* que M. Birley date de Trajan ; j'aurais songé plutôt à Domitien, et pour cette raison même que l'empereur n'est pas nommé. Une très bonne étude des « problèmes des Brigantes » se conclut par cette thèse que le *vallum* du *limes* d'Hadrien fut construit après le mur et pour faire face aux Brigantes, thèse qui nous semble préférable à celle de M^{me} J. Hawkes. A propos des empereurs gaulois, qui gouvernèrent l'Angleterre, une utile liste est donnée de leurs consuls. Des problèmes plus vastes sont étudiés dans le chapitre sur « les officiers équestres de l'armée romaine », où l'auteur conclut : « Les officiers équestres étaient au sens technique des civils. » Cet ouvrage d'un épigraphiste éminent est un modèle d'élaboration des matériaux de l'histoire.

Voici maintenant des études régionales. Le livre de W. Thomson HILL, *Buried London, Mithras to the Middle Ages*², décevra. Pourquoi ne nomme-t-il pas l'ouvrage de Gordon HOME, *Roman London* (1925, réédité 1948)? C'est qu'il veut surtout insister sur les découvertes qui ont été la conséquence des bombardements. Celle d'un temple de Mithra à Walbrook passionna le peuple de Londres ; les murailles en auraient été transportées à quelque distance lors de la reconstruction. La partie la plus intéressante concerne le fort qui fut retrouvé à Cripplegate ; il daterait du lendemain de la révolte de Boudicca, et c'est sur lui que le mur de Londres prit appui après 140 (une monnaie de cette date était dans le mortier). Les traductions et commentaires d'inscriptions paraissent prouver que l'auteur est étranger à ces recherches.

Notre précédent Bulletin a omis O. G. CRAWFORD, *Topography of Roman Scotland North of the Antonine Wall*³. Mais ce titre ne doit pas faire illusion. Il s'agit uniquement d'un voyage sur la côte orientale d'Écosse, depuis Camelon à l'est du vallum d'Antonin jusqu'aux abords du Moray Firth. L'auteur a inventorié les ruines qu'il rencontrait et précisé le tracé d'une partie de la route. Il suppose qu'Inchtuthill aurait été la base d'Agricola et il situe la bataille des monts Grampians vers Raedykes, entre les monts et la mer.

D'une tout autre ampleur est l'ouvrage que V. E. NASH-WILLIAMS intitule *The Roman Frontier in Wales*⁴. Le pays de Galles était pris entre

1. Le sous-titre, *collected Papers*, indique qu'il s'agit d'études déjà publiées. Kendal, Titus Wilson, 1953, in-8°, 196 p.

2. Londres, Phoenix House, 1955, in-8°, 192 p., 40 pl., 14 cartes.

3. Cambridge University Press, 1949, in-4°, 162 p., 22 pl.

4. Cardiff, University of Wales Press, 1954, in-8°, 161 p., 42 pl.

deux commandements romains, celui de Deva (Chester), celui d'Isca (Caerleon), qui disposaient chacun de plus de 12.000 hommes. L'auteur donne une étude archéologique de l'histoire de ces camps ; il décrit aussi Caernarvon en face d'Anglesey, et le site et le plan des stations frontières. Une planche donne les plans d'autres camps du monde romain, pour que les tailles soient comparées. L'auteur multiplie les plans de forts, de *praetoria*, d'*horrea*. Ce sont d'excellents éléments préparés pour une synthèse archéologique. Pourtant on regrettera que les modes de construction soient trop souvent passés sous silence. Ils soulevaient pourtant d'importants problèmes : ainsi ces murs de Cardiff, d'un si bel appareil (pl. XXXVII-XXXVIII), qu'on s'étonne de voir dater du début du IV^e siècle. Mais enfin cette riche collection d'images constitue un beau Musée. L'appendice II sur les milliaires enseigne que le plus ancien, qui est isolé, date d'Hadrien, et le dernier de Constantin II. Voici donc une importante contribution à l'étude des frontières impériales.

« This is the story of a house. » Ainsi M. le lieutenant-colonel G. W. MEATES introduit son livre, *Lullingstone Roman villa*¹, qui nous donne le compte rendu d'une fouille poursuivie avec une méthode rigoureuse dans une ferme des North Downs. Résumons l'histoire qu'il a reconstituée : la villa appartient à un fermier indigène qui se romanise et construit vers 90 une maison de pierre ; elle est acquise vers 180 par un personnage romain officiel, et de ce temps datent des bustes de marbre ; elle est abandonnée vers 200. Puis elle est réoccupée vers 280, apparemment par un homme de la ville qui passait une partie de sa vie aux champs ; une salle de réception est décorée d'une belle mosaïque vers 330, une chapelle chrétienne est édifiée vers 350. Après 380 seule la chapelle demeure vivante, et tout périt dans un incendie vers 400. Ingénieuse étude que commente bien une phrase de l'auteur : « excavation is like a detective story. »

Le conservateur honoraire de la bibliothèque de l'Université de Cambridge, Mlle Joan LIVERSIDGE, apporte une intéressante contribution à l'histoire de la vie quotidienne par son ouvrage intitulé *Furniture in Roman Britain*². En parcourant la belle collection de planches, on se rend compte que les sources sont fournies surtout par les bas-reliefs des stèles funéraires. Les fragments archéologiques, pieds de meuble, sièges pliants, tables de pierre, sont assez rares. Une cassette décorée de plaques de bronze a fait l'objet d'une tentative de reconstruction. Les meubles de bois de tous les jours, les paillassons et les tapis ont disparu. Par bonheur, une qualité de pierre particulièrement résistante (Kimmeridge shale) a assuré la conservation des fragments de tables. Il faudra consulter l'ouvrage de Mlle Liversidge surtout pour l'étude des canapés, des fauteuils, des trépièdes pliants.

1. Londres, W. Heinemann, in-8°, 168 p.

2. Londres, Alec Tiranti, in-12, 75 p., 69 fig.

L'histoire économique s'intéressera à la note de Graham WEBSTER sur l'utilisation du charbon dans la Bretagne romaine¹, et à l'étude de Roger DION sur les itinéraires de la navigation antique dans la Manche².

Espagne. — A l'Espagne indépendante sont consacrés les ouvrages de L. PERICOT GARCIA, *L'Espagne avant la conquête romaine* (tr. fr. R. Lantier, Paris, Payot, 1952), et A. GARCIA Y BELLIDO, *La península ibérica en los comienzos de su Historia* (Madrid, 1953). On y joindra les recherches de P. BOSCH GIMPERA sur les mouvements des Celtes, citées plus haut. C'est le même savant qui étudie *Le problème de la céramique ibérique*³.

L'archéologie note surtout les progrès des fouilles d'Ampurias, dues à Martin ALMAGRO, auteur d'un *Guide des fouilles*⁴ et d'une collection de *Monographies*⁵, où ont été publiées en 1953 les Nécropoles.

Mais surtout l'épigraphie peut citer d'importantes recherches. Pour les inscriptions celtiques, qui bénéficient des travaux de Gómez-Moreno et de Tovar, on consultera le livre de Michel LEJEUNE, *Celtiberica*⁶. Pour la première fois y est publiée la tessère du Cabinet des Médailles en forme de deux mains jointes. L'ouvrage est destiné surtout aux philologues, mais il intéressera les historiens, surtout par l'étude consacrée aux tessères de patronat et d'hospitalité, où sont réunis les textes celtiques et romains. Le déchiffrement de la langue celte est une recherche dont l'ouvrage de M. Lejeune permet de mesurer l'exceptionnelle difficulté et les progrès, auxquels lui-même a tant contribué.

Pour l'épigraphie latine, il faut surtout citer l'ouvrage d'Alvaro D'Ons, *Epigrafía jurídica de la España romana*⁷. On y trouve édités et commentés les textes magnifiques qui sont un trésor propre à l'Espagne, et dont les plus illustres sont les bronzes d'Osuna, les lois de Salpensa et de Malaga. Mais l'auteur y joint les tables d'hospitalité et de patronat — il ne pouvait connaître encore le livre de M. Lejeune — les textes concernant les corporations, les fondations, pour terminer par le texte connu par le nom de « formule de Bétique », si souvent étudié par les juristes à propos de la mancipation fiduciaire. Juristes et historiens garderont désormais sous la main cet ouvrage qui donne toujours le texte le plus sûr et des commentaires

1. Dans *Antiquaries Journal*, XXXV, 1955, p. 199.

2. Itinéraires maritimes occidentaux dans l'antiquité, dans le *Bulletin de l'Association des géographes français*, 1954, page 128.

3. Dans les *Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions*, 1955, p. 395-401.

4. *Ampurias, guía de las excavaciones*, publié par l'Instituto de prehistoria mediterranea et l'Instituto Rodrigo Caro. Barcelone, 1951, in-8°, 276 p.

5. *Monografías Ampuritanas*, I. *Las fuentes escritas referentes a Ampurias* Barcelona, Consejo superior de investigaciones científicas, 1951, in-8°, 200 p., — II. *Las inscripciones*. Ibid., 1952, in-8°, 280 p., — III. *Las necrópolis*. Ibid., 1953, in-8°, 400 p.

6. Dans les *Actas Salmanticenses*, Filosofía y letras, VII, n. 4. Salamanca, 1955, in-8°, 144 p.

7. Dans les *Publicaciones del instituto nacional de estudios jurídicos*, serie V^a. Madrid, 1953, in-8°, 486 p. (Ministerio de justicia y consejo superior de investigaciones científicas).

très larges. On y rencontre des développements généraux sur l'organisation municipale et l'organisation provinciale. Le deuxième texte est un fragment d'Elche que l'auteur considère comme un doublet de la fameuse *tabula Hebana*, mais que U. Coli considèrerait comme une loi de l'an 23, en l'honneur de la mémoire de Drusus le Jeune. Pour sacrifier la thèse de Coli, il faut admettre une erreur du lapicide, et il est permis d'hésiter. Le sénatus-consulte sur les dépenses des jeux des gladiateurs a été publié sans que l'auteur ait eu connaissance de ma propre étude sur les *trinquî*, condamnée naguère par A. Meillet (dans une lettre privée), puis largement acceptée ; l'auteur l'étudie dans un appendice et estime qu'elle n'est pas « indiscutable ». A propos de la loi sur la colonie Julia Genetiva (Urso), il estime que Gradenwitz a eu raison d'y déceler des interpolations, mais en réduit le nombre. Il incorpore dans le texte de cette loi les fragments nouveaux (bronzes de El Rubio) qui y apportent d'intéressants compléments. Sur le décret de Paul Émile, qui est au Louvre, l'auteur note que la rédaction serait, d'après la gravure, postérieure d'un siècle. On trouvera le même profit à lire les commentaires sur les textes de Vipasca.

C'est aussi M. Alvaro d'Ors qui patronne une publication des inscriptions de Galice, dont F. VÁZQUEZ SACO et M. VÁSQUEZ SEIJAS nous donnent un tome consacré à la province de Lugo¹. L'ouvrage comprend deux parties, inscriptions conservées, inscriptions perdues, et vingt planches permettent de contrôler les lectures. On y trouvera beaucoup à glaner, pour l'histoire religieuse (les textes sur le *Lares viales*), pour l'histoire politique (aux n. 54 et 55, on trouve un *legatus Caesaris* de 3/2 av. J.-C., dans des textes qu'on avait placés à tort avant Auguste).

Nous terminerons cette partie avec la Bibliographie archéologique de Valence, que donnent D. FLETCHER VALLS et E. PIA BALLESTER². L'ouvrage est publié par un « service de recherches préhistoriques », mais en réalité il note les ouvrages jusqu'à l'époque chrétienne. Les premiers travaux cités remontent, semble-t-il, à 1870. Les auteurs se sont contentés de donner toutes leurs références dans un ordre alphabétique ; on trouve ainsi pêle-mêle les études générales et celles qui concernent en particulier les différents sites. Mais les pages ne sont imprimées que d'un côté : il est donc laissé aux lecteurs le soin de les découper et de les classer selon leurs points de vue.

Afrique. — En 1921 Ch.-André JULIEN osait publier une *Histoire de l'Afrique du Nord*, depuis les origines jusqu'à l'époque contemporaine, et son ouvrage rendit de grands services. Il a maintenant, pour la réédition, fait appel à plusieurs collaborateurs. L'histoire « des origines à la conquête

1. *Inscriptiones romanas de Galicia, II Provincia de Lugo*. Publiées par l'Instituto Padre Sarmiento de estudios gallegos. Santiago de Compostela, 1954, in-8°, 140 p., 20 pl.

2. *Repertorio de bibliografía arqueológica Valenciana I*. Valence, La comercial grafica, 1951, in-8°, 145 p.

arabe » a été confiée à Christian COURTOIS, et il était impossible de faire un meilleur choix¹. Il a d'ailleurs respecté dans une large mesure l'œuvre antérieure. Tout nouveau est le chapitre sur la préhistoire, qui constituera une introduction naturelle aux beaux travaux de Lionel Balout. L'auteur caractérise durement l'œuvre de Carthage, « une civilisation de mercantis ». Le dernier chapitre, sur *la survivance de Rome*, ne figurait pas dans la première édition, et fait preuve d'un esprit de justice. On louera sans réserve la remarquable bibliographie critique, qui contribue à faire de ce livre un instrument de travail sûr et utile.

A cette bibliographie on pourra trouver des compléments dans la *Bibliographie de l'histoire de l'Afrique du Nord des origines à la fin du Moyen Age*, où C. COURTOIS présente les ouvrages parus de 1946 à 1951². Elle est la suite de celle qu'il publiait naguère dans la *Revue historique*.

Nous ne nous écartons pas de la bibliographie en citant *Vingt-cinq ans d'histoire algérienne, recherches et publications (1931-1956)*, collection d'articles publiés dans la *Revue africaine* à l'occasion du centenaire de la Société historique algérienne (1956). La deuxième partie, *L'Antiquité*, est due à J. LASSUS³; non seulement il énumère les livres, mais surtout il commente les fouilles et précise les problèmes, et il rend captivant un exposé qui aurait pu paraître sévère. La *Revue africaine* publie d'ailleurs une chronique où elle indique les progrès que l'archéologie algérienne accomplit chaque année; pour l'antiquité classique, elle est due à Marcel LEGLAY.

La disparition du directeur des antiquités de l'Algérie, Louis Leschi, en 1954, est pour les études africaines et plus généralement pour les historiens de l'antiquité une perte grave. On la mesurera en lisant la brochure où J. DESPOIS rappelle ce que fut l'homme et donne la bibliographie de ses travaux⁴. Nous reviendrons plus tard sur la collection de ses mémoires qui vient de paraître. Il avait publié en 1952 un ouvrage sur l'*Algérie antique*⁵, qui est avant tout un album de photos admirables, présentées avec une science discrète et sûre.

C'est aussi pour une présentation de photos qu'un éditeur demanda à André BERTHIER, archiviste en chef du département de Constantine et conservateur du Musée Gustave Mercier, d'écrire un ouvrage sur l'*Algérie et son passé*⁶. Seulement l'ouvrage est d'un tel intérêt qu'on oublie en le lisant de regarder les images. Le premier chapitre, intitulé *La permanence berbère*, donne à l'exposé historique sa toile de fond. L'opposition entre

1. Ch.-André JULIEN, *Histoire de l'Afrique du Nord, des origines à la conquête arabe* (647 ap. J.-C.), 2^e éd. revue et mise à jour par C. COURTOIS. Paris. Payot, 1951, in-8°, 334 p.

2. Extrait de la *Revue africaine*, XCVI, 1952, p. 417-448.

3. Brochure de 39 pages, in-8°, publiée par le Gouvernement général de l'Algérie.

4. Louis Leschi. Alger, 1954, in-8°, 40 p., publ. du Gouvernement général de l'Algérie, Service des Antiquités.

5. Alger, 1952, in-4°, 196 p., nombreuses photos.

6. Paris, Picard, 1951, in-8°, 210 p., 82 gravures.

nomades et sédentaires est aussi un trait fondamental, que l'auteur souligne, comme Gautier et Jean Despois. Pour l'époque romaine, l'auteur insiste sur les vestiges qu'il connaît particulièrement bien, et il les rend visibles au lecteur. Cet exposé de plan assez libre est d'un grand charme. Les définitions sont excellentes : « Le donatisme se présente sous la forme d'une insurrection d'une durée séculaire qui engendra l'anarchie. » Comme dans le livre revu par C. Courtois, un très bon chapitre est consacré aux *survivances latines*. L'étude se poursuit jusqu'à l'occupation française, mais en réalité l'antiquité occupe plus des trois quarts du volume. Des ouvrages généraux sur l'Afrique antique, il en est peu qui attestent une intelligence si pénétrante de l'originalité africaine. Son secret est de nous tenir en contact constant avec les monuments et les textes et de les examiner d'un regard sans pré-vention.

André Berthier est le secrétaire général de cette *Société archéologique de Constantine*, dont les publications jouissent d'une légitime autorité. Fondée en 1852, la Société a célébré son centenaire et publié à cette occasion un recueil de travaux, qui présentent, en particulier, d'intéressants documents inédits¹.

Henri TERRASSE a donné de son *Histoire du Maroc* en deux volumes une édition abrégée où l'antiquité n'a plus droit qu'à cinquante pages². Comme André Berthier, l'auteur insiste sur « la continuité profonde » de la vie politique et sociale des Berbères.

Carthage punique. — Pour replacer la fondation de Carthage dans son cadre historique, on fera bien de consulter P. BOSCH-GIMPERA, *Problemas de la historia fenicia en el extremo occidente*³. Une audacieuse thèse d'Emil O. FORNER⁴ propose de rabaisser à 675-663 la fondation de Carthage; elle avait été déjà esquissée par A. Akerström et elle est discutée par E. FREZOUIS⁵.

Le livre de Mme Colette PICARD sur *Carthage*⁶ est un très utile exposé de la topographie de la ville, avec nombreux plans, photos et une riche bibliographie. Le problème grave des limites de la ville punique et du tracé des murs ne paraît point résolu. L'ouvrage traite aussi de la Carthage romaine. Il se présente comme un guide à l'intention des visiteurs, mais il sera commode aussi à ceux qui suivent de loin les progrès de l'exploration du site.

1. *Société archéologique de Constantine, Livre du Centenaire, 1852-1952*. Constantine, Attali, 1953, in-8°, 260 p.

2. Casablanca, Atlantis, 1952, in-8°, 238 p.

3. Dans *Zephyrus*, III, 1952, p. 15.

4. *Karthago wurde erst 675-663 v. Chr. gegründet*, dans *Festschrift Franz Dornseiff* (Leipzig, 1953), p. 85-93.

5. Une nouvelle hypothèse sur la fondation de Carthage, dans le *Bulletin de Correspondance hellénique*, LXXIX, 1955, p. 153-176.

6. Paris, Les Belles-Lettres, 1951, in-4°, 101 p.

A M^{me} Colette PICARD on doit aussi un *Catalogue du Musée Alaoui*¹; la partie parue renferme les documents puniques, et les commentaires de l'auteur sont sans doute la meilleure introduction que nous possédions à l'étude de l'architecture punique. D'un grand intérêt sont aussi des observations sur la signification religieuse des symboles : notons que, selon M^{me} Picard, c'est au v^e siècle que Tanit aurait été mise à la tête du panthéon et que ce fut comme une révolution religieuse.

Sur la topographie du port de Carthage, une interprétation nouvelle a été proposée par le colonel BARADEZ².

L'étude de la civilisation punique, à Carthage et sur toute la côte du Maghreb, doit beaucoup à P. Cintas ; un article de M. LEGLAY a bien expliqué la portée de son œuvre³. Son livre intitulé *Contribution à l'étude de l'expansion carthaginoise au Maroc*⁴ apporte une contribution très neuve à l'histoire des progrès de Carthage vers l'Occident. Déjà, dans une étude datée de 1949, mais qui ne nous est parvenue qu'en 1952, il avait fait connaître ses *Fouilles puniques à Tipasa*⁵. Ce petit mémoire exposait qu'on peut être à peu près sûr de retrouver, à intervalles de quarante kilomètres environ, le long de la côte du Maghreb, les points d'escale des Carthaginois. C'est ainsi que, sur les encouragements de Louis Leschi, il avait le premier découvert à Tipasa les traces de l'occupation punique. Au cap Cantin il a trouvé des tombes qui ressemblent plus à celles de Phénicie que de Carthage. A Mogador, l'établissement peut être daté, d'après la céramique, du vi^e siècle. Malgré la légende, Lixos paraît moins ancienne, et rien du vi^e siècle ne s'y est rencontré. L'auteur observe qu'au v^e siècle il y eut, à Carthage comme dans ses colonies, une interruption des influences grecques. Il parle à ce sujet du « vide du v^e siècle ». Le même vide ne s'observe-t-il pas à Rome et à Enserune ? La *Contribution* de P. Cintas apporte donc, pour l'histoire de l'expansion de Carthage, des données nouvelles, que l'avenir précisera. Notons encore que P. Cintas a découvert au cap Bon les ruines d'une cité punique anonyme, abandonnée apparemment dès 146 av. J.-C. ; leur étude renseigne sur l'architecture urbaine et la vie privée⁶.

Royaumes numides. — La civilisation carthaginoise persista dans les États numides. Près de Constantine, en 1950, on fit la découverte sensationnelle de 700 stèles entassées, qui provenaient d'un sanctuaire de type

1. *Catalogue du Musée Alaoui*, nouvelle série, I [1955].

2. Dans les *Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions*, juin 1955.

3. Nouveautés puniques, dans la *Revue africaine*, XCVI, 1952, p. 399.

4. Dans les *Publications de l'Institut des Hautes-Études marocaines*, LVI. Paris, Arts et métiers graphiques, 1954, in-4°, 150 p.

5. Publication du Gouvernement général de l'Algérie, Direction des Antiquités, extrait de la *Revue africaine*, XCII, 1949. Alger, in-8°, 60 p.

6. Une ville punique au cap Bon en Tunisie, dans les *Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions*, 1953, p. 256.

punique. L'une est datée de 163, une autre de 148, qui est l'année de la mort de Massinissa, une autre de la 21^e année de Micipsa. Mais P. Cintas pense avoir reconnu des stèles du III^e siècle, et les plus récentes datent du règne de Constantin. L'étude de ce sanctuaire dit d'El-Hofra a été réalisée par la collaboration d'André BERTHIER et de l'abbé René CHARLIER¹. La plus importante partie du livre est consacrée aux inscriptions puniques et néopuniques ; un des intérêts de la découverte est, pour les philologues, d'aider à dater les origines de l'alphabet néopunique. Un chapitre spécial traite des représentations figurées, qui sont comparées à celles des stèles de Carthage. Il serait souhaitable que d'autres sanctuaires d'Afrique du Nord soient l'objet d'une publication aussi belle et aussi savante.

Plusieurs textes d'El-Hofra font allusion au sacrifice du *molchomor*. Ce terme mystérieux désigne, selon J.-G. FÉVRIER, l'offrande sacrificielle des Puniqes².

Le Tombeau de la Chrétienne, entre la Mitidja et la mer, est apparemment un monument numide. Mais ni la signification ni la date n'en sont définitivement assurées. A Marcel CHRISTOFLE, architecte chargé de la restauration, on doit une publication luxueuse³, dont les archéologues retiendront les descriptions précises et les mensurations. On aurait souhaité une comparaison attentive avec le Medracen.

Nous voyons avec curiosité s'accroître le nombre des documents du temps de Micipsa : J.-G. FÉVRIER publie un milliaire de ce roi⁴ et aussi son inscription funèbre⁵.

Le *Corpus nummorum Numidiae Mauretaniaeque*, dû à Jean MAZARD⁶, est une œuvre que l'auteur avait préparée par ses publications des *Cahiers de Byrsa* et de la *Revue numismatique*. Nous ne possédions que la publication, bien vieillie, de Ludwig Müller, directeur du Cabinet de Copenhague, *Numismatique de l'ancienne Afrique*, 1860-1862, et le dessein de M. Mazard est de la reviser. L'identification des monnaies est difficile parce que la plupart sont anépigraphes, et qu'il faut être très prudent pour déterminer les portraits. Enfin on voit à El-Hofra que le passage du punique au néopunique a été graduel, si bien que l'écriture ne peut fournir un critère certain. Pour ces raisons, l'auteur reconnaît « la fragilité » de son entreprise, mais il faut lui savoir gré de nous montrer, tout au long de son ouvrage,

1. Le sanctuaire punique d'El-Hofra à Constantine. Publication du Gouvernement général de l'Algérie, Service des Antiquités. Paris, Arts et métiers graphiques, in-4°, 1955. Texte, 252 p. Un vol. de planches, 44 pl. et 3 plans.

2. Dans la *Revue d'histoire des religions*, CXLIII, 1953, p. 8, et la *Revue Asiatique*, 1955, p. 49-63.

3. Dans les *Publications du Gouvernement général de l'Algérie*. Paris, Arts et métiers graphiques, 1951, in-4°, 188 p.

4. Dans le *Bulletin archéol. du Comité des travaux historiques*, 1951, 116.

5. Dans la *Revue d'assyriologie*, 1951, p. 139.

6. Dans les *Publications du Gouvernement général de l'Algérie*, Paris, Arts et métiers graphiques, 1955, in-4°, 235 p. et 27 planches.

la distinction entre les attributions conjecturales et les attributions certaines. La première partie traite de la Numidie, en distinguant Massyles de l'est et Massyles de l'ouest, la deuxième de la Maurétanie (et ici Juba II et Ptolémée tiennent la plus large place), la troisième des monnaies autonomes des villes. Il est évident que ce travail considérable met à la disposition des historiens une quantité de matériaux qui permettront de renouveler la connaissance de la civilisation numide.

Période impériale. — Les ouvrages généraux ont été cités tout à l'heure. Beaucoup d'études de détail précisent des épisodes de l'occupation. André BERTHIER tente de confirmer par l'épigraphie sa thèse paradoxale, selon laquelle la première Cirta aurait été en réalité Sicca Veneria¹. A propos de la colonie de Rusguniae (au cap Matifou), P. SALAMA² illustre les caractères de la colonisation d'Auguste. R. SYME étudie la guerre des Musulames et tente de la localiser³. L. LESCHI découvre un camp de Titus à Lambèse⁴. J. BARADEZ⁵ découvre une inscription de Tipasa qui donne la date exacte de l'enceinte (147 ap. J.-C.) et précise l'histoire des troubles africains au temps d'Antonin. Pierre Salama groupe les *nouveaux témoignages de l'œuvre des Sévères dans la Maurétanie Césarienne*⁶, et, en particulier, après la répression de la révolte au temps des Antonins, la construction de forteresses sur un front présaharien long de 2.000 kilomètres. Mais bientôt éclatent les conflits avec les Bavares, que G. Camps essaie de localiser⁷, et les Baquates qu'E. FRÉJOULS étudie à propos d'un texte nouveau de Volubilis⁸.

Sur les villes romaines, la *Direction des Antiquités d'Algérie* a publié une série de fascicules, d'abord une très belle collection d'images intitulée *Villes d'or* (1951), puis *Timgad*, par Christian COURTOIS (1951), *Tiddis*, par André BERTHIER (1951), *Tipasa*, par Jean BARADEZ (1952), *Cherchel*, par S. GSELL, texte mis à jour par Marcel LEGLAY et M^{lle} COLOSIER (1952), *Tébessa*, par SERÉE DE ROCH (1952), *Djemila*, par L. LESCHI (3^e édition, 1953), *Hippone la Royale*, par Erwan MAREC (1954)⁹. A ces publications

1. Note sur l'épigraphie du Kef, dans le *Livre du Centenaire de la Société archéologique de Constantine* (1954), p. 176.

2. La colonie de Rusguniae d'après les inscriptions, dans la *Revue africaine*, XCIX, 1955, p. 5.

3. Tacfarinas, the Musulamii and Thubursicu, dans les *Studies in Roman Economic and Social History* offerts à Allen Johnson (1951), p. 113.

4. Un nouveau camp de Titus à Lambèse, dans *Libyca*, 1953, I, p. 189.

5. Les nouvelles fouilles de Tipasa et les opérations d'Antonin le Pieux en Maurétanie, dans *Libyca*, II, 1954, p. 89.

6. *Ibid.*, I, 1953, p. 231, et III, 1955, p. 329.

7. Les Bavares peuple de Maurétanie Césarienne, dans la *Revue africaine*, XCIX, 1955, p. 241.

8. Inscriptions nouvelles de Volubilis, dans les *Mélanges de l'École française de Rome*, 1953, p. 139.

9. Tous ces ouvrages ont été imprimés à Alger sur l'ordre du Gouverneur général par la Direction de l'Intérieur et des Beaux-Arts (Service des Antiquités).

on joindra *Mactar*, par G.-Ch. PICARD, dans le *Bulletin économique et social de la Tunisie* (1954). Ces publications, qui veulent surtout vulgariser les découvertes, donnent aux archéologues une collection souvent magnifique de documents et des mises au point dues aux spécialistes. R. ÉTIENNE a consacré une étude détaillée aux maisons de Volubilis qu'il a fouillées¹.

La difficulté commence quand on a affaire à des ruines qu'aucune inscription ne nomme ni de date. C'est le cas des agglomérations antiques que Jean MARION a étudiées dans le Dahra². Le trait le plus frappant est la prédominance des caractères orientaux. Mais l'auteur se demande s'il s'agit de survivances puniques ou d'influence de corps syriens. La première hypothèse paraîtrait peut-être plus vraisemblable. Il semble difficile d'attribuer aux soldats ces stèles qui sont si manifestement de tradition punique.

En Tripolitaine, les savants anglais ont recueilli le riche héritage des Italiens. Ils ont donné un recueil des inscriptions³, dont la plupart viennent de Leptis Magna. J. B. WARD PERKINS a étudié le commerce des marbres⁴. Avec R. G. GOODCHILD il s'est intéressé aux antiquités chrétiennes⁵. Le limes de Cyrénaïque a été étudié par R. G. GOODCHILD⁶. Un très curieux temple à mystères, à Sabratha, a été publié par G. PESCE⁷. Julien GUEY, à propos du Forum de Leptis Magna, a dégagé les traits originaux de l'art tripolitain, jalon entre l'art ptolémaïque et l'art romain⁸. H. PFLAUM et G.-Ch. PICARD ont étudié l'occupation romaine de Ghadamès⁹.

A Pierre SALAMA nous devons un livre sur *Les voies romaines de l'Afrique du Nord*¹⁰, qui est un instrument de travail de tous les jours. Il a rédigé une carte excellente au 1/500.000 et la commente. On apprend ainsi à reconnaître la grande activité des Flaviens autour de Theveste, l'assaut brutal des Sévères vers le désert, on est surpris de noter que, dans l'histoire du réseau routier, aucune crise ne s'observe au III^e siècle. L'auteur explique la technique de la construction, montre comment, pour des raisons militaires, les routes suivent les hauteurs et non les vallées. Impossible d'écrire l'histoire militaire ou l'histoire économique de l'Afrique ancienne sans le consul-

1. Dans les *Publications du Service des Antiquités du Maroc*, fasc. 10, 1951.

2. *Les agglomérations antiques des environs de Paul-Robert* (département d'Alger), publié par le Service des Antiquités d'Algérie, Missions archéologiques. Alger, 1951.

3. J. M. REYNOLDS et J. B. WARD PERKINS, *Inscriptions of Roman Tripolitania*, publié par The British School at Rome, in-4°, 280 p.

4. Tripolitania and the Marble Trade, dans *Journal of Roman Studies*, 1951, p. 89.

5. The Christian Antiquities of Tripolitania, dans *Archaeologia*, XCV, 1953, p. 1.

6. The Roman and Byzantine limes in Cyrenaica, dans *Journal of Roman Studies*, XLIII, 1953, p. 65.

7. Il tempio d'Iside in Sabratha, dans les *Monografie di archeologia libica*, IV. Rome, 1953.

8. Lepcitana Septimiana altera IV, dans la *Revue africaine*, 1952, p. 275.

9. Dans *Karthago*, II, 1951, p. 92.

10. Publication du Gouvernement général de l'Algérie. Alger, 1951, in-4°, 142 p., 12 pl., 2 cartes.

ter. Enfin l'auteur compare les tracés des voies de communications antiques et modernes, et il illustre par de belles planches divers aspects du réseau routier. Manque pourtant une étude détaillée des milliaires, que l'auteur réserverait pour un autre livre, et c'est dommage. On sera surpris aussi que le réseau routier ne soit pas étudié en relation avec la centuriation, du moins dans l'est. Mais l'auteur ne disposait pas encore de l'*Atlas des centuriations tunisiennes* (1956), qui sort d'ailleurs du cadre chronologique de notre propre étude. Nous signalerons pourtant un article de A. Caillemer et R. Chevallier¹, qui annonce ce grand ouvrage.

Sur la culture de l'olivier, que Carthage et Rome propagèrent, une intéressante étude est due à M^{me} Henriette CAMPS-FABRE². Elle explique d'abord comment cette culture sert à enraciner le nomade au sol. Elle réunit et classe par dates les témoignages historiques sur l'olivier d'Afrique. Puis elle donne une carte des pressoirs, particulièrement denses dans cette zone aujourd'hui très pauvre qui entoure Sbeitla, et aussi une carte de la région des *saltus* entre Testour et Dougga. Vient ensuite une étude technique de la fabrication, et, en particulier, de grandes huileries industrielles. Elle conclut par l'étude du commerce de l'huile, des *horrea* et des transports. Ainsi l'auteur a répondu méthodiquement à tous les problèmes que posait l'important sujet qu'elle avait choisi.

C'est aussi la technique du moulin à huile qu'étudiait déjà une brochure de Marcel CHRISTOFLE, à propos d'une découverte faite à Madaure. Ce travail de 1930 (mais qui nous parvient vingt ans après)³ ajoute d'utiles précisions au livre de M^{me} Camps-Fabre, qui l'a d'ailleurs utilisé.

G.-Ch. PICARD, dans son livre sur *Les Religions de l'Afrique antique*⁴, présente un grand nombre de documents, dont certains sont encore peu connus, et les commente avec grand soin. Il étudie d'abord les cultes berbères, d'où viennent sans doute cette multitude de petits dieux que connaît encore l'Afrique romaine. Il décrit le *tophet* de Carthage, sanctuaire où les archéologues ont pu distinguer plusieurs strates. Je ne suis pas sûr qu'il ait raison de considérer Tanit comme parente de l'Héra sud-italique, mais la thèse vaudra d'être examinée de près. Il retrouve à Carthage ce *hiatus* du v^e siècle, que nous avons noté tout à l'heure. Carthage serait coupée de l'Orient depuis Salamine. Un chapitre est consacré à « l'hellénisation de la religion punique », et l'auteur a souvent insisté, au cours de son livre, sur l'influence de Dionysos. Vient enfin l'*interpretatio romana*. C'est ici que sont étudiées les étranges stèles de la Ghorfa, qu'on retrouvera

1. Les centuriations de l'Africa Vetus, dans *Annales*, 1954, p. 433.

2. *L'olivier et l'huile dans l'Afrique romaine*, publié par le Service des Antiquités du Gouvernement général de l'Algérie, 1953, in-8°, 95 p., 2 cartes.

3. *Essai de restitution d'un moulin à huile de l'époque romaine à Madaure (Constantine)*. Alger, J. Carbonel, 1930, in-8°, 65 p.

4. Paris, Plon, collection « Civilisations d'hier et d'aujourd'hui », in-12, 266 p., 9 pl., 1 carte.

commodément dans le *Catalogue du Musée Alaoui*, de M^{me} G. Picard. L'ouvrage se termine par l'étude du mysticisme qui pénètre chez les élites, et dont l'Hercule de Massicault est un très beau témoignage. Ce petit livre met au courant des découvertes et, en même temps, ouvre l'esprit à d'amples perspectives. Sur le problème des *dii Mauri*, on pourra ajouter une intéressante étude de C. CAMPS¹.

Fin de la domination romaine. — L'ouvrage de B. H. WARMINGTON sur l'Afrique du Nord de Dioclétien aux Vandales² est remarquable par la connaissance exacte des sources et des travaux récents, et aussi par un constant souci de précision. Il est au courant, par exemple, de la découverte du nouveau fragment de l'*album* de Timgad, bien qu'il ait tort, je crois, de suivre aveuglément l'interprétation de L. Leschi ; il serait bien étonnant qu'il y eût à Timgad vingt-cinq employés du service du préfet de l'annone. Il discute la théorie de F. Lot selon qui le corps d'occupation de l'armée d'Afrique fut, au cours du iv^e siècle, privé de ses meilleures troupes, transférées en Europe ; et pourtant comment comprendre l'invasion Vandale si l'armée d'Afrique existait encore au début du v^e siècle ? Il établit des statistiques d'inscriptions pour calculer le nombre des travaux de restauration, le nombre des dédicaces aux empereurs par régions et par périodes. Selon lui, l'Afrique demeura prospère jusqu'à la mort de Gratien et dut beaucoup à la sagesse du grand Valentinien. Il a assez bien souligné l'opposition entre Berbères et Romains ; il a certes raison de penser que la défense du *fossatum* fut confiée à des indigènes soumis. Pourtant il n'a peut-être pas assez insisté sur la réaction des indigènes contre Rome, encore qu'il se soit attaché à préciser la diffusion du donatisme parmi les indigènes. L'impression que son livre laisse est celle d'une prospérité très grande jusque vers 380. Cette période serait marquée en même temps par les progrès de l'aristocratie terrienne. Mais il n'a pas dégagé avec le même bonheur les causes de la catastrophe.

L'ouvrage de W. H. C. FRENCH sur le donatisme³, montre mieux comment le schisme est inspiré par une hostilité profonde à l'égard de l'État romain, par un esprit radical et révolutionnaire.

Sur la fin de Rome en Afrique, c'est désormais surtout le livre de Christian COURTOIS, *L'Afrique et les Vandales*⁴, que l'on consultera. La pensée et le style y sont volontiers provocants ; on n'aime pas beaucoup qu'il soit question de « l'insolence » des ruines romaines ou que Julien l'Apostat soit traité de « héros parnassien ». Pour en finir tout de suite avec une critique que

1. L'inscription de Béja et le problème des *Dii Mauri*, dans la *Revue africaine*, XCVIII, 1954.

2. *The North African Provinces from Diocletian to the Vandal Conquest*. Cambridge Univ. Press, 1954, in-8°, p. 122.

3. *The Donatist Church, a Movement of Protest in Roman North Africa*. Oxford, 1952.

4. Paris, Arts et métiers graphiques, 1955, publié par le Gouvernement général de l'Algérie, in-4°, 455 p.

je considère comme grave, le livre me paraît inspiré d'un esprit intolérable d'apologie des Vandales. En vain les anciens eux-mêmes les définissent comme les plus lâches des barbares, si bien que la conquête de l'Afrique est comme la dernière étape de leur déroute. C. Courtois est indulgent pour leur avidité, qu'il qualifie de « spoliation rationnelle », « on peut si l'on veut, écrit-il, parler de persécution », mais lui n'en parlera jamais ; aussi bien les expulsions des clercs n'étaient-elles pas « tout à fait injustifiables », et il est tout disposé à les croire coupables, même sans preuve : « Il est permis de tenir pour à peu près certain... » On ne voit pas enfin comment concilier deux phrases de l'épilogue : « Il n'est pas vrai que les Vandales aient ruiné l'Afrique... La nature sauvage a pu reprendre ses droits. »

Pour présenter une apologie des Vandales, il faut d'abord détruire l'autorité de leur principal accusateur, Victor de Vita, auteur de l'*Historia persecutionis vandalicae*. C'est pourquoi Christian Courtois s'est employé dans un petit livre à donner une critique minutieuse de ce texte¹. Sa conclusion, il la veut impartiale : Victor a pris soin de s'informer : « Quand il nous est possible de vérifier son information, on est frappé de son exactitude. » Mais son livre est un plaidoyer pour obtenir l'intervention de l'empereur. Dans le récit des persécutions, il mêle la réalité et la fiction. Malheureusement le livre de Courtois lui-même présente lui aussi trop souvent le caractère d'un plaidoyer.

Ces réserves faites, le grand ouvrage de Courtois renferme des développements dont certains sont de premier ordre. Dans son tableau de l'Afrique antique, il insiste sur le fait que les Romains n'ont jamais conquis une partie du pays, et il insiste avec prédilection sur cette « Afrique authentique », l'« Afrique abandonnée ». Pour les effectifs de l'armée d'occupation, il serait d'accord avec F. Lot contre Warmington. Du plus haut intérêt sont les précisions données sur les mesures d'évacuation prescrites par Dioclétien ; de Tripolitaine ne survivent que les cités côtières, et le Hodna est abandonné. Très intéressant aussi ce qui nous est dit des progrès du chameau ; de la fin du III^e siècle date l'arrivée des grands nomades chameliers. Rome doit lutter tour à tour contre les nomades et contre les montagnards. Il analyse très bien les éléments qui composaient les circoncillons et il a raison de considérer le donatisme comme l'expression d'un refus à collaborer avec Rome. Puis il raconte l'invasion. Pas d'incendie attesté, dit-il, et pourtant c'est aux Vandales que G. Ch. Picard attribuait récemment l'incendie des thermes d'Antonin à Carthage. Il expose avec une extrême faveur la politique de Genséric, dont le secret serait de vouloir dominer en Méditerranée le commerce du blé. Mais il trouve plus encore à louer chez Huniric. « Tout compte fait c'est lui le grand homme ». On est conduit ainsi naturellement à célébrer « la paix Vandale », que C. Courtois oppose à la paix romaine ; les vrais coupables de vandalisme, ce sont les Maures.

1. *Victor de Vita et son œuvre, étude critique*, publié par le Gouvernement général de l'Algérie, in-8°, 112 p.

L'étude des royaumes indigènes qui se constituèrent alors en marge de l'État vandale est sans doute une des parties les plus neuves de l'ouvrage. Il termine en insistant sur la plus grave faute commise par Rome : n'avoir pas su assimiler les Berbères. Était-ce si facile ?

Incidemment C. Courtois s'est posé le problème de savoir si le punique survivait encore sous l'empire ; le prétendu punique est, selon lui, le berbère. Cette thèse a été discutée par Ch. SAUMAGNE¹.

Il nous reste un document datant de « la paix Vandale », c'est la collection de tablettes trouvées en 1928 à 100 kilomètres au sud de Tébessa, et dont E. Albertini avait promis la publication, après en avoir exactement défini la signification. L'édition a été assurée en 1952 par la collaboration de C. COURTOIS, L. LESCHI, Ch. PERRAT, Ch. SAUMAGNE². Ce sont presque uniquement des actes de vente de *culturae Mancianae*, et ce fut une grande surprise de constater la survivance à la fin du v^e siècle de l'application de la *lex Manciana*, qui remonte au moins au i^{er} siècle de notre ère. Ses origines sont discutées dans cet ouvrage par Ch. Saumagne. Il s'agit d'une possession héréditaire qui ne conférerait pas la propriété. Pour le droit et l'économie, ces textes sont de premier ordre. Les ventes de parcelles Manciennes se font toutes à l'ordre du même grand propriétaire, évidemment occupé à reconstituer son domaine. Je pense avoir montré qu'on trouve ici la première mention des polyptyques sur lesquels les grands propriétaires faisaient le compte des tenures et des redevances. Il reste beaucoup à apprendre de ces beaux textes où on a eu raison de noter, en particulier, comme il est singulier que les ventes soient faites simultanément au nom du mari et de la femme.

Pays danubiens. — Dans l'encyclopédie de Pauly-Wissowa l'article *Pannonia* manque. C'est que le manuscrit d'Alföldi a été détruit pendant la guerre et cette perte est grave. En 1955, Massimiliano PAVAN a publié un mémoire sur la province de Pannonie Supérieure³. Il insiste sur l'histoire militaire jusqu'à la fin du iii^e siècle. Sur la date de l'annexion d'Emona à l'Italie, il paraît se rallier à la thèse d'A. Degrassi que nous avons mentionnée précédemment. Le chapitre sur l'économie est d'un particulier intérêt. La Pannonie fut d'abord étroitement liée à l'Italie du Nord et sa base de ravitaillement était Aquilée. « Depuis le milieu du i^{er} siècle après J.-C., les relations commerciales avec l'Italie commencent à céder la place à celles avec la Gaule et le Rhin. » Puis viennent les relations avec l'Orient, sans que soit bien précisé par quels chemins. Une extrême attention est accordée au problème de la romanisation, qui s'est faite surtout par l'armée, d'abord par les vétérans italiens, qui ne s'éloignaient guère de

1. La survivance du punique en Afrique aux v^e et vi^e siècles après J.-C., dans *Karthago*, IV, 1953, p. 169-178.

2. *Tablettes Albertini, actes privés de l'époque Vandale*. Paris, Arts et métiers graphiques, 1952, publié par le Gouvernement général de l'Algérie, in-4°, 340 p., et un Album de 47 pl.

3. La provincia romana della Pannonia Superior, dans *les Atti della Accad. Naz. dei Lincei, Memorie*, ser. VIII, vol. VI, fasc. 5, 1955, p. 373-574.

leurs garnisons au 1^{er} siècle, puis par les soldats indigènes qui reçurent le droit de cité. « Quand Hadrien créa des municipes à côté des camps légionnaires le long du Danube, il ne fit que consacrer définitivement l'avènement de la maturité provinciale. » La défaite des Marcomans approfondit le fossé entre les indigènes de Pannonie et les Germains. Au III^e siècle, les produits qui arrivent de Rhénanie trahissent la décadence, et c'est l'influence de l'Orient qui s'exerce avec le plus de force. M. Pavan essaie de définir quel est l'idéal romain que défendirent si courageusement à cette date les Pannoniens.

Ce même problème de la romanisation peut être étudié de manière précise dans des stations comme Lauriacum ou Carnuntum, où vivent côte à côte la ville indigène et le camp. Malheureusement, à Lauriacum, le camp a disparu sous les maisons, et il faut se contenter des enseignements que ne peuvent manquer d'apporter les fouilles engagées sur un plan très vaste à l'emplacement de la ville¹.

Le nom de Carnuntum paraît très tôt dans l'histoire de la conquête. La légion XV Apollinaris s'y installe au plus tard en 19 après J.-C., à l'est de Petronell, où se créait la ville des civils. Les fouilles ont d'abord attaqué le camp. Elles se tournent maintenant vers la ville, qu'explore méthodiquement Erich SWOBODA. On en comprendra toute l'importance en lisant le livre qu'il a consacré à *Carnuntum, son histoire et ses antiquités*², et aussi en étudiant le *Museum Carnuntinum* de Deutsch Altenburg. Le *Carnuntum Jahrbuch* donne depuis 1955 le compte-rendu des découvertes annuelles³. Un élève de M. Swoboda, Eduard VORBECK, a publié les inscriptions militaires de Carnuntum⁴. L'introduction, qui précise par quels critères ces textes peuvent être datés, ne doit pas être négligée par les épigraphistes. Ainsi s'observent la persistance des coutumes indigènes, d'une part, et, de l'autre, la romanisation par l'action des soldats.

Sur le réseau routier de Haute-Autriche, on consultera l'étude de Herbert JANDAUREK⁵.

Grèce. — Un mémoire de U. KAHRSTEDT donne un tableau frappant de la vie économique en Grèce sous l'Empire⁶. Un peu partout les villes disparaissent devant les grandes exploitations. La Locride occidentale

1. *Forschungen in Lauriacum*, dirigés par W. A. JENNY et H. VELTERS. I. Linz, 1953, in-8°, 80 p., extrait des *Oberösterreichischen Heimatblätter*, avec de nombreux plans de fouilles.

2. *Carnuntum, seine Geschichte und Denkmäler*, dans les *Römische Forschungen in Niederösterreich*. Wien, 1953, in-8°, 260 p., 52 pl.

3. *Carnuntum Jahrbuch 1955* (publié en 1956), forme le 1^{er} supplément des *Römische Forschungen*.

4. *Militärischen Schriften aus Carnuntum*, tome II des *Römische Forschungen*. Wien, 1954, in-8°, 127 p., 32 pl.

5. *Oberösterreichische Altstrassen. Die Strassen der Römer*, dans *Schriftenreihe der oberösterreich. Landesbaudirektion*. Wels, 1951.

6. *Das wirtschaftliche Gesicht Griechenlands in der Kaiserzeit*, Kleinstadt, Villa und Domäne, dans les *Dissertationes Bernenses*, fasc. 7. Berne, 1954.

est un « cimetière de petites villes ». L'Arcadie est envahie par la forêt. Athènes tourne le dos à la mer. Mais il se crée des centres nouveaux, Gytheion ville de la pourpre, Patras, foyer d'industrie textile. L'exactitude de ce tableau est confirmée par une étude de O. V. KUDRIACEV sur Athènes au temps d'Hérode Atticus, qui insiste sur la concentration de la propriété foncière¹.

Cependant, à Athènes, la renaissance de l'industrie de la céramique après Hadrien est illustrée par une étude de K. KÜBLER, dont les matériaux sont fournis par l'étude d'un énorme amas de tessons découvert au Céramique et dont les fragments les plus récents datent d'Arcadius².

Asie Mineure. — Un texte inédit de Carie, publié par L. ROBERT³, fait connaître l'édit d'un empereur, sans doute Caracalla, en réponse à une plainte de la ville d'Euhippé, exemple nouveau des abus dont se rendaient coupables les soldats et les fonctionnaires qui s'écartaient des routes pour piller les paysans.

La liste des gouverneurs romains de Galatie, d'Auguste à Dioclétien, a été dressée par R. K. SHERK⁴. Ce travail utile n'est pas d'une lecture ingrate, comme le sont habituellement de tels recueils. C'est que l'auteur a étudié en même temps l'histoire de l'administration de la province, et aussi la carrière des légats connus. Il a rencontré chemin faisant des problèmes toujours débattus : à quelle date et à quel titre P. Sulpicius Quirinus (celui de l'Évangile de Luc) a-t-il combattu les Homanadenses de Galatie ? est-il sûr que Corbulon ait cumulé la légation de Galatie et celle de Cappadoce ? Naturellement certaines conclusions provisoires seront modifiées par les découvertes : Bruttius Praetens était-il gouverneur de Galatie ou de Cappadoce ? R. K. Sherk le range avec hésitation en Galatie, mais une inscription que vient de publier G. Ch. PICARD lui attribue sans conteste la seule Cappadoce⁵. Un appendice étudie à quel moment du *cursus honorum* se place, selon les époques, la légation de Galatie.

Sur la Cappadoce, on consultera O. B. KONDRIAVTSEV, qui traite de *La Cappadoce dans le système de la politique provinciale de Rome*⁶.

Syrie et cités caravanières. — En 1955 a paru un nouveau tome des *Inscriptions grecques et latines de la Syrie*⁷, œuvre des R. P. JALABERT (†) et

1. Hérode Atticus et la lutte de classes à Athènes, dans le *Vestnik drevnei istorii*, XXXVII, 1951, p. 55.

2. Zum Formwandel in der spätantiken attischen Tempelpplastik, dans *Jahrb. des deutschen archäol. Inst.*, LXVII, 1952, p. 99.

3. La ville d'Euhippé en Carie, dans les *Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions*, 1952, p. 589.

4. *The Legates of Galatia from Augustus to Diocletian*, dans *The Johns Hopkins University Studies in Historical and Political Science*, series LXIX, n. 2, 1951, in-8°, 116 p.

5. Un homme de confiance d'Hadrien, le consulaire Bruttius Praesens, dans la *Revue africaine*, XCIV, 1950, p. 25.

6. Dans le *Vestnik drevnei istorii*, 1955, p. 48.

7. Tome IV, Laodicée, Apamène, dans la *Bibliothèque archéologique et historique de l'Institut français de Beyrouth*, LXI, in-4°, 378 p.

MOUTERDE, qui doit beaucoup à la collaboration du R. P. MONDÉSERT. Il renferme les textes de Laodicée et d'Apamée. Une table, dressée par H. SEYRIG, donne la chronologie des inscriptions datées des tomes I-IV.

H. SEYRIG, dans ses études sur les *Antiquités Syriennes*, continue de préciser les ères des villes, et, en particulier, les *ères pompéiennes des villes de Phénicie*¹.

L'histoire des dernières années des Séleucides est l'objet d'une solide étude de Glanville DOWNEY².

Pour la Palestine, l'attention est naturellement retenue par les *Manuscripts de la Mer Morte*, sur l'interprétation desquels A. DUPONT-SOMMER présente des thèses de vaste portée³. Nous devons réserver ce sujet, dont la bibliographie est considérable, à l'histoire des origines chrétiennes. Pourtant les historiens ne peuvent se désintéresser de ces beaux textes : les Kittim du commentaire d'Habacuc, conquérants avides, sont-ils les Romains? R. GOOSSEN⁴ donne raison à A. Dupont-Sommer qui a soutenu cette identification. Qui est « Le chef des rois de Javan », dans l'écrit de Damas (apparenté aux documents de la Mer Morte)? Pompée lui-même, selon A. Dupont-Sommer⁵. Qui est « le prêtre impie »? L'opinion de A. Dupont-Sommer, qui penche pour Hyrcan II, est discutée⁶. Mais surtout est-il exact qu'on ait retrouvé au *Khîrbet Qumrân* le couvent d'une communauté d'Esséniens contemporaine du Christ⁷? Il semble bien que tous les indices convergent en faveur de cette thèse très grave.

D'autres documents découverts en 1951 dans des grottes au sud-ouest de Jérusalem⁸ ont révélé des documents originaux de *Siméon bar Kosibah* (telle serait l'orthographe authentique), le chef de l'insurrection de 135.

R. DUSSAUD a donné en 1955 une nouvelle édition de son important ouvrage sur *La pénétration des Arabes en Syrie avant l'Islam*⁹. Claire PRÉAUX a étudié dans les papyrus Michigan une source nouvelle sur l'annexion de l'Arabie par Trajan¹⁰.

Dans le Hauran, à l'est de la route de Damas à Bostra, se croisent les

1. *Antiquités Syriennes, Ères pompéiennes des villes de Phénicie*, dans *Syria*, XXXI, 1954, p. 73.

2. *The Occupation of Syria by the Romans*, dans *Transact. of the Amer. Philol. Assoc.*, LXXXII, 1951, p. 149.

3. *Nouveaux aperçus sur les manuscrits de la Mer Morte*, dans la collection « L'Orient ancien illustré ». Paris, Maisonneuve, 1953, in-8°, 220 p. Du même auteur, série d'articles sur *Les Esséniens* dans la revue *Evidences*, depuis janvier 1956.

4. Les Kittim du commentaire d'Habacuc, dans la *Nouvelle Clio*, IV, 1952, p. 137.

5. « Le chef des rois de Javan » dans l'écrit de Damas, dans *Semítica*, V, 1955, p. 41.

6. J. SCHREIDEN, Le règne d'Hyrcan II et les allusions historiques du commentaire d'Habacuc, dans la *Nouvelle Clio*, 1955-1957, p. 247.

7. R. P. DE VAUX, Fouille au Khîrbet Qumrân, dans la *Revue Biblique*, LX, 1953, p. 83.

8. Id., Les grottes de Murabba'at et leurs documents, *Ibid.*, p. 245.

9. Dans la *Bibliothèque archéologique et historique de l'Institut français d'archéologie de Beyrouth*, LXIX, 1955.

10. Une source nouvelle sur l'annexion de l'Arabie par Trajan, les papyrus Michigan 465 et 466, dans *Phoibos*, V, 1950-1951, p. 123 (= *Mélanges J. Hombert*).

influences syro-phéniciennes et les influences arabes nabatéennes. Il était donc intéressant d'étudier les religions de cette région de contacts, et c'est ce qu'a réalisé Dominique SOURDEL, dans un livre de grand intérêt¹. Le dieu suprême est Baalshamin, maître du ciel. Héraclès et Kronos déguisent un dieu local, interprété par les Phéniciens. Tyché est à comparer au génie tutélaire des Sémites, le Gad. Parmi les dieux arabes, il faut distinguer ceux des sédentaires et ceux des nomades. Il est étonnant de trouver un Zeus Ammon importé par la légion Cyrénaique, un Mercure importé par les commerçants d'Afrique. Importante est l'étude du calendrier des fêtes. L'action de Rome, en l'absence d'une colonisation, est assez faible, sauf sur certaines constructions. Ce syncrétisme, si bien décomposé par D. Sourdel, rappelle celui de la région de Doura, que Rostovtzev avait étudié selon une méthode très analogue.

Sur Palmyre, voici d'abord une description due à Jean STARCKY², qui fait grand usage des inscriptions. Un *Recueil des tessères de Palmyre* est dû à H. INGHOLT, H. SEYRIG, J. STARCKY, A. CAQUOT³; nous possédions déjà un recueil de Du Mesnil du Buisson, mais dont seules les planches avaient paru. D. VAN BERCHEM a montré que le mur de Palmyre, qui renferme des matériaux de remploi, ne date pas de Zénobie, mais qu'il est de peu postérieur à l'installation de la légion I des Illyriens en 272⁴. Sur les invasions des Palmyréniens en Égypte avant cette date, il faut retenir un mémoire de J. SCHWARTZ⁵.

Un ouvrage de J. SCHLUMBERGER étudie les chapelles et les fortins de la Palmyrène, qui avaient été entièrement négligés avant lui⁶. Il pense ainsi donner une contribution à l'intelligence de « ce phénomène extraordinaire que fut la ville de Palmyre », et il est exact, en effet, que son livre est riche d'observations importantes et neuves. Comme tout à l'heure le Hauran, Palmyre est au contact des influences araméennes et arabes. Par l'action de Rome, Palmyre demeure un îlot araméen, mais les Arabes progressent dans ses campagnes. Leur mise en valeur ne date que de l'époque romaine, et ceci confirme que « le phénomène de Palmyre » est étroitement lié à l'action de Rome : c'est dans cette steppe herbue que furent installés les haras qui fournirent aux Palmyréniens leur cavalerie lourde. Nous retrouvons les mêmes cultes que dans le Hauran, aussi bien Baalshamin

1. *Les cultes du Hauran à l'époque romaine*, dans la *Bibliothèque archéologique et historique de l'Institut français d'archéologie de Beyrouth*, LIII. Paris, 1952, in-8°, 136 p., 7 pl.

2. Dans la collection « Orient ancien illustré ». Paris, Maisonneuve, in-8°, 1952.

3. Dans la *Bibliothèque archéologique et historique de l'Institut français d'archéologie de Beyrouth*, LVIII. Paris, 1955, in-4°.

4. Dans *Syria*, XXXI, 1954, p. 256, et les *Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions*, 1954, p. 162.

5. Les Palmyréniens et l'Égypte, dans le *Bulletin de la Société archéologique d'Alexandrie*, 1953, p. 3.

6. *La Palmyrène du nord-ouest, villages et lieux de culte de l'époque impériale*, dans la *Bibliothèque archéologique et historique de l'Institut français de Beyrouth*, XLIX, 1951, in-4°, 192 p., 48 pl.

qu'Hercule. Mais le grand mérite de l'ouvrage est d'étudier minutieusement les lieux de culte et les autels : ici comme à Doura, comme dans les temples mithriaques, le lieu de culte est une salle à manger. Dommage que le fortin le mieux conservé ne soit pas daté : est-il d'influence sassanide ou de date omeyyade ? La méthode est exemplaire, descriptions minutieuses, suivies du commentaire. Avant cette étude des campagnes de Palmyre, nous comprenions mal et l'économie et la civilisation de la ville même.

La publication des fouilles de Doura arrive à son terme. En 1952 ont été publiés le palais du *dux ripae* et le *Dolichenum*.

Hatra est une capitale arabe qu'assiégèrent en vain Trajan et Sévère, où des fouilles méthodiques ont repris depuis 1951. Harald INGHOLT étudie la sculpture à Hatra¹. Le sous-titre de son ouvrage, *Orient and Hellas in art and religion*, indique sa préoccupation. Cette étude est importante pour l'art, qui est ici parent de celui de Palmyre, mais plus encore peut-être pour la religion. L'auteur a cherché à définir ce qu'était la statue mystérieuse qu'on vénérât chez ces peuples et que Lucien appelle le Sêmeion ; il me paraît avoir prouvé que c'est une déesse adorée sous la forme d'un étendard cultuel. Celui-ci porte les images des planètes, et c'est l'occasion pour l'auteur de donner des indications très neuves sur la découverte des sept planètes et la semaine planétaire. A l'art de Hatra appartient aussi une statue d'un style admirable qu'a publiée A. MARICQ, et qui figure sans doute la fille du souverain qui tint Trajan en respect².

Nous voici parvenus à l'Euphrate. A Zenobia ont été découvertes des tuniques de lin, des écharpes à franges, des ceintures, qui ont permis à R. PFISTER d'apporter une contribution de premier ordre à l'histoire de l'industrie textile³.

C'est en 1936 que fut découverte au nord de Persépolis la grande inscription trilingue à laquelle Rostovtzeff a donné le nom de *Res gestae divi Saporis*. Elle raconte l'histoire des campagnes de Sapor I contre les Romains. E. HONIGMANN et A. MARICQ se sont proposé de commenter une série de passages particulièrement difficiles⁴. Ils expriment d'abord le regret de ne pas disposer d'une édition sûre. Celle-ci a paru, due à H. SPREGLING, mais l'année même de leur travail, et ils n'en ont pas eu connaissance. Les sujets principaux qu'ils étudient sont les suivants. Ils montrent que la chronologie nouvelle fournit un repère précieux pour l'histoire de Mani, qui n'a pu venir à la cour de Sapor dès le début de son règne et qui, par conséquent, n'a pu se trouver, au cours de la guerre, face à face avec Plotin. Une autre discussion détruit un repère utilisé par Ghirshman pour fixer

1. *Parthian Sculptures from Hatra, Orient and Hellas in Art and Religion*, dans les *Mémoires of the Connecticut Academy of Arts and Sciences*, XII, 1954, grand in-4°, 54 p., 6 pl.

2. « Hatra de Sanatrouk », dans *Syria*, XXXII, 1955, p. 273.

3. *Textiles de Halabizah (Zenobia)*, dans la *Bibliothèque archéologique et historique de l'Institut français de Beyrouth*, XLVIII, 1951, in-4°.

4. *Recherches sur les res gestae divi Saporis*, dans les *Mémoires de la classe de lettres de l'Académie de Belgique*, XLVII, 1953, 204 p., 5 pl.

la chronologie toujours flottante des Kuchans. D'une importance capitale pour l'histoire de Rome est la détermination de la date et du lieu de la bataille où périt Gordien III (le 11 février 244 à Al-Anbar), et de celles de la victoire qui permit à Sapor d'entrer à Antioche (256).

Égypte. — Parmi les publications suscitées par la documentation papyrologique, nous sommes contraints de faire un choix trop court. Le préfet Ti. Iulius Alexander a été l'objet de deux monographies, de E. G. TURNER¹ et de Victor BURR². L'édit de Vergilius Capito est étudié par N. LEWIS³, qui y voit la preuve de la « corruption officielle » dans l'Égypte romaine. Un papyrus (P. Fouad 24) a permis à E. BALOGH et H. G. PFLEUM⁴ d'étudier la composition du *consilium* du préfet.

M. HOMBERT et C. PRÉAUX ont publié des *Recherches sur le recensement dans l'Égypte romaine*⁵. Le *defensor civitatis* et le *curator* (qui n'apparaît en Égypte qu'au IV^e siècle) sont l'objet de deux études de B. R. REES⁶.

Les textes appelés *Actes des Martyrs Alexandrins* sont l'objet d'une édition d'ensemble avec commentaire, de la part de H. A. MUSURILLO⁷. Il a tort d'y inclure une authentique pétition à Auguste⁸. Pour le passage du paganisme au christianisme, l'ouvrage de H. I. BELL, *Cults and creeds in Graeco-Roman Egypt*⁹, est capital. Du plus grand intérêt est la publication par U. MONNERET DE VILLARD d'un temple du culte impérial à Luxor, qui date de la tétrarchie¹⁰.

Notre précédent Bulletin signalait l'importance de l'ouvrage de R. TAUBENSCHLAG, *The Law of Graeco-Roman Egypt in the Light of the Papyri*, 332 B. C. — 640 A. D., dont nous ne possédions alors que le tome I. Puis a paru le tome II. Voici maintenant une deuxième édition qui réunit en un seul volume les deux tomes¹¹. Nous donnerons un compte rendu spécial de l'ouvrage ainsi remanié.

Le petit livre de ALLAN CHESTER JOHNSON, *Egypt and the Roman Empire*¹², se lit avec un profit constant. Il est consacré uniquement aux problèmes économiques, circulation monétaire, propriété foncière, taxation. L'étude

1. Dans le *Journal of Roman Studies*, XLIV, 1954, p. 54.

2. Dans la collection « Antiquitas ». Bonn, 1955.

3. On Official Corruption in Roman Egypt, the Edict of Vergilius Capito, dans les *Proceed. of the Amer. Philos. Soc.*, XCVIII, 1954, p. 153.

4. Le *consilium* du préfet d'Égypte, sa composition, dans la *Revue historique de droit*, XXX, 1952, p. 117.

5. Dans les *Papyrologica Lugduno Batavica*, V, Leyde, 1952.

6. Dans le *Journal of Juristic Papyrology*, VI, 1952, p. 73, et VII-VIII, 1953-1954, p. 83.

7. *The Acts of the Pagan Martyrs, Acta Alexandrinorum*, ed. with commentary. Londres, 1954.

8. Cf. E. G. Turner, An Augustan Document recovered, dans *Journal of Roman Studies*, XLV, 1955, p. 119.

9. Liverpool, in-8°, 1953.

10. The Temple of the Imperial Cult at Luxor, dans *Archaeologia*, XCV, 1953, p. 85.

11. Varsovie, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 1955, in-8°, 789 p.

12. Dans la collection « The Jerome Lectures », 2^e série. Ann Arbor, Univ. of Michigan Press, 1951, petit in-8°, 183 p.

monétaire est d'une extrême précision. Il existait un cours officiel de change fixant le taux de conversion du cuivre en argent (en pseudo-argent). Il existait des marchés libres de l'or, mais, malgré son abondance, l'or ne servait pas comme monnaie. La balance du commerce égyptien étant positive, l'Égypte n'a pas besoin d'or et d'argent pour son commerce extérieur. « Le maintien d'une circulation fiduciaire est peut-être un des secrets de l'empire. » Très intéressante aussi est l'étude du mode de transfert du tribut. Pour la propriété foncière, l'auteur pense que les empereurs ont combattu la formation des grands domaines et l'ont empêchée en effet. Au Bas-Empire, « le paysan a joui en Égypte de plus de prospérité et de liberté que jamais auparavant ». Je ne puis que m'associer à la protestation de Nephtali Lewis contre ces dernières affirmations¹. La partie concernant la taxation est un peu rapide, sauf en ce qui concerne l'histoire du domaine du prince.

Rome au delà des frontières de l'empire. — Tel est le titre d'un ouvrage de sir Mortimer WHEELER², livre passionnant, qui conclura notre Bulletin. La première partie traite des relations avec la Germanie libre. On y notera bien des remarques précieuses, sur la route de l'ambre par Carnuntum, sur la Thuringe, « mystérieuse île de romanisation in partibus », sur l'existence probable sous l'empire d'un royaume unifié de Baltique occidentale, dont la capitale devait être dans les îles danoises, sur ce qu'on trouve dans les *terpen* de la région de Groningue, etc. Prenons garde cependant que E. Swoboda a contredit l'affirmation selon laquelle l'importation italienne en Bohême décroîtrait après Marbod. Sur les trésors des monnaies romaines en Europe orientale, il faut citer un mémoire de K. KROPOTKINE³. La deuxième partie traite de l'Afrique (tombe de Tin Hinan, Fezzan) et la troisième de l'Asie. L'auteur a fouillé Arikamedu (près de Pondichéry) en 1945. Mais rappelons que J.-M. CASAL a publié ses découvertes plus récentes⁴. Pour la date de l'utilisation des moussons, des graffites lus entre Copte et Bérénice et publiés par D. Meredith obligent à la placer sous Auguste. L'auteur définit le Périple de la mer Érythrée comme « le livre le plus fascinant qui nous soit parvenu de l'antiquité », et il lui ajoute le charme de son commentaire.

André PIGANIOL,
Professeur honoraire au Collège de France.

1. Dans *American Journal of Philology*, LXXIV, 2, p. 214.

2. *Rome beyond the Imperial Frontiers*. Londres, G. Bell, 1954, in-8°, 192 p., 38 pl.

3. Dans le *Vestnik drevnei istorii*, 1951, p. 241. Cf. J. GUEY, dans les *Mélanges de l'École de Rome*, 1955, p. 198.

4. *Fouilles de Virapatnam-Arikamedu, rapports de l'Inde et de l'Occident aux environs de l'ère chrétienne*. Dans les Publications de la Commission des fouilles archéologiques. Paris, 1953.

COMPTES RENDUS CRITIQUES

LI CHI. *The Beginnings of Chinese Civilization*. Three lectures illustrated with finds at Anyang. Seattle, University of Washington Press, 1957; xvii + 70 pages, 50 planches.

Il est heureux qu'un aussi bon spécialiste de l'archéologie chinoise, qui a dirigé lui-même pendant de longues années les fouilles de Anyang, ait accepté de publier ce petit livre. Le seul ouvrage de vulgarisation sur ce sujet était celui de H. G. Creel, *The Birth of China* (traduit chez Payot en 1937 sous le titre : *La naissance de la Chine*). Mais si le livre de M. Creel sait éveiller l'intérêt, il pêche par excès d'enthousiasme et ce n'est pas toujours un guide sûr. Au contraire, M. Li fait voir clairement les lacunes de l'information archéologique et, par là-même, les problèmes qui se posent encore. Enfin, il n'hésite pas à introduire le lecteur dans certains détails techniques (cf. les pages consacrées à l'évolution de la hallebarde) mais il le fait avec un sens didactique remarquable.

C'est un fait étrange que l'apparition soudaine, vers le milieu du II^e millénaire avant J.-C., de la civilisation chinoise, civilisation qui est caractérisée en particulier par le bronze (vases cultuels d'une part, armes et outils de l'autre — ces deux emplois du bronze correspondant à des qualités de métal assez différentes, car les armes et les outils ne contiennent qu'une très faible proportion d'étain à la différence des vases cultuels), un système d'écriture déjà très complexe, le char, le cheval et le mouton. La qualité des bronzes — les plus anciens sont justement ceux qui atteignent le plus haut point de perfection technique — et la complexité de l'écriture laissent supposer une longue évolution. Or, si certains éléments permettent de relier en Chine le néolithique aux débuts de l'âge du bronze, les chaînons intermédiaires manquent en fait. Mais il ne faut pas oublier que les sites qui ont fourni des vestiges de l'époque Chang sont en petit nombre et qu'ils sont tous situés dans la Chine du Nord. Il est donc possible que de nouvelles découvertes apportent un jour une confirmation à la thèse très admissible que défend M. Li : la civilisation chinoise s'est développée en Chine même et nourrie d'apports extrêmement divers. Cependant, les indices qui invitent à mettre en rapport cette civilisation avec la Chine du Sud ou tout au moins avec celle du centre : buffle, éléphant, riz, étain, tatouage, type négroïde assez fréquent — et dont M. Li s'attache à montrer qu'ils ne fournissent pas, pris un à un, des preuves décisives d'une origine méridionale, constituent tout de même un ensemble assez troublant. D'autre part, si l'on doit admettre que cette civilisation s'est développée en Chine même, il reste à expliquer pourquoi, dans le bassin du Fleuve Jaune, elle y apparaît si brusquement : autre présomption en faveur d'une origine méridionale. C'est là une des réflexions que peut suggérer ce petit livre. Il est en tout cas d'une lecture agréable et les illustrations qui accompagnent cette série de trois conférences sont nettes et

bien choisies. On s'étonnera cependant de ce que M. Li ait cru bon de ne jamais faire état des découvertes de nouveaux sites de l'époque Chang faites au Honan ces dernières années.

Jacques GERNET.

Robert L. SCRANTON. Corinth, Results of Excavations conducted by the American School of Classical Studies at Athens. Volume XVI : *Medieval Architecture in the Central Area of Corinth*. Princeton University Press, 1957 ; in-4°, 147 pages, 15 figures, 36 planches, VII plans.

M. Scranton s'est chargé d'une tâche ingrate en assumant la publication des vestiges d'architecture médiévale — disons : paléochrétienne et byzantine — mis au jour par les fouilles dans la « zone centrale » de Corinthe, c'est-à-dire dans la région de l'*agora*, de la fontaine Pirène, du temple d'Apollon et des constructions qui bordaient à son départ la route de Léchaion. D'une part, en effet, les monuments postclassiques, là comme sur tant d'autres champs de fouille, ont été longtemps négligés, par conséquent détruits sans même que des relevés en eussent été faits par des archéologues que seule l'Antiquité intéressait : les fouilles de l'École américaine à Corinthe ont commencé en 1896, et c'est seulement à partir de 1920, nous confie Scranton, que les carnets des fouilleurs contiennent quelques indications sur les constructions chrétiennes et byzantines (ou franques), et à partir de 1930 que celles-ci ont été systématiquement étudiées et, autant que possible, préservées. D'autre part, il faut bien reconnaître que ce secteur central du site de Corinthe est pauvre en monuments chrétiens, ce qui pose le problème, intéressant et, à mes yeux, encore obscur, de l'implantation des édifices cultuels dans une ville à qui son passé, sa situation géographique (donc économique), sa valeur militaire, son rang, enfin, de métropole ecclésiastique de l'Achaïe, donnaient une grande importance. On a fouillé ou repéré plusieurs basiliques périphériques (sur l'Acrocorinthe, dans le faubourg de Kranion, à Skoutéla, sans compter la basilique de Léchaion) : dans la zone centrale, point ; ce qui conduit Scranton à admettre que plusieurs grands édifices païens, la basilique Julienne, par exemple, auraient été « christianisés ». Sans doute, il y a l'église dite du Béma, celle de saint Jean l'Évangéliste, une chapelle à la fontaine Pirène : dans l'état où on les connaît, elles sont de peu d'intérêt et, d'ailleurs, relativement tardives. L'ingéniosité de Scranton a su discerner les vestiges probables d'une résidence épiscopale, de plusieurs maisons, d'un monastère, d'un bain byzantin : il n'y a vraiment pas grand'chose à en tirer.

Ainsi, paradoxalement, ce volume consacré à « l'architecture médiévale dans la zone centrale de Corinthe » contient fort peu d'architecture et ne traite d'aucun monument important. Un assez grand nombre de blocs épars, chapiteaux, fragments de dalles sculptées, soigneusement reproduits et décrits, ne sont pas négligeables : mais on en ignore généralement la provenance exacte, et cette collection lapidaire disparate, où il n'y a aucune pièce remarquable, n'est à peu près d'aucun secours pour l'histoire des monuments chrétiens de Corinthe. Aussi l'auteur doit-il sans doute être félicité d'avoir consacré à l'inventaire et à l'analyse de ce matériel les p. 97-140, mais surtout d'avoir réservé les p. 1-96 à un exposé chronologique qui est la partie la plus intéressante de son ouvrage. Il est, en effet, conduit, partant des données archéologiques, à retracer les grandes lignes de l'his-

toire de Corinthe médiévale. Assurément, l'essentiel avait déjà été dit, notamment par A. Bon, dans son livre sur *le Péloponnèse byzantin jusqu'en 1204*, et, pour la période suivante, dans sa contribution au volume III, partie II, de la publication des fouilles américaines de Corinthe, « the Defenses of Acrocorinth and the lower Town ». Et Scranton n'a pas entrepris de faire un dépouillement original des sources, de même que, pour l'histoire religieuse, il s'en est tenu à Max de Saxe, *Das christliche Hellas*, ou à Le Quien. Mais au schéma déjà connu la documentation archéologique apporte des nuances ou des compléments utiles, en particulier pour les deux siècles les plus obscurs, VII^e et VIII^e. On considère habituellement qu'à la suite d'invasions de Slaves ou d'Avars, vers la fin du VI^e siècle, ou d'invasions de Bulgares, vers le milieu du VII^e siècle, Corinthe aurait été ruinée et serait restée longtemps abandonnée. Scranton montre que ce ne fut sûrement pas le cas jusqu'au milieu du VII^e siècle, ni probablement pour la période suivante. Le fait que, sur l'ensemble du site, on n'a trouvé que dix monnaies frappées entre 668 et 802 n'est pas particulier à Corinthe et ne doit pas s'expliquer par des circonstances locales, mais par des raisons générales, d'ordre surtout économique. C'est là un résultat important, qui va dans le sens des études récemment consacrées par l'archéologue grec D. Pallas aux fameuses fibules ou boucles de ceinture trouvées à Corinthe et attribuées, à tort selon lui, aux Avars ou aux Bulgares. Une autre idée intéressante, mais qui appellerait une étude plus fouillée, est qu'après le renouveau des IX^e-XI^e siècles, le commencement du déclin économique de Corinthe doit dater de l'ouverture du port aux Vénitiens, en 1082.

La présentation du volume est excellente, l'illustration photographique très bonne, les plans un peu secs (aucune tentative de restitution graphique des divers états). On regrette que les noms d'auteurs et titres d'ouvrages étrangers comportent d'assez nombreuses erreurs : partout on écrit Krautzsch pour Kautzsch, Le Quiens pour Le Quien, etc.

P. LEMERLE.

Mélanges Louis Massignon, publiés sous les auspices de l'Institut des Études islamiques de l'Université de Paris et de l'Institut français de Damas. Damas, 1956-1957 ; 3 vol., in-4^o, xiv-430 et 484 pages.

C'est la rançon de ce genre d'hommages qu'ils constituent plutôt une galerie de disciples et d'amis que l'image de l'homme auquel ils s'adressent. La chose est particulièrement sensible lorsqu'il s'agit d'une personnalité comme celle de Louis Massignon, qui dépasse sa discipline, qui, bien plus, associe intimement recherche scientifique, action militante et ascèse intérieure. On peut tout de même regretter qu'elle n'ait été évoquée dans ses diverses dimensions que par les quelques lignes, si bonnes soient-elles, de Henri Massé dans son introduction et, si l'on veut, indirectement, par l'immense bibliographie compilée par Y. Mubarak. Dans le champ même de la recherche scientifique, l'islam moderne, avec lequel L. Massignon a entretenu toujours les contacts les plus féconds, l'histoire sociale, qui lui doit tant, ne sont représentés que de manière épisodique, et sans toucher aux grands sujets qui lui tenaient vraiment à cœur. Il en résulte que l'histoire religieuse et culturelle, qui occupe la plus grande partie des trois volumes, prend une figure désincarnée qui est à l'inverse de son œuvre.

Ces défauts signalés, qui n'étaient peut-être pas évitables, il ne s'ensuit natu-

rellement pas que plusieurs des contributions n'aient un considérable intérêt. Je ne crois pas qu'il y ait lieu de donner ici la table générale d'articles dont la plupart sont d'une technicité trop spécifiquement orientaliste. Mais, en m'excusant du caractère quelque peu arbitraire d'une telle sélection, je signalerai seulement les quelques contributions qui ont une portée plus large pour l'histoire générale.

Dans le domaine de l'histoire générale, l'auteur de ces lignes a essayé de grouper sur la *himya* (I, p. 287-303), des indications dont l'intérêt réside dans la comparaison avec le patrocinium et la recommandation du monde romano-chrétien. Muhammad Hamidullah a tiré (II, p. 293-313), des sources traditionnelles musulmanes, sur les relations économico-diplomatiques des Mecquois préislamiques, des renseignements parfois peu connus, qu'il faudra confronter avec ceux des sources byzantines et autres. D'intérêt plus intérieur à l'islam, mais non moins vif, sont l'étude, au titre trop modeste, de J. Aubin sur la bourgeoisie ch'ite iranienne aux origines du mouvement séfévide, initiateur de la Perse moderne (I, p. 123-148); celle de Janine Sourdél-Thomine qui, suivant l'exemple de son maître Sauvaget, tire de l'examen de l'épigraphie alépine du XII^e siècle d'importantes conclusions sur le cheminement des influences culturelles iraniennes (III, p. 301-318); celle de A. Zeki Velidi Togan, qui démontre que, contrairement aux allégations postérieures de leurs panégyristes à gages, les Séfévides sont d'origine kurde (III, p. 345-358); celle enfin de G. Wiet qui, à partir d'un important décret du sultan mamlouk d'Égypte Sha'hân, de l'an 1365, étudie magistralement en particulier l'économie du Hedjaz et du Pélerinage (III, p. 383-410).

Dans le domaine de l'histoire intellectuelle et religieuse, on relèvera spécialement les renseignements donnés par Anawati (I, p. 73 sq.), sur le *De Causis*, ouvrage arabe qui joua un grand rôle, une fois traduit, auprès des scolastiques médiévaux d'Europe (I, p. 73-110); l'étude d'Arnaldez caractérisant certaines positions du grand écrivain et penseur hispano-musulman du XI^e siècle, Ibn Hazm, selon lequel le rôle de la Raison consiste non dans l'établissement de la Vérité, donnée par Dieu, mais dans sa reconnaissance, et l'attachement fondamental à la Tradition signifie non un conservatisme attardé, mais une réaction contre l'intransigeance tatillonne des juristes-théologiens (I, p. 111-122); celle de Blachère (I, p. 223-250), qui, à propos du dernier discours de Mahomet, étudie les procédés de recomposition postérieure des auteurs qui nous ont transmis ce genre de textes; celle de H. Corbin (I, p. 331-378), sur un des mystiques iraniens de l'époque séfévide, où ils sont si importants et cependant si mal connus et étudiés; celle de Finnegan (II, 133-152), qui étudie, pour la limiter, l'influence d'Alexandre d'Aphrodisias sur les Aristotéliens musulmans et spécialement al-Farabi; celle de Gardet, selon une ligne chère à Massignon, sur les conditions que les caractères de la langue arabe imposent à l'analyse des états psychiques mystiques (p. 215-244); celle de J. Jomier, qui cherche dans quel milieu était répandue au temps de Mahomet en Arabie la croyance en ar-Rahman, le (Dieu) Miséricordieux (364); celle de H. Laoust montrant l'importance sous-estimée des professions de foi émanées de l'école juridico-théologique des hanbalites (III, p. 7-36); les notes de V. Monteil (p. 161-184) sur diverses questions d'histoire religieuse iranienne (p. 161-184); etc.

Quelques articles traitent de questions littéraires et linguistiques; d'autres nous font connaître les études islamiques en U. R. S. S. (Elisséeff, II, p. 23-76) et en Inde (sans le Pakistan) (Fyzee, II, p. 183-214); J. Gaulmier montre l'influence

momentanée exercée sur Lamennais par un certain orientalisme bientôt révolu (II, p. 251-269).

Un article sort de l'islam, sinon de l'orient : R. Ghirshmann, « Un décadrachme kouchan inédit », (II, p. 259-268).

Les collaborateurs sont des orientaux autant que des occidentaux ; on veut espérer que certaines absences ne sont pas le résultat de l'obligation, à laquelle l'orientalisme n'échappe pas plus que d'autres disciplines, de quelques options fondamentales, pour ne pas parler de coteries...

Claude CAHEN.

I. MÉLIKOFF-SAYAR. *Le destân d'Umür pacha (Düstürnâme-i Enveri)*. Texte, traduction et notes. Paris, Presses Universitaires de France, 1951 ; in-4°, 155 pages. (Bibliothèque byzantine, publiée sous la direction de Paul Lemerle, Documents, 2.) Prix : 1.200 fr.

L'apport des sources arabes à l'histoire de l'empire grec médiéval, souligné, en 1938, par M. Canard au Congrès de Strasbourg (*Actes du Congrès de l'Association G. Budé* — Strasbourg, 20-22 avril 1938 — Paris, 1939, p. 254-285), a été considérable ; celui que fourniront les sources turques paraît peut-être aussi important à la lecture du dernier volume accueilli par la *Bibliothèque byzantine*. Il s'agit de l'édition avec traduction de 2.514 vers de l'une des plus anciennes chroniques turques connues : le texte est précédé d'une introduction qui, en exposant la tradition manuscrite fort simple (deux manuscrits du début du *xv^e* siècle qui dériveraient de la même copie contemporaine de l'original) et en remplaçant, trop rapidement pour les non-spécialistes, la chronique dans l'histoire littéraire turque, fait ressortir la valeur historique de cette épopée populaire. Bien informée (on ne sait malheureusement pas clairement comment), la chronique d'Enveri, essentielle pour l'histoire turque du *xiv^e* siècle (la richesse de l'index montre aussi son intérêt pour l'histoire de la langue), ne l'est pas moins pour l'histoire des relations byzantino-turques et celle du bassin oriental de la Méditerranée ; elle est encore riche d'informations techniques sur la marine grecque et sur la marine turque, les armes défensives et offensives, le ravitaillement des troupes, les ressources des pays conquis, etc. Source partielle, bien sûr, puisque le poète compilateur sera payé à la ligne, et puisqu'il chante les exploits du héros guerrier chaste et clément (Umür, fils d'Aydin) : ses combats sur mer (près de Ténédos, de Mytilène, de Salamine), ses combats sur terre (attaques d'Izmir, de Chios, de Gallipoli, de Bodonitsa, de Négrepont, de Monemvasie, de Mistra, de Philadelphie, de Siphnos, de Sikinos, de Naxos, de Paros, raids en Thessalie et en Épire, en Béotie, en Valachie, expéditions en Macédoine, lutte sanglante contre Humbert II de Viennois, etc.). La confrontation de la chronique turque avec les sources grecques et occidentales, esquissée parfois en note par l'éditeur, qui aurait gagné sans doute à se limiter à l'aspect turc des problèmes que l'on craint parfois de mal saisir, en commentant plus largement certaines expressions poétiques ou non qui nous demeurent obscures¹, permettra d'extraire du panégyrique les faits historiques. La lecture

1. Je suis surpris de la référence inattendue que l'auteur fait (p. 39, n. 2) à un passage de l'*Histoire du commerce* de W. HAYD, pour soutenir une curieuse étymologie d'Ayasoluq (Éphèse), venant d'ἄγιος θεολόγος (nom usuel d'Éphèse, qui est à l'origine du nom turc)

agréable de la traduction, quelquefois pittoresque (aventures de Guglielma Pallavicini, de la fille de Cantacuzène, scènes de festins, etc.), souvent truculente de l'épopée, autorise à espérer beaucoup de neuf de l'étude critique que le directeur de la collection annonce pour une date prochaine. Souhaitons que les turcologues nous révèlent d'autres sources aussi riches.

André GUILLOU.

Ferrán SOLDEVILA. Pere el Gran. Primera part : *L'infant*. Barcelone, Vol. I, 1950 ; xvi-142 pages. Vol. II, ibid, 1952 ; p. 143-286. Vol. III, ibid, 1953 ; p. 287-495. Institut d'Estudis Catalans (Memories de la Secció histórico-arquelógica, XI).

Bien qu'il s'agisse d'une œuvre encore incomplète, ces trois gros fascicules, publiés dans l'élégant format des « Mémoires » de l'Institut d'Estudis catalans, méritent dès à présent de retenir l'attention.

Il s'agit d'une recherche quasi-exhaustive, entreprise par l'excellent historien catalan Ferran Soldevila, sur la vie d'un des souverains de la dynastie catalane médiévale : Pierre III d'Aragon (II de Catalogne), dit « le Grand », dont le règne, malgré sa brièveté (1276-1285), marque une étape décisive dans le destin de la puissance catalano-aragonaise : c'est en effet l'intervention de Pierre en Sicile qui assure à cette puissance — et à l'Espagne future — l'entrée dans le grand jeu politique méditerranéen et européen.

Dire que l'œuvre de Soldevila, malgré son extension déjà respectable, ne traite encore de Pierre que comme « infant » et « hereu » (1240-1276), sans atteindre son règne proprement dit, c'est mesurer la minutie érudite de l'entreprise. Ce n'est pas diminuer son intérêt général. Car la méthode appliquée et les documents invoqués sont assez nouveaux pour que de grandes questions en soient éclairées.

On sait, par exemple, que Jacques le Conquérant — défaut, ou excès d'imagination? — procéda, à chaque fois que naquit ou que disparut un de ses héritiers mâles, à un nouveau partage de ses domaines. L'infant Pierre, son second fils (le premier du mariage avec Violante de Hongrie) ayant été intéressé dans chacune de ces « répartitions », F. Soldevila s'est livré à une étude approfondie de leurs divers textes. C'est un exercice plein de leçons. Il permet non seulement de saisir la conception « patrimoniale » du Roi conquérant, mais aussi d'apercevoir ce qui bientôt se substituera à elle. Une masse d'indications géographiques, et toute une terminologie juridico-politique, précisent pour nous ce que pouvait être, vers le milieu du XIII^e siècle, la notion de « frontière » au sein de cette « Couronne d'Aragon », curieuse confédération de terres reconquises et de noyaux reconquérants distincts dans leurs origines.

C'est le moment même où le mot « Catalogne » (récent encore) se substitue aux vieilles dénominations féodales du comté de Barcelone et de ses annexes. Une réalité nouvelle est en train de naître. Entre quelles limites? Les textes des répartitions précisent de mieux en mieux. Mais, dans les premières d'entre elles, le roi Jacques n'hésitait pas à joindre Lérída (bien qu'il la reconnût « catalane ») à la part aragonaise de l'héritage ; et les terrains entre l'Ebre et le Cenia semblent

par l'intermédiaire du nom italien *Altoluogo* (qui est une fausse étymologie). Une inattention, je suppose.

toujours considérés comme valenciens. Cependant, très vite, on note des réactions : non seulement chez les princes intéressés, mais dans la noblesse, et dans les villes ainsi réparties, puis, finalement, dans une opinion publique, saisissable (un peu plus tardivement, il est vrai) dans les « Chroniques » : Desclot, Muntaner, « Gesta Comitum ».

L'étude nous mène ainsi de la psychologie à la fois patrimoniale et universaliste d'une génération royale (saint Louis-Alphonse le Sage-Jacques le Conquérant) à la conception très âprement politique de l'infant Pierre, dont les réalisations s'appuieront un jour sur des réalisations collectives déjà « nationales ». L'évolution — de signification sans doute assez générale — se révèle en Catalogne avec une parfaite clarté.

Un autre aspect du livre est plus neuf encore : c'est l'utilisation *systématique* des registres des Archives de la Couronne d'Aragon portant les comptes journaliers des cours de l'infant Pierre et de sa femme Constance. L'examen de ces comptes redresse d'abord, dans l'histoire politique de la période, plusieurs erreurs de temps et de lieux commises par les érudits du siècle dernier. Mais surtout, de façon très large, bien qu'imparfaitement continue, il devient possible de reconstituer la vie de ces rois, de ces princes, de ces princesses, qui, presque toujours séparément, et pratiquement sans arrêt, circulaient de bourg en village, accompagnés de suites nombreuses, reçus ici en vertu du droit de « cena », là payant leurs dépenses, ailleurs s'endettant... Vie encore frugale (sauf quelques réceptions somptueuses), onéreuse pourtant, en face des ressources que les registres permettent de déceler. Vie qui, de toute façon, dans un pays d'extension restreinte, établit une compénétration exceptionnelle, une sorte d'intimité, entre la nombreuse famille des rois, et les sujets des campagnes les plus reculées. E. Martinez Ferrando (*Jaime II. Su vida familiar*, Barcelone, 1948) avait déjà dessiné une image de ce genre pour une période un peu plus tardive. Les chroniqueurs du temps ont aimé rattacher à ce mode de vie royal le caractère populaire et national de la dynastie.

Il est plus difficile de dégager, des comptes utilisés, de véritables conclusions d'ordre économique. Cela exigerait des recherches complémentaires ; il faudrait reprendre à fond le thème de la monnaie. La constatation la plus importante — bien que tout calcul soit rendu suspect par le labyrinthe métrologique et la discontinuité des données — concerne la disparité des prix entre les régions intérieures (Lérida, Huesca), et les régions proches de la mer. Que, dès la seconde moitié du XIII^e siècle, une zone de hauts prix soit installée sur le littoral catalan, n'est-ce pas la meilleure preuve qu'il y existe déjà une certaine concentration démographique, une certaine intensité de l'activité marchande ? Ainsi se préparent les conditions de la prochaine expansion vers la Méditerranée.

Il ne s'agit, bien sûr, que d'une prospérité *relative* : notable en face des régions intérieures, elle semble médiocre aux Siciliens et Napolitains, qui trouvent petite figure aux ambassadeurs catalans ; les 50.000 onces d'or de la dot de Constance (25.000 effectivement versées dès le mariage) éblouissent à coup sûr le roi et l'infant : première vague de ce flux monétaire qui coulera bientôt, et pour longtemps, de Palerme vers Barcelone.

Le centre de l'étude est donc, comme on pouvait s'y attendre, le mariage sicilien. Pierre, contrairement à son père, à vu de loin et accepté d'avance les conséquences politiques de l'union avec les Hohenstaufen. A Rome, il est, dès 1263, l'homme que les Gibelins opposent à Charles d'Anjou. Quand Soldevila lui attribue,

dès lors, une « politique occitane », une « politique sicilienne », une « politique péninsulaire » propres (chap. IX, X et XI), il ne nous convainc pas toujours pleinement. Dans le conflit entre Charles d'Anjou et Marseille, c'est plutôt l'infant Jaume, héritier de Montpellier, qui est engagé ; et, dans la défense directe de Manfred et de Conradin, c'est un infant de Castille. Ce qui est exact, c'est que Pierre, prudent dans ses initiatives, sait préparer l'avenir : dès 1265 il fait prendre à Constance le titre de reine ; après chaque succès de Charles d'Anjou, c'est lui qui renoue les fils des oppositions, qui reçoit les vaincus : Provençaux, comme Boniface de Castellane ou le poète Paulet de Marseille, Siciliens, comme les futurs vainqueurs des années 1280 : Conrad Llança, Roger de Lluria. Là se manifeste le sens politique à longue portée du futur bénéficiaire des « Vêpres siciliennes ».

Beaucoup d'autres questions sont abordées, car l'infant Pierre est mêlé, dès l'âge de dix-sept ans, à la politique générale de tout le royaume : conquête de Murcie, révoltes des Mores, question navarroise, luttes de l'autorité royale contre la noblesse, affaire du bâtard Ferran Sanxis qui dresse le prince contre son père. Sur ces points — dans le détail desquels il est impossible d'entrer ici — F. Soldevila fait preuve, au bénéfice des historiens de la période, d'une puissance d'analyse égale aux qualités de synthèse déployées dans son *Histoire de Catalogne* et sa récente *Histoire d'Espagne*. Les prochains volumes de *Pere el Gran* seront impatientement attendus.

Pierre VILAR.

Jason Lewis SAUNDERS. *Justus Lipsius. The Philosophy of Renaissance Stoicism*. New-York, The Liberal Arts Press, 1955 ; in-8°, XVIII + 228 pages.

Lipsius a tenu une place éminente dans l'humanisme de la seconde moitié du XVI^e siècle. Déjà Nisard le rangeait aux côtés de Scaliger et de Casaubon dans le « triumvirat » qui domina la pensée humaniste de la seconde moitié du siècle et qu'il n'hésitait pas à comparer au triumvirat qui avait régné sur la première moitié du siècle — Érasme, Mélanchton et Camerarius.

À la fois philologue, critique littéraire et philosophe, Lipsius, par l'étendue et l'ambition de son savoir, continua la tradition de la première renaissance. Homme d'un temps troublé — celui de la Contre-Réforme et des guerres de religion — il nous est ici présenté dans les œuvres où s'affirme le plus fortement son originalité. Dans son *De Constantia* il exprima la sagesse stoïcienne telle qu'elle apparaissait à un homme douloureusement plongé dans les malheurs de son époque. Né en 1547 dans la petite ville d'Overysse entre Bruxelles et Louvain, élève du collège des Jésuites de Cologne, commensal du cardinal de Granvelle en Italie, victime de la soldatesque espagnole lorsqu'il fut revenu dans son pays natal, Lipsius connut une vie errante cherchant — comme l'avait fait Érasme — un lieu où pratiquer en paix les auteurs antiques. Appelé par le duc de Saxe-Weimar à la chaire d'histoire et d'éloquence de l'Université d'Iéna, en 1572, il dut — quoi qu'il s'en défendit plus tard — donner des gages à ce centre de la pensée luthérienne. Situation difficile qui prit fin en 1574. Lipsius revint dans les Pays-Bas. En 1579, il accepta la chaire d'histoire que lui offraient les États des Provinces-Unies. La phase la plus féconde de sa carrière s'ouvrait, celle des grands ouvrages qui livrent la forme la plus achevée de sa pensée. Mais, à Leyde, l'arrivée des proscrits, vic-

times de la politique de répression de Philippe II dans les provinces du Sud, entretenait un anticatholicisme actif : Lipsius, de nouveau, regagna sa patrie. Dans les dernières années, sa pensée s'exprima et se fixa dans de grands ouvrages qui sont comme la conclusion stoïcienne d'une existence qui avait sans cesse recherché la paix sans réussir à se dégager des tumultes civils et religieux. Lipsius mourut après avoir illustré de son enseignement le fameux *Collegium trilingue* de Louvain, en 1606.

Homme d'un naturel affable, d'une éloquence élégante, caractère souple et éloigné des querelles doctrinales, esprit qui plaçait au-dessus de tout la paix où cultiver la sagesse antique — Lipsius n'est pas sans présenter des traits de ressemblance avec Érasme dont il n'eut ni l'ampleur ni le rayonnement.

Ce qu'il avait de profond en lui et les orages de sa carrière l'inclinèrent vers le stoïcisme, où il trouva une sagesse appropriée aux besoins de l'esprit et du cœur. C'est un mérite de l'auteur de ne point juxtaposer une vie et une œuvre, mais de montrer d'une manière pénétrante comment celle-ci s'accorda avec celle-là.

Les écrits de Lipsius constituent l'effort le plus complet de présentation de la philosophie stoïcienne. Il fut le restaurateur du stoïcisme ou, plus exactement, le « fondateur du néo-stoïcisme moderne » dans son *De Constanctia* et dans sa *Manuductio ad Stoicam philosophiam*. En outre, il ne se borna pas à ressaisir le stoïcisme antique, à en rassembler les textes et à leur redonner vie auprès de ses contemporains. Il forma déjà dans ces ouvrages le grand dessein d'une réconciliation des doctrines stoïciennes et de la foi chrétienne. Vaste entreprise qui aboutit à la *Physiologia Stoicorum*, où une âme qui se voulait chrétienne atteignait la paix d'une suprême conciliation, dans la sérénité d'une vie finissante.

Entreprise difficile. L'auteur montre comment Lipsius en vint à bout. Entre le stoïcisme retrouvé et les doctrines chrétiennes, l'accord, facile sur quelques points, apparaissait impossible sur d'autres. Si le détachement et l'indifférence des Stoïciens se pouvaient aisément transformer en un mépris du monde et en une résignation familiers aux âmes chrétiennes, que de contradictions restaient à résoudre ! Comment accorder Providence et Destin ? L'existence du mal et la bonté de Dieu ? Le panthéisme stoïcien et le Dieu personnel ? Que dire du suicide prôné par les Stoïciens et condamné par l'Église ?

Dans cette confrontation, la pensée de Lipsius apparaît avec son ampleur et ses nuances, ses insuffisances et ses contradictions. Perspective judicieuse ; coupe excellente à travers une pensée abondante et diverse. Nous avons là une étude de premier ordre pour la connaissance de ce grand effort de conciliation tenté par les humanistes entre les deux sagesse, la chrétienne et l'antique.

L'influence de Lipsius fut étendue et durable. Un siècle après sa mort, l'on publiait ses *Opera omnia* (4 vol., Wesel, 1675). Ses œuvres capitales avaient été traduites en de nombreuses langues et elles avaient connu et connaissaient de nombreuses éditions. Par Montaigne, Bacon et Montesquieu son *Politicorum sive civilis doctrinae* — compilation des auteurs antiques pour illustrer les diverses théories de gouvernement — a contribué à enrichir la pensée politique.

L'auteur esquisse l'histoire de cette influence. On souhaiterait qu'il en dît davantage. Mais n'est-ce pas le signe d'un bon livre d'éveiller notre appétit et de nous laisser sur notre faim ?

R. GASCON.

Friedrich LÜTGE. *Die bayerische Grundherrschaft. Untersuchungen über die Agrarverfassung Altbayerns im 16.-18. Jahrhundert.* Stuttgart, Pictator, 1949 ; in-8°, 187 pages.

Par cet ouvrage déjà ancien et dont nous nous excusons de rendre compte aussi tardivement, Friedrich Lütge, spécialiste de l'étude de la seigneurie allemande moderne, comble une lacune ; on ne connaissait pas l'évolution de la seigneurie bavaroise. L'Ouest est parfaitement connu dans ses phénomènes de désagrégation, dans son cadre formel de redevances, de droits et de services, dans le dynamisme de sa force paysanne ; l'Est, de même, dans les données économiques d'une exploitation privée et domaniale, aboutissant à un renforcement de la seigneurie. En Bavière, si l'influence de l'État est moins grande (certaines réformes sont appliquées dans les domaines des ducs et recommandées seulement aux autres seigneurs), elle n'en facilite pas moins la désagrégation, mais bien moins qu'en Tyrol ou dans l'Ouest. La seigneurie fait figure de pouvoir intermédiaire : quelquefois les seigneurs sont en même temps fonctionnaires, mais les deux fonctions, judiciaire et foncière, peuvent également être séparées.

Premier problème : de répartition. Le pouvoir central contrôle environ un dixième de la population et de la terre seigneurale, mais la fonction judiciaire s'étend à la moitié du pays. L'organisation reste médiocre : fonctionnaires absenteïstes, remplacés par des commissaires souvent hostiles aux réformes (exemple : la transformation en redevance fixe du *Laudemium* en 1779). Les abbayes et les seigneurs ecclésiastiques contrôlent près de la moitié des terres et des hommes jusqu'à la sécularisation de 1803. Les nobles enfin ; certains, comme les comtes de Preysin, de Törring, de Tattenbach, accumulent les seigneuries.

Second problème : l'étude des fonctions, que l'auteur mène très minutieusement. Droits fonciers d'abord : outre les redevances de caractère emphytéotique, existe le contrôle des opérations foncières (*Konsensrecht*) qu'il s'agisse d'hypothèques ou de démembrement de tenure. Par là se trouve limité l'endettement paysan. Ce contrôle, relâché au xvi^e siècle, au moment où se manifeste en Bavière comme ailleurs une certaine effervescence rurale, est rendu plus sévère au xvii^e siècle (*Landrecht* de 1616). Viennent ensuite le droit exercé par le seigneur, de reprise des biens caducs (*Heimfallsrecht* ou *Kaduzität*), cas fréquents après la guerre de Trente Ans et les guerres du xvii^e siècle ; le droit d'éviction (*Abmeierung*), extension du précédent, qui joue rarement et seulement dans le cas de mauvais entretien des bâtiments ou de la tenure ; droit de préemption (*Einstandsrecht*) également à noter : il joue au bénéfice du seigneur et des parents immédiats, en cas de vente de la terre. Il apparaît comme une entrave au démembrement des tenures : la noblesse bavaroise l'a-t-elle utilisé pour fortifier ses domaines ? Il ne le semble pas, notamment après l'échec de quelques tentatives d'exploitation directe. Enfin le droit d'hypothèque (*Pfandrecht*) garantit la rentrée des redevances. Pourquoi l'énumération de ces barrières juridiques ? freinant la mobilité de la terre, elles s'affirment comme autant de facteurs du conservatisme agraire.

La fonction judiciaire est étudiée avec la même minutie, dans son développement et ses divers aspects. Elle est possédée, grâce à de multiples aliénations (après 1311, *Ottomische Handveste*), par de nombreux seigneurs laïcs ou ecclésiastiques, en contrepartie de concessions fiscales. On se trouve ainsi en présence d'un processus clas-

sique : d'une part, jusqu'au début du xviii^e siècle, extension des droits de juridiction seigneuriaux, d'autre part, aux xvii^e et xviii^e siècles, reconquête de cette fonction par le pouvoir princier. Cette reconquête est d'ailleurs contemporaine du rôle croissant joué par le greffe, les actes d'enregistrement, la multiplication des gradués, l'emprise de la législation du pouvoir central et sa diffusion. Le bailli est également chargé de la perception de l'impôt pour le fait du prince : il y a confusion de la propriété seigneuriale et de la puissance publique. Le cas n'est pas unique. L'Alsace a connu une évolution du même type après 1648 : la montée de l'absolutisme produit les mêmes effets.

Troisième problème enfin, le plus délicat peut-être, le plus passionnant à coup sûr : le contenu humain de la seigneurie. Comment vivent les paysans dans ce cadre juridique si bien délimité en droit ? Qu'en est-il en fait dans cette Bavière rurale, véritable conservatoire de traditions ? Quelle est la condition de ces travailleurs qui vivent pour produire et vendent peu au dehors ? Autant d'analyses menées par Fr. Lütge de main de maître. Le droit de possession (*Besitzrecht*), soubassement de tout l'édifice, est étudié dans son développement historique, ses différents aspects, sa signification sociale, sa diffusion, en même temps que sont précisés les modes de transmission des biens. En principe, ce droit est défectueux et restreint, car il disparaît avec son détenteur (*Leibgeding*), mais la réalité ne correspond nullement aux dispositions légales : tous les biens du paysan passent à ses descendants. Autre question également complexe : celle des corvées (*Frondienste*). Sans doute, à comparer avec les charges de ses voisins, celles du paysan bavarois apparaissent singulièrement lourdes, dans leur variété même, dans leur nature différente, dans les difficultés qu'elles suscitent. Néanmoins, les descriptions, volontairement orientées de la publicité agressive du xviii^e siècle, ne doivent pas conduire à les surestimer. Il existe malgré tout une certaine marge qui rend possible la formation d'un bien-être paysan, particulièrement dans les régions fertiles.

Cette rapide analyse ne saurait donner qu'une faible idée de la richesse d'un ouvrage qui s'avère comme fondamental pour la connaissance de l'Allemagne rurale moderne. Dans le cadre de la seigneurie, Fr. Lütge donne un essai de synthèse sur la structure sociale et juridique des campagnes bavaroises, leurs différents aspects, leur évolution, et, par le jeu de comparaisons scientifiquement conduites, il ouvre des horizons sur l'ensemble du Saint-Empire. Il donne également un essai de méthode d'histoire agraire, grâce à une utilisation savante des sources et des travaux de détails préliminaires, grâce également à une attitude d'esprit des plus critiques, conduisant à une confrontation quasi permanente entre les éléments fournis par le squelette administratif et la réalité sociale. De là, sa méfiance à l'égard des prescriptions juridiques qui tendent à masquer ou à étouffer cette réalité. De là, également ces précieuses analyses de psychologie rurale, cette tentative pour pénétrer ce qui réellement constituait les soucis fondamentaux du paysan : cette méfiance notamment à l'égard d'un personnel bureaucratique souvent incapable, intolérant, qui aspire à être l'intermédiaire obligé et rétribué et qui va jusqu'à confisquer un exemplaire du Code bavarois, dangereux aux mains d'un rural. Sans doute voudrions-nous encore davantage, notamment dans les étapes de l'évolution chronologique : quel a été de façon précise le rythme des destructions et des reconstructions pendant la guerre de Trente Ans et les guerres de Louis XIV (terres en friche, biens caducs, modification de la situation réelle et personnelle du paysan...) ? Peut-on chiffrer véritablement les différents éléments de la situation

démographique, notamment en ce qui concerne la main-d'œuvre, difficulté essentielle de ces exploitations qui, périodiquement, doivent faire appel à des travailleurs étrangers? Question plus complexe des techniques agraires, en rapport avec les transformations, à la fin du XVIII^e siècle, de l'agriculture occidentale et les nouvelles formes politiques et sociales. Étude enfin du budget paysan, en rapport avec le prix des grains : l'aisance rurale ne dépend pas seulement de la fertilité de la terre et du coût de la main-d'œuvre, mais des transports, des possibilités de vente, de la proximité des agglomérations, des contacts entre la ville et la campagne, moteur essentiel de l'évolution. Dans ses travaux récents, Elsas donne le prix des grains dans la capitale bavarroise, Munich, la ville-résidence créée au milieu des forêts et des tourbières : n'y aurait-il pas une confrontation possible entre certains traits de la conjoncture — dans ses différents éléments — et certaines modifications de la condition paysanne?

Félicitons-nous de disposer, pour notre connaissance de la vie rurale en Europe centrale, d'un pareil instrument de travail, aussi richement documenté que clairement écrit et lucidement présenté¹.

Georges LIVET.

Anton ERNSTBERGER. Hans de Witte. Finanzmann Wallensteins (Vierteljahrsschrift für Sozial-und Wirtschaftsgeschichte, t. 38). Wiesbaden, Franz Steiner, 1954 ; in-8°, 564 pages.

Rien de ce qui touche à Wallenstein, au cercle d'hommes — amis et ennemis, flatteurs et envieux, diplomates et militaires — qui gravitent autour de lui, ne saurait laisser indifférent. Homme d'épée longtemps heureux, général impérial, défenseur de la foi catholique, ses vastes ambitions, comme sa fin tragique, ont suscité l'intérêt des contemporains, des penseurs, des philosophes, des poètes. Hans de Witte, peu mentionné jusqu'ici dans ces différentes études, apparaît en pleine lumière dès que l'attention se concentre, moins sur les éléments pittoresques et spectaculaires du destin de Wallenstein que sur les réalités profondes, financières et humaines qui ont permis, un temps, à ce destin, de s'accomplir. Hans de Witte, bailleur de fond et banquier de Wallenstein, fut en même temps collaborateur et créateur, artisan ambitieux de l'entreprise que, profitant des troubles de la guerre de Trente ans, le général victorieux tenta de créer au centre de l'Europe.

Appuyé sur des sources solides — archives du château de Friedland, archives des villes ou d'État de Nuremberg, Prague, Vienne — l'ouvrage de M. Ernstberger se lit comme un roman. Défaut ou qualité quand il s'agit d'histoire? Mais le sujet s'y prête. Style entraînant, parfois un peu surchargé d'épithètes, phrases un peu longues, mais pleines de feu et de passion, qui nous font partager la carrière rapide et aventureuse d'un homme vivant à une époque où, dans le Saint-Empire déchiré, tout semble possible. A l'image de celui de Wallenstein, mais légèrement en retrait, un destin, celui du financier, où tout semble réglé par des forces extérieures : débuts, ascension, culmination, déclin et effondrement, contemporain de celui du duc de Friedland. L'auteur voit dans cette courbe tragique l'influence de forces qui dé-

1. Rappelons, à ce propos, que vient de paraître la seconde édition de l'ouvrage classique du même historien : *Die mitteleuropäische Grundherrschaft und ihre Auflösung*. Stuttgart, Gustave Fischer, 1957, in-8°, 317 p.

passent le cadre normal de l'activité humaine. Il ne s'agit plus de culpabilité, d'erreurs ou de carences, mais d'un destin qui doit s'accomplir : de la venue à Prague, la résidence impériale de Rodolphe II, la « Rome du Nord », au suicide après la chute.

En fait, il s'agit, non d'une fatalité que l'on impute — dans le cas de Hans de Witte — au calvinisme marqué du sceau de la prédestination et, dans le cas de Wallenstein, à l'influence des astres, mais de la conjonction, étroite, passionnée et éphémère, de deux éléments : le politique et le financier. L'un occupe le devant de la scène, l'autre, par son action persévérante et hardie, facilite, oriente, suscite les audaces du premier. Deux destins parallèles sans doute, mais dont l'histoire offre d'autres exemples, et dont l'explication peut se trouver ailleurs que dans l'influence des causes surnaturelles. Sans suivre pas à pas l'auteur dans sa démonstration, il peut être utile de relever quelques points, essentiels pour la compréhension de l'époque et de la mentalité des hommes qui lui donnent son relief et sa couleur.

Notons d'abord, plus encore que ne l'a fait l'auteur, l'influence du milieu géographique : de Witte a repris la grande tradition des banquiers d'Augsbourg et les cartes placées en appendice (*Das Netz der Faktoren : Europa und Deutschland*) illustrent à merveille la toile d'araignée tissée par le financier pour subvenir aux besoins de la guerre : européen par les belligérants qui y sont engagés, le conflit l'est aussi par les sources multiples d'argent qui l'alimentent et lui permettent de durer.

Il convient également de bien distinguer le dualisme de l'élément politique, partagé un moment, en fait sinon en droit, entre l'empereur, lointain et démuné, et son général victorieux. La situation même de Prague, poste impérial avancé, capitale de la Bohême asservie, est une tentation permanente pour Wallenstein, avide de domination. De Witte lui assure la puissance financière qui lui manque, mais, dès la chute du duc de Friedland, le banquier doit se retourner vers Vienne. Suspect aux deux parties, il perd la confiance qui a soutenu son crédit et le reliait à ses facteurs, en Europe.

La mécanique même du système montre, en fin, les rapports étroits entre les deux activités : elle en explique l'essor, elle en annonce la fin. L'un fournit l'argent, l'autre les troupes, mais, si l'action de ces dernières cesse, l'argent ne rentre plus. Première limitation. Bientôt, le pays — Bohême ou Silésie — est incapable de remplir le rôle de fournisseur — vivres, denrées, services — qui lui est assigné. Les besoins s'amplifient, les anticipations, clef du système, progressent, les résistances locales se font plus âpres. Seconde limitation. Projeté dans l'avenir, le système rapidement mis en porte à faux, tombe de lui-même, entraînant dans sa chute celui qui l'a créé. Admirable machine de concentration des deniers, redistributrice hors de pair, l'organisation financière et fiscale de H. de Witte ignore les problèmes humains : elle s'anéantit avec la matière même qu'elle consomme.

Ainsi se trouve analysé, dans un de ses éléments, le contraste entre la France monarchique du début du XVII^e siècle et le Saint-Empire romain germanique, engagés tous deux dans une guerre de plus de trente ans. Soyons reconnaissants à M. Ernstberger de nous avoir précisé un aspect peu connu de notre monde contemporain : le financement des grands conflits européens.

Georges LIVET.

E. DELCAMBRE et Jean LHERMITTE. Un cas énigmatique de possession diabolique en Lorraine au XVII^e siècle. Elisabeth de Ranfaing fondatrice de l'Ordre du Refuge. Étude historique et psycho-médicale. Nancy, 1956; 150 pages.

Ce nouvel ouvrage de M. Delcambre, déjà connu par ses études sur la sorcellerie en Lorraine au XVI^e et au XVII^e siècle, apporte une contribution de valeur à l'histoire de la vie religieuse au XVII^e siècle. Chez Elisabeth de Ranfaing, la vertu, la piété, la noblesse d'âme sont indiscutables, mais le déséquilibre nerveux est évident, accusé par les erreurs de l'éducation, les expériences d'un mariage malheureux. Aussi celle qui deviendra la fondatrice d'une congrégation de refuge pour le relèvement des prostituées, traverse-t-elle, à une certaine époque de sa vie, une crise pathologique, où l'on croit reconnaître alors une possession. Elle devient l'énergumène de Nancy, elle est cause du procès de sorcellerie qui coûte la vie au médecin Poirot, elle est soumise à de redoutables exorcismes. Plus tard, revenue à la santé et supérieure exemplaire de sa congrégation, elle est encore mêlée à une ténébreuse affaire de médailles miraculeuses et de secte, qui est finalement portée devant le Saint-Office et qui aboutit à ce stade, à un jugement plein de mesure et de prudence. Mais elle meurt à 57 ans, épuisée par tant d'épreuves.

La consultation du professeur Lhermitte, adjointe au récit scrupuleux et critique de M. E. Delcambre, fournit bien des lumières sur ce cas énigmatique. Elle ne prétend point être définitive, elle se borne à affirmer que les connaissances actuelles de neuropathologie sont infiniment plus avancées que celles dont les savants : médecins, théologiens ou philosophes étaient pourvus, à l'époque d'Elisabeth de Ranfaing. M. Lhermitte ne met en doute ni la réalité de certains faits, ni la bonne foi des contemporains, mais il découvre les illusions collectives dont se trouvaient victimes les exorcistes et les spectateurs des exorcismes ; ainsi tout un monde de l'inconscient et de la suggestion se révèle, mis en mouvement autour des phénomènes pathologiques dont fut affligée, pendant plusieurs années, la malheureuse Elisabeth de Ranfaing.

Ces phénomènes, à caractère de refoulement sexuel, n'étaient guère évitables : mais dans un autre état de la science médicale, ils eussent été mieux interprétés. On aurait prévenu leurs tragiques conséquences sociales. Une fois arrêtés les exorcismes qui augmentaient la confusion au lieu de la dissiper, l'équilibre se rétablit à peu près. Non pourtant sans excès, ni sans extravagances personnelles, Elisabeth de Ranfaing dirigea sa congrégation et elle y laissa un souvenir d'édification, qui la fit tenir pour une sainte.

Bien des observations à retenir de cette belle étude : 1) que, dans les puissantes personnalités religieuses du temps de la Contre-Réforme, il existait souvent un équilibre si précaire entre les forces supérieures de l'intelligence et de la sensibilité qu'un rien (cet incident minime du pèlerinage au Saint Mont pour Elisabeth de Ranfaing) pouvait le rompre ; 2) que le rôle de la hiérarchie était indispensable, nécessaire pour prévenir les désordres ou les limiter (bonne défense de la Compagnie de Jésus contre les imprudences de certains pères ; intervention de Rome) ; 3) dans la pratique cependant, la hiérarchie agissait avec les lumières de son temps, certaines d'une claire et inépuisable sagesse, d'autres contaminées par l'héritage mental de l'époque antérieure : abus de la démonologie, crédulité, etc.

Me permettra-t-on d'ajouter qu'on rencontre dans cette affaire le Père Dominique de Jésus Maria, définitiveur des Carmes déchaussés qui, au retour de la Montagne-Blanche, passa par Nancy, *pro aliis negotiis*. Il donna contre Élisabeth de Ranfaing un certificat où il croyait devoir attester « *coria signa verae possessionis a Demone, ex iis quae in rituali romano assignantur* » (juin 1621).

Victor-L. TAPIÉ.

Gottfried Wilhelm LEIBNIZ. *Allgemeiner politischer und historischer Briefwechsel*. T. V : 1687-1690 (publ. par la Deutsche Akademie der Wissenschaften zu Berlin). Berlin, Akademie-Verlag, 1954 ; in-4°, 794 pages.

Kurt MÜLLER. *Gottfried Wilhelm Leibniz und Nicolas Witsen* (Sitzungsberichte der deutschen Akademie der Wissenschaften zu Berlin, 1955/1). Berlin, Akademie-Verlag, 1955 ; in-8°, 45 pages.

Dans le cadre de la publication des œuvres complètes de Leibniz, entreprise par la *Deutsche Akademie der Wissenschaften* de Berlin, vient de paraître le cinquième tome de la première série consacrée à la correspondance d'ordre politique et historique, couvrant les années 1687-1690.

Dans la vie du philosophe allemand, cette période peut sembler présenter un caractère de transition. Agé alors de trente-neuf ans, en pleine possession de ses moyens, après les séjours fructueux de Paris, de Londres et de Hollande, il s'est installé à Hanovre, au bord de la Leine, en qualité de bibliothécaire, doté du titre de *Hofrath*, du duc Ernest Auguste, qui a succédé à son frère en 1679. Dès l'automne 1687, Leibniz sollicite et obtient l'autorisation de partir pour Modène afin d'éclaircir sur place la question des origines de la Maison de Brunswick. Il restera trois ans en voyage, sera à Vienne le 16 mai 1688, à Rome le 14 avril de l'année suivante, reste à Modène le temps de remplir sa mission, puis rentre en Allemagne, par Parme, Venise, Innsbruck. Chemin des écoliers s'il en fût ! mais combien enrichissant pour un esprit comme le sien, avide de tout voir et de tout comprendre, d'une curiosité universelle, toujours aux aguets et fourmillant d'idées neuves. Ce sont donc des lettres de voyage — voyage en Italie, tel que Goethe l'entreprendra plus tard — que nous livre ce tome V. On y retrouve, malgré les sollicitations accidentelles, les thèmes principaux de la pensée de Leibniz, et d'abord un tableau des problèmes politiques de l'Europe telle qu'elle se présentait en 1688.

Au début de 1688, Leibniz n'est plus le pamphlétaire que l'on a connu dans ses *Entretiens de Philarète et d'Eugène* (1678) ou dans le *Mars Christianissimus* (1684). Ses réflexions font preuve de plus de pondération, seule lui reste l'admiration pour la puissance de la France : « Il est aisé d'estre Grand quand on est Roy de France » (p. 77). Il s'efforce de croire à la modération de Louis XIV, « il y a de l'apparence qu'il se voudra reposer pourveu qu'on ne le force point à endosser le harnois par quelque chose qui touche sa réputation ». On a tort d'attribuer au roi des desseins imaginaires : « ce sont des Satyres qui font un très meschant effect » (p. 177). Rapidement, les incidents surviennent : la mort de l'électeur de Brandebourg, l'affaire de l'archevêché de Cologne, que Louis XIV veut réserver à son protégé, Furstenberg, l'expédition en Angleterre du prince d'Orange qui apparaît comme le tournant décisif des relations internationales à la fin du XVII^e siècle. « Je croy que tout dépend de l'expédition du Prince d'Orange », écrit Leibniz le 21 octobre 1688,

« car quoyqu'il soit défendu aux Catholiques d'y contribuer, il ne leur est point défendu d'en profiter. Si elle réussit, la France se pourra repentir d'avoir attaqué l'Empire » (p. 264).

Cependant une des grandes idées de Leibniz reste le rétablissement de la paix des Églises, par l'union des différentes confessions. L'on se souvient que, dès 1660, il n'était bruit en Rhénanie que d'une tentative nouvelle pour rapprocher les églises catholique et protestante. La correspondance fournit des détails nouveaux et précis sur le rôle joué par le philosophe dans cette affaire, étudiée par J. Baruzi dans son ouvrage *Leibniz et l'organisation religieuse de la Terre* (Paris, 1907). Protestant de naissance, ayant étudié dogmes et traditions, Leibniz est favorable à tout ce qui peut conduire au rapprochement. Pour lui, il s'agit « de scavoir s'il y a des articles de foy absolument fondamentaux ou nécessaires *necessitate medi*, et quels sont ces articles » (p. 74) ; en fonction de ce critère, il examine les différents articles du Concile de Trente. Il se préoccupe aussi des querelles qui divisent Jésuites et Jansénistes « et comment et en quoy proprement, les Jésuites peuvent tenir et tiennent les Jansénistes pour hérétiques » (p. 82), s'intéresse aux débuts du quietisme (p. 66, 69), aux différends — bien connus par les beaux travaux de M. Occebal — de la France avec le Pape, dont les Jésuites de France doivent être fort embarrassés : « ils sont entre l'enclume et le marteau. »

Ses préoccupations scientifiques ne l'abandonnent pas. « Afin que vous ne croyiez pas que l'histoire et le droit m'ont fait oublier les recherches de la nature et des mathématiques, écrit-il à Melchisedech Thévenot, l'un de ses correspondants, j'ay profité quelquefois de la solitude des hauberges pour achever certaines pensées que j'avois ébauchées il y a longtemps... » (p. 680). Il en touche deux : l'une sur la résolution des équations du cinquième degré, l'autre concernant « la cause des règles du mouvement des astres » ; il s'étonne de la censure que l'on continue à exercer sur les écrits de Copernic : « Il importe à l'Église catholique qu'on laisse aux Philosophes la liberté raisonnable, qui leur appartient. On ne scauroit croire combien la censure de Copernic fait tort » (p. 186). Les questions monétaires l'ont toujours passionné : il en écrit à l'Empereur en janvier 1688, à propos du pied de Zinna ; même souci au sujet des mines : « Quand j'ay trouvé occasion de voir des Minières, je me suis écarté assez souvent de mon chemin pour cela » (p. 104).

A Rome, il a l'occasion de voir des Pères Jésuites qui viennent ou qui vont en Chine : « Le Monarque de la Chine est le Prince le plus curieux et le plus appliqué aux sciences qui se puisse voir... aussi les Jésuites n'y viennent qu'en qualité de Mathématiciens ». C'est justement cette curiosité à l'égard des peuples d'Asie qui a donné lieu, de la part de M. K. Müller à une publication courte et suggestive sur les rapports entre Leibniz et Witsen. Leibniz songeait, en effet, à un chemin qui irait en Chine sans emprunter les voies maritimes connues, de là son intérêt pour la Russie. C'est alors qu'il se souvint d'un certain Nicolas Witsen, bourgmestre d'Amsterdam, qui avait établi une « Carte de Tartarie ». Witsen avait fait un grand voyage en Russie à l'âge de vingt-trois ans pour aplanir les difficultés commerciales entre la Hollande et la Russie. Joignant un esprit religieux au sens commercial, il avait pensé faire organiser des Missions par le tsar Pierre le Grand, qu'il connaissait bien, pour répandre les lumières de l'Évangile et pour créer des débouchés commerciaux en Extrême-Orient. C'est ainsi que s'est établie entre Leibniz et Witsen une correspondance allant du 24 mars 1694 au 23 novembre 1712. Les différentes questions abordées concernent la Russie de Pierre le Grand (notamment

quant aux différentes langues du pays) et l'activité des missions en Chine, outre quelques problèmes mathématiques. Au début, Witsen et Leibniz sont feu et flamme pour l'activité de ces missions. Leibniz y voit l'ébauche d'une civilisation universelle : l'Orient et l'Occident s'enrichissant mutuellement par des échanges culturels. Ce n'est qu'après avoir vu la concurrence sauvage que se livraient missions catholiques et orthodoxes qu'il changea d'opinion, retrouvant peut-être une idée qu'il émettait dès juin 1690 : « J'appréhende que nous porterons à ces gens-là tous les secrets de nos sciences dont ils se serviront un jour contre les Chrétiens ; car de croire que jamais la Religion Chrestienne s'y établisse autrement que par force, c'est en quoy je ne vois guères d'apparence tant qu'on s'imagine que la polygamie est incompatible avec le Christianisme » (p. 591).

Ces quelques remarques ne peuvent donner qu'une idée bien incomplète de la richesse de cette correspondance : 396 pièces, complétées par des appendices et des notes très complètes, formant un total de 417 textes. 175 sont de Leibniz, 242 lui sont adressés ou le concernent, 122 seulement avaient été imprimés jusqu'ici, en partie ou en totalité. On ne peut que remercier l'Académie de Berlin, MM. K. Müller et E. Amburger, du merveilleux et séduisant instrument de travail qu'ils livrent aux historiens pour la connaissance de l'esprit européen à la fin du XVII^e siècle.

Georges LIVET.

Virgilio TITONE. *La Sicilia della dominazione spagnola all'unità d'Italia*. Bologne, Nicola Zanichelli, 1955 ; in-8°, 383 pages. Prix : lire 3.000.

M. Virgilio Titone réunit dans ce recueil une série d'études qui présentent un trait commun, le souci de relier les problèmes actuels de la Sicile à son passé. Dans l'ensemble, par l'importance des questions posées et par le caractère relativement limité de la documentation, elles se rattachent plutôt au genre « essai » qu'à l'histoire érudite.

Mentionnons rapidement celles qui ont le moins de portée ; elles concernent le *Viaje de Turquia* attribué (sans aucune vraisemblance) à Cristóbal de Villalón, curieux document, utile pour la connaissance du monde méditerranéen au XVI^e siècle et empreint d'une sympathie inhabituelle pour les Turcs ; les jugements portés par les auteurs italiens sur la domination espagnole, très sévères à Naples, favorables au contraire en Sicile ; enfin, la condition des travailleurs agricoles ou la moralité publique d'après certains textes législatifs.

On insistera davantage sur l'histoire des galères siciliennes, qui ne furent jamais nombreuses. La condition des galériens, condamnés, esclaves ou *bonavoglie* ne différait guère de celle de leurs congénères des autres pays de la Méditerranée. S'appuyant sur les dires de Villalón, M. Titone croit même qu'ils étaient plutôt mieux traités du côté turc.

Trois études concernent les questions économiques et financières. Il s'agit tout d'abord de l'importance extraordinaire des rentes dans l'ancienne société sicilienne. Recettes de l'État, des communes, propriétés particulières, tout était hypothéqué ; tout le monde recherchait un revenu fixe. Il y a là, croyons-nous, un phénomène qui dépasse le cadre local. Le grand sujet de l'exportation des blés au XVI^e siècle, n'est qu'effleuré : en réalité, il s'agit surtout de la concession de licences en 1539 d'après un document de la Chancellerie du royaume d'Aragon. L'examen du *Liber regii patrimonii regiae curiae*, des archives municipales de Palerme (pour 1569),

donne une idée des finances royales : pas d'unité de caisse, comme recettes les *donativi* votés par le Parlement et les impôts, principalement les traites sur les blés, en contre-partie, les dépenses militaires et le paiement des annuités des rentes.

Les deux travaux les plus considérables, *Nobiltà, governo, borghesia* et *Rivoluzione e rivolta*, s'attaquent à un problème fondamental, l'attitude de la société sicilienne devant les gouvernements successifs, attitude particulièrement frappante lors des révolutions de 1647 contre les Espagnols, de 1848 contre les Bourbons de Naples, de 1866 contre la maison de Savoie. A deux siècles de distance, les Siciliens se comportent sensiblement de la même façon : opposition de principe à l'ordre établi, absence de programme politique, participation de toutes les classes sociales à la révolution, fonctions publiques confiées à des aristocrates, résistance quasi nulle quand le pouvoir réagit. A cela s'ajoute, au moins en 1866, le rôle souterrain de la *mafia*. Tout cela montre, d'après M. Titone, qu'une interprétation marxiste de ce genre de révolution serait illusoire. En réalité, c'est la population tout entière qui est antigouvernementale et dans le fond anarchiste. Les Siciliens actuels sont-ils si différents de leurs ancêtres? L'histoire récente du bandit Giuliano montre qu'ils ne sont pas encore devenus des modèles de civisme, mais l'auteur croit que les conditions de la vie moderne et notamment l'usage du scooter, tendent à rendre les Siciliens moins ingouvernables. Acceptons-en l'augure. On remarquera que les vues de M. Titone rejoignent celles de Carlo Levi, auteur du célèbre roman « Le Christ s'est arrêté à Eboli », qui concernent l'ancien royaume de Naples, et celles de M. Braudel sur les populations montagnardes, qui vivent à l'écart de la civilisation des plaines.

H. LAPEYRE.

William McELWEE. *England's Precedence*. London, Hodder & Stoughton, 1956 ; 304 pages. Prix : 21 s.

Cet ouvrage couvre la même période que l'*England under the Stuarts* de Trevelyan, de l'accession de Jacques I^{er} (1603) à la chute de Jacques II (1688). Le titre, de prime abord assez énigmatique, se réfère à une sentence de Milton, p. 171 : « Que l'Angleterre n'oublie jamais la primauté par elle acquise d'enseigner aux nations comment vivre ! » Et, d'abord, le xviii^e siècle, entre Élisabeth et les triomphes du xviii^e, n'étant guère, hors les quelques années de Cromwell, une période de grandeur pour l'Angleterre, on se demande où est cette primauté. Peu à peu la lanterne s'éclaire, illumine les dernières pages : la primauté, c'est d'avoir la première tranché le problème de la souveraineté au profit de la nation et contre le prince, c'est d'avoir la première établi le régime représentatif.

M. McElwee, historien de métier, a écrit des ouvrages plus frivoles, fiction ou « petite histoire ». Je n'y vois pas d'inconvénient. Même, si j'osais risquer un doute tellement hérétique, où trouver l'histoire plus frémissante et sensible que dans la fiction, quand elle est grande : *La guerre et la paix* chez les Russes, *Une ténébreuse affaire* ou *Lucien Léuwen* ou *L'éducation sentimentale* chez nous, *Henry Esmond* ou *Vanity Fair* chez les Anglais? Mais notre auteur ne pousse pas si loin l'audace. Ce qu'il plaide, c'est que, pour les professionnels, et de plus en plus, l'histoire (politique, constitutionnelle, sociale, économique et le reste) tend à se diviser en une série de disciplines compartimentées à l'excès. Il le faut peut-être. Mais le revers, c'est que, ce faisant, elle devient de plus en plus hermétique, fermée au

public, même cultivé, même curieux, et qu'on rejette ainsi à l'insignifiante anecdote. De là l'intérêt d'ouvrages à mi-pente qui, refusant de dénombrer les amours du Bien-Aimé ou la garde-robe de Napoléon, se donnent pour ce qu'ils sont : ensembles de seconde main, basés sur maints travaux antérieurs, et qui ménagent au lecteur courant l'accès à des régions qu'il ignorerait sans eux. Il y aurait bien à dire en faveur de pareil dessein, surtout quand il s'avoue ou se proclame, comme ici, pour ce qu'il est avec une entière franchise. Je pense même qu'il est spécialement bienvenu quand il vise une époque comme le xviii^e siècle anglais, si complexe, confus, déroutant — si anglais ! La victoire du puritanisme cromwellien nous est assez familière, je l'accorde ; en dehors d'elle, sur ce qui précède et ce qui suit, que pouvons-nous bien lire, nous autres Français ? Nous sommes bien aises qu'on nous en redise l'histoire.

Et elle n'est pas mal redite. Même, dans une veine assez libre, plutôt rare chez les Anglais. Ainsi, parcourez les deux derniers chapitres, *Les traités secrets et la conspiration papiste, La réaction royaliste et la catastrophe finale*. Derrière le prétexte religieux, derrière l'invention diabolique d'un complot fabriqué, l'enjeu vrai de la lutte entre Charles II et lord Shaftesbury, c'est de savoir à qui restera la pouvoir réel, qui l'emportera, de la Couronne ou de la République (le mot est de l'auteur). Ce que veut Shaftesbury, ce n'est assurément pas la souveraineté du nombre, c'est l'oligarchie des grands seigneurs et des grands riches — ce sont les mêmes, ils sont interchangeables — qui demain régneront, réussiront, fonderont la grandeur anglaise. Lorsqu'en 1688 Guillaume et Marie accèdent à la couronne, rien ne peut, hors le besoin anglais de s'illusionner soi-même, déguiser le fait que « la continuité historique et légale a été brisée », que tous deux, et après eux les rois hanovriens, usurpent en vertu d'une loi du Parlement, « ne peuvent, au delà de ce titre, invoquer aucune prérogative immémoriale, aucune mystique de féauté qui les rendent inamovibles ». (Un illustre exemple, de nos temps, est l'expulsion d'Édouard VIII.) La république, moins le nom, est fondée, avec une figure de proue qu'on s'obstine, par une tradition, à nommer le roi. Il est rare qu'on rencontre, outre-Manche, les choses si carrément définies et un chat appelé un chat.

Des mots, des traits incisifs égaient de temps à autre un récit qu'ils éclairent tout ensemble. Il est divertissant d'apprendre que l'*Habeas Corpus*, ce pilier des libertés anglaises, ne doit l'être qu'à un accident. Quand le projet de loi vint devant les Lords, le porte-parole pour les *non* se trouva lord Norris, « homme sujet aux vapeurs » et qui « ne prêtait pas toujours attention à ce qu'il faisait ». Il ne s'aperçut pas que lord Grey, la partie adverse, comptait par manière de rire un lord très gras pour dix ; « et avec ces neuf en trop, la loi passa à une voix de majorité » (p. 277). Ou bien oyez ce mot vitriolique de Jeffreys — le Jeffreys des Assises sanglantes — compromis jusqu'à la garde, et qui voit son maître le roi Jacques, un cogot, tomber sans même vouloir combattre : « N'ayez crainte », grommelle-t-il, « c'est la sainte Vierge qui doit tout faire » (p. 291).

† Roger CHAUVIRÉ.

I. — *The Papers of Thomas Jefferson*. Vol. 4-5-6 : 1 october 1780-1 march 1784. Julian P. BOYD, editor. Lyman H. BUTTERFIELD and Mina R. BRYAN,

associate editors. Princeton University Press, 1951-1952; 702, 705 et 668 pages. Prix : 10 dollars par volume.

- II. — **The American Rebellion.** Sir Henry Clinton's Narrative of his campaigns, 1775-1782, with an Appendix and Original Documents. Edited by William B. WILLCOX. New Haven, Yale University Press, 1954; 599 pages + bibliographie et index. Prix : 7 dollars 50.

I. — Poursuivant leur remarquable publication des papiers de Thomas Jefferson, M. Julian P. Boyd et ses associés condensent dans ces trois volumes les documents relatifs aux dernières années et au lendemain immédiat de la guerre d'indépendance. Il est inutile de revenir ici sur ce qui a déjà été dit de la valeur de cet immense travail, de l'érudition qui y est accumulée, de la qualité de la présentation. Les présents volumes, en cela, ne le cèdent en rien aux précédents.

Les tomes IV et V, portant sur les années 1780 et 1781, contiennent surtout, par suite, une documentation d'ordre militaire, qui fournit d'innombrables données sur les conditions dans lesquelles la guerre se poursuit, sur les difficultés auxquelles se heurte l'effort des colonies, sur leur état d'épuisement, sur l'ampleur de la tâche que le gouverneur de la Virginie affronte avec de faibles moyens.

Le fait que la défense du territoire ait reposé en grande partie sur les formations de milice explique les échecs répétés des troupes coloniales et le pessimisme que bien des observateurs manifestent encore à la veille de la capitulation de Yorktown. En mai 1781, le major général Steuben, dans l'exposé qu'il fait de la situation militaire en Virginie, exprime la crainte que le pays ne « sombre sous la puissance de ses ennemis » si des mesures ne sont prises pour mettre un terme aux désertions et pour assurer l'application des lois relatives aux levées d'hommes, que les comtés négligent ou refusent ouvertement de mettre en vigueur. La pétition qu'un certain nombre de citoyens adressent au même moment à la législature de Virginie reflète des sentiments identiques. En présence des méthodes de guerre que les Américains opposent à celles des Anglais, les pétitionnaires doutent que les colonies viennent jamais à bout de leurs ennemis. Les troupes régulières sont trop peu nombreuses, disent-ils, et les officiers supérieurs, conscients de leur faiblesse, envisagent de trahir leur mission et de pactiser avec l'envahisseur. L'erreur, à leurs yeux, a été de se fier à l'efficacité des milices, dont le rôle devrait être seulement de seconder l'armée régulière en cas de nécessité : des hommes sans expérience de la guerre, peu disciplinés, médiocrement armés, ne sauraient se mesurer avec les troupes de métier britanniques. Sans compter que les appels de miliciens, s'ils se multiplient, laisseront d'innombrables familles sans ressource, paralyseront les travaux des champs, provoqueront de nouvelles hausses sur le prix des denrées et achèveront de déprécier la monnaie locale.

Ces réactions sont l'indice d'un mécontentement qui, à la fin du printemps de 1781, est devenu général en Virginie. Elles trahissent la conviction que les pouvoirs publics n'ont pas été à la hauteur de leur tâche. Aussi les pétitionnaires suggèrent-ils de remédier à cet état de choses par un accroissement des pouvoirs militaires du Congrès, par la substitution de celui-ci aux autorités locales, du moins pour la durée de la guerre. Mais la proposition était trop avancée pour l'époque, et le particularisme régional était trop prononcé pour consentir les sacrifices demandés. Jefferson ne pouvait que se dépenser en vains efforts pour tirer parti, dans un

cadre trop étroit, de moyens de défense qui ne répondaient pas aux besoins de la guerre.

L'insuffisance numérique des formations de milice, la difficulté de les astreindre à un régime de discipline, se compliquent des mauvaises conditions matérielles dans lesquelles elles sont appelées à servir. Le ravitaillement est particulièrement défectueux : les réquisitions de vivres sont chose difficile dans les secteurs exposés aux incursions des troupes britanniques, et, comme les officiers, lorsqu'ils ne peuvent payer les fournitures, doivent recourir à la force, la population leur oppose une mauvaise volonté manifeste, d'autant plus qu'elle est parfois victime de procédés arbitraires qui aggravent son hostilité. S'ajoutant à la dévaluation de la monnaie officielle, aux exigences des collecteurs des taxes, ces délais de paiement, dans les comtés voisins du théâtre des opérations, qui supportent tout le poids des réquisitions, rendent les habitants de plus en plus réfractaires à toute idée de livraisons gratuites. L'habillement n'est pas mieux assuré, les tentes font souvent défaut, ainsi que les outils qui permettraient d'édifier pour les troupes en campagne des abris rudimentaires. Dans certains cas, la situation est telle qu'un correspondant de Jefferson compare la condition des hommes à celle d'esclaves que les maîtres obligeraient de travailler dans la neige sans chaussures, sans chemise, sans autres vêtements que des haillons. Il est impossible, par suite, de retenir longtemps sous les drapeaux des formations aussi misérablement équipées : souvent les officiers demandent leur licenciement au bout de deux mois et demi, surtout pour les compagnies qui, appartenant à des secteurs sujets aux agressions des Indiens, sont particulièrement nécessaires à la sécurité de leurs familles. Et il va de soi que le mécontentement exclut toute possibilité de sanctions disciplinaires. Il est tel comté où les officiers doivent renoncer à incorporer les miliciens : la moitié, au moins, refuse d'obéir à la menace, et toute tentative d'appliquer les pénalités prévues par la loi déterminerait leur exode dans les montagnes ou provoquerait une agitation dangereuse.

Ce n'est pas que les milices ne manifestent, le cas échéant, de grandes qualités de bravoure. Mais il arrive que celles qui se conduisent avec le plus de courage se débandent après l'action et rentrent inopinément dans leurs foyers. Il n'est guère possible, en tout cas, d'attendre de leur part l'effort vigoureux et cohérent que demanderait la conduite des opérations. Particulièrement instructive, la correspondance de La Fayette révèle la gravité des problèmes qui se posent aux chefs d'armée. Les lettres qu'il adresse à Jefferson reprennent les plaintes formulées par les officiers américains, elles signalent aussi la médiocrité des milices, elles insistent sur l'insuffisance de la cavalerie, une des principales infériorités de l'armée continentale, et sur le ressentiment que suscitent les réquisitions de chevaux et de denrées.

On ne saurait donner qu'un aperçu fragmentaire de la documentation de ces deux volumes : elle fournirait, à elle seule, matière à une étude approfondie de la situation militaire sur le front de Virginie.

Avec la fin des hostilités, les papiers de Jefferson, en dépit de l'effacement relatif qui suit sa démission, du détachement des affaires publiques que paraissent lui inspirer les soupçons émis sur sa gestion (« I have taken my final leave of everything of that nature »), ne perdent rien de leur intérêt. Ses correspondants non seulement restent aussi nombreux que dans les années antérieures, mais leur diversité s'accroît du fait des liens d'amitié qu'il a contractés avec des personnalités fran-

çaises : et sa curiosité d'esprit l'associe étroitement à celles d'entre elles qui s'intéressent maintenant aux États-Unis et qui cherchent à s'informer auprès de lui de leurs ressources, de leur passé, de leur géographie et de leurs possibilités d'avenir. De nouveau, par suite, les questions d'ordre scientifique prennent dans le sixième volume une place importante. La documentation politique l'emporte cependant, car Jefferson, dans sa retraite de Monticello, conserve malgré tout une grande autorité, et les George Mason, les Edmund Randolph, les James Monroe... sollicitent fréquemment son opinion sur les questions que pose le fonctionnement de la jeune république. Son abstention fut d'ailleurs de courte durée. Sur l'insistance de ses amis, Jefferson accepta le poste que le Congrès lui offrit de ministre plénipotentiaire pour la négociation de la paix avec l'Angleterre (novembre 1782), et, si les circonstances ne lui permirent pas de s'acquitter de sa mission, il reprit, dès lors, son activité publique.

Élu au Congrès, il fut appelé à intervenir dans les principaux événements de la politique intérieure des États-Unis. Ses lettres, celles de ses correspondants nous montrent les débuts difficiles de la nouvelle nation. L'unité momentanément réalisée pendant la guerre paraît se dissoudre après le danger. Les États n'entendent pas abdiquer leur autonomie devant le Congrès. La révolution, aux yeux de George Mason, avait été faite pour assurer leurs « droits et libertés », nullement pour substituer à la domination anglaise un pouvoir également tyrannique. Pour Jefferson, les États ont tendance à se considérer comme des unités indépendantes, et, comme le Congrès n'a pas les moyens d'imposer ses décisions, il craint que celles-ci ne restent un vain mot. Le peu d'égards qu'ils ont pour l'Assemblée fédérale, le fait que plusieurs négligent de s'y faire représenter sont, en effet, significatifs de leurs dispositions. Pour que ses décisions fussent valables, le Congrès aurait dû réunir les représentants de neuf États. Or, à la fin de 1783, sept seulement y ont envoyé des délégués, et, lorsque, à la mi-janvier 1784, deux autres États se joignent aux précédents, il est pratiquement impossible de réaliser l'unanimité que la constitution prévoit pour le règlement des questions importantes. De là l'extrême lenteur des travaux de l'Assemblée, même lorsqu'il s'agit d'un point, comme la ratification du traité de paix avec l'Angleterre, pour lequel on aurait pu espérer que les considérations d'ordre national l'eussent emporté sur le particularisme régional. La ratification donna lieu à de tels délais que Jefferson, au début de 1784, dut proposer un compromis, qui en subordonnait la validation à l'approbation de sept États seulement.

Graduellement, pourtant, le gouvernement se constitue, les services administratifs s'organisent, et, si le siège définitif du Congrès n'est pas encore fixé, si les animosités locales, qu'illustre le conflit territorial de la Pennsylvanie avec le Connecticut, restent fortes, les papiers de Jefferson nous permettent de discerner les premiers signes d'un état de choses nouveau. Tandis que le Congrès envisage d'élargir ses relations internationales par la conclusion d'une série de traités d'amitié et de commerce avec les puissances européennes et l'empire ottoman, tandis que Jefferson s'efforce de dissiper devant l'opinion étrangère le sentiment que les États-Unis sont livrés à l'anarchie, un progrès décisif intervient dans la formation de l'union nationale lorsque la Virginie cède au gouvernement fédéral les territoires situés au nord-ouest de l'Ohio, qu'elle détenait aux termes de sa charte initiale. Jefferson fut un des artisans les plus actifs de cette renonciation qui devait marquer le début du « domaine national ». L'ordonnance de 1784, relative à la division des

nouveaux territoires en une série d'États qui seraient incorporés dans l'Union sur un pied d'égalité avec les États de fondation plus ancienne, fut aussi, dans une large mesure, l'œuvre de Jefferson. En sacrifiant les intérêts particuliers des « land companies », la Virginie fournissait ainsi à l'idée nationale un appoint essentiel.

Tous les documents concernant ces sujets, l'acte de cession par la Virginie des territoires de l'Ouest, l'ordonnance de 1784, elle-même précédée des rapports du comité chargé de préparer un plan de gouvernement pour ces derniers, l'ensemble des pièces intéressant le conflit de frontières entre le Connecticut et la Pennsylvanie, le texte du compromis de Jefferson sur la ratification du traité avec l'Angleterre..., sont intégralement présentés dans le sixième volume. Le livre formera par suite l'instrument de travail qui répond à la pensée des auteurs de la collection. L'utilisation des documents sera facilitée par les notes substantielles que l'éditeur a soin de leur adjoindre ; certaines de ces « editorial notes », celles entre autres que M. Julian P. Boyd consacre à la démission de Washington de ses fonctions de général en chef, à l'organisation du domaine national, au projet de révision de la constitution de la Virginie, n'ont pas seulement une valeur explicative, elles constituent, en réalité, par la sûreté de leur érudition, autant de chapitres séparés d'histoire américaine.

II. — L'étude des papiers de Jefferson ne saurait dispenser de se reporter, pour la connaissance des opérations de la guerre d'indépendance, au récit des campagnes de Sir Henry Clinton, que publie M. William B. Willcox. La documentation condensée dans ce volume nous fournit un exposé méthodique des événements militaires qui se sont succédé de Bunker Hill à la capitulation de Yorktown. Elle est l'œuvre d'un homme qui, après avoir participé aux opérations du début, prit, en 1778, le commandement en chef des forces britanniques. Ses mémoires auront donc une autorité de première main, que ne diminue en rien le fait que Sir Henry les ait conçus dans une pensée d'apologie personnelle. L'échec de la campagne d'Amérique exigeait de lui qu'il justifiait sa ligne de conduite. Mais l'esprit dans lequel il a écrit son récit n'altère pas l'exposé des événements. La longue introduction de M. Willcox apporte une intelligente discussion du caractère de Sir Henry Clinton, de ses rapports, souvent difficiles, avec ses collègues, des raisons profondes de l'échec de son commandement, liées surtout à sa faiblesse, à son manque d'autorité sur ses subordonnés et de décision dans les circonstances qui eussent demandé une action énergique et rapide. La rareté relative des textes, qui traitent spécialement de cette période, fera ressortir l'intérêt particulier de la publication qui nous est ici présentée.

Marcel GIRAUD.

Louis HAMBIS. *La Sibérie*. Paris, Presses Universitaires de France, 1957 ; 128 pages. (Coll. « Que sais-je ? »)

Marc RAEFF. *Siberia and the Reforms of 1822*. Seattle, University of Washington Press, 1956 ; 210 pages. Prix : \$ 3,50.

Donald W. TREADGOLD. *The great siberian Migration*. Princeton (New Jersey), Princeton University Press, 1957 ; 278 pages. Prix : \$ 5,00.

I. — En 128 pages, M. Hambis tente de faire de la Sibérie un bien impossible point, malgré l'abondance des impressions en petits caractères. Un exposé géogra-

pique très technique et comme détaché de l'ensemble, l'aperçu précis et minutieux des étapes de l'exploration russe, une rétrospective endiablée des civilisations qui se disputèrent bien avant la Chine et les Tatars ces terres apparemment désertées, occupent la première partie. Avec l'apparition des colons et des armées russes, le rythme se ralentit : résumé de la conquête tsariste et des résistances indigènes, fondation d'un état moderne, agencement administratif actuel et bilan des réserves économiques constituent les autres chapitres. Faut-il souligner les inévitables lacunes ? Le silence sur l'insignifiance du peuplement et sur l'état de la Sibérie avant 1860, ou sur l'importance réelle de la façade maritime nord ? Admirens plutôt la densité de cet impitoyable memento.

II. — Cette connaissance concrète des choses et des hommes, cette familiarité avec les problèmes sibériens, voilà précisément l'apport de Marc Raëff. Les réformes de 1822 ? Date cruciale que ce début du XIX^e siècle pour une Sibérie, théâtre jusqu'alors d'une émigration aventurière, simple jeu de loterie commerciale, où l'État ne se concevait d'autre rôle qu'un rôle fiscal. Tout au long des XVII^e et XVIII^e siècles, les besoins du trésor et ceux de guerres incessantes n'avaient laissé de place qu'à la recherche des fourrures, de métal, à l'exploration et à l'exploitation de routes commerciales¹. A une ou deux exceptions près (réformes de 1775), nul souci de légalité n'était venu canaliser l'extension anarchique de la Sibérie.

La paix une fois revenue, maintenant que la grande expansion territoriale du XVIII^e siècle était largement stoppée, l'ordre civil reprend ses droits : la Russie connaissait une période de stabilisation intérieure et extérieure. Pour la Sibérie, le problème était de réintégrer un territoire d'arbitraire administratif dans le droit commun. L'heure du passage d'une économie coloniale à une exploitation économique rationnelle, du monopole à la libre concurrence avait sonné. Le démontrer, tel est le propos de l'auteur.

Car les doctrines physiocratiques, à l'honneur sous Catherine II, faisaient une tardive, mais remarquable entrée par la porte sibérienne. Par l'évaluation qu'il nous donne du rôle du despotisme éclairé et des apports libéraux du XVIII^e siècle, la galerie de portraits des principaux réformateurs, la description concrète, pittoresque même, des différentes classes et de leurs modes de vie, l'auteur montre une largeur de vues et un sens des problèmes remarquables.

Le bilan qu'il nous trace des réformes administratives, résumées par un tableau suggestif (page 144), ne l'empêchent pas de poser très nettement les problèmes propres à la Sibérie : problèmes de *peuplement* et de cadastre d'abord, puisque les zones d'expansion agricole coïncident avec les zones de peuplement, au point d'amener le gouvernement d'Alexandre I^{er} à envisager pour la première fois la question de l'émancipation des serfs ; problèmes *administratifs* ensuite : cercle vicieux que n'arrivera jamais à rompre la Russie tsariste, nous avons nommé le paradoxe de confier une politique antibureaucratique à la bureaucratie elle-même ; problèmes *intérieurs* aussi : l'absence de toute noblesse et de toute classe marchande un peu évoluée rendait difficile le développement d'une autonomie locale, souhaitée par Spéransky, le principal auteur des réformes dont la silhouette est très finement tracée. Problèmes *indigènes* enfin : ceux d'une assimilation au ra-

1. Cf. G. V. LANTZEFF, *Siberia in the XVIIth Century*, et D. M. LEBEDEV, *Geographia o Rossii Petrovskogo Vremeni*.

lenti, d'une russification par une élite indigène, une noblesse que, pour des raisons administratives, les Russes allaient être amenés à rendre héréditaire.

Livre utile, livre varié, conscient de toutes les implications administratives, économiques, sociales, que posait la *mise au pas légale* de la Sibérie. On aurait peut-être aimé que l'auteur dégage mieux l'avenir de ces réformes, finalement vouées à la stagnation et à l'échec. C'est que, pour amener la Sibérie d'une *Staatsgemeinschaft* à une *Kulturgemeinschaft* (pour reprendre les termes chers à l'auteur), il fallait à l'Empire tsariste une volonté délibérée de réformes qui survive aux complots ou à un souverain libéral. Cette Sibérie était la première sommation adressée à l'état tsariste « démodé, rudimentaire et arbitraire » d'avoir à se moderniser. C'est bien là le sens profond des réformes, tel que le dégage M. Raëff, dans sa tentative d'expliquer cette « deuxième naissance de la Sibérie ». 1822, première tentative pour *débureaucratiser* l'Empire ; premier pas aussi vers 1861, et la politique libérale de peuplement sibérien.

III. — Tel est le sujet abordé par M. Treadgold. Abordé plutôt que traité, malgré les dimensions de l'ouvrage. Par la clarté de son plan, et le choix d'un sujet en passe de devenir classique, on pouvait espérer sinon un renouvellement de la question, du moins une mise au point définitive — en attendant le dépouillement des archives soviétiques. De fait, la netteté d'un aperçu historique récapitulatif, le rappel de citations classiques sur la tradition de défrichement du paysan russe, le souci de présenter un bilan agricole dans les régions de départ de la Russie d'Europe, obéissaient à d'excellentes préoccupations de méthode.

Très vite néanmoins, ses préférences libérales non déguisées conduisent l'auteur à une appréciation contestable des événements. Est-il possible de résumer l'état rural de la Russie dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, et de prendre systématiquement le contre-pied de Lyashenko, sans risquer des affirmations aussi surprenantes que : « la commercialisation élevait le prix des grains, bénéfice qui allait intégralement au paysan, et élevait aussi le prix des terres, dont le paysan tirait plus d'avantages que tout autre groupe social » (p. 55), ou de prétendre que le « problème n'était pas le manque de terres » (p. 44). Il eût fallu *nuancer* davantage.

C'est que l'auteur, qui décèle dans le monde rural une fièvre d'appropriation, d'« individualisation » du sol, et nous campe Stolypine comme le sauveur impuissant de cette antique Russie, ne s'arrête pas à la différenciation rurale, et semble oublier ses propres statistiques, pour ne guère parler que d'une paysannerie globale et mythique.

La démarche historique reprend ses droits avec la description des conditions de départ et d'installation des migrants : la troisième partie, illustrée de photos suggestives, serait même d'assez bonne veine, si elle ne dégénérait trop souvent en une simple accumulation de détails, presque un démarquage de sources, qu'elles soient Koulomzine, l'Encyclopédie Sibérienne, ou les lettres de Stolypine. Cette insuffisance de plan masque mal une insuffisance de pensée, qui se prolonge jusque dans les derniers chapitres, où l'auteur dresse un acte d'accusation de l'attitude de l'intelligentsia, hostile même aux meilleures réformes, qui ébranleraient l'ardeur révolutionnaire de ses troupes. Tout cela nous éloigne trop du sujet que l'auteur distend, faute de le pouvoir cerner, et dont il nous indique mal les recoupements avec la politique générale de la Russie : l'aspect stratégique des migrations n'est qu'accessoirement mentionné (p. 164), aussi peu que les conditions de tenure et

d'exploitation du sol, ou les réactions de la noblesse terrienne, hostile à la dispersion d'une main-d'œuvre misérable et bon marché. L'impuissance du gouvernement à définir et à appliquer une politique démographique et colonisatrice fait écho à la maladresse de l'auteur, quand il s'agit de déceler les raisons profondes de l'échec pratique de la colonisation officielle, dont il s'épuise à suivre les méandres de Douma en Douma.

Plus longuement médité, plus solidement charpenté, ce livre aurait pu offrir mieux que le recueil de statistiques et la mise au point législative, à quoi se bornera finalement son apport réel.

Fr.-X. COQUIN.

Henry CONTAMINE. La revanche. 1871-1914. Paris, Berger-Levrault, 1957; 280 pages, 4 cartes hors texte.

C'est une histoire des conceptions stratégiques et tactiques françaises et allemandes que nous offre ici M. Contamine, en partant des lendemains du désastre de 1870-1871, et en montrant à quoi ont abouti sur le terrain, en 1914, les idées des théoriciens de l'art militaire, au cours de la bataille des frontières et de la bataille de la Marne. Tout au long de cette étude, l'auteur s'applique à réagir contre l'imaginerie d'Épinal, si répandue, par laquelle se trouvent caricaturées à plaisir les idées des états-majors allemand et français, mais surtout de ce dernier, en 1914. Ces idées, de nombreux et brefs chapitres, tout en nuances, s'attachent à en montrer la complexité et la constante évolution, en fonction notamment d'une situation diplomatique elle-même des plus mouvantes. C'est dire combien il est difficile de résumer un pareil ouvrage sans trop en trahir l'esprit. Force nous est cependant de tenter ce résumé.

La guerre de 1870 inspira à la France, d'une manière générale, la conviction de la supériorité militaire prussienne. Les conséquences de cet état d'esprit furent de deux ordres : tout d'abord la France s'attacha, et réussit à peu près, à maintenir une armée numériquement comparable à l'armée allemande, malgré l'écart démographique croissant entre les deux pays ; l'effort français, autrement dit, fut toujours plus poussé que l'effort allemand. L'autre conséquence fut proprement stratégique : l'état-major français établit ses plans de concentration (surtout avant 1882, mais encore après cette date) très en arrière des frontières, et se refusa toujours à dresser à l'avance un plan d'opérations : il laissait l'initiative, autrement dit, à l'adversaire, se réservant d'improviser la contre-offensive selon les occasions qui se présenteraient sur le champ de bataille. Cette tendance à l'expectative fut encore accentuée, naturellement, dans les dernières années, par le refus du gouvernement français d'autoriser son armée à entrer la première en Belgique, et par l'impossibilité d'établir avec les Belges les contacts d'état-major nécessaires pour combiner une action même purement défensive. Au contraire, à partir de 1898, l'état-major allemand décide de violer, le cas échéant, la neutralité belge, et dresse sur cette base un plan d'invasion de la France qui ne subira plus ensuite que des retouches.

Ces données obligent à repenser complètement les explications traditionnelles des événements des deux premiers mois de la guerre de 1914-1918. Et d'abord, pourquoi la « bataille des frontières » fut-elle perdue par les Alliés ? Ce ne fut, selon M. Contamine :

1° Ni en raison de la supériorité des Allemands, en nombre ou en matériel : en

fait, les forces qui s'affrontaient étaient sensiblement équivalentes, avec plutôt un léger avantage du côté des Alliés.

2^e Ni en raison de la doctrine de l'offensive à tout prix, tant dénoncée en France de 1919 à 1939. Les écarts de langage ou les imprudences sur le terrain de certains chefs subalternes ont pu accréditer cette idée. Mais les doctrines offensives étaient beaucoup plus généralement et plus constamment répandues en Allemagne qu'en France ; non seulement, la stratégie de l'état-major français impliquait une conduite circonspecte, mais ses instructions tactiques prescrivaient la prudence, l'utilisation du terrain, l'appui de l'artillerie, etc.

On pourrait penser alors que le premier avantage devait revenir naturellement au camp qui avait l'initiative des opérations et les menait selon un plan préconçu. Telle n'est pas l'explication de M. Contamine. En effet, alors que la mobilisation française s'effectuait plus vite et mieux qu'on ne l'avait escompté, les Allemands se mirent en action plus lentement qu'on n'en était venu à le craindre. Les Français eurent donc, en 1914, tout le temps voulu pour établir leur dispositif en Belgique. Mais l'armée allemande se révéla plus homogène, mieux exercée, plus uniformément animée d'esprit offensif ; parmi les troupes françaises, au contraire, tandis que certaines se sacrifiaient parfois inconsidérément, d'autres restaient inertes, ou perdaient leur sang-froid.

Quant à la victoire de la Marne, elle ne fut pas le « miracle » que les Allemands, les premiers, cherchèrent à accréditer pour expliquer leur propre défaite. Mais, d'une part, la troupe française acquit vite une meilleure tenue au feu, expérience souvent chèrement payée. D'autre part la Marne fut le triomphe stratégique de l'état-major français, passé maître dans les mouvements de rocade et, notamment, l'utilisation des chemins de fer. Ce fut la récompense d'une longue préparation qu'exigeait le principe même de la stratégie française depuis 1870 : attendre l'ennemi, en transportant ses propres forces, à chaque moment, là où le besoin s'en ferait sentir.

Ce résumé trop sommaire laisse échapper bien des aperçus originaux et neufs, notamment sur les origines de la loi de trois ans. Il aura pourtant rempli son objet s'il a fait apercevoir l'importance de l'ouvrage et la nécessité de le lire de près.

Une dernière remarque : pour des raisons tenant à l'édition, M. Contamine a dû renoncer aux notes, et réserver pour un fascicule photocopié une bibliographie comprenant 200 cotes inédites, et 840 ouvrages imprimés. C'est dire l'ampleur de la documentation qui se trouve ici digérée.

J. NÉRÉ.

Georg Brandes. Correspondance. Lettres choisies et annotées par Paul KRÜGER. II : *L'Angleterre et la Russie*. Notes et références, par le même. Copenhague, Munksgaard, 1956 ; in-8°, xxxix-249 pages et 99 pages (numérotées 193-291).

Nous connaissons les principaux correspondants français et italiens de Brandes¹. Voici les Anglais et les Russes. A vrai dire, le sous-titre nous faisait espérer une gerbe plus précise : car il ne s'agit, en fait, que de Gosse pour l'Angleterre et de

1. *Correspondance*. Lettres choisies et annotées par Paul KRÜGER. I : *La France et l'Italie*. Notes et références, par le même. Copenhague, 1952, in-8°, lxix-524 p. et v-189 p.

Kropotkine pour la Russie — Stuart Mill figurant par deux lettres seulement (de 1870 et 1872) et sans la contre-partie, plus importante pour la présente édition, des lettres de Brandes. Ne pouvait-on pas donner au moins une partie de la correspondance échangée avec l'attachante Vera Spasskaia, sa traductrice russe? Et n'a-t-on rien trouvé concernant Maxime Kowalewsky?

Il n'empêche que cette publication nous offre, avec les mêmes qualités d'érudition et de critique que la précédente¹, de nouveaux éléments d'information concernant Brandes et son époque.

Les spécialistes de littérature comparée apprécieront certainement l'échange de vues entre Edmund W. Gosse, que le grand public français connaît au moins par sa *Littérature anglaise*², et l'auteur des *Courants directeurs*. Le premier (qui écrit toujours en anglais) s'écartant progressivement du puritanisme, le second (qui écrit toujours en danois) apprenant Shelley et révélant Bjørnson. Chronologiquement, cette correspondance s'inscrit, pour l'essentiel, entre 1874 et 1885. Elle se différencie radicalement, semble-t-il, de celle de Kropotkine, qui appartient à une période ultérieure (*grosso modo*, 1896-1906) et exprime — en français — les soucis politiques beaucoup plus que les recherches littéraires.

Distinction systématique, pourtant. L'intérêt principal de ce volume relève, en définitive, de l'histoire politique et sociale de l'Europe dans le dernier quart du XIX^e siècle et à l'aube du XX^e, qu'il s'agisse de Gosse ou de Kropotkine. Voici, par exemple, dans l'horizon scandinave, les appels lancés en faveur des Danois du Slesvig en 1899 (*Notes et références*, p. 269), quelques vues sur la sociologie politique du Danemark (*Correspondance*, p. 95-96 et 105) et cette profession : « Je suis un vieux Scandinave et voudrais que les trois pays ne fissent qu'un » (*Ibid.*, p. 195). Mais indubitablement c'est « autour » de l'anarchisme et de Kropotkine que le lecteur peut regrouper le plus d'indications substantielles. Brandes, lecteur attentif de Kropotkine depuis 1887, préfacier de sa *Conquête du pain* (édition norvégienne, 1898), puis de ses *Mémoires* (édition anglaise, 1899) ! Brandes, spectateur attentif des événements de Russie, interlocuteur et contradicteur éventuel de Kropotkine dans ce grand débat de l'avenir russe — voilà qui retient l'historien !

Le soi-disant « théoricien de l'anarchie » lui adresse, en 1896, une magnifique profession : « Vous dites que vous êtes frappé de ma foi absolue dans la sagesse du peuple. Absolue est peut-être trop fort... J'ai toujours été frappé du bon sens moral des décisions populaires, dans le village, dans un groupe, etc... » Les erreurs de jugement, comme celle du 2 décembre? Mais le peuple « a eu dix siècles (et surtout trois siècles, depuis le XVI^e) d'instruction du culte de l'autorité, par l'Église et l'État... Ce culte de l'autorité, c'est une implantation des minorités qui l'ont inculqué aux masses... » Un morceau d'anthologie (*Correspondance*, p. 118-119). Kropotkine rend le plus bel hommage à Brandes non seulement en lui adressant cette méditation capitale, mais encore en le plaçant — pour avoir écrit *La Pologne* — parmi les quelques auteurs qu'il aime, à côté de Herzen, de Guyau et de Tourguenev (*Ibid.*, p. 138). Sur l'éventualité de la révolution en Russie, un dialogue intermittent, qui appartient à l'histoire générale. En 1902, Kropotkine la subordonne à « un grand soulèvement des paysans », et aussi à l'évolution : « Nous mul-

1. Notre compte rendu dans la *Rev. histor.*, t. CCXI, 1954, p. 378-379.

2. Voir EVAN CHARTERIS, *The Life and Letters of Sir Edmund Gosse*. Londres, 1931.

tiplions les Bazaroff accomplis », écrit-il en 1903. La guerre russo-japonaise, « préparée surtout dans la Bourse de Londres et par les impérialistes anglais », promet le travail du mécontentement populaire et de la division des milieux favorisés (mai 1904). Puis c'est l'assassinat de Plehve, qui change tout : « On sent, en effet, un souffle de printemps » (novembre 1904, *Ibid.*, p. 188). Brandes, lui, demeure sceptique ; toutefois, il rejoint l'espérance de Kropotkine, à la nouvelle de la démarche de Gapone, avant de s'en éloigner à nouveau (juin 1905). Ainsi reparessait la divergence fondamentale de ces deux esprits, constante depuis dix ans. Suivant l'expression de Paul Krüger, « baser un système et un avenir sur la conviction que la nature humaine est bonne, comme le pensait Kropotkine, c'était, d'après Brandes, bâtir sur le sable ». On sait la fin triste de l'écrivain russe : elle s'annonce dans la dernière lettre, écrite de la campagne moscovite, en 1919¹.

Une Correspondance comporte fatalement des redites : nous retrouvons dans ce volume bien des témoignages de la culture française de Brandes (je note ce mot, le 1^{er} janvier 1906 : « notre France », *Corr.*, p. 201) ; nous retrouvons aussi le douloureux phénomène de rupture avec les amis de l'Ouest, en 1914-1915, ici Gosse, après Clemenceau. Par contre, nous apercevons au passage Nietzsche, que nous espérons voir figurer en bonne place dans le troisième tome — le plus tôt possible !

F. L'HUILLIER.

F. F. LIU. *A Military History of Modern China, 1924-1949*. Princeton, Princeton University Press, 1956 ; in-8°, xii-312 pages.

Dans peu d'épisodes de l'histoire du monde contemporain, l'« histoire militaire » se confond aussi étroitement avec l'histoire tout court que pendant les vingt-cinq années qui, en Chine, séparent la fondation de l'Académie militaire de Whampoa de la victoire complète des armées communistes sur le continent. Peu d'épisodes soulignent aussi clairement les risques d'une certaine critique trop radicale de « l'histoire-bataille », et l'importance au contraire décisive des faits militaires, si on sait les envisager dans leurs rapports étroits avec l'évolution politique et sociale. Dans la Chine du xx^e siècle, ce n'est pas seulement le processus de domination d'un pays sous-développé par le grand capital étranger et le processus de résistance nationale à cette domination qui prennent une forme militaire : bases militaires permanentes des Occidentaux, agressions répétées du Japon, résistance militaire non seulement gouvernementale, mais populaire. Ce sont les luttes politiques elles-mêmes entre partisans de l'ordre ancien et réformateurs ou révolutionnaires, qui elles aussi se résolvent en conflits militaires : luttes des républicains contre l'empire mandchou jusqu'en 1911, luttes entre les factions rivales héritières de Yuan Che-kai, luttes de Sun Yat-sen contre les militaristes du Nord, lutte, enfin, entre le Kouo-Min-Tang et le parti communiste. On pourrait presque poser en principe que l'incapacité à s'organiser en une force militairement influente est un des signes les plus sûrs de la faiblesse et de l'échec d'un courant politique donné : ce fut le cas des monarchistes-réformistes comme Kang Yeou-wei et Liang K'i-Tch'ao au

1. *Correspondance*, p. 225-229. Voir aussi les quelques pages des *Mémoires de BOUNINE* (Paris, 1950).

début du siècle, du parlementarisme libéral à l'américaine en 1915-1925 (C. T. Wang et ses amis), de la Ligue démocratique en 1941-1949.

Ce n'est pas le lieu ici de tenter même une esquisse des facteurs historiques qui peuvent expliquer ce phénomène. Mais il était toutefois nécessaire de rappeler l'extrême ampleur des problèmes soulevés par l'ouvrage de M. Liu. Et cela d'autant plus qu'à maints égards ce dernier apparaît comme fâcheusement incomplet. L'auteur ne cache pas ses sympathies pour le Kouo-Min-Tang et pour son chef Tchiang Kai-chek ; il a lui-même longtemps servi dans les armées de Nankin (il se consacre aujourd'hui à des recherches d'aéronautique dans l'armée américaine). Mais ce qui semble contestable au point de vue historique, même de la part de quelqu'un qui n'est pas un historien de profession, et dont il est par ailleurs légitime que les opinions se reflètent dans son travail, c'est la conception beaucoup trop étroite de l'histoire militaire chinoise qui semble l'avoir guidé. M. Liu identifie en effet cette dernière aux seules activités militaires du parti et du gouvernement Kouo-Min-Tang et fait pratiquement le silence sur les autres formations politico-militaires que ce dernier a alors affrontées sur la scène chinoise. A cet égard, les armées des « seigneurs de la guerre », comme Tchang Tso-lin, Yen Si-chan ou Feng Yu-siang ne sont guère plus favorisées que les armées communistes ou que plus tard les armées pro-japonaises de Wang Tsing-wei. Ce parti pris de loyalisme officiel nuit fâcheusement à l'équilibre général de l'ouvrage. On ne mentionne même pas la Longue Marche, alors que cet épisode ne présente pas seulement un haut intérêt du point de vue de la technique militaire, mais au point de vue politique ; le mouvement communiste parvint ainsi « à pied d'œuvre » pour diriger les guérillas populaires antijaponaises, ce qui lui permit ensuite de renverser en sa faveur l'équilibre entre ses forces et celles de Tchiang. De même, les ouvrages de théorie militaire de Mao Tse-toung et de Tchou-Teh, dont la synthèse originale entre de vieilles traditions militaires chinoises comme celle de Sun-Tze et les principes communistes de liaison avec la masse du peuple a retenu l'attention d'éminents spécialistes occidentaux comme le général Chassin ou B. H. Liddell-Hart, ne sont l'objet que d'une brève allusion.

Dans la Chine du xx^e siècle, plus encore que partout ailleurs, il n'est pas douteux que la vieille conception selon laquelle « l'armée ne fait pas de politique » ne peut permettre d'apprécier le vrai contenu historique des institutions militaires et des luttes militaires. Faute d'envisager les faits militaires en fonction du problème politique et social essentiel de la Chine du xx^e siècle, c'est-à-dire de la lutte des paysans pour la terre, M. Liu n'a pu donner de ces faits qu'une analyse formelle et comme extérieure. Il n'a pu définir, par exemple, les vraies raisons du succès foudroyant de Tchiang et des armées cantonaises en 1926-1927, soit l'appui des Unions paysannes du Hounan et du Houpei ; ni l'enjeu de la guerre civile de 1928-1934 entre les Soviétiques chinois et Nankin, soit l'échec ou le succès de la révolution agraire ; ni le contraste entre la stagnation des armées de Tchongking et le dynamisme des guérillas paysannes du Nord en 1938-1945. De même, loin d'analyser dans leur ensemble les traits politiques et les bases sociales du Kouo-Min-Tang, il s'est borné à quelques très discrètes allusions à la corruption, au népotisme et à l'esprit de clan, notant, par exemple, que « le système chinois de conscription n'était pas entièrement juste et impartial ». Alors que pour la période de Tchongking, par exemple, la série des grands reportages des White, Payne, Stein, H. Forman, Belden et autres, offrait, à défaut d'une presse chinoise alors étroitement contrôlée, une mine inépuisable d'informations sur ce point.

Il reste que l'ouvrage de M. Liu, qui s'appuie sur un ensemble très considérable de documents occidentaux et chinois, et que complète une excellente bibliographie, fournit sur maintes questions des précisions fort intéressantes. Il décrit par exemple en détail l'Académie de Whampoa, ses méthodes d'enseignement politique et militaire, le rôle des instructeurs russes et chinois, l'esprit de corps qui l'anime, et qui créera jusqu'en 1949 entre ses membres une solidarité qui prime toute autre considération. L'épisode de la mission militaire allemande à Nankin de 1927 à 1938 est lui aussi longuement analysé ; Max Bauer, puis Seeckt, Falkenhäusen, Wetzell, éduquent à la prussienne l'armée du gouvernement de Tchiang, par l'intermédiaire de « l'Université de l'armée de terre » (*Lou-kiun Ta-hiue*, en abrégé *Lou-ta*). L'organisation et la hiérarchie de l'administration militaire du Kouo-Min-Tang fournissent matière à des développements très complets, mises à part les réserves formulées plus haut ; le paradoxe est justement que cette organisation s'est continuellement perfectionnée, selon les diagrammes savamment dessinés par M. Liu, à mesure même que ces armées se décomposaient politiquement. Les pages, enfin, que M. Liu consacre au problème des fournitures militaires et des fabrications de guerre comptent parmi les meilleures de l'ouvrage, dans la mesure où ici il renonce à isoler les problèmes militaires de la vie politique et sociale chinoise en général ; il souligne à juste titre combien les bases industrielles de l'armée chinoise sont fragiles, et combien ce fait rend constamment nécessaire une politique d'achats à l'étranger : à l'Union soviétique en 1924-1927, puis de nouveau en 1938-1940, aux pays d'Europe occidentale jusqu'en 1939, aux États-Unis à partir de 1941.

Jean CHESNEAUX.

Marc BLOCH. L'étrange défaite. Témoignage écrit en 1940. Nouvelle édition enrichie de textes inédits. Paris, Albin Michel, 1957 ; in-8°, 262 pages.

Ce petit volume, présenté par une préface émue de G. Altman qui fut un des compagnons de combat de Marc Bloch dans la résistance, réunit à une étude sur la campagne de France quelques écrits clandestins de celui qui devait disparaître, sous le nom de Blanchard, sous les balles allemandes en juin 1944. On trouvera dans ces pages un des témoignages les plus précis et les plus lucides qui aient été écrits pendant la guerre sur les aspects en quelque sorte humains et surtout une analyse très poussée des conditions de la guerre psychologique, qui semble bien avoir été la première en date. Un premier chapitre de trente six pages, intitulé modestement présentation du témoin rappelle dans quelles conditions Marc Bloch, ancien combattant de la guerre de 1914-1918, père de six enfants, se trouva reprendre, dans un état-major avec ses galons de capitaine, l'uniforme déposé après la « der des ders » ; mais c'était l'état-major des corps d'armée qui allaient être engagés en Belgique en mai 1940, et après des difficultés qu'on devine, furent partiellement transportés en Angleterre avant d'être rapatriés en Bretagne où Marc Bloch se remit en civil lorsqu'il vit les Allemands entrer à Rennes. Le second chapitre plus compact, réunit, sous le titre « déposition d'un vaincu », les observations et les réflexions de l'auteur sur l'insuffisance de l'organisation des services qu'il eut l'occasion de voir au travail. Il est particulièrement sévère pour l'incompréhension des conditions nouvelles de guerre (« au vrai ce furent deux adversaires appartenant chacun à un âge différent de l'humanité qui se heurtèrent sur nos champs de bataille ») et pour les lacunes d'une structure militaire qui permit à

l'ennemi de faire jouer au maximum l'effet de surprise. Retraçant au passage les difficultés de la liaison insuffisamment préparée avec les éléments anglais, il signale également l'état d'esprit surprenant qui amenait le général Blanchard à parler dès le 26 mai d'une « double capitulation ». Le dernier chapitre « examen de conscience d'un Français » examine les conditions générales politiques, psychologiques, qui ont pu amener l'effondrement de l'armée et des structures politiques et économiques de la France de 1940, signalant aussi bien les méfaits de la propagande ennemie chez les uns que l'absence de réflexes individuels chez ceux qu'intoxiquait la propagande communiste, mettant en relief les insuffisances de la connaissance du monde réel chez les dirigeants en général, la bourgeoisie et les milieux intellectuels en particulier. Les documents annexes publiés en fin de volume sont l'éloquent testament de Marc Bloch, un article où il affirme ses convictions républicaines, un article analysant l'ouvrage du général Chauvineau, dans lequel il voit un interprète de la pensée du maréchal Pétain, qui, sous le titre « une invasion est-elle possible? » niait les possibilités des chars et des avions, une critique acerbe de l'ouvrage d'A. de Monzie « La saison des juges », et enfin une étude « sur la réforme de l'enseignement ». Tous ces textes apportent une contribution intéressante aux conceptions disputées dans le Comité général d'Études de la Résistance, mais s'ils présentent une documentation utile, ils n'ont pas l'importance du témoignage d'un observateur perspicace que ses fonctions d'officier d'état-major chargé de l'approvisionnement en essence mirent à même de connaître intimement nombre des problèmes posés par la guerre dans les armées françaises, en particulier dans le nord.

Jean VIDALENC.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Histoire générale. — MM. Louis FERRAND et Edmond MAYRET, bien connus dans les milieux artistiques, ont élaboré un bon *Guide bibliographique de l'école sacrée populaire* (Paris, Musée des arts et traditions populaires, 1956, in-8°, 40 p., illustr.) qui permet de retrouver la suite logique et chronologique de cette espèce de publications, qui ont un intérêt certain (almanachs, cartes, bois gravés, papiers peints, expositions, illustrations de bois originaux, dont un consacré à la « répression de Pologne, 1830 »).

— La XX^e Semaine de synthèse, consacrée, du 18 au 27 avril 1956, à *La notion de structure et structure de connaissance* (Paris, Albin Michel, 1957, in-8°, xxiv-416 p.), fournit des vues utiles pour les historiens dans les exposés sur les structures cérébrales et sociales, sur les structures de comportement et la psychologie de la personnalité.

— L'*Année sociologique*, dans la troisième série (1953-1954) qui vient de sortir (Presses Universitaires de France, 1956, in-8°, 567 p.; prix : 1.600 fr.), publie, au rang de ses travaux originaux, un mémoire posthume de M. Marcel MAUSS consacré à la *Nation*. MM. H. Lévy-Bruhl et L. Gernet, amis fidèles de Mauss, ont mis au point quelques-unes des notes lisibles susceptibles d'apporter quelques lumières sur une œuvre dont le grand sociologue, si érudit et si consciencieux, se préoccupait depuis la première guerre mondiale. Les notions que Mauss a abordées dans ce mémoire ne pourront manquer de susciter de nombreuses réflexions dans les milieux des historiens et des juristes du droit public.

— Une nouvelle collection marxiste vient de paraître par les soins de la *Nouvelle critique*; ce sont les *Recherches internationales à la lumière du marxisme*, dont le premier cahier est consacré aux *Origines du fascisme*. Pas de Français dans l'équipe qui a préparé cet intéressant fascicule (mars-avril 1957, in-8°, 197 p.) et qui est le produit des recherches de M. SVOLBODSKOI, *Naissance et développement du fascisme italien*; Paolo ALATRI, *Les origines du fascisme et la classe dirigeante italienne*; Gid'rgy MAGOS, *Le rôle du capitalisme occidental dans la stabilisation du régime de Horthy*; Walter ULBRICHT, *Sur la nature du fascisme hitlérien*; Fritz KLIN, *Comment la grande bourgeoisie allemande a préparé la dictature fasciste*; L. J. GUINTZBERG, *Les liaisons des milieux réactionnaires américains et anglais avec le parti hitlérien (1930-janvier 1933)*. Ces auteurs s'efforcent de discerner derrière le comportement moral et physique des fascistes des divers pays considérés leurs idées sociales et soulignent la liaison des fascistes nationaux avec les milieux réactionnaires des États-Unis et de Grande-Bretagne. — Il y a dans la liberté d'allure de ces études diverses et l'audace de leurs conclusions des gages de la jeunesse allant de leurs auteurs.

— M. Michel VILLEY, professeur à la Faculté de droit et des sciences politiques

de Strasbourg, était bien qualifié pour écrire ces *Leçons d'histoire de la philosophie du droit* (dans les *Annales de la Faculté de droit et des sciences politiques de Strasbourg*, IV. Paris, Dalloz, 1957, in-8°, 442 p. ; prix non indiqué). Il le fait avec une grande subtilité, qui s'est affinée au contact de connaissances multiples habilement associées en des bibliographies où se précisent les parentés et les déductions, de la philosophie grecque à la science du xx^e siècle ; il distingue les conceptions du droit naturel dans l'Antiquité, aboutit à l'idée du droit subjectif, à celle du droit national telle qu'elle se définit chez Gratien et chez saint Thomas et aux effets de la pensée kantienne sur le droit. Mais d'autres actions ne sont pas moins intéressantes, celles de la justice et de l'utilité dans l'histoire du droit pénal, celles de la morale et de la législation, prouvées par Bentham, le tout aboutissant à la théorie pure du droit comme l'a conçue Kelsen. Et l'on arrive à la conclusion, qui a pour objet les origines de la conscience de l'histoire, événement tardif dans l'invention de l'histoire, et les mouvements que subissent les philosophes du progrès, Auguste Comte, Hegel, Marx, Toynbee. M. Villey termine par une conclusion paradoxale : l'histoire est une explication du monde d'aujourd'hui, mais n'était-ce pas la leçon essentielle que voulait en tirer Lucien Febvre ?

— Le tome II de la publication de M. Eugène ZALESKI sur les *Mouvements ouvriers et socialistes (chronologie et bibliographie) de la Russie* vient de paraître (Paris, Les éditions ouvrières, 1956, in-8°, 492 p. ; prix : 2.175 fr.). Il s'applique aux années 1908-1917, donc fournit les titres de journaux, livres et brochures russes, plus un appendice bibliographique pour les deux volumes, un index alphabétique et un index des matières. C'est un travail considérable et qui semble extrêmement bien fait, qui honore l'Institut français d'histoire sociale, et dont les 5.670 titres recensés pour l'ensemble révèlent l'étendue des dépouillements opérés par M. Zaleski. L'impression de cet énorme recueil, en grande partie composé en caractères cyrilliques, est un gage des qualités déployées par les Éditions ouvrières.

— Sous le titre *The mind of man*, M. G. HIGHET publie (London-New-York-Toronto, 1956, in-8°, ix-184 p.) deux essais philosophiques dont les lecteurs de la *Revue historique* n'ont peut-être pas à tenir un compte très strict, étant donné la nature de leurs préoccupations, mais qui, par leur contenu, la valeur de l'auteur et la qualité de leur style, méritent, à coup sûr, de n'être pas totalement dédaignés. Dans le premier de ces essais, M. Highet estime l'étonnante ascension de la culture humaine depuis la sauvagerie primitive et en symbolise les progrès dans des mythes célèbres, ceux de Job, Antigone, Prométhée : à cet essai, M. Highet a donné le titre *Man's incomparable mind*. Quant au second, son titre, *The migration of ideas*, rend bien compte de l'effort tenté par l'auteur, après avoir assimilé les idées de Spengler et de Toynbee, pour exposer comment les idées humaines, les thèmes essentiels de la pensée collective, les inventions ou créations de la technique se sont transmis entre les civilisations (dans l'Antiquité entre Romains et Grecs, dans les temps modernes par les efforts des Japonais et des Turcs pour déployer leurs propres cultures).

Georges BOURGIN.

— Paul BASTID. *Le gouvernement d'assemblée* (Paris, Cujas, 1956, 402 p.). — Partant de l'idée que le régime d'assemblée est difficile à enfermer dans une définition juridique précise et que, notamment, il se relie fréquemment au régime parlementaire par des transitions insensibles, M. Paul Bastid s'applique à donner

de son sujet une image concrète. Il fait d'abord un historique détaillé des gouvernements d'assemblée de type révolutionnaire : essentiellement, celui de la Révolution d'Angleterre et celui de la Convention. Puis il décrit les institutions d'un régime d'assemblée fonctionnant en période normale : celui de la Suisse. Enfin, il cherche à déterminer si le régime français actuel mérite le nom de régime d'assemblée.

De ce livre parfois austère, mais plein d'intérêt, on retire l'impression que c'est le Long Parlement d'Angleterre qui a représenté, en quelque sorte, la perfection du système : une assemblée omnipotente qui n'admettait pas même d'être soumise à réélection. Mais, ultérieurement, la théorie de la séparation des pouvoirs, et surtout le principe de la souveraineté du peuple, sont venus contrarier ce qui demeure une tendance permanente des assemblées : empiéter sur les autres pouvoirs. Au reste, M. Paul Bastid ne perd pas une occasion de rappeler qu'en matière constitutionnelle, la pratique et les usages comptent souvent plus que les textes ; l'étude juridique est donc inséparable de l'étude historique. J. NÉRÉ.

— Herman VAN DER WEE. *Prix et salaires. Introduction méthodologique.* — P. LEBRUN et M. DUPREZ. *L'histoire des prix et des salaires à partir du XVIII^e siècle* (Cahiers d'histoire des prix, publiés par le Centre interuniversitaire pour l'histoire des prix et des salaires en Belgique, I. Louvain, 1956, in-8°, 47 p.). — La Belgique n'avait pas été retenue parmi les pays au sein desquels des équipes pouvaient être constituées, grâce à la Fondation Rockefeller, pour la recherche systématique des prix et des revenus. C'est pour associer la Belgique à cette vaste enquête que ces Cahiers d'histoire des prix ont été créés. M. Van der Wee a d'abord rédigé une large introduction méthodologique « à l'usage (des) collaborateurs d'aujourd'hui et de demain ». Elle concerne avant tout l'Ancien Régime. Pour les périodes plus proches de nous, MM. Lebrun et Duprez ont aussi présenté une notice complémentaire. Robert SCHNERB.

— La cérémonie des « leçons d'ouverture », jusqu'ici réservée, outre-Manche, aux « vieilles » Universités d'Oxford et de Cambridge, gagne les bords de la Mersey avec M. C. N. L. BROOKE, jeune titulaire de la chaire d'histoire médiévale à Liverpool. A ses aimables et érudits propos (*The Dullness of the Past. An inaugural lecture*. Liverpool University Press, 1957, in-8°, 17 p. ; prix : 3 s. 6 d.), il ne manque, pour être le modèle du genre, que l'habituel couplet d'hommage à son prédécesseur. Le titre, discrètement humoristique, comme il convient, est tiré d'une invective de Pope contre les historiens.

— En compilant un volume de morceaux choisis d'historiens anglais (*English Historians, selected passages*. Londres, New-York et Toronto, Oxford University Press, pour l'English Association, 1957, in 8°, xvi-269 p. ; prix : 18 s.), M. Bertram NEWMAN a voulu montrer que l'histoire peut et doit être un genre littéraire ; ce sont les qualités du style qui ont guidé son choix, non l'importance de l'œuvre historique, ni même la conception de l'histoire. D'où la place donnée aux morceaux de bravoure, récits, portraits, réflexions philosophiques, dont les grands rhétoriciens du siècle passé, les Carlyle, Macaulay, Froude ou Freeman, n'ont pas l'exclusif apanage. Soixante-six auteurs ont été retenus, ce qui ne laisse à chacun, en moyenne, que quatre pages pour s'exprimer ; Maitland, le plus maltraité, n'a droit qu'à vingt lignes. Le filet, largement jeté hors du milieu des historiens de profession, a pris dans ses mailles des traducteurs (Lord Berners), des philosophes

(Bertrand Russell), des mémorialistes de leur temps (Halifax, Burnell, Churchill), voire des romanciers (John Buchan). En revanche, aucun des grands érudits des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, les Madox et les Dugdale, dont les pesants in-folio se prétaient mal au découpage, n'a trouvé place en ce panthéon. Plus près de nous, aucun non plus des polémistes de l'érudition (songeons à Round et à Coulton), à qui leurs saintes colères donnaient pourtant de mâles accents. Ainsi tronqués et émondés, nos auteurs familiers et même (pour ne parler que des disparus) des amis chers deviennent méconnaissables. Si le charme d'Eileen Power transparait dans tout ce qu'elle écrivit, quel portrait inattendu de A. Hamilton Thompson suggère l'unique extrait d'une œuvre dont l'humour et la légèreté n'étaient pas les traits dominants... Et que de stylistes manquent à l'appel, parmi les vivants, à côté des Powicke, des Butterfield et des Rowse... Une dernière surprise : se peut-il que les lecteurs auxquels s'adresse l'« English Association » aient besoin qu'on modernise la langue de leurs grands prosateurs du ^{xvii}^e siècle ? Qui oserait arranger le Plutarque d'Amyot en français moderne ?

— *Historia filia temporis* : combien d'adeptes de la nouvelle religion européenne n'ont-ils pas déjà recherché dans l'Histoire des raisons de croire ? Les mêmes mots, pourtant, ne recouvrent pas toujours les mêmes concepts ; en l'espace d'une vie, trois Europes, homonymes, mais non parentes, nous ont été offertes : celle de Briand, celle de Hitler, celle de M. Spaak. A plus forte raison, Charles-Martel mettant en déroute les Arabes à la tête de ses « Européens » ne préfigurait-il pas le général Speidel. La nécessité s'imposait donc de soumettre ce mot, devenu magique, à une enquête de « sémantique historique ». C'est ce qu'a tenté et en parti réussi le petit livre de M. Denys HAY, *Europe, the emergence of an idea* (Edinburgh, The University Press, 1957, in-8°, xi-132 p. et 6 planches hors texte ; prix : 18 s.) (Edinburgh University Publications, History, Philosophy and Economics, n° 7). S'agissant d'un survol à travers les siècles, d'Hérodote à Sully, il a fallu se contenter d'un cadre trop élémentaire d'histoire générale, tenant imparfaitement compte des conditions propres à chaque époque ou prenant de trop grandes libertés avec les faits : le premier soin des Seljukides débouchant en Proche-Orient fut-il de « saisir le pouvoir en Égypte » (p. 30), où ils ne pénétrèrent jamais ? Autre écueil à éviter, celui des liaisons arbitrairement établies entre tel scribe ou tel savant, responsable de telle conception, et l'opinion publique contemporaine (toute *Geistesgeschichte* commet plus ou moins involontairement cette confusion). M. Hay n'a pas surmonté totalement ces difficultés. Les trous et les manques alternent avec de solides analyses et de subtiles suggestions ; c'est la rançon de son ambition. Tout avait bien commencé, une fois établie la superposition d'une division géographique du monde en trois continents (héritée d'Hérodote) et d'une division raciale entre les fils de Noé (admise par les Pères de l'Église) : le « mariage d'Europe et de Japhet » aurait pu donner au concept le contenu affectif nécessaire à sa survie. En fait, il faut attendre le ^{xiv}^e siècle pour que la notion d'Europe devienne autre chose qu'un terme géographique rarement employé, mal discernable de la notion de chrétienté romaine et terriblement fluctuant. Le rétrécissement du domaine chrétien a donné aux contemporains une plus claire notion de l'espace européen, en même temps que les déchirements internes de la chrétienté enlevaient à la papauté son caractère de magistère universel. Chez les Pères du concile de Constance, se disputant l'hégémonie ou désirant une représentation

proportionnelle des diverses « nations » d'Europe, chez un Pie II voulant épargner à l'Europe chrétienne le raz de marée ottoman, on voit enfin une claire notion des limites de l'Europe et de ses intérêts communs. Les cartographes et leurs portulans, dans le même temps, aidaient à ce travail de définition et de clarification. Ce chapitre v (« The Emergence of Europe ») est à la fois le plus solide, le plus nourri et le plus convaincant. M. Hay ne nous surprend pas en nous apprenant que c'est par lui qu'il a commencé son enquête ; le reste n'est que prolongements et coups de sonde dans le passé et l'avenir, et satisfait moins le lecteur.

E. PERROY.

— Paul WESTHEIM. *La escultura del México antiguo* (México, Universidad nacional autónoma de México, 1956, 24 × 16 cm., 29 p., 91 pl., relié) (Colección de arte, t. I). — Pour inaugurer sa nouvelle collection d'art universel, en partie d'ailleurs vouée à l'art mexicain ancien et moderne, l'Université de México a confié à Paul Westheim (spécialiste d'histoire et de philosophie de l'art, tenté, ces dernières années, par l'art mexicain) le soin de choisir et de présenter les chefs-d'œuvre de la sculpture mexicaine précortésienne. L'introduction, substantielle et illustrée d'exemples, insiste, entre autres, sur l'importance dans l'art mexicain du mythe tout-puissant, reléguant l'être humain à une place modeste (celle-là même que lui assignèrent les dieux) et sur une évolution chronologique marquée vers un surréalisme de plus en plus poussé dû au goût de plus en plus prépondérant du symbole, qui n'exclut nullement, d'ailleurs, un sens aigu de la nature. Viennent ensuite, dans leur grande et attachante variété, les diverses manifestations des civilisations originales qui fourmillèrent sur la terre mexicaine, des Maya aux Olmèques et aux Aztèques, sans oublier les Tarasques et leur étonnante sensibilité esthétique. Quant à la partie iconographique, bien qu'il soit malaisé de rendre justice aux pièces maîtresses de la sculpture mexicaine ancienne en quatre-vingt-onze planches, elle rassemble, à côté de reproductions bien connues, mais qu'une anthologie bien comprise se doit de présenter, des exemplaires moins connus du public européen. On notera, par exemple, la présence des têtes de guerriers de la tombe du Temple des Inscriptions de Palenque et surtout de sa splendide pierre tombale en bas-relief (malheureusement coupée par la mise en page). On regrettera aussi qu'une planche en couleurs n'ait pu être consacrée à l'une de ces admirables céramiques polychromes qui valent par leur couleur et leur patine et sont trahies par la photo en noir et blanc. L'ensemble, cependant, présente un intérêt certain, ne serait-ce qu'en facilitant au lecteur son initiation à un art autrefois d'abord difficile.

Suzanne LUSSAGNET.

— M^{me} Patricia VAN DER ESCH a écrit pour la Bibliothèque d'histoire économique et sociale un livre intéressant sur *La deuxième internationale (1889-1923)* (Paris, Rivière, 1957, in-8°, 186 p. ; prix : 700 fr). L'auteur avait commencé ses recherches quand elle était encore étudiante du Bryn Mawr College, mais c'est la découverte des archives de la Deuxième Internationale, déposées par Victor Adler à l'Institut d'histoire sociale que dirige, à Amsterdam, notre ami Rüter, qui lui fournit l'essentiel de sa documentation. Ainsi a-t-elle pu mettre sur pied un travail, auquel j'ai mis une préface, et qui est dominé par le problème de la guerre, que les conférences de Zimmerwald et de Stockholm n'arrivèrent pas à dominer ; c'est sur ce problème de la guerre que devaient se séparer les socialistes de l'Europe ; c'est ce problème qu'on trouve à la base des divisions postérieures

à 1923 et qui ont, jusqu'à l'heure présente, guidé les grands chefs de l'opinion socialiste et communiste. La bibliographie établie par M^{me} van der Esch pour son livre offre de multiples qualités.

G. BN.

— G.-H. BOUSQUET. *Les Berbères* (Paris, P. U. F., 1957, 128 p.) (Que sais-je?, n° 718). — V. MONTEIL. *Les Arabes* (Paris, P. U. F., 1957, 128 p.) (Que sais-je?, n° 722). — Deux petits volumes voisins que la rapidité d'évolution des drames actuels date presque avec trop de précision. Le premier, clair apparemment, caractérisé en réalité, même à travers le style du sommaire, par cette étonnante sorte de mépris verbeux des hommes étudiés à laquelle l'auteur nous a habitués dans d'autres manifestations : seuls les côtés négatifs de l'histoire ou de la société contemporaine berbère sont dits et redits ; aucun effort n'est fait pour dégager des éléments de perspectives d'avenir positives. Le second volume, très supérieur, sous son laconisme de statistique ou de commandement militaire, avec une franche et parfois rude mention des problèmes cruciaux de l'heure, dans l'optique commune à Louis Massignon et à l'auteur, qui l'a aidé dans la confection de l'*Annuaire du monde musulman* (1954), dont le présent petit ouvrage est surtout un résumé et une mise au point milieu 1957. Les pays étudiés sont non pas les pays musulmans dans leur entier, ni l'Arabie au sens étroit, mais les pays, allant de l'Iraq à la Maurétanie, qui, plus ou moins complètement, ont été linguistiquement et culturellement arabisés. Je ne sais si c'est intentionnellement que la bibliographie, forcément élémentaire, omet de renvoyer le lecteur français curieux à l'*Islam contemporain* de Letourneau (1950), qui, bien que dépassé naturellement, donne un arrière-plan d'histoire moderne que le présent petit volume ne pouvait contenir.

Claude CAHEN.

Antiquité. — Hartmut SCHMÖKEL. *Le monde d'Ur, Assur et Babylone*. Traduit de l'allemand par Lily JUMEL (Paris, Corrêa, 1957, in-4°, 294 p., dont 118 pl. + 1 dépliant (carte) ; prix : 4.200 fr.). — Traduction élégante et fidèle d'un ouvrage que l'auteur avait voulu élégant, vivant et coloré ; tableaux successifs de la vie mésopotamienne, s'expliquant l'un par l'autre, depuis la préhistoire jusqu'à la chute de Babylone, et dépeignant le paysage et les personnages avec une recherche du style et de la vérité historique dont l'heureuse alliance fait de ce livre le meilleur des ouvrages de vulgarisation. Les grandes métropoles de Mésopotamie, Ur, Assur, Babylone, y sont décrites avec la volonté du savant de faire œuvre scientifique, mais aussi avec le désir de l'écrivain de retenir son lecteur et de lui faire vivre les heurs et malheurs des grandes cités, aujourd'hui mortes, de l'Euphrate et du Tigre. La tentative, parce que très littéraire, aurait pu cacher un manque de connaissances. Ce n'est pas le cas. Il nous semble, au contraire, que c'est parce que H. Schmökel a su pénétrer la vie des Mésopotamiens qu'il est parvenu à nous donner des restitutions aussi vivantes. Dans le passage suivant (p. 18) : « Soudain, le soleil fut là ; comme surgi d'entre deux montagnes, voici Utu, le dieu du Soleil, qui s'élève des profondeurs. Ne voyait-on pas les deux faisceaux de rayons jaillissant de ses épaules ? » aucun savant ne saurait reprendre un mot ; car cette description n'est autre que celle d'une scène gravée sur un cylindre-sceau et représentant l'apparition du dieu-soleil.

Les critiques que l'on peut faire sont celles de spécialistes : retoucher un mot ici, une date ailleurs ; elles sont toujours mal venues pour un livre de ce genre. Le seul reproche que l'on soit en droit de formuler est celui-ci : l'édition française

(fin 1957) n'a-t-elle vraiment pu bénéficier des quelques critiques faites dans les revues spécialisées à propos de l'édition allemande (1955) (cf. *Rev. Assyr.*, LI, 39; *Olzeitung*, LII, 234; *Archiv für Orientf.*, XVIII, 140-142)? P. 24, l. 17, lire Lagash au lieu de Adab; p. 32, quatre lignes avant la fin, il faut lire « après qu'ils eurent détruit Lagash », au lieu de « parce qu'ils enviaient Lagash »; p. 33, une coquille surprenante : lire « qui est l'ensi » (= prince) et non « qui est l'Enlil » (= dieu des rois). Quelques noms n'ont pas été traduits dans la carte, qui conserve Van See Urmia See, Tyrus.

Il conviendrait de faire l'éloge des planches (pl. 83, lire : Tukultininurta), mais une seule efface toutes les autres, la cent dix-huitième : le désert, gris, presque plat, pelé de pierrailles, raclé d'un wadi mort, nu jusqu'à l'horizon; et tout au loin, petit triangle noir, l'immense colline où s'étagent sur des millénaires les temples enfouis de la cité sainte d'Uruk, l'Érech biblique. Maurice LAMBERT.

— *The Aegean and the Near East*. Studies presented to Hetty GOLDMAN (New-York, J. Augustin, 1956, in-4°, xvi-322 p., 43 pl. hors texte, 2 cartes). — Sous ce titre ont été réunies vingt-deux études composées par divers savants en l'honneur de l'éminente archéologue Hetty Goldman. Ce très bel ouvrage, richement illustré (outre les planches hors texte, il contient de nombreuses figures), est appelé à rendre les plus grands services. Il nous est, naturellement, impossible d'analyser tous les précieux mémoires dont ce recueil est formé; nous nous bornerons donc à résumer, très brièvement, les théories et conclusions de certains d'entre eux. M. Blegen souligne l'importance capitale que possédait l'Asie Mineure comme grande voie naturelle menant de l'Asie centrale vers la mer Égée et l'Europe; par ce « pont » unissant l'Orient et l'Occident passa la « route royale » créée par le troisième des rois de Perse, Darius I^{er} : de Suse à Sardes, ou à Éphèse, elle mesurait plus de 1.500 milles. Avant l'établissement de cette route, d'ailleurs, le trafic de la région ne présentait pas l'importance qui lui est trop souvent attribuée; il se heurtait à maintes difficultés, provoquées, notamment, par l'activité des pillards. — Dans son étude sur « les tombes royales d'Alaca Hüyük et le monde égéen », M. Machteld J. Mellink montre que ces tombes attestent, en particulier, la situation privilégiée dont bénéficiaient les rois d'Alaca en matière de commerce parmi les populations égéennes et micrasiatiques; les trouvailles faites dans ces tombes témoignent de l'état fort avancé de la métallurgie anatolienne au cours du III^e millénaire. Les souverains d'Alaca furent-ils des Indo-Européens, prédécesseurs des Hittites, ou bien déjà des Hittites? Chacune des deux thèses peut s'appuyer sur de plausibles arguments. — L'article de M. Wace sur « les derniers jours de Mycènes », dont la chute, dit-il, fut un événement capital dans l'histoire primitive du monde grec, aboutit à des conclusions du plus haut intérêt : Mycènes a succombé vers 1116-1103 (quatre-vingts ans environ après la prise de Troie, que l'on peut dater de 1209 ou de 1183); il semble permis d'attribuer le XI^e siècle au submycénien et le X^e au protogéométrique; la céramique géométrique s'est développée durant le IX^e siècle et s'est pleinement épanouie vers l'époque de la première Olympiade. C'est pendant le L. H. III B que la Grèce mycénienne atteignit l'apogée de sa civilisation; les effets de la chute de Mycènes n'ont d'ailleurs pas été nécessairement identiques dans les différentes régions de la péninsule, et l'arrivée des Doriens n'a pas transformé à fond le caractère de la civilisation : de la Grèce préclassique à la Grèce classique un courant continu a persisté. — Exa-

minant les anciennes influences de l'Orient sur la Grèce archaïque, M. Barnett montre, en particulier, combien furent étroites les relations de nombreux mythes helléniques (ceux de Bellérophon, de Troie, de Tantale, de Pélops, etc.) avec l'Asie Mineure ; il estime que les apports de cette région à la Grèce dans le domaine de la vie intellectuelle n'eurent une importance appréciable qu'à partir de l'âge du fer ; enfin, il souligne l'extrême variété d'aspects qui a caractérisé ces rapports de l'Orient avec l'Hellade, sur laquelle s'exercèrent les influences les plus diverses : ce pays fut comme le « miroir » où se concentrèrent les multiples rayons provenant de l'Asie centrale, de l'Asie Mineure, de la Syrie, de la Phénicie et de l'Égypte. — Sur « les dépouilles perses à Athènes », M^{me} Thompson a rédigé un très utile article, où sont décrits avec une minutie exemplaire les divers trophées (poignards, cuirasses, trônes, sièges, etc.) acquis par les Athéniens grâce aux désastres perses des guerres médiques : ainsi étaient rappelés aux vainqueurs de Salamine les triomphes de la plus brillante époque de leur histoire, et ils pouvaient tous en concevoir, selon le mot de Démosthène, un bien légitime orgueil¹.

— Gert AVENARIUS. *Lukians Schrift zur Geschichtschreibung* (Meisenheim am Glan, Verlag Anton Hain K. G., 1956, in-8°, 183 p.). — L'auteur de cette très consciencieuse étude rappelle d'abord la différence instituée par Lucien entre l'histoire, d'une part, le panégyrique et la poésie, d'autre part. Selon cet écrivain, l'historien est tenu de faire œuvre utile et agréable, de bien connaître les événements qu'il expose et de ne céder ni à la peur, ni à l'espérance, ni à la sympathie, ni à l'aversion ; son style doit être clair, châtié et harmonieux ; la composition de ses récits, savamment ordonnée ; il devra mettre en lumière l'essentiel et sacrifier le menu détail. Dans l'ensemble, conclut l'auteur, cet ouvrage de Lucien porte la marque d'influences très diverses : celle de Thucydide, dont l'écrivain a adopté plus d'un principe (rejet des traditions fabuleuses et respect de la vraisemblance ; nécessité de composer une œuvre à la fois utile et durable, etc.) ; celle des historiens du IV^e siècle formés à l'école d'Isocrate ; enfin, celle de l'historiographie de l'époque romaine, qui apparentait étroitement l'histoire et la rhétorique.

— Ernst KIRSTEN. *Die griechische Polis als historisch-geographisches Problem des Mittelmeerraumes* (Bonn, Ferd. Dümmler, 1956, in-8°, 154 p., 15 fig., 4 pl. hors texte). — Après avoir signalé l'influence des précieuses recherches de Philippson sur l'explication de nombreux événements de la Grèce ancienne et rappelé la nécessité d'une étroite collaboration entre l'étude de la géographie et celle de l'histoire, l'auteur de cet important ouvrage examine la question de l'emplacement des *poleis* grecques. Aux temps mycéniens, la *polis* est située de préférence sur une hauteur et solidement fortifiée ; la dernière vague d'invasion hellénique, celle des Doriens, s'est tout d'abord adaptée à ce genre d'installation ; mais parfois — à Argos, notamment — non loin de l'établissement mycénien, les Doriens en ont fondé un autre, occupant une basse colline, où ils se trouvaient, comme grands propriétaires ruraux, plus voisins de leurs domaines. Le nom de *polis*, donné originellement à la ville haute, subsista pour désigner celle-ci (exemple : l'Acropole d'Athènes). A l'époque classique, commença à s'exercer l'influence des

1. Une importante bibliographie sélective des ouvrages de M^{me} Hetty Goldman figure en tête de ce recueil, dont nous n'avons pu présenter qu'une analyse fort incomplète.

conceptions ioniennes sur l'urbanisme : on sait quelle fut en ce domaine l'action d'Hippodamos de Milet au Pirée et à Thourioi ; encore limitée pendant les siècles classiques, cette influence ira grandissant durant la période hellénistique. En même temps, les progrès des machines de siège depuis le règne de Philippe II de Macédoine contribueront à déterminer le choix de l'emplacement des villes et à en renforcer les murailles.

M. Kirsten souligne fort nettement les différences qui séparaient les colonies romaines et latines, établies sur de clairs fondements juridiques, des colonies grecques, pour l'installation desquelles le facteur géographique jouait un rôle capital. Il montre aussi qu'à la différence de la colonisation phénicienne, la colonisation hellénique fut beaucoup plus agricole que commerciale, et il met en bonne lumière l'importance considérable qu'avait la présence des sources pour l'installation des *poleis*. Ces dernières sont beaucoup plus comparables, d'ailleurs, à nos villages qu'à nos villes, l'ancienne Grèce ayant été principalement une contrée agricole et pastorale ; qualifier de « ville » (*Stadt*) la *polis* grecque n'est pas très heureux : mieux vaudrait l'appeler *Landstadt*, compte tenu des occupations dominantes de ses habitants, qui furent surtout des propriétaires ruraux. Pour la même raison, il y a lieu de voir dans le « synécisme » de Thésée, non pas la fondation d'une *polis* — l'Attique renfermait plusieurs *poleis* dès les temps mycéniens — mais celle d'une « ville » ; dans cette ville, toute distinction entre hommes libres et serfs disparaîtra, tandis que Sparte restera fidèle à la tradition de l'époque archaïque, où les hilotes travaillaient le sol pour les citoyens. En terminant son ouvrage, l'auteur insiste sur l'importance du facteur politique dans la formation et les modifications des villes grecques, où le facteur géographique, d'abord essentiel, s'est graduellement effacé devant les facteurs sociaux et historiques.

Une liste des travaux de Philippson et une abondante bibliographie sont jointes à la pénétrante et savante enquête de M. Kirsten. Paul CLOCHÉ.

Byzance. — Charles DIEHL. *Byzantium : Greatness and Decline*, translated by Naomi WOLFORD, with Introduction and Bibliography by Peter CHARANIS (The Rutgers Byzantine Series. New Brunswick, 1957, in-8°, 366 p., 40 fig. ; prix : \$ 8,50). — L'Université Rutgers a entrepris de publier, sous la direction de P. Charanis, une collection consacrée à Byzance. Plusieurs traductions y sont annoncées : celle de « l'Histoire de l'État byzantin » de G. Ostrogorski, qui pourtant a déjà paru l'an dernier en traduction française à Paris et en traduction anglaise à Oxford, et celle du vieux livre de D. V. Ajnalov sur « les fondements hellénistiques de l'art byzantin ». C'est aussi par une traduction que la nouvelle collection est inaugurée, celle de l'essai de Ch. Diehl, *Byzance, grandeur et décadence*, publié à Paris en 1919 (réimprimé en 1926). Ce choix surprend d'abord : les idées encore valables — elles sont nombreuses — du livre de Diehl sont depuis longtemps devenues banales. Sans doute est-ce plutôt un hommage aux qualités d'exposition et de style de l'auteur ; et il faut bien croire que l'ouvrage peut encore rendre service aux États-Unis et y trouver un public. La traduction est due à M^{lle} N. Wolford. Pour rendre le livre plus « commercial », on l'a illustré de quarante bonnes reproductions d'objets d'art byzantin. Et, pour le « rajourner », P. Charanis l'a accompagné d'une *Bibliographical Note* de 57 pages, qui aligne plusieurs centaines de titres. Certes, la grande compétence de Charanis garantit la valeur de cette bibliographie ; mais, pour ma part, je ne crois guère à l'utilité de ces listes de titres.

— Howard L. ADELSON. *Light weight solidi and Byzantine trade during the sixth and seventh centuries* (New-York, The American Numismatic Society, 1957, 187 p., XIV pl., 1 carte) (Numismatic Notes and Monographs, n° 138). — Les sous d'or ou *solidi* légers, c'est-à-dire pesant moins que $1/72$ de la livre, avaient été signalés il y a un demi-siècle par A. Luschin von Ebengreuth et avaient fait l'objet d'une première étude, en 1923, par U. Monneret de Villard. La monographie que vient de leur consacrer H. L. Adelson est, du point de vue de la technique numismatique, remarquable. Elle comporte un catalogue descriptif des 183 pièces connues, pour la plupart reproduites en d'excellentes planches; une carte des lieux de trouvaille; une étude très poussée du poids, du titre, des marques de ces monnaies, replacées dans l'ensemble du monnayage contemporain; une interprétation historique et économique. Le problème posé par les *solidi* légers n'est pas simple. Ces pièces forment des séries continues depuis Justinien jusqu'à Constantin IV Pogonat (668-685). Frappées dans l'empire byzantin (on en connaît aussi des imitations), elles n'ont pas été utilisées dans le commerce intérieur de l'empire, mais seulement dans le commerce extérieur, concurremment avec le *solidus* normal, et seulement, semble-t-il, dans certaines régions. On en a trouvé à Hama en Syrie, dans le delta du Dniepr et dans la région de Poltava; dans les Balkans, en Souabe bavaroise et en Carinthie; mais surtout dans la région d'Udine et Cividale, dans la région rhénane, la Frise et la Grande-Bretagne. Des pays entiers, l'Afrique (sauf un cas douteux), l'Espagne, la Gaule, l'Italie et la Grèce péninsulaires, l'Asie Mineure, n'ont pas jusqu'ici livré une seule de ces pièces, du moins de celles dont la provenance est connue. L'emploi localisé des *solidi* légers doit donc répondre à des conditions locales, d'ordre économique. L'auteur suppose qu'il faut le mettre en relation avec la gravité de la menace perse, à l'orient de l'empire, spécialement sous Justinien, Justin II et Héraclius, car c'est à ces règnes que semblent correspondre les plus fortes émissions de cette monnaie. Byzance aurait alors cherché à augmenter le volume de son commerce avec l'Occident. Et à l'intention des régions à faible développement elle aurait frappé des *solidi* légers, mieux en rapport avec leur niveau économique. En fait, il ne me paraît pas que le problème — dont il est clair au seul vu de la carte que le neud, si l'on ose dire, est la route commerciale allant du fond de l'Adriatique par la vallée rhénane vers la Frise et l'Angleterre — soit définitivement résolu. Mais H. L. Adelson lui a fait faire un grand pas et en a parfaitement donné tous les éléments.

P. LEMERLE.

Orient musulman. — K. A. C. CRESWELL. *A Bibliography of arms and armour in Islam* (James Forlong Fund, XXV. Londres, Luzac, 1956, in-8°, 80 p.). — Pour-suivant la publication de ses fiches bibliographiques méthodiques, l'éminent historien de l'art musulman nous introduit, cette fois, dans un domaine pour lui frontalier, mais d'importance notable aussi pour l'histoire de la civilisation, ainsi qu'il l'a senti en faisant suivre ses sections sur les armes (« générale », puis par pays, puis par armes) d'une section sur la métallurgie. Voir aussi, pour l'historien européen, le chapitre concernant le « prétendu sabre de Charlemagne ». Une brève analyse de chaque ouvrage rend la consultation pratique et fructueuse; on regrette, cependant, l'absence d'un index. Dans l'ensemble, l'auteur ne cite que des imprimés; il signale, cependant, quelques manuscrits, probablement choisis parce qu'insuffisamment connus avant lui. Il n'a pu, à la date où il écrivait, connaître encore Ayalon, *Fire arms and Gunpowder under the Mamluks*, recensé ici même.

— ERMINIO TROILO. *Lineamento e interpretazione del Sistema filosofico di Avicenna* (Atti d. Accad. Naz. d. Lincei, Memorie, ser. VIII, vol. VII, fasc. 8. Roma, 1956, p. 397-446). — Les célébrations auxquelles a donné lieu successivement en tous pays le millénaire (prolongé) de la naissance d'Avicenne ont provoqué d'assez nombreuses et parfois importantes publications. L'étude présente, issue de recherches sur l'influence avicennienne en Europe, souligne l'idée qu'Avicenne est un « vrai philosophe » et qu'il est faux de voir en lui un scholastique, sous prétexte qu'il a influencé les scholastiques, et un mystique, sous prétexte qu'il est oriental... Il est évident que la compréhension de la manière dont Avicenne a agi sur la philosophie occidentale européenne médiévale, de ce qu'elle lui a emprunté, de ce qu'elle en a déformé, etc., exige d'abord une exacte appréciation de l'œuvre originale, et il est normal qu'un historien de la philosophie européenne pose, à cet égard, des questions à ses confrères spécialistes de philosophie de langue arabe. On est un peu moins rassuré de le voir tenter lui-même une restitution, lorsqu'il ne connaît pas cette langue, et il va de soi qu'il faudra à son exposé la caution de quelques autres. La langue de philosophes si controversés n'est pas de celles qu'on puisse comprendre seulement au travers de traductions. On aurait au moins voulu que les notes nous renseignassent mieux sur la connaissance qu'a sans doute l'auteur de la bibliographie récente de ses confrères arabisants.

Claude CAHEN.

Histoire coloniale. — M^{lle} E.-Th. LEMAIRE. *Répertoire de documentation nord-africaine* (Constantine, Archives départementales, 1954, in-8°, 134 p.). — Guy QUINCY. *Supplément I audit répertoire* (1956, in-8°, 114 p.). — Le Centre de documentation des Archives départementales de Constantine a été créé en 1949. Le répertoire qu'il publie réunit les livres et surtout les articles récents qui intéressent l'Afrique du Nord. Il comporte, en principe, un supplément annuel, qui permet de le tenir à jour. Il est encore loin d'être exhaustif. Mais sur bien des questions il peut orienter le chercheur vers des documents qu'il risquerait de négliger. Ses rubriques, classées par ordre alphabétique, permettent de le consulter rapidement. Souhaitons que cette œuvre se développe, qu'elle multiplie et diversifie ses rubriques.

— GUY LE RUMEUR. *Le grand Méhariste* (Paris, Berger-Levrault, 1955, xvi-216 p., 16 ill.). — Biographie du colonel Le Cocq, héros de la pacification du Sahara mauritanien, mort à Monkay le 11 mars 1945. L'ouvrage décrit bien la vie des groupes nomades du désert et montre l'abnégation des officiers qui se vouèrent à cette tâche.

— COMTE DE SAINT-AULAIRE. *Au Maroc avant et avec Lyautey* (Paris, Flammarion, 1954, in-8°, 263 p.). — Extrait des mémoires de l'ambassadeur, parus sous le titre de *Confession d'un vieux diplomate* et dont il a été rendu compte.

— E. H. CARTER. *A cross the seven seas. The story of the British Commonwealth and Empire* (Londres, Nelson, s. d., in-16, x-366 p.). — Ouvrage illustré qui présente successivement les dominions et les colonies britanniques. Les renseignements historiques sont sommaires. Une suite de notations esquissent les aspects les plus caractéristiques des territoires aux divers stades de leur évolution. Le livre ressemble un peu à un film éducatif et s'adresse au même public.

— HUBERT DESCHAMPS. *Peuples et nations d'outre-mer (Afrique, Islam, Afrique*

du Sud) (Paris, Dalloz, 1954, in-8°, 475 p.). — Résumé d'un cours professé à l'Institut des sciences politiques, l'ouvrage de M. Deschamps esquisse à très grands traits les problèmes des peuples groupés dans les grands empires coloniaux de l'avant-guerre. Il est forcément sommaire : l'Afrique du Nord française est traitée en 27 pages, l'Afrique orientale britannique en 10, le monde malais (Malaisie, Indonésie, Philippines) en 13. Il serait plus précieux, comme ouvrage de référence, s'il était pourvu d'un index.

— A. TOUSSAINT. *Bibliography of Mauritius (1502-1954)*. Covering the printed record, manuscripts, archivalia and cartographic material (Port-Louis, Esclapon, 1956, in-8°, xx-884 p.). — La bibliographie de l'île Maurice publiée par M. Toussaint est admirable. Ses 8.865 mentions renvoient aux archives de tous les pays du monde, aux archives départementales, locales, notariales, aux bibliothèques, aux livres publiés dans toutes les langues, aux périodiques imprimés dans l'île, aux cartes. Ce n'est pas seulement « une bibliographie descriptive du type habituel, mais plutôt un manuel de documentation » à l'usage des historiens. Ils y trouveront des suggestions si nombreuses qu'ils pourront en quelques heures établir le plan des recherches auxquelles ils s'intéressent ; au temps du microfilm, des recueils aussi complets et aussi précis permettent d'entreprendre des travaux devant lesquels on aurait hésité autrefois. Grâce en soient rendues à M. Toussaint et à ses collaborateurs.

— Patrick O'REILLY. *Bibliographie de la Nouvelle-Calédonie* (Paris, Musée de l'Homme, 1955, in-8°, 363 p.). — Bel ouvrage de 4.181 références de livres et d'articles, souvent suivies de brèves notices analytiques. Un instrument de travail de premier ordre.

H. BRUNSWIG.

Allemagne. — Erich HOFFMANN. *Die Herkunft des Bürgertums in den Städten des Herzogtums Schleswig* (Quellen und Forschungen zur Geschichte Schleswig-Holsteins, t. 27. Neumünster, Karl Wachholtz, 1953, in-8°, 273 p.). — Étude minutieuse et fouillée que celle consacrée par M. Hoffmann à l'origine de la bourgeoisie dans les villes du Schleswig. Prenant appui sur des sources multiples qu'il caractérise dans son introduction — listes d'imposition, registres paroissiaux, livres de bourgeoisie — précisant sa méthode quant à l'analyse des noms en tant que critère d'appartenance à un peuple, l'auteur étudie en fonction de ces données, par grandes périodes et par groupes régionaux, les différentes cités du Schleswig. La région sud, d'abord, avec Tönning, où prédomine l'élément hollandais et allemand, Friedrichstadt, où subsistent les registres paroissiaux de l'Église arminienne (les « Remonstranten »), Husum, née du commerce de la bière et du malt ; la côte Est ensuite, avec Eckernförde, dont la vie économique repose sur la pêche et le commerce maritime, Schleswig, qui a végété jusqu'en 1544 avant d'être élevée par le souverain au rang de ville résidentielle : les bourgeois de la ville deviennent alors les banquiers du roi de Danemark ; la région nord enfin, avec Tondern, Hadersleben, Apenrade, Sonderburg, et le Schleswig moyen, avec Flensburg, élément de transition entre influence allemande et influence danoise.

Cette étude analytique amène l'auteur à examiner l'origine des différents groupes d'immigrants : pour les Allemands, il s'agit de la Westphalie et des pays rhénans du Nord, de la Basse-Saxe, du Holstein, qui envoient des commerçants, des artisans, des bourgeois appartenant aux classes élevées de la société ; l'immigration danoise, qui reste essentielle dans les villes du Schleswig du Nord et à

Flensburg, se compose surtout d'ouvriers, de marins, de paysans qui fuient les mauvaises conditions économiques ; les Hollandais, enfin, peu importants par leur nombre, ont cependant puissamment aidé au développement des villes de la côte ouest, par leur expérience du commerce et leur apport de capitaux. Ainsi, dans le Schleswig, entre 1400 et 1750, dates choisies un peu arbitrairement par l'auteur, s'est esquissée une répartition géographique et sociale des immigrants ; de là des conséquences linguistiques que l'on retrouve dans tous les pays de contact entre langues d'enseignement et de culte et dialectes populaires. Étude attentive, qui n'est pas exempte d'une certaine tendance apologétique (*Strom von deutschen Geistlichen*), mais qui est fondée sur une analyse scientifique des documents. Notons que, pour le lecteur peu familiarisé avec la topographie du Schleswig, une carte eût été très utile.

— *Nuntiaturberichte aus Deutschland nebst ergänzenden Aktenstücken 1560-1572*, II/7 (Historische Kommission der österreichischen Akademie der Wissenschaften in Wien und des österreichischen Kulturinstituts in Rom. Graz-Cologne, Hermann Böhlau Nachf., Ges. M. B. H., 1952, 106 p.). — Dans son ouvrage *Römischen Päpsten*, Léopold de Ranke a déjà, à plusieurs reprises, attiré l'attention des érudits sur la grande importance, pour l'histoire de la Réforme et de la Contre-Réforme, des rapports envoyés par les nonces en Allemagne et conservés dans les Archives vaticanes. A la publication de ces rapports se sont attachés, depuis 1888, les Instituts allemand et autrichien de Rome, qui ont fait paraître différents volumes dès avant la première guerre mondiale. La livraison actuelle, faite par les soins des érudits autrichiens, notamment de H. Kramer, est consacrée à la nunciature de Biglia, de janvier 1570 à avril 1571. Différentes affaires, traitant des rapports de l'empereur Maximilien II et du pape Pie V, sont évoquées dans ces lettres d'importance variable. Simples inquiétudes de la Curie au sujet du Reichstag de Spire de 1570 — la question religieuse n'y est pas évoquée par l'empereur, politique habile, équivoque en matière de foi aux yeux du pape, intransigeant quant à la pureté du dogme et l'austérité des mœurs ; difficultés au moment de la collation du titre grand-ducal, par Pie V, à Cosme de Médicis : Maximilien, qui considère Florence comme un fief impérial, proteste à Spire contre « l'audacieuse usurpation de l'évêque de Rome » ; difficultés également au sujet des sièges épiscopaux de Cologne et de Strasbourg, dont les titulaires refusent de prêter le serment de foi tridentine que le pape exige des nouveaux évêques. Enfin, toile de fond de l'ensemble : la ligue contre les Turcs, qui trouve l'empereur bien tiède ; après la mort de Soliman (1566), il a conclu à Andrinople une paix sans gloire de huit années. Lépante est de septembre 1571. Biglia est mort à Prague en avril.

Dans ces différentes affaires, à travers lesquelles les rapports font une coupe rapide, Biglia apparaît comme un personnage sincère et désintéressé, tenace et malhabile, peu apte à faire triompher les grands intérêts qui lui étaient confiés, homme, surtout, auquel la psychologie — déroutante, il faut bien le dire — de Maximilien II échappait complètement. L'intérêt de l'ouvrage — et de la collection — qui livre ainsi autant de témoignages humains sur les grands problèmes politiques et religieux de l'Europe renouvelée de la fin du xvi^e siècle, apparaît incontestable. L'annotation est parfaite.

— Carl J. BURCKHARDT. *Gedanken über Karl V* (Munich, Hermann Rinn, s. d.,

in-8°, 40 p.). — Les premières lignes de cet exposé le situent d'emblée en dehors de ce que l'érudition classique nous apporte d'habitude. L'auteur pose en principe que personne ne saurait connaître ou comprendre parfaitement le passé. L'historien, qui fait effort d'objectivité, moins que personne. Car lui-même est déterminé, quoiqu'il fasse, par la pensée de son temps. Rien d'étonnant que Charles-Quint soit l'objet de jugements contradictoires et, dans l'ensemble, condescendants. Il était l'héritier d'un monde tellement oublié que même ceux qui se réclament de ses adversaires n'en comprennent plus les ressorts profonds. C'est précisément pour ce monde défunt que C. J. Burckhardt est animé d'une très vive sympathie : ce sont ces sentiments qui donnent à l'ouvrage sa tonalité originale.

C. J. Burckhardt n'apporte pas de faits nouveaux et ce n'était sûrement pas son intention. Il insiste sur quelques aspects de la vie du grand empereur pour souligner le tragique de cette destinée. L'« enfant de Gand », dont le buste de Bruges livre à notre étonnement l'expression d'émouvant effroi, était l'héritier de lourdes traditions en même temps que d'immenses territoires. Le sang du foudroyé duc d'Occident et du glacial Ferdinand d'Aragon se mêlaient dans ses veines. Toute sa vie, il dut faire effort sur lui-même pour surmonter la nostalgie de sa Flandre natale et pour préférer à la Bourgogne de ses ancêtres les horizons de la chrétienté tout entière. C'est, précisément, le souci de l'unité catholique qui lui servit de ligne directrice et le marqua, par là même, du sceau de la solitude. Car tous, autour de lui, méprisaient cette volonté de paix religieuse dans l'entente retrouvée. A ses appels à l'union, François I^{er} répondit en publiant le traité qu'il avait conclu avec la Porte et, malgré ses efforts, Charles dut assister au déchirement de « la tunique sans couture ». L'auteur n'évoque pas sans talent la seconde partie du règne : il réussit à donner l'impression d'une toile qui se défait de toutes parts et le lecteur, ému, compatit à la lassitude du solitaire qui contemple, dans les jardins de Yuste, le « Jugement » du Titien.

A travers les dernières pages du livre frémit le sentiment d'une revanche : par delà le déchaînement des nationalismes dont Charles-Quint n'a pu freiner l'essor, l'Europe affolée regrette son unité d'autrefois. On le voit, si cet « essai d'histoire partielle » — magnifiquement illustré et présenté — ne projette pas sur la figure du « dernier grand empereur » des lumières vraiment nouvelles, il a du moins le mérite de faire revivre une pensée et de recréer une mentalité, avec une sympathie, parfois communicative, toujours suggestive et pénétrante.

— Albert BÜRK et Wilhelm WILLE. *Register zu den Matrikeln der Universität Tübingen. 1600-1817* (Verbindung mit der Württembergischen Kommission für Landesgeschichte von der Universitätsbibliothek Tübingen. Tübingen, Universitätsbibliothek, 1954, in-8°, 376 p.). — Ce volume, concernant les années 1600-1817, termine la série des publications entreprises en 1903 par le docteur Bossert et le professeur Hermelink : sont déjà paru les volumes I (1477-1600), II (1600-1710) et III (1710-1817). Le présent ouvrage offre un index alphabétique des volumes II et III ; il se compose de deux parties : la première touchant les localités d'origine des étudiants, la seconde leurs noms ; les deux listes, établies par ordre alphabétique, sont très commodes à consulter. L'ensemble permet des observations utiles sur le rayonnement de l'Université, sur l'évolution de la fréquentation de celle-ci par les étudiants d'origine différente, sur l'influence d'événements politiques et militaires comme la guerre de Trente ans et la Révolution française. Notons la part importante des étudiants venus de Montbéliard, avec des noms

comme Duvernois, Bernard, Jeanmaire, Perdrix, Surleau, Masson..., en liaison avec l'histoire du pays de Montbéliard avant la Révolution.

— ROLF LIEBERWIRTH. *Christian Thomasius. Sein wissenschaftliches Lebenswerk. Eine Bibliographie* (Thomasiana. Arbeiten aus dem Institut für Staats- und Rechtsgeschichte bei der Martin-Luther-Universität Halle/Wittenberg, t. 2. Weimar, Hermann Böhlau Nachfolger, 1955, in-8°, 213 p.; prix : DM. 17,60). — Le 1^{er} janvier 1955, l'Université de Halle-Wittenberg a fêté le trois centième anniversaire de la naissance de son fondateur, l'un des représentants les plus illustres de l'*Aufklärung*, Christian Thomasius. Une abondante bibliographie, relevant les différents ouvrages du maître, existe, mais, ni classée, ni complète, même chez Fleischmann ou chez Becker, elle reste peu abordable. Dans la liste qu'il donne, répertoriée par numéros et dans l'ordre chronologique, R. Lieberwirth s'efforce de retrouver les conditions d'éclosion de chaque ouvrage de Thomasius (en se servant des introductions et préfaces quand cela est possible), afin de découvrir les relations existant entre ces œuvres : il veut mettre en lumière le fil directeur d'une pensée orientée à la fois vers la recherche et vers l'enseignement. L'ensemble forme un ouvrage clair et utile, complété par la liste des études écrites sur Thomasius, avant et après 1750, répertoire indispensable à la connaissance, non seulement du juriste et du philosophe de Halle, mais également à celle du mouvement des idées dans l'Allemagne du XVIII^e siècle.

— WILHELM TREUE. *Deutsche Geschichte von 1648 bis 1740. Politischer und geistiger Wiederaufbau* (Sammlung Göschen, t. 35. Berlin, Walter de Gruyter et C^{ie}, 1956, in-16, 120 p.; prix : DM. 2,40). — Dans un petit livre de la collection *Göschen*, qui rappelle nos *Que sais-je?*, M. W. Treue s'est efforcé de donner un condensé rapide de l'histoire allemande entre les traités de Westphalie et l'avènement de Frédéric II. On y retrouve les soucis essentiels de l'historien de cette période : d'abord quant à l'importance des traités de Westphalie, capitulation impériale. L'auteur accepte la thèse hégélienne qui veut que cette paix ait établi un système d'opposition entre la France et l'Allemagne : démarches de la France vers une unité nationale et vers l'absolutisme, tandis que l'Allemagne s'éloigne de plus en plus de cette unité. Le Saint-Empire devient « l'esplanade de la politique de ses voisins », et ajoutons qu'il reste le champ de bataille de l'Europe. Suivent, tout naturellement, les rapports des États de l'Empire avec Louis XIV, épris d'hégémonie, véritable danger pour l'équilibre européen. L'alliance franco-turque apparaît à l'auteur comme une « jonglerie française ». L'absolutisme territorial des princes allemands n'est pas une simple imitation du modèle français, mais il ressort d'une base patriarcale (voir L. de Seckendorff, *Teutschen Fürstenstaat*, 1656). L'épanouissement des « résidences », favorable au développement culturel, fait oublier les intérêts proprement « allemands », car la somme des États particuliers n'est pas l'histoire allemande ; au milieu des souffrances des guerres se dessine un nouvel ordre politique par la montée du Brandebourg et l'accession de l'Électeur à la couronne royale. En 1713-1714, les peuples sont épuisés par les guerres, plus encore qu'après la guerre de Trente ans : se précisent alors les premiers projets d'équilibre des États par une union européenne.

Le livre fourmille ainsi d'aperçus nouveaux et originaux qui témoignent d'une grande familiarité avec la période. Peut-être aurait-on pu souhaiter une orientation, plus décisive encore, vers l'économie et l'étude des classes sociales, fût-ce

au détriment du récit des conflits traditionnels. Une courte bibliographie termine l'ouvrage, qui rendra des services et fait réfléchir.

Georges LIVET.

— Z. R. DITTICH. *De opkomst van het moderne Duitsland* (Groningue et Djakarta, J.-B. Wolters, 1956, 2 vol., x-393 et 351 p.) (t. VIII et IX des *Historische studien*, publiées par l'Institut d'histoire de l'Université d'Utrecht). — Ces deux volumes constituent un bon manuel d'histoire de l'unité allemande. Le premier raconte, après un bref rappel de l'histoire antérieure de l'Allemagne, la période 1806-1862 ; le second est consacré à l'œuvre de Bismarck jusqu'en 1871.

L'auteur ne prétend pas apporter quelque chose de nouveau. Il brosse une vue d'ensemble de la question, intéressante pour le grand public et susceptible de donner aux étudiants une excellente base de départ. Les professeurs regretteront qu'aucune œuvre équivalente n'existe en langue française. Le style est agréable, le récit alerte ; des croquis précieux (parfois à trop petite échelle) aident à suivre facilement le texte ; enfin, de nombreuses références permettront au lecteur curieux de vérifier ou d'approfondir de nombreux détails qui sont simplement indiqués.

Le titre laisse entendre que M. Dittich, en écrivant ce livre, a pensé souvent à l'histoire ultérieure de l'Allemagne. Il a, certes, relevé un certain nombre de faits qui paraissent annoncer le national-socialisme : opposition des traditionnalistes à l'« État juif » de Stein, style des associations de jeunesse à l'époque napoléonienne, poésie de Fischer qui, dès 1849, paraît s'appliquer à Hitler, etc... Dans un autre ordre d'idées, il avance que la division actuelle de l'Allemagne correspond à une très ancienne constante de son histoire.

Le fond de l'ouvrage appelle peu de remarques. Dans la première partie, l'auteur, entre les récits d'événements politiques, fait une juste place aux faits économiques, ainsi qu'aux courants idéologiques ou religieux. Toutefois, il nous semble que la grande crise de 1840, considérée par beaucoup d'historiens comme un tournant essentiel, est assez négligée. La seconde partie, dominée par la personnalité de Bismarck, accorde une grande place aux événements diplomatiques et militaires. Dans le récit de la guerre de 1870-1871, l'auteur donne une certaine importance au conflit entre le chancelier et l'état-major prussien, à propos, notamment, de l'attitude à observer vis-à-vis de Bazaine.

J. GODARD.

Autriche. — Burkhard SEUFFERT et Gottfriede KOGLER. *Die ältesten Steirischen Landtagsakten, 1396-1519*. T. I : 1396-1452 (Quellen zur Verfassungs- und Verwaltungsgeschichte der Steiermark, III/1. Graz-Vienne-Munich, Stiasny G. M. B. H., 1953, in-18, 147 p.). — L'on connaît l'importance de la Styrie et de Graz, la capitale, dans l'histoire de la maison d'Autriche. Gardienne du passage de Vienne vers le Frioul et la Carniole, siège d'une industrie minière signalée dès le milieu du xv^e siècle par Énéas Sylvius Piccolomini, la province a connu, dès le Moyen Age, une organisation interne d'un grand intérêt : on y retrouve la trace des communautés montagnardes qui s'associent pour aménager les torrents et faire paître collectivement le bétail sur les alpages. Organisation politique également originale, marquée par les rapports — privés et publics — des États avec le prince. C'est à la publication des actes des *Landtage* que s'est consacrée la commission historique du Steiermark, dès avant la première guerre mondiale. Elle donne aujourd'hui, avec notes et commentaires, une édition critique et chronologique de la période allant de 1396 à 1452. On y retrouve la trace des différentes affaires que

discutaient les États réunis à l'appel du prince. Dans leur introduction, les éditeurs mettent l'accent sur le point de vue juridique : il n'est pas sûr que ce soit le plus passionnant, mais l'ouvrage reste un travail utile qui affirme l'importance des États dans la vie politique traditionnelle de l'Autriche des Habsbourgs. Les textes, soigneusement transcrits, sont éclairés par des notes attentives.

G. LIVET.

— Henry VALLOTTON. *Élisabeth d'Autriche, l'impératrice assassinée* (Paris, Arthème Fayard, 1957, 252 p.) (Les temps et les destins). — Feu Octave Aubry me parlait un jour des « beaux sujets ». Il avait à leur propos une théorie, d'ailleurs judicieuse. A n'en pas douter, l'histoire de l'impératrice Élisabeth fournit un beau sujet, inépuisable, auquel reviendront toujours les historiens qui racontent. Le récit de M. Vallotton, ministre de Suisse, est attachant, d'un sentiment juste. Mais... on y retrouve des souvenirs, l'on n'y apprend guère de nouveau. Aussi bien est-ce du côté des archives hongroises que se tournerait un historien désireux d'établir le rôle exact de l'impératrice à l'origine de la Double-Monarchie. En dépit des tendances actuelles de l'histoire, ce ne serait pas œuvre vaine. Car l'impératrice représentait bien, au delà de son personnage original, l'esprit de certains groupes de l'aristocratie internationale du XIX^e siècle, et c'est par celui-ci, autant que par sa grâce, qu'elle a su rejoindre l'opinion hongroise. Beau sujet, celui-là, et neuf, mais qui n'est pas effleuré ici.

V.-L. TAPIÉ.

Belgique. — M. TIHON, archiviste général du royaume de Belgique, a préfacé l'*Aperçu des fonds et des inventaires du royaume*, qui vient d'être publié par M. VAN HAEGENDOREN, conservateur à ces archives (Bruxelles, Archives, 1956, in-8°, 440 p.). Dès 1831, le savant Gachard faisait connaître le contenu général des archives du nouvel État et annonçait la publication d'inventaires propres à faire connaître les fonds qui les constituent. Cette fois, c'est un état sommaire de l'ensemble des archives de la rue du Musée qui a été établi par le distingué conservateur Haegendoren, qui, dans un intéressant aperçu historique, rappelle les vicissitudes subies par les archives d'un pays qui a été si souvent le théâtre d'opérations militaires et qui, occupé par la France pendant la Révolution et l'Empire, a été joint aux Pays-Bas sous la même administration hollandaise. Bien entendu, les autorités allemandes prétendirent opérer, pendant la seconde guerre mondiale, les remaniements qui s'accordaient avec leurs vues. Les remembrements qui furent ordonnés à la suite du départ des occupants, les acquisitions d'archives locales et de famille permettent de totaliser à 500 fonds et collections, 450.000 articles classés sur 40 kilomètres de rayonnement, les archives où tant d'historiens français ont toujours reçu un accueil courtois et averti. La nomenclature et les index établis sous le contrôle de M. Tihon font de ce guide un excellent instrument de travail.

— Des archives de Belgique nous parviennent les inventaires suivants : Juliette ROUHART-CHABOT, *Inventaire des archives de la commune de Oboué*, 1956, in-8°, 23 p. ; — É. HÉLIN, *Inventaire des archives de la seigneurie de Rachamps*, 1957, in-8°, 27 p. ; — G. FRADIÈRE, *Inventaires des archives de la conférence ministérielle, 28 mai 1793-12 mai 1794 ; de la Commission pour la liquidation des dettes de 1789-1790 ; de la Loterie aux Pays-Bas autrichiens*, 1957, in-8°, 23 p. ; — Luc DANHIEUX, *Inventaire de la Jointe des Monnaies*, 1957, in-8°, 54 p.

— Étienne HELIN. *Inventaire des archives du prieuré et de la seigneurie d'Aywaille* (Bruxelles, 1956, 48 p.). — Le prieuré d'Aywaille, dans la province de Liège, a joué un certain rôle dans l'histoire religieuse de la Belgique ; son histoire a déjà été étudiée. Après les troubles religieux du xvi^e siècle, les droits seigneuriaux des anciens prieurs finirent par être dévolus aux Jésuites de Luxembourg. Les archives de ces derniers ayant été dispersées après la dissolution de la Compagnie, les destins d'Aywaille, aux xvii^e et xviii^e siècles, étaient restés assez peu connus.

Après beaucoup d'efforts, les Archives de l'État, à Liège, ont pu reconstituer l'essentiel de l'ancien fonds de Luxembourg et en publier l'inventaire.

Il y a là beaucoup de documents précieux sur la vie agricole dans la région pendant les deux derniers siècles de l'Ancien Régime, sur les mœurs de ses habitants et sur les suites, fâcheuses pour la contrée, des longues guerres qui s'y déroulèrent.

— M. GYSSELING. *Inventaris van het Adelsarchief Piers de Raverschoot* (Bruxelles, 1956, 124 p.). — Cet inventaire est le résultat du classement récent d'un très riche fonds familial appartenant maintenant aux Archives de l'État, à Gand.

La famille Piers (de Raverschoot) a tenu une place importante parmi la noblesse flamande. Ses papiers constituent un bel ensemble de documents des xvii^e-xviii^e-xix^e siècles, mais des pièces provenant de familles alliées sont sensiblement plus anciennes.

L'auteur de l'inventaire a classé d'abord ce qui intéresse l'histoire des personnes et leur généalogie, puis, selon un plan géographique, ce qui concerne les biens et les propriétés diverses.

Celles-ci se trouvaient non seulement dans toute la Belgique occidentale, mais aussi, par suite des alliances, dans nos actuels départements du Nord et du Pas-de-Calais et dans le sud des Pays-Bas.

— P. GORISSEN. *Het parlement en de raad van Kortenberg* (Louvain, Nauwelaerts, 1956, 108 p.) (N^o XI des publications *Standen en landen*, éditées par la Section belge de la Commission internationale pour l'histoire des Assemblées d'États). — M. Gorissen commente, sous l'aspect particulier de l'histoire des institutions parlementaires, une étude de M. J. Van der Straeten : *Het Charter en de Raad van Kortenberg*, publiée en 1952 par les soins de l'Université de Louvain (Travaux d'histoire et de philologie, 3^e série, n^o 46-47). Le Conseil de Kortenberg, qui a joué un rôle assez important dans l'histoire du Brabant au xiv^e siècle, présente tous les caractères d'une commission issue des « Parlements » qui se tenaient régulièrement dans cette petite ville. Cette localité, peu importante en elle-même, était bien située au point de rencontre des anciens pays dont la réunion forma le duché, et c'est là l'origine de son rôle politique. Le Conseil, institué en 1312, fut plusieurs fois modifié, pour devenir plus représentatif ; sa compétence était très étendue en matière juridique et il devait veiller au maintien des privilèges du pays, mais la question de ses rapports avec les institutions ducales resta toujours mal tranchée. Aussi son rôle a-t-il été en diminuant, dans la deuxième moitié du xiv^e siècle. Pendant que les Parlements évoluaient pour devenir les États de Brabant, le Conseil, qui en était issu, ne subit pas la même évolution et fit bientôt l'effet d'une institution archaïque. Aussi, pour des raisons de commodités administratives, les villes réduisirent d'elles-mêmes son importance et ce fut le Conseil ducale qui en profita.

M. Gorissen a joint à son étude en flamand un résumé de quelques pages en français, ainsi que diverses pièces justificatives. G. BN.

— LÉON-E. HALKIN. *La Réforme en Belgique sous Charles-Quint* (Bruxelles, La Renaissance du Livre, 1957, in-16, 132 p.) (Coll. « Notre passé »). — Voilà, dans une collection de vulgarisation de très bon aloi, un ouvrage excellent. Dans cette étude des aspects de la Réforme dans les provinces qui plus tard constitueront la Belgique moderne, les traits sont nécessairement rapides. Foyer d'effervescence religieuse et carrefour des grandes réformes qui ont ébranlé la Chrétienté, les provinces méridionales des Pays-Bas et le principauté de Liège ont vu s'affronter les forces les plus diverses du renouvellement de la pensée et du sentiment religieux. L'Université de Louvain a condamné Luther, mais le luthéranisme s'implante, à Anvers en particulier ; dans la seconde partie du règne, il est en net déclin et les progrès de la Réforme se manifestent alors sous les formes de l'anabaptisme, puis du calvinisme. Celui-ci pénètre plus rapidement les communautés de langue française que les régions flamandes. Ses églises s'organiseront solidement dans la décade qui suivit la retraite de Charles-Quint (1555-1565). Au sein même de l'Eglise catholique s'opérait une lente et efficace réforme : installation des Jésuites à Louvain dès 1542, renouveau de la charité laïque, vitalité d'un art populaire théâtral... En 1555, l'apaisement n'est pas fait : malgré les bûchers, le calvinisme s'étend ; en dépit de timides réformes, l'Eglise catholique ne s'est pas délivrée de ses faiblesses. La partie décisive va s'engager sous le règne de Philippe II. Les guerres de religion seront alors le prix de l'application brutale des édits de Charles-Quint.

Petit ouvrage que le sens de l'humain préserve de la sécheresse appauvrissante du résumé. On aimera ses qualités de finesse, ses nuances et toutes les questions posées qui marquent d'un trait précis les limites de nos connaissances. L'orientation bibliographique (p. 123-131) rendra les plus grands services.

R. GASCON.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES¹

I. HISTOIRE GÉNÉRALE ET INSTRUMENTS DE TRAVAIL

Arnaldo Momigliano. In memoriam di Gaetano De Sanctis (1870-1957). [*Riv. st. it.*, 1957, n° 2.] — **R. Romano.** Lucien Febvre. [*Ibid.*] — **Franz Blatt.** In memoriam Adam Afzelius (20 April 1905-18 Februar 1957). (Fut directeur de l'Institut danois de Rome.) [*Classica et Mediaevalia*, 1957, t. XVIII.] — **M. F. Bond.** Record offices to-day : Facts for Historians. [*Bull. Inst. Hist. Res.*, mai 1957.] — Compte rendu du 9^e Congrès des Historiens néerlandais, La Haye, mai 1955. [*Ts. v. Geschiedenis*, 1957, 1.] — **L. Marini.** II XXXI Congresso storico subalpino (Aoste, 9-11 settembre 1956). [*Riv. st. it.*, 1957, n° 2.]

Leonard Krieger. The horizons of history. [*A. H. R.*, octobre 1957.] — **Fritz Ernst.** Zeitgeschehen und Geschichtschreibung. [*Welt als Gesch.*, 1957, n° 3.] — **Ernst Söderlund.** L'histoire économique comme science auxiliaire. (En suédois.) [*H. T. Stockholm*, 1957, 2.] — **Bertil Lundman.** Anthropologie et histoire. (En suédois.) [*Ibid.*, 1956, 4.] — **Sten Carlsson.** L'individuel et le collectif dans l'histoire. (En suédois.) [*Ibid.*] — **F. Graus.** Problèmes de méthode de l'histoire médiévale.

1. Périodiques analysés dans le présent fascicule : *Allemagne d'aujourd'hui* (1957, n° 4-5). — *American historical review* (octobre 1957). — *Annales de Bourgogne* (1957, n° 1 et 2). — *Annales du Midi* (avril 1957). — *Bulletin de la Société d'histoire du Protestantisme français* (juillet-septembre 1957). — *Bulletin of the Institute of historical Research* (mai 1957). — *Cahiers d'histoire* (1957, n° 4). — *Československý Časopis historický* (1954-1956). — *Classica et Mediaevalia* (1957, t. XVIII). — *Czasopismo P. awno-histeryczne* (1955 et 1956). — *Historische Zeitschrift* (Bd. 184, Heft 1, août 1957). — *Historisk Tidskrift Stockholm* (1956, n° 4; 1957, n° 1 et 2). — *Historisk Tidskrift Oslo* (1956, n° 4; 1957, n° 1). — *Historisk Tidskrift Copenhagen* (1956, 11, 5, 1-2). — *Information historique* (mars-avril 1957). — *International review of social history* (1957, n° 2). — *Journal of modern history* (septembre 1957). — *Journal of the history of ideas* (octobre 1957). — *Kwartalnik historyczne* (1956). — *Kwartalnik historii Kultury materialnej* (1953-1956). — *Nuova rivista storica* (mai-août 1957). — *Politique étrangère* (1957, n° 3). — *Population* (1957, n° 3). — *Revue de Défense nationale* (octobre et novembre 1957). — *Revue de l'histoire des religions* (avril-juin 1957). — *Revue d'histoire de l'Église de France* (janvier-juin 1957). — *Revue d'histoire de l'Amérique française* (septembre 1957). — *Revue de la Méditerranée* (mai à août 1957). — *Revue belge de philologie et d'histoire* (1957, n° 1). — *Revue internationale d'histoire politique et parlementaire* (octobre-décembre 1957). — *Revue française de science politique* (1957, n° 3). — *Revue d'histoire ecclésiastique* (1957, n° 2-3). — *Revue maritime* (août à octobre 1957). — *Review of politics* (octobre 1957). — *Roczniki historyczne* (1956). — *Roczniki dziejów Społecznych i Gospodarczych* (1953-1956). — *Saeculum* (1957, n° 2-3). — *Statsvetenskaplig Tidskrift (St. T.)* (1957, 1 et 2-3). — *Tijdschrift voor Geschiedenis* (1956, n° 3; 1957, n° 1). — *Vierteljahrschrift für Zeitgeschichte* (octobre 1957). — *Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte (V. S. W. G.)* (1957, n° 1 et 2). — *Welt als Geschichte (Die)* (1957, n° 3). — *Zeitschrift für Ostforschung (Z. f. O.)* (1957, n° 1 et 2).

[*Československý časopis Historický*, IV, 1, 1956.] — *Emmanuela Nohejlova-Prátová*. La numismatique tchèque et l'histoire. [*Ibid.*, IV, 3, 1956.] — *William H. Riker*. Dutch and american federalism. [*J. of the hist. of ideas*, octobre 1957.] — *W. den Boer*. De Romeinse geschiedenis volgens het oordeel der Sowjet-historici. [*Ts. v. Geschiedenis*, 1956, 3.] — *Lionel Groulx*. Un seigneur en soutane. (Le « type social » qu'est le sulpicien.) [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, septembre 1957.]

Les problèmes théoriques de l'histoire de la culture matérielle. (Discussion à l'Académie polonaise des Sciences.) [*Kw. h. kult. mat.*, III, 1955.] — *K. Majewski*. L'histoire de la civilisation matérielle. [*Ibid.*, I, 1953.] — *J. Pazdur, A. Wislicki*. Pour la protection des monuments de l'industrie et de la technique. [*Ibid.*, IV, 1956.] — *S. Zajaczkowski*. Les problèmes de l'histoire du peuplement. [*Ibid.*, IV, 1956.] — *T. Zawadzki*. La charrue à roues dans l'Antiquité. [*Ibid.*, II, 1954.] — *J. Matuszewski*. Les origines de l'attelage moderne du cheval. [*Ibid.*, I, 1953; II, 1954, et III, 1955.] — *T. Lewicki*. Les sources médiévales arabes et persanes sur l'élevage des animaux domestiques chez les Slaves. [*Ibid.*, II, 1954.] — *S. Śreniowski*. Le lan (« charrue ») dans le régime agraire de l'ancienne Pologne. [*Ibid.*, III, 1955.] — *T. Mankowski*. L'organisation de la production des tissus d'art dans l'ancienne Pologne. [*Ibid.*, II, 1954.] — *A. Nahlik*. L'évolution du métier à tisser. (26 illustrations.) [*Ibid.*, IV, 1956.] — *J. Pazdur*. Pour une histoire de la technique des mines et de la fonderie en Pologne. [*Ibid.*, I, 1953.] — *K. Moszyński*. Ce que doit être l'atlas ethnographique de Pologne. [*Ibid.*, IV, 1956.] — *K. Dziekonski*. Recherches sur le peuplement en Pologne. [*Ibid.*, III, 1955.] — *W. Dziewulski*. Les origines de la ville de Strzegom. (Striegau, en Silésie.) [*Ibid.*, IV, 1956.] — *M. Żywirska*. La colonie minière « Reden » à Dąbrowa. [*Ibid.*, III, 1955.] — *J. Burszta*. Le bâtiment dans le domaine de Runo, en Grande-Pologne. [*Ibid.*, II, 1954.] — *K. Tymieniecki*. Les origines des États slaves. (Critique du livre de *Towmianski*. Les bases économiques de la formation des États slaves.) [*Rocz. Dz. Społ. i Gosp.*, XVI, 1954.] — *Żabko-Potopowicz*. L'apiculture forestière en Pologne depuis les origines. [*Ibid.*, XV, 1953.] — *Arlamowski*. Le développement territorial de Przemyśl. [*Ibid.*] — *W. Knoppek*. Les origines des deux Chambres à la Diète polonaise. [*Czasopismo Prawno-Historyczne*, VII, 1955.]

Alois Kika. L'exploitation des étangs en Bohême et le problème des débuts de l'accumulation des capitaux dans les pays tchèques. [*Československý časopis Historický*, II, 2, 1954.] — *M. Jaroš*. Pour l'étude du processus de l'accumulation primitive du capital dans notre histoire. [*Ibid.*, IV, 3, 1956.] — *J. Purš*. La valeur de la production industrielle en Bohême vers 1790. [*Ibid.*] — *J. Janáček*. Réponse à l'article de Miroslav Jaroš sur le processus de l'accumulation primitive du capital (*Ibid.*, IV, 3, p. 447). [*Ibid.*, IV, 4, 1956.] — *L. Hrabová*. L'origine et le développement de l'État chez les Slaves Polabes. [*Ibid.*, III, 4, 1955.] — *Jaroslav Purš*. Les problèmes de la révolution industrielle en Tchécoslovaquie. [*Ibid.*, IV, 1, 1956.] — *Josef Hemmerle*. Schriftumsverzeichnis zur Landeskunde und Rechtsgeschichte der Sudetenländer in Auswahl 1950-1954. [*Z. f. O.*, 1957, 2.] — *Simon Szyszman*. Die Karäer in Ostmitteleuropa. (Aperçu général sur l'histoire de ce groupe ethnique de langue turque dispersé de la Pologne à la Crimée.) [*Ibid.*, 1957, 1.] — *Wolfgang La Baume*. Die natürlichen Grundlagen urgeschichtlicher Siedlung und Landwirtschaft in Ostpreussen. [*Ibid.*] — *Ernst Wermke*. Schriftum zur Geschichte von Ost- und Westpreussen 1955. [*Ibid.*]

Wolfgang Lentz. Goethes Beitrag zur Erforschung der iranischen Kultur-

geschichte. [*Saeculum*, 1957, n° 2-3.] — Robert Minder. Ouvrages récents sur l'histoire de l'art. [*All. d'auj.*, 1957, n° 4-5.] — Prof. Stauffenberg et Dr Werner. Les études d'histoire ancienne dans la République fédérale depuis 1945. [*Ibid.*] — Dr Milatz. La « Kommission für Geschichte des Parlamentarismus ». [*Ibid.*] — Georges Castellan. Au rayon de l'histoire. (Publications récentes de l'histoire allemande.) [*Ibid.*] — Edward R. Tannenbaum. French scholarship in modern european history : new developments since 1945. [*J. of mod. hist.*, septembre 1957.] — S. Zavala. Le cadre géographique des colonisations européennes en Amérique. [*Inf. hist.*, mars-avril 1957.] — R. Bencheneb. Les miniatures persanes. [*R. de la Médit.*, mai-juin 1957.]

C. R. Boxer. Einige Aspekte der westlichen Geschichtsschreibung über den Fernen Osten, 1500-1800. [*Saeculum*, 1957, n° 2-3.] — Horst Jablonowski. Die Geschichte Asiens in der Soviethistoriographie nach dem Zweiten Weltkrieg. [*Ibid.*] — P. van der Loon. Die alten chinesischen Geschichtswerke und die Entstehung historischer Ideale. [*Ibid.*] — Lien-Sheng Yang. Die Organisation der chinesischen offiziellen Geschichtsschreibung. [*Ibid.*] — Étienne Balázs. Chinesische Geschichtswerke als Wegweiser zur Praxis der Bürokratie. [*Ibid.*] — Peter Olbricht. Die Biographie in China. [*Ibid.*] — G. W. Robinson u. W. G. Beasley. Japanische Geschichtsschreibung, Entstehung und Entwicklung einer eigene Form vom 11 bis 14 Jahrhundert. [*Ibid.*] — C. C. Berg. Javanische Geschichtsschreibung. [*Ibid.*] — Bertold Speller. Die historische Literatur Persiens bis zum 13 Jahrhundert als Spiegel seiner geistigen Entwicklung. [*Ibid.*]

II. L'ANTIQUITÉ CLASSIQUE

Louis Bourgey. La médecine grecque des origines à la fin de l'époque classique. [*R. de la Médit.*, juillet-août 1957.] — Jean Lucioni. Platon politique. [*Ibid.*] — H. Berve. Dion, der Versuch der Verwirklichung platonischer Staatsgedanken. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 184, Heft 1, août 1957.] — Roberto Andreotti. Die Weltmonarchie Alexander des Grossen in Überlieferung und Geschichtlicher Wirklichkeit. [*Saeculum*, 1957, n° 2-3.]

K. Kolańczyk. De la condition sociale des juristes romains. (A propos du livre de W. Kunkel. Weimar 1952.) [*Czasopismo Prawno-Historyczne*, VII, 1955.] — Thure Hastrup. On the date of Caesar's Commentaries on the Gallic war. [*Classica et Mediaevalia*, 1957, t. XVIII.] — Filippo Cassola. Sulla vita e sulla personalità dello storico Erodiano. [*Nuova riv. st.*, mai-août 1957.] — E. D. Phillips. The Greek writers on the Roman empire. [*Classica et Mediaevalia*, 1957, t. XVIII.] — H. Glaesener. L'empereur Gratien et saint Ambroise. [*R. H. E.*, 1957, n° 2-3.] — R. Lizop. Un peuple gaulois inconnu dans la haute vallée de l'Aude (les Redones). [*A. du Midi*, avril 1957.] — B. H. Stolte. Deusone in regione Francorum. (Discussion à propos de l'identification de cette localité dans un passage d'Ammien Marcellin.) [*Ts. v. Geschiedenis*, 1957, 1.] — R. L. Reynolds. Reconsideration of the history of the Suevi. [*R. belge de phil. et d'hist.*, 1957, n° 1.]

III. LE MOYEN AGE

G. Doorman. Het haringkaken en Willem Beukels. (Concerne le problème de la conservation du hareng au Moyen Age.) [*Ts. v. Geschiedenis*, 1956, 3.] — Léon

Blin. Notes sur deux chemins anciens de Lyon au Charolais. [*A. de Bourg.*, 1957, n° 1.] — *Pierre-Roger Gaussin*. La terre de Saint-Oyend et le peuplement du Haut-Jura au Moyen Age. [*Cahiers d'hist.*, 1957, n° 4.] — *A. Gouron*. Les étapes de la pénétration du droit romain au XII^e siècle dans l'ancienne Septimanie. [*A. du Midi*, avril 1957.] — *O. Leys*. Le nom de la première abbesse de Messines. Le point de vue de l'onomastique. [*R. H. E.*, 1957, n° 2-3.] — *Léopold Génicot*. La « noblesse » au XI^e siècle dans la région de Gembloux. (Aristocratie devenue pratiquement héréditaire et en voie de fixer son statut juridique privilégié.) [*V. S. W. G.*, 1957, 2.] — *Bryce Léon*. Medieval real Estate developments and freedom. [*A. H. R.*, octobre 1957.] — *G. L. Harriss*. Preference at the Medieval Exchequer. [*Bull. Inst. Hist. Res.*, mai 1957.] — *Francesco Gabrieli*. Histoire et culture de la Sicile arabe. [*R. de la Médit.*, mai-juin 1957.] — *Letterio Villari*. L'ammiraglio Cristodulo e la Corte normanna di Sicilia. [*Nuova riv. st.*, mai-août 1957.] — *Aage Trommer*. Komposition und Tendenz in der Hamburgischen Kirchengeschichte Adam von Bremens. [*Classica et Mediaevalia*, 1957, t. XVIII.] — *Wilhelm Wegener*. Zeugenreihen deutschen Königs und Kaiserurkunden als Quellen für die Stellung der Herzöge und Könige von Böhmen im deutschen Königreich des hohen Mittelalters. [*Z. f. O.*, 1957, 2.] — *Hermann Blaese*. Rechtsschulen des Deutschen Ordens — eine Legende. [*Ibid.*]

Petrus Envall. Liunga, Kaupinga et Arosa. La toponymie comme science auxiliaire. (Interprétation d'une liste de diocèses de 1120 figurant dans un manuscrit florentin; en suédois.) [*H. T. Stockholm*, 1956, 4.] — *Id.* Le Järnåraland. Contribution à l'histoire du XII^e siècle. (Ce nom désigne la Dalécarlie, quand elle devient une province au XII^e siècle; en suédois.) [*Ibid.*, 1957, 2.] — *Volkert Pfaff*. Der Liber Censuum von 1192. (Liste comportant pour chaque censitaire les renseignements apportés par diverses publications de textes postérieures à l'édition Fabre-Duchesne.) [*V. S. W. G.*, 1957, 1 et 2.] — *Adolf Schüick*. Contribution à l'histoire de Sverker le jeune. Le privilège de 1200 et son arrière-plan. (En suédois.) [*H. T. Stockholm*, 1957, 1.] — *Lennart Jjöstedt*. A propos des circonstances de la naissance de la saga d'Hakon. (L'auteur, Sturla Tordsson, avait déjà rassemblé en Islande une partie de ses sources avant de se rendre en Norvège en 1263; en suédois.) [*H. T. Oslo*, 1956.] — *Gottfrid Carlsson*. L'accès d'Erik de Poméranie à la dignité royale dans le Nord. (En suédois.) [*H. T. Stockholm*, 1957, 1.] — *R. Kiersnowski*. Les plantes cultivées en Pologne dans le Haut Moyen Age. [*Kw. h. kult. mat.*, II, 1954.] — *Z. Podwińska*. Les instruments aratoires en Pologne dans le Haut Moyen Age. (30 figures.) [*Ibid.*] — *P. Smolarek*. Les bateaux poméraniens du Haut Moyen Age. [*Ibid.*, IV, 1956.] — *T. Lewicki*. Quelques prix en Europe orientale. IX^e-XI^e siècles. (Pelleteries et perles de verre, d'après des sources arabes.) [*Ibid.*, I, 1953.] — *G. Labuda*. La Pologne dans la Chanson de Roland (Le manuscrit d'Oxford désigne par Puillanie la Pologne et non l'Apulie.) [*Rocz. Hist.*, XXII, 1956.] — *E. Vielrose*. L'alimentation des pêcheurs de Dantzig. XII^e-XIII^e siècles. [*Kw. h. kult. mat.*, IV, 1956.] — *T. Lalik*. La vieille ville de Łęczyca. XII^e-XIII^e siècles. [*Ibid.*, IV, 1957.] — *Z. Wielgosz*. La formation du domaine des Cisterciens de Lubiąż. (En Silésie, XII^e siècle.) [*Rocz. Hist.*, XXII, 1956.] — *T. Lewicki*. Les Litzike de Constantin Porphyrogénète et les Serbes Blancs dans le nord de la Pologne. [*Ibid.*] — *W. Dzięwulski*. L'étendue et la population de Szczecin en 1124. [*Kw. h. kult. mat.*, II, 1954.] — *H. Dąbrowski*. Le domaine de l'abbaye cistercienne d'Henryków en Silésie. XII^e-XIII^e siècles. [*Rocz. Hist.*, XXI,

1956.] — *J. Tymieniecki*. Les problèmes de l'histoire médiévale de la Silésie. [*Ibid.*] — *M. Szaniecki*. Le développement de l'État féodal de Poméranie occidentale. [*Czasopismo Prawno-Historyczne*, VII, 1955 et VIII, 1956.] — *J. Baszkiewicz*. L'universalisme [et souveraineté] dans la théorie politique féodale jusqu'au début du XIV^e siècle. [*Ibid.*] — *J. Matuszewski*. Les *causae haereditariae* dans les chartes d'immunités en Pologne. XIII^e-XIV^e siècles. (Jusqu'en 1518, le tenancier pouvait en appeler au roi, en cas de conflit avec le seigneur au sujet de la terre.) [*Ibid.*, VIII, 1956.]

A. de Schryver. Notes pour servir à l'histoire du costume au XV^e siècle. [*A. de Bourg.*, 1957, n° 1.] — *A. Wyrobisz*. L'artisanat parisien au XV^e siècle d'après les statuts des corporations. (*Kw. H. Kult. mat.*, IV, 1956.) — *A. Van Nieuwenhuysen*. Le transport et la charge des espèces dans la recette générale de toutes les finances de Philippe le Hardi. [*R. belge de phil. et d'hist.*, 1957, n° 1.] — *J. Richard*. Les états de service d'un noble bourguignon au temps de Philippe le Bon. [*A. de Bourg.*, avril-juin 1957.] — *K. Bittmann*. Die Zusammenkunft von Péronne. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 184, Heft 1, août 1957.] — *Gennaro Sasso*. « Florentina libertas » e Rinascimento italiano nell'opera di Hans Baron. [*Riv. st. it.*, 1957, n° 2.] — *Franco Catalano*. La diplomazia italiana nella seconda metà del Quattrocento. [*Nuova riv. st.*, mai-août 1957.] — *Tore Nyberg*. La correspondance au sujet de la mer d'Åland à la fin de l'automne 1496. (Entre Sten Sture, l'archevêque d'Upsal et l'évêque d'Åbo ; en suédois.) [*H. T. Stockholm*, 1957, 2.]

K. Ślaski. La colonisation des grandes forêts de la Pologne occidentale au Moyen Âge. [*Rocz. Dz. Społ. i Gosp.*, XVI, 1954.] — *Z. Świechowski*. Un chantier de construction au Moyen Âge : la collégiale de Kruszwica. (42 figures.) [*Kw. h. kult. mat.*, II, 1954.] — *S. Chmielewski*. Les instruments aratoires en Pologne aux XIV^e et XV^e siècles. (12 planches.) [*Ibid.*, III, 1955.] — *B. Lesiński*. Le droit des proches parents [en matière d'aliénation de biens fonciers] aux XIV^e et XV^e siècles. [*Czasopismo Prawno-Historyczne*, VII, 1955.] — *A. Długosz*. Les installations de transport dans les salines de Wieliczka. XV^e-XIX^e siècles. (18 planches.) [*Kw. h. kult. mat.*, III, 1955.] — *Broda*. La corporation des transporteurs de bois de Cracovie. XV^e-XVIII^e siècles. (Organisée pour les besoins des salines de Wieliczka.) [*Rocz. Dz. Społ. i Gosp.*, XVI, 1954.] — *M. Malowist*. Contribution à la discussion du problème de la crise de la féodalité au XIV^e et au XV^e siècle. [*Československý Časopis Historický*, IV, 1, 1956.] — *F. Graus*. Trois fragments de livres de commerce tchèques de l'époque préhussite. (Publication de textes.) [*Ibid.*, IV, 4, 1956.] — *J. Macek*. Les répercussions du mouvement hussite en Allemagne. [*Ibid.*, IV, 2, 1956.] — *Id.* La question des nationalités dans la révolution hussite. [*Ibid.*, III, 1, 1955.]

IV. LE XVI^e SIÈCLE ET L'ANCIEN RÉGIME

St. Skalweit. Das Herrschersbild des 17. Jahrhunderts. [*Hist. Zeitsch.* Bd. 184, Heft 1, août 1957.] — *H. Kellenbenz*. Die unternehmerische Betätigung der verschiedenen Stände während des Übergangs zur Neuzeit. (Souligne le rôle joué par des paysans, des nobles, des ecclésiastiques dans le développement d'entreprises commerciales et industrielles aux XVI^e-XVII^e siècles.) [*V. S. W. G.*, 1957, 1.] — *Ch. Croix*. Documents sur la Ligue dans le bailliage de la Montagne. [*A. de Bourg.*, 1957, n° 1.] — *Fr. de Dainville*. Le recrutement du noviciat toulousain des Jésuites

de 1571 à 1586. [*R. d'hist. de l'Égl. de Fr.*, janvier-juin 1956.] — *Henri Hours*. Lyon et le Lyonnais. La vie intellectuelle, du xvi^e siècle à 1789. (Ouvrages parus depuis 1940.) [*Cahiers d'hist.*, 1957, n° 4.] — *Id.* Deux instruments de la bibliographie lyonnaise. [*Ibid.*] — *G. Moreau*. Contribution à l'histoire du Livre des Martyrs. [*Bull. de la Soc. de l'hist. du Prot. fr.*, juillet-septembre 1957.] — *S. Mours*. Liste des Églises réformées. (Suite, de Meurthe-et-Moselle à Yonne.) [*Ibid.*] — *L.-A. Vigneras*. Le voyage de Samuel Champlain aux Indes occidentales. [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, septembre 1957.]

C. O. Bøggild-Andersen. Études sur Povl Helgesen. I : Quelques problèmes relatifs à la chronique de Skiby. (Étude critique de textes essentiels pour l'histoire de la Réforme au Danemark ; en danois, résumé en anglais.) [*H. T. Copenhagen*, 11, 5, 1-2, 1956.] — *Nils Ahnlund*. Les instructions du roi Sigismund pour ses ambassadeurs suédois en 1596. (Suédois envoyés auprès du duc Charles en Suède ; en suédois.) [*H. T. Stockholm*, 1957, 1.] — *Josef Hemmerle*. Die Rechtssatzungen des Stadtgerichts Tachau in Böhmen. (Texte d'une ordonnance de 1546.) [*Z. f. O.*, 1957, 2.] — *K. Piwarski*. Les prestations d'hommage des ducs de Prusse à la Pologne. [*Rocz. Hist.*, XXI, 1956.] — *M. Małowist*. Les forces de production dans la Pologne de la Renaissance. [*Kw. h. kult.*, II, 1954.] — *J. Topolski*. Les instruments aratoires en Pologne. xvi^e-xviii^e siècles. [*Ibid.*, III, 1955, et IV, 1956.] — *A. Wawrzyńczyk*. Le commerce de Varsovie avec la Lituanie au xvi^e siècle [*Kwart. Hist.*, LXIII, 1956.] — *J. Pazdur, T. Dziekoński, L. Rauhut*. La métallurgie du cuivre et du plomb en Pologne aux xvi^e et xvii^e siècles. [*Kw. h. kult. mat.*, III, 1955.] — *M. Frančić*. La technique des moulins à eau en Pologne. xvi^e-xvii^e siècles. (16 figures.) [*Ibid.*, II, 1954.] — *T. Sobczak*. L'évolution de la propriété nobiliaire dans la région de Łęczyca. xvi^e-xviii^e siècles. (Forte concentration.) [*Rocz. Dz. Społ. i Gosp.*, XVII, 1956.] — *Waszak*. Le mouvement naturel de la population à Poznań. xvi^e-xvii^e siècles. [*Ibid.*, XVI, 1954.] — *J. Bielecka*. Les « kontrakt » en Pologne. xvi^e-xix^e siècles. (Les propriétaires fonciers se rassemblaient à dates fixes pour procéder aux transactions foncières et à la vente des blés et des laines. Les plus importantes de ces assemblées, celles de Poznań et celles de Lwów, étaient liées aux foires.) [*Ibid.*] — *J. Górski*. Les théories monétaires de J. Decius et de Copernic. [*Ibid.*, XVII, 1956.] — *J. Janáček*. L'industrie drapière en Bohême au xvi^e siècle. [*Československý Časopis Historický*, IV, 4, 1956.] — *Peter Rathoš*. La révolte des mineurs en 1525-1526 et l'idéologie de la Réforme en Slovaquie. [*Ibid.*, II, 3, 1954.] — *Frantisk Kavka*. La question des origines de la monarchie multinationale des Habsbourgs en 1526. [*Ibid.*]

Wilhelm Treue. Das Verhältnis von Fürst, Staat und Unternehmer in der Zeit des Merkantilismus. [*V. S. W. G.*, 1957, 1.] — *François de Dainville*. Collèges et fréquentation scolaire au xvii^e siècle. [*Pop.*, 1957, n° 3.] — *Pierre Grosclaude*. Comment Malesherbes élabore sa doctrine sur le problème des protestants. [*Bull. de la Soc. de l'hist. du Prot. fr.*, juillet-septembre 1957.] — *Georges Guitton*, S. J. Le Père de La Chaize et la « Feuille des bénéfices ». [*R. d'hist. de l'Égl. de Fr.*, janvier-juin 1956.] — *Robert-Lionel Séguin*. L'habitant et ses véhicules aux xvii^e et xviii^e siècles. [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, septembre 1957.] — *René Baudry*. Charles d'Aulnay et la Compagnie de la Nouvelle-France. [*Ibid.*] — *Charles H. George*. English Calvinist opinion on usury, 1600-1640. [*J. of the hist. of ideas*, octobre 1957.] — *Hervé Lavenir*. Les huguenots français en Allemagne. [*All. d'auj.*, 1957, n° 4-5.] — *Th. Van Tijn*. Pieter de la Court. Zijn leven en zijn economische denk-

beelden. (Concerne les doctrines économiques en Hollande au XVIII^e siècle.) [*Ts. o. Geschiedenis*, 1956, 3.] — A. Zijp. Hoofdstukken uit de economische en sociale geschiedenis van de polder Zijpe in de 17^e en 18^e eeuw. [*Ibid.*, 1957, 1.] — Jan Den Tex. Oldenbarnevelts student ntijn in Duitsland. [*Ibid.*] — J. Polišenský et I. Zapletal. La révolte des États de Bohême (1618-1620) dans les travaux des historiens des démocraties populaires. [*Československý Časopis Historický*, IV, 1, 1956.] — Alena Petráňová et Josef Petrán. Nouveaux travaux sur la révolte paysanne de 1775. [*Ibid.*] — B. Baďura et I. Polišenský. Une fausse image de la Montagne Blanche. (Discussion intéressante sur les relations entre l'Espagne et la révolte tchèque de 1618. A propos de l'ouvrage de B. Chudoba. Spain and the Empire, 1519-1643). [*Ibid.*, III, 4, 1955.]

I. H. C. Fraser. The Agitation in the Commons, 2 March 1629, and the Interrogation of the Leaders of the Anti-Court Group. [*Bull. Inst. Histor. Res.*, mai 1957.] — R. de Roover. Thomas Mun in Italy. [*Ibid.*] — J. P. Kenyon. Charles II and William of Orange in 1680. [*Ibid.*] — Edwin B. Benjamin. The King of Brobdingnag and *Secrets of State*. [*J. of the hist. of ideas*, octobre 1957.] — J. Kazimierski. L'inventaire cadastral de Brańczyce en Russie Blanche en 1682. (18 planches.) [*Kw. h. kult. mat.*, III, 1955.] — J. Burszta. La technique de la navigation sur le San et la Vistule moyenne. XVII^e-XVIII^e siècles. (14 planches.) [*Ibid.*] — G. Labuda. Un calendrier posnanien du milieu du XVIII^e siècle, source iconographique pour l'histoire rurale. (12 illustrations.) [*Ibid.*, II, 1954.] — F. Kotula. Le centre textile de Łańcut aux XVII^e et XVIII^e siècles. [*Ibid.*] — B. Baranowski. Les luttes des paysans de la starostie de Brańsk en Podlachie. XVII^e-XVIII^e siècles. [*Rocz. Dz. Społ. i Gosp.*, XV, 1953.] — Cz. Biernat. La lutte contre les fraudes des mesureurs de blé à Dantzig. XVII^e-XVIII^e siècles. [*Ibid.*] — Komarzyński. Les commerçants français à Dantzig. XVII^e-XVIII^e siècles. (Peu nombreux. Les banquiers Fromont furent utilisés par la France pour financer l'élection royale de 1673.) [*Ibid.*, XVI, 1954.] — H. Olszewski. Les idées politiques de Christophe Opaliński. (Un absolutisme réformateur.) [*Czasopismo Prawno-Historyczne*, VII, 1955.]

Vincent Buranelli. Historical and political thought of Boulainvilliers. [*J. of the hist. of ideas*, octobre 1957.] — François Delessard. La crise de 1709-1710 en Bourgogne. Les autorités provinciales et la remise des terres en culture. [*A. de Bourg.*, avril-juin 1957.] — Émile Luce. Un collaborateur de Sartine : Louis-Grégoire Le Hoc. [*R. marit.*, octobre 1957.] — Pierre Barral. Un siècle de maçonnerie grenobloise (1750-1850). [*Cahiers d'hist.*, 1957, n° 4.] — G. Dupré. « Un des Isles » : Rigaud de Montaudou (1755-1814). [*Inf. hist.*, mars-avril 1957.] — D. Ligu. Montauban à la fin de l'Ancien Régime et au début de la Révolution. (Résumé de thèse ; à propos du Protestantisme en France au XVIII^e siècle.) [*Ibid.*] — Louis S. Greenbaum. Talleyrand and his uncle : the genesis of a clerical career. [*J. of mod. hist.*, septembre 1957.] — R. Koebner. The Early Speeches of Henry Grattan. [*Bull. Inst. Hist. Res.*, mai 1957.]

Lennart Thanner. La question des nominations de fonctionnaires d'après les notes prises par Ehrencrona en 1720. (En suédois.) [*H. T. Stockholm*, 1956, 4.] — Wojtowicz. Les origines du système capitaliste en Prusse royale au XVIII^e siècle. [*Rocz. Dz. Społ. i Gosp.*, XV, 1953.] — I. Malinowska. La sauvegarde de l'honneur dans le droit prussien. (Du XVIII^e siècle à 1851.) [*Czasopismo Prawno-Historyczne*, VII, 1955.] — J. Burszta. Le commerce en Sieniawa et Dantzig fin XVII^e.

milieu XVIII^e siècle; magnat et marchands. (L'hetman Sieniawski, propriétaire d'immenses domaines entre le San et le Boh, possédait son propre port sur le San et sa propre flottille.) [*Rocz. Dz. Społ. i Gosp.*, XVI, 1954.] — *Gierszewski*. La corporation des armateurs d'Elbląg au XVIII^e siècle. [*Ibid.*, XV, 1953.] — *J. Burszta*. Les déguerpissements des serfs dans la région du San. 1703-1718. [*Ibid.*, XVII, 1956.] — *Topolski*. L'accensement du domaine de Kamień en 1725. [*Ibid.*, XV, 1953.] — *Topolski*. Les déguerpissements des serfs du chapitre de Gniezno dans la première moitié du XVIII^e siècle. [*Ibid.*, XVI, 1954.] — *W. Kula*. Les établissements métallurgiques de Kielce en 1746. [*Kw. h. kult. mat.*, III, 1955.] — *Z. Kamińska*. La technique de la verrerie en Pologne. XVIII^e siècle-1850. (67 illustrations.) [*Ibid.*] — *M. Komarzyński*. Bâtiments industriels à Wrocław. XVIII^e-XIX^e siècles. [*Ibid.*, II, 1954.] — *Wł. Rusiński*. Le marché intérieur en Pologne dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle. (Avec statistiques sur la population urbaine.) [*Rocz. Dz. Społ. i Gosp.*, XVI, 1954.]

V. LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET LE XIX^e SIÈCLE

Louis Delbez. Les sources philosophiques de l'individualisme révolutionnaire. [*R. int. d'hist. pol. et const.*, octobre-décembre 1956.] — *Waldemar Gurian*. L'influence de l'Ancien Régime sur la politique religieuse de la Révolution. [*Ibid.*] — *Henry van Etten*. Les Quakers et la Révolution française. [*Ibid.*] — *Édouard Chapuisat*. Jean Johannot, Genevois, député à la Convention et au Conseil des Anciens. [*Ibid.*] — *Michel Brunet*. La Révolution française sur les rives du Saint-Laurent. [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, septembre 1957.] — *H. Causse*. Un industriel toulousain au temps de la Révolution et de l'Empire : François-Bernard Boyer-Fonfrède (1767-?). [*A. du Midi*, avril 1957.] — *H. Forestier*. Ce que les dossiers administratifs du Premier Empire offrent à l'histoire rurale et au folklore. [*A. de Bourg.*, 1957, n° 1.] — *Richard Glover*. Arms and the british diplomat in the french revolutionary era. [*J. of mod. hist.*, septembre 1957.] — *H. J. Dyos*. Urban transformation, a note on the objects of Street improvement in Regency and early victorian London. [*Int. rev. of soc. hist.*, 1957, n° 2.] — *J. Jończyk*. La condition juridique des ouvriers en Haute-Silésie. 1790-1870. [*Czasopismo Prawno-Historyczne*, VII, 1955.]

Paul Guichonnet. La Savoie et le royaume de Sardaigne (1815-1860). (2^e article.) [*Cahiers d'hist.*, 1957, n° 4.] — *Adeline Daumard*. Les relations sociales à Paris à l'époque de la monarchie constitutionnelle, d'après les registres paroissiaux des mariages. [*Pop.*, 1957, n° 3.] — *A. Colombet*. Quelques aspects de la vie à Saint-Mesmin sous la Restauration. [*A. de Bourg.*, 1957, n° 1.] — *Arthur Lehning*. Buonarroti's ideas on communism and dictatorship. [*Int. rev. of soc. hist.*, 1957, n° 2.] — *Bradford Perkins*. George Canning, Great Britain and the United States, 1807-1809. [*A. H. R.*, octobre 1957.] — *H. T. Manning*. Colonial Crises before the Cabinet, 1829-1835. [*Bull. Inst. Hist. Res.*, mai 1957.] — *F. W. Fetter*. The Authorship of Articles in the *Edinburgh Review*. [*Ibid.*] — *Marino Ciravegna*. Educazione e religione in Gino Capponi. [*Nuova riv. st.*, mai-août 1957.] — *Alessandro D'Alessandro*. La repubblica romana del 1849 e l'intervento francese. [*Ibid.*] — *Ludwig Beutin*. Ein Rundblick über die Niederlande am Vorabend der Industrialisierung. (D'après la publication de documents *Statistieken van de Nederlandse Nijverheid uit de eerste Helft der 19^e Eeuw.*) [*V. S. W. G.*, 1957, 2.] — *Wolfgang Zorn*. Typen

und Entwicklungskräfte deutschen Unternehmertums im 19. Jahrhundert. [*Ibid.*, 1.] — *Sverre Steen*. Le comte Wedel et la dissolution du Storting en 1836. (En norvégien.) [*H. T. Oslo*, 1957, 1.]

Franz Schubert. Das böhmische Staatsrecht im Lichte gegenteiliger Meinungen. [*Z. f. O.*, 1957, 2.] — *Rudolf Wierer*. F. Palackýs staatspolitisches Programm. [*Ibid.*] — *J. Novotný*. Contribution à la question de quelques éveilleurs populaires au début de la renaissance nationale en Bohême. [*Československý časopis Historický*, II, 4, 1954.] — *Jaroslav Purr*. L'emploi des machines à vapeur dans l'industrie des pays tchèques à l'époque de la naissance de l'impérialisme. [*Ibid.*, II, 3, 1954; III, 2 et 3, 1955.] — *J. Mědroš*. Contribution à l'étude des survivances féodales en Slovaquie après 1848. [*Ibid.*, II, 4, 1954.] — *B. Šindelář*. Le rôle des masses populaires dans le mouvement révolutionnaire de 1848 en Moravie et Silésie. [*Ibid.*, IV, 2 et 3, 1956.] — *R. Kołodziejczyk*. La formation de la bourgeoisie polonaise au XIX^e siècle. [*Kwart. Hist.*, LXIII, 1956.] — *T. Dziekoński*. Les progrès de la charrue en Pologne au XIX^e siècle. (Nombreuses figures.) [*Kw. h. kult. mat.*, II, 1954.] — *W. Daszkiewicz*. Les projets de réforme de la procédure criminelle dans le Royaume du Congrès. 1815-1866. [*Czasopismo Prawno-Historyczne*, VIII, 1956.] — *Cz. Luczak*. La technique de la sucrerie en Grande-Pologne. 1820-1861. [*Kw. h. kult. mat.*, IV, 1956.] — *A. Wielopolski*. L'industrie drapière en Poméranie occidentale au XIX^e siècle. [*Rocz. Dz. Społ. i Gosp.*, XVII, 1956.] — *W. Rostocki*. Les éléments progressistes dans l'insurrection de 1830-1831. (La Société patriotique de Varsovie n'avait pas de programme précis.) [*Czasopismo Prawno-Historyczne*, VII, 1955.] — *J. Śliwowski*. Le régime des prisons dans le royaume de Pologne et le projet de 1830. [*Ibid.*, VIII, 1956.] — *W. Długoborski*. Les émeutes des tisserands dans la région de Dzierżoniów (Silésie) en 1830-1831. [*Kwart. Hist.*, LXIII, 1956.] — *J. Pazdur*. La métallurgie dans le vieux bassin industriel polonais dans la première moitié du XIX^e siècle. [*Kw. h. kult. mat.*, II, 1954.] — *Cz. Luczak*. Les émeutes de la faim en Grande-Pologne en 1847. [*Rocz. Dz. Społ. i Gosp.*, XV, 1953.] — *St. Nawrocki*. Les émeutes paysannes dans le district d'Ostrzeszów. 1848-1849. [*Ibid.*, XVII, 1956.] — *A. Jezierski*. Le coût de production de la fonte en Pologne en 1852. [*Kw. h. kult. mat.*, IV, 1956.]

Helmuth Hirsch. Tribun und prophet : Moses Hess als pariser Korrespondent der Illinois Staats-Zeitung. [*Int. rev. of soc. hist.*, 1957, n° 2.] — *David Brion Davis*. The movement to abolish capital punishment in America. 1787-1865. [*A. H. R.*, octobre 1957.]

A. Charles. Le mouvement démographique du département de la Gironde sous le Second Empire. L'extension de Bordeaux et les transformations des conditions de vie. [*A. du Midi*, avril 1957.] — *Jean Denizet*. Les premières relations maritimes entre la France et le Pérou. [*R. marit.*, août-septembre 1957.] — *Alberto Jachmowitz*. L'amiral Du Petit-Thouars. [*Ibid.*] — *Guilleu La Roërie*. Une mission navale au Pérou (1905-1914). [*Ibid.*] — *W. L. Gutsman*. The general election of 1859 in the cities of Yorkshire. [*Int. rev. of soc. hist.*, 1957, n° 2.] — *J. D. Hargreaves*. Lord Salisbury, British Isolation and the Yangtze, June-September, 1900. [*Bull. Inst. Hist. Res.*, mai 1957.] — *Giuseppe de Cesare*. Africa e Mediterraneo nella politica di P. S. Mancini. [*Nuova riv. st.*, mai-août 1957.] — *Marino Ciravigna*. Ritratto di Giuseppe Giusti. [*Ibid.*] — *Martin Winckler*. Noch einmal : Zur Zielsetzung in Bismarcks Nordschleswig-Politik. [*Welt als Gesch.*, 1957, n° 3.] — *Heinz Langerhans*. Richtungsgewerkschaft und Gewerkschaftliche Autonomie.

1890-1914 (fin). [*Int. rev. of soc. hist.*, 1957, n° 2.] — *T. Cieślak*. Le Code civil allemand. (De 1896 ; rôle des députés polonais dans les débats.) [*Czasopismo Prawno-Historyczne*, VII, 1955.] — *J. Pajewski*. L'impérialisme allemand et la Russie en 1904-1905. [*Rocz. Hist.*, XXI, 1956.] — *J. Łukaszewski*. L'impérialisme allemand et la Turquie en 1912-1913. [*Ibid.*, XXII, 1956.]

Erik Moller. Les extraits tirés par C. Th. Sørensen des notes Monrad-Allen. (Ces notes, dictées par le président du Conseil de 1863-1864 à l'historien Allen, ont été détruites. Sørensen en avait extrait un résumé vers 1880 ; en danois.) [*H. T. Copenhagen*, 11, 5, 1-2, 1956.] — *Einar Hedin*. Portrait d'Oscar II par le diplomate Carl Fleetwood. (En suédois.) [*H. T. Stockholm*, 1956, 4.] — *Id.* Carl Fleetwood et la question norvégienne à la fin des années 1880. (Publication de deux mémoires de ce diplomate suédois ; en suédois.) [*Ibid.*, 1957, 2.] — *Folke Lindberg*. Les conversations d'état-major germano-suédoises de 1910. (En suédois.) [*Ibid.*, 1957, 1.] — *Sydney B. Bailey*. « Police socialism » in tsarist Russia. [*R. of politics*, octobre 1957.]

J. A. Wilder. Les échos de la révolution russe de 1905 en Angleterre. [*Kwart. Hist.*, LXIII, 1956.] — *M. Skrzek*. La technique de la culture de la betterave sucrière en Grande-Bretagne avant 1870. [*Kw. h. kult., mat.*, IV, 1956.] — *J. Jarcos*. Le progrès technique dans la houillère Król, à Chorzów. 1850-1918. [*Ibid.*, III, 1955.] — *H. Kamińska*. La lutte ouvrière à Sosnowiec. 1905-1907. [*Kwart. Hist.*, LXIII, 1956.] — *Anneliese Tschabay*. Kremnitz. Untersuchungen über eine ehemalige deutsche Volksinsel in der Mittelslowakei. (Avec deux cartes et deux diagrammes démographiques.) [*Z. f. O.*, 1957, 1.] — *Z. Jindra*. Les monopoles industriels en Autriche-Hongrie. [*Československý časopis Historický*, IV, 2, 1956.] — *J. Křížek*. La crise de l'industrie sucrière dans les pays tchèques vers 1880 et son importance pour le développement du mouvement paysan. [*Ibid.*, IV, 2 et 3, 1956.] — *Arató Endre*. Les rapports entre les mouvements ouvriers tchécoslovaque et magyar 1867-1890 (fin). [*Ibid.*, II, 2, 1954.] — *J. Kolejka*. Le pacte de Moravie en 1905. [*Ibid.*, IV, 4, 1956.] — *A. Kododová*. La question des nationalités dans les années 1905-1907. [*Ibid.*, III, 2, 1955.]

R. Reinsma. Sociaal economische denkbelden van Fransen van de Putte. (Concernant la politique coloniale hollandaise au XIX^e siècle.) [*Ts. v. Geschiedenis*, 1957, 1.] — *Arthur P. Dudden*. Men against monopoly : the prelude to trust-bursting. [*J. of the hist. of ideas*, octobre 1957.] — *Dirk Jellema*. Abraham Kuyper's attack on liberalism. (« Chrétien démocrate » hollandais, 1837-1920.) [*R. of politics*, octobre 1957.]

VI. DEPUIS 1914

R. V. Gindertael. Peintres d'origine allemande en France. (Principalement entre les deux guerres.) [*All. d'auj.*, 1957, n° 4-5.] — *Galen Brocker*. Roger Casement : background to treason. [*J. of mod. hist.*, septembre 1957.] — *Nils Andren*. George V et la crise Macdonald en 1931. (En suédois.) [*St. T.*, 1957, 2-3.] — *J. Knebel*. La Social-démocratie allemande et la Révolution d'octobre. [*Kwart. Hist.*, LXIII, 1956.] — *H. G. Rathenau*. A propos de Walther Rathenau. [*All. d'auj.*, 1957, n° 4-5.] — *Général Rivet*. Le général Groener d'après deux livres récents. [*Ibid.*] — *Hans Buchheim*. Ernst Niekisch's Ideologie des Widerstands. (Un des chefs du national-bolchevisme allemand du temps de la République de Weimar.) [*Vierteljahrshäfte für Zeitgesch.*, octobre 1957.] — *Werner Hahlweg*. Le-

nins Reise durch Deutschland im April 1917. [*Ibid.*] — W. Morawiecki. L'U. R. S. S. et la sécurité collective. 1917-1932. [*Czasopismo Prawno-Historyczne*, VII, 1955.] — V. Peša. Le peuple des campagnes en Moravie et Silésie lors de la grève générale de décembre 1920. [*Československý Časopis Historický*, III, 3, 1955.] — Věra Olivová. Situation de la classe ouvrière dans la république tchécoslovaque pendant les années 1921-1923. [*Ibid.*, II, 2, 1954.] — Z. Bradáč. La signification de l'année 1924 dans l'histoire du parti communiste tchécoslovaque. [*Ibid.*, II, 4, 1954.] — Alice Teichová. Sur l'activité intéressée des membres de la Chambre des députés dans la période 1929-1935 (I). [*Ibid.*, III, 1, 1955.] — Miroslav Honěcký. Le projet d'une union douanière austro-allemande en 1931 et l'attitude de la Tchécoslovaquie. [*Ibid.*, III, 1, 1956.] — A. Gajanová. La participation du parti populiste slovaque à l'action fasciste de la bourgeoisie tchécoslovaque, lors de la crise économique. [*Ibid.*, III, 2, 1955.] — Id. Pour expliquer la scission dans le camp de la bourgeoisie tchèque en 1934. [*Ibid.*, IV, 4, 1956.] — A. Ort. Le plan d'un pacte danubien 1935. [*Ibid.*, III, 4, 1955.] — Alexandr Ort. La Petite Entente et Munich. [*Ibid.*, II, 2, 1954.] — I. Kořalka. Comment le peuple allemand de Tchécoslovaquie est devenu la proie du fascisme. [*Ibid.*, III, 1, 1955.] — Helmut Slapnicka. Der Untergang des österreichischen Rechtsraums. (Le droit de l'époque autrichienne avait été conservé pour l'essentiel après 1918 dans les nouveaux États.) [*Z. f. O.*, 1957, 2.] — Erich Schmied. Das tschechoslowakische Jugendstrafrecht. (Depuis 1931.) [*Ibid.*] — Heinrich Bodensleck. Die Politik der Zweitem Tschecho-Slowakischen Republik (Herbst 1938-Frühjahr 1939). [*Ibid.*, 1957, 1.] — Z. Liets. Le plébiscite du Powisle [Marienwerder] en 1920. [*Rocz. Hist.*, XXI, 1956.] — J. Zarnowski. La grève générale de 1921 en Pologne. [*Kwart. Hist.*, LXIII, 1956.] — M. Pietrzak. La liberté de parole en Pologne. 1918-1926 [et la propagande révolutionnaire]. [*Czasopismo Prawno-Historyczne*, VIII, 1956.] — W. Daszkiewicz. Les droits de la défense et la fascisation de la procédure criminelle en Pologne. 1929-1939. [*Ibid.*, VII, 1955.] — Alice Teichová. Les raisons économiques de la politique antihitlérienne de la grande bourgeoisie britannique à la veille de la seconde guerre mondiale. [*Československý Časopis Historický*, II, 3, 1954.] — Serge Hurtig. Le New Deal ou le triomphe du réformisme. [*R. fr. de Sc. pol.*, 1957, n° 3.]

Gerhardt L. Weinberg. The may crisis, 1938. [*J. of mod. hist.*, septembre 1957.] — Capitaine de frégate Lanes. Rabaul et Malte. [*R. de Déf. nat.*, novembre 1957.] — Z. W. Brügel. Eine zerstörte Legende um Hitlers Aussenpolitik. (La prétendue mission pacifique confiée au conseiller de presse Hesse auprès du gouvernement britannique en septembre 1939.) [*Vierteljahrshefte für Zeitgesch.*, octobre 1957.] — Zwei aussenpolitische Memoranden der deutschen Opposition (Frühjahr 1942). [*Ibid.*] — Georg K. A. Bell. Bischof von Chichester. Die Ökumene und die innerdeutsche Opposition. (A propos de la rencontre faite par l'auteur à Stockholm, en mai 1942, de deux pasteurs allemands.) [*Ibid.*]

Alfred Grosser. « Espoir et peur du siècle » : la passion de l'explication sans passion. (A propos du livre de Raymond Aron.) [*R. fr. de Sc. pol.*, 1957, n° 3.] — Raymond Polin. La politique et la force. [*Ibid.*] — J. M. Cotteret et C. Emery. Essai de représentation des forces politiques. (Avec introduction par Maurice Duverger.) [*Ibid.*] — Jean Meynaud. Les groupes d'intérêt et l'administration de la France. [*Ibid.*] — Maurice Allais. Le problème de la dévaluation. [*Pol. étr.*, 1957, n° 4.]

Nils Andrén. Le changement de premier ministre Eden-Macmillan. (En suédois.) [St. T., 1957, 1.] — *Lincoln Steel.* L'économie britannique et le marché commun. [Pol. étr., 1957, n° 3.] — *Hans Werner Bracht.* Zum Problem der völkerrechtlichen und staatsrechtlichen Kontinuität Deutschlands nach 1945. [Z. f. O., 1957, 2.] — *Andreas Dorpalen.* Hitler. Twelve years after. [R. of politics, octobre 1957.] — Zeugnisse zur Entstehungsgeschichte des Landes Hessen. Mitgeteilt und Kommentiert von *Ludwig Bergsträsser.* (Août 1945.) [Vierteljahrshefte für Zeitgesch., octobre 1957.] — *Mario Levi.* La balance commerciale et la structure du commerce extérieur de la République fédérale d'Allemagne. [Pol. étr., 1957, n° 4.] — *Roland Delcour.* Les élections du 15 septembre (le triomphe du chancelier Adenauer). [All. d'auj., 1957, n° 4-5.] — *François Mouricou.* La jeunesse allemande de l'Ouest. [Ibid.] — *L. Benolt et M. Vergnes.* Brève histoire du mark. [Ibid.] — *D^r Morawski.* Le « Ministerium für Gesamtdeutsche Fragen ». [Ibid.] — *Roland Delcour.* La question du Tyrol du Sud. [Ibid.] — *A. J. Heidenheimer.* La structure confessionnelle, sociale et régionale de la G. D. U. [R. fr. de Sc. pol., 1957, n° 3.] — *Kurt Rabl.* Die Rechtsstellung der Deutschen in der Tschechoslowakei. (Depuis 1945.) [Z. f. O., 1957, 2.] — *Karl Hartmann.* Die Katholische Universität Lublin nach dem Zweiten Weltkriege. [Ibid., 1957, 1.] — *I. Stanek.* Le Vatican allié du parti populiste et du soi-disant État slovaque. [Československý časopis Historický, III, 1, 1955.] — *V. I. Klovov.* La part des Tchèques et des Slovaques dans les combats de partisans en Ukraine et en Russie Blanche pendant la seconde guerre mondiale. [Ibid., III, 2, 1955.] — *M. Gosiorovsky.* La révolte nationale de Slovaquie en 1944. [Ibid., II, 4, 1954.] — *M. Kropilák.* La lutte de libération nationale de Slovaquie en 1945, dernière étape des combats pour la libération de la République tchécoslovaque. [Ibid., III, 4, 1955.] — *R. N. Foustka.* L'épuration nationale en 1945 et 1946. [Ibid.] — *František Janáček.* La stratégie et la tactique du parti communiste tchécoslovaque dans la lutte de libération nationale contre les occupants fascistes. [Ibid., IV, 1, 1956.] — *F. Mencl.* Contribution à l'histoire du 2^e Congrès du parti communiste de Tchécoslovaquie. [Ibid., III, 4, 1955.] — *A. Šnejdársek.* Contribution à la question de la rupture de l'unité allemande avant la formation de l'État séparé de Bonn. [Ibid., III, 1, 1955.] — *B. Černý.* La question de la création de l'office des blés. [Ibid., III, 3, 1955.] — *Curt O. Larsson.* Le « syndicalisme » suédois. Discussions idéologiques sur le programme 1940-1954. (Concerne non la principale confédération syndicale, mais la petite organisation syndicaliste révolutionnaire S. A. C., qui groupe environ 20.000 adhérents ; en suédois.) [St. T., 1957, 1-2.] — *Max Walter Clauss.* Salazars autoritaires Regime in Portugal. [Vierteljahrshefte für Zeitgesch., octobre 1957.] — *Jean Meyriat.* Le Portugal depuis la seconde guerre mondiale. État des travaux. [R. fr. de Sc. pol., 1957, n° 3.]

William H. Lewis. Islam : a rising tide in tropical Africa. [R. of politics, octobre 1957.] — *J. Chelchod.* La face et la personne chez les Arabes. [R. de l'hist. des rel., avril-juin 1957.] — *Jean Vigneau.* L'idéologie de la révolution égyptienne. [Pol. étr., 1957, n° 4.] — *M. A. Fitzsimons.* The Suez Crisis and the containment policy. [R. of politics, octobre 1957.] — *Paul Devinat.* La mer Rouge et les intérêts français. [Pol. étr., 1957, n° 3.] — *Paul Giniewski.* Tendances de la politique asiatique et africaine d'Israël. [Ibid., n° 4.] — *J.-L. Quermonne.* Les perspectives institutionnelles de la décolonisation en Algérie. [R. fr. de Sc. pol., 1957, n° 3.] — *F. Frolik.* Réflexions sur l'évolution sociale des territoires africains. [R. de Déf. nat.,

octobre 1957.] — *J.-M. de Lattre*. Sahara, clé de voûte de l'ensemble eurafricain français. [*Pol. étr.*, 1957, n° 4.] — *Gilbert Étienne*. Pression démographique et expansion économique en Asie orientale. [*Ibid.*] — *René Grandchamp*. La « rentrée » du Japon. [*R. de Déf. nat.*, octobre 1957.] — *Georges Balandier*. Les conditions sociologiques du développement. [*Pol. étr.*, 1957, n° 3.] — *Charles Bettelheim*. Sous-développement et planification. [*Ibid.*] — *Roger Seydoux*. La France et la coopération technique avec les pays en voie de développement. [*Ibid.*] — *François Perroux*. Les pôles de développement et la politique de l'Est. [*Ibid.*]

Inger Plåsson. L'élection présidentielle américaine. (De 1956 ; en suédois.) [*St. T.*, 1957, 1.] — *François Langlume*. La politique d'expansion nord-américaine et la voie maritime du Saint-Laurent. [*Pol. étr.*, 1957, n° 4.] — *Jacques Vernant*. Politique et diplomatie : les relations Est-Ouest au cours de l'été 1957. [*R. de Déf. nat.*, novembre 1957.]

VII. HISTOIRE RELIGIEUSE

R.-R. Jestin. Le poème d'En-me-er-Kar. [*R. d'hist. des rel.*, avril-juin 1957.] — *J. Bérard*. De la légende grecque à la Bible. Phaeton et les sept vaches maigres. [*Ibid.*] — *Günter Lanczkowski*. Zur Unterscheidung indischen und biblischen Denkens. [*Saeculum*, 1957, n° 2-3.] — *Paul Hacker*. Religiöse Toleranz und Intoleranz im Hinduismus. [*Ibid.*] — *Heinrich Otto Schröder*. Celsus und Porphyrius als Christengegner. [*Welt als Gesch.*, 1957, n° 3.] — *M. Armand*. Les reliques de Saint-Nicase et l'emplacement du premier cimetière chrétien à Tournai. [*R. belge de phil. et d'hist.*, 1957, n° 1.] — *Josef Szövérfy*. Von Monte Cassino zu Westminster Nachklänge des Investitur — Streites in den Mittelalterlichen Petrus-Hymnen. [*Classica et Mediaevalia*, 1957, t. XVIII.] — *G. Mollat*. La juridiction d'un prieuré au xiv^e siècle. [*R. H. E.*, 1957, n° 2-3.] — *H. Derréal*. Les pièces d'institution des « Chanoinesses régulières de Saint-Augustin de la Congrégation de Notre-Dame » aux archives du royaume de Belgique. [*R. d'hist. de l'Égl. de Fr.*, janvier-juin 1956.] — *Jean Imbert*. Les prescriptions hospitalières du concile de Trente et leur diffusion en France. [*Ibid.*] — *M. Oursel-Quarré*. Un mystique dijonnais du xvii^e siècle. Dom Jacques de Jésus, coadjuteur de la Chartreuse de Dijon. [*A. de Bourg.*, avril-juin 1957.] — *Renzo De Felice*. L'evangelismo giacobino e l'abate Claudio Della Valle. [*Riv. st. it.*, 1957, n° 2.] — *R. Thysman*. Le gallicanisme de Mgr Maret et l'influence de Bossuet. [*R. H. E.*, 1957, n° 2-3.]

CHRONIQUE

NÉCROLOGIE

JEAN BÉRARD (1908-1957)

Le 21 juillet 1957, un tragique accident de la route a coûté la vie à Jean Bérard, qui, depuis deux ans, après avoir professé à la Faculté des Lettres de Nancy, enseignait l'histoire grecque à la Sorbonne ; il avait quarante-neuf ans. A tous ceux qui l'approchaient, l'homme inspirait l'admiration par l'énergie avec laquelle il surmontait, dans sa vie quotidienne, professionnelle et érudite, la torture physique et morale causée, depuis une quinzaine d'années, par un considérable affaiblissement de la vue. Étudiants, collègues, amis ne peuvent oublier son entrain, son dévouement, sa richesse de cœur et d'esprit. On n'oubliera pas davantage l'historien, venu à l'étude de l'hellénisme par la force de l'exemple paternel, par l'agrégation des lettres et par l'École française de Rome. Cette dernière l'avait conduit en Algérie et trois mémoires sur des recherches à Cherchel (*Revue africaine*, 1934 ; *Mélanges d'archéologie et d'histoire*, 1935 et 1936) y jalonnèrent son passage. Mais elle lui permit surtout d'étudier l'établissement des colonies grecques en Italie méridionale et en Sicile, sur lequel portèrent ses thèses, soutenues en 1944. La thèse complémentaire, une *Bibliographie topographique*, était malheureusement clichée, par définition même, à la date de sa publication. Il la tint pourtant à jour, si l'on peut dire, par les nombreuses recensions, souvent élargies en véritables articles de mise au point, qu'il donna ensuite sur les publications nouvelles, principalement à la *Revue archéologique*. Il suivait, en effet, avec passion les résultats des fouilles de Grande-Grèce et des îles, qui venaient ici et là, en particulier les trouvailles mycéniennes des îles Lipari, appuyer l'hypothèse générale, présentée dans sa thèse principale, *La colonisation grecque de l'Italie méridionale et de la Sicile : l'histoire et la légende*, de la réalité d'établissements grecs en ces régions bien antérieurs à la colonisation historique. Dans une deuxième édition de cet ouvrage parue en 1957, il put tenir compte des nouveaux arguments qui lui étaient fournis. Mais, en même temps, s'il ne négligeait pas, bien entendu, de maintenir et de continuer par des recherches annexes la grande œuvre paternelle sur l'*Odyssee*, son horizon s'élargissait et embrassait d'autres secteurs du passé méditerranéen. Tous les mouvements de peuples qui, si nombreux, si amples parfois et si obscurs aussi, s'y étaient produits aux temps anciens l'intéressaient : des articles sur le poème de Pentaour (*Revue des Études anciennes*, 1947), l'origine des Étrusques (*Ibid.*, 1949) et les Philistins (*Revue archéologique*, 1951, 1) témoignent à la fois de la minutie critique et de la largeur de vues avec lesquelles il savait examiner les textes. L'archéologie primitive l'attirait aussi : il avait fouillé une nécropole près de Paphos en Chypre ; il avait donné à notre *Revue*, en 1950, un exposé copieux sur la *Stratigraphie comparée* de Cl.-A. Schaeffer et, combinant

les données littéraires et archéologiques, il avait fait, en 1946 et 1950, d'importantes communications à l'Académie des Inscriptions sur la chronologie mycénienne et sur la descente doriennne (publiées en 1950, l'une dans les *Mémoires de l'Académie*, l'autre dans le tome I des *Studies presented to David M. Robinson*). En un domaine où les découvertes se multiplient au point que les fouilleurs s'essouffent à les publier toutes, il représentait une espèce fort rare : l'historien qui en replace les enseignements dans l'ensemble des problèmes. Si bien que, réfléchissant sur son métier, à la veille même de ce départ en vacances de Paris vers les Alpes qu'il ne devait pas atteindre, il mettait la dernière main à cet article de doctrine que notre *Revue* s'est honorée de publier (t. CCXVIII, p. 241), avec une pensée émue pour le savant, disparu alors que lui semblaient promises des années de labeur actif et fructueux pour tous.

André ATYARD.

France. — *Chronique des archives.* — La *Gazette des Archives* a inauguré avec son numéro de juillet 1956 (paru en mai 1957) une présentation élégante. Son fascicule imprimé, et non plus ronéotypé, renferme des articles utiles d'archivistique, particulièrement le texte de rapports présentés au III^e Congrès international, et des comptes rendus de réunions régionales (Normandie, Sud-Ouest, Centre, Sud-Est, Nord). Pour 1957 est mise à l'étude, comme question proposée à l'Association amicale et professionnelle des archivistes français, la *clientèle des archives*.

Le numéro de janvier 1957 fournit d'utiles articles : M. BAUDOT, *Les guides d'archives*, liste d'une forme de publication particulièrement à la mode à l'heure actuelle ; — POULLE, *Les revêtements du sol dans les dalles de dépôt* ; — M. DUCHEIN, *La collaboration entre les services administratifs et les archives* ; — A. MIROT, *La formation des archivistes en France*.

— *Archives nationales.* — La table alphabétique de l'État sommaire des versements faits aux Archives nationales par les ministères, etc., a été dressée, pour la *Série BB Justice*, par M^{lle} P. CAVAILLER, archiviste-adjointe de Seine-et-Marne. Par son étendue et sa précision, cette table ne peut manquer de rendre de grands services.

— *Aude.* — Le *Répertoire numérique de la série V (Organisation des cultes)* a fait, aux archives de l'Aude, l'objet d'un travail, donnant toute satisfaction, dû à MM. J. BOURGES, P. BONNAFIL et Cl. TARISSE.

— *Creuse.* — MM. M. FAZY et H. HEMMER ont dressé le *Répertoire numérique des sous-séries 1 Q (Domaines) et 2 Q (Registres de formalités)* (Guéret, impr. Lécante, 1956, in-4°, p. 34-35), malheureusement dépourvu d'une introduction.

— *Dordogne.* — *Archives de la Dordogne. Répertoire numérique de la sous-série 2 E (Titres féodaux, titres de famille)*, dressé par M. N. DAQUART, qui énumère les petits fonds, art. 2 E 1 à 1794 (Périgueux, L'Éveil, 1956, in-4°, 60 p.). Travail diligent et soigné.

— *Marne.* — M. R. GANDILHON, archiviste en chef de la Marne, et Dom J. HURLIN ont dressé l'*Inventaire sommaire de fragments de manuscrits et d'imprimés aux archives de la Marne* (Châlons-sur-Marne, 1956, in-8°, 78 p.) conformément aux instructions de 1925 de la Direction. Répartis en quinze sections de manuscrits, douze sections d'imprimés, deux sections de documents d'archives, les débris, au total 514, appartiennent surtout aux xv^e-xvi^e siècles et proviennent de sources définies et sont issues de scriptoria de qualité.

— Voici encore, pour les archives de la Marne, réalisées par le labeur étonnant de M. René GANDILHON, un inventaire énorme et cependant au point, le tome II des *Archives conservées aux archives de la Marne* (Châlons-sur-Marne, Archives, 1957, 583 p.). Le premier volume de cet inventaire avait paru il y a quatre ans. Celui-ci, par la variété de sa documentation, la richesse de ses sujets, le fini de ses tables, est un nouveau témoignage d'un labeur vraiment achevé, dirions-nous, si cette expression pouvait s'accorder avec le mode de travail de M. Gandilhon.

— *Meurthe-et-Moselle*. — Le fonds dit de Vienne des archives départementales de Meurthe-et-Moselle constitue l'un des plus riches joyaux de ce dépôt. Il a fait l'objet d'un inventaire modèle dû à M. Pierre MAROT, ancien archiviste en chef, aidé par M^{me} MAROT, continué par M. Étienne DELCAMBRE, assisté par M^{lle} M.-T. AUBRY (Nancy, Soc. d'impressions typographiques, 1956, in-4°, xiv-229 p.). Une introduction de M. Pierre Marot fournit l'historique, fortement annoté, de ce fonds et de ses vicissitudes multiples. Le classement, la description des articles sont parfaits; mais tout est dépassé, comme précision et amplitude, par l'index des noms de personnes.

— La collection Dufresne, qui constitue l'un des joyaux des archives départementales antérieures à 1790 des archives de Meurthe-et-Moselle, a fait l'objet d'un inventaire précis de M^{lle} Marie-Thérèse AUBRY, conservateur aux dites archives.

— *Meuse*. — M. COLNAT, archiviste en chef de la Meuse, les commis Geneviève GRÉGOIRE-SOYER, A. NORGUIN et J. BRISSON ont dressé le *Répertoire numérique de la série C (Administration communale, voirie)* (Verdun-sur-Meuse, impr. Leffevre, 1956, in-4°, 123 p.). C'est un excellent travail, toutefois sans introduction.

— *Moselle*. — M. J. RIGAULT a dressé le *Répertoire numérique de la série Z, sous-série 11 à 18 Z (fonds des Directions de cercles, 1870-1918)* des archives départementales de la Moselle (Metz, éd. Le Lorrain, 1956, in-4°, 54 p.). Une introduction de cet archiviste donne les précisions utiles sur les vicissitudes administratives et le rôle des directions de cercles, et un index alphabétique permet de retrouver les noms utiles de lieux, de personnes et de matières.

— M. J. RIGAULT a établi le *Répertoire de la série F (antérieur à 1790)*, dont une solide introduction présente la formation. Le chartrier de Clervaux a, on le sait, une grande importance pour le passé de l'histoire du Luxembourg (*Répertoire numérique de la sous série 7 F*; Metz, éd. Le Lorrain, 1957, in-8°, viii-52 p.).

— *Basses-Pyrénées*. — M. P. BAYAUD a publié le *Répertoire numérique de la série L (Documents de la période révolutionnaire, 1790-1900)* (Pau, Impr. des Pyrénées, 1957, in-4°, 30 p.). L'histoire de la Révolution dans les Basses-Pyrénées est représentée par une bibliographie solide dont les classements sont heureux et utiles.

— *Bas-Rhin*. — Des matériaux très divers et très abondants se rencontrent dans la manutention des archives anciennes de Colmar. MM. L. SITTLER et R. WERTZ ont dressé, sur la base des travaux de Scherlen, un *Inventaire de la série FF (Justice et affaires judiciaires)*, qui offre un grand intérêt (Colmar, 1957, in 8°, 310 p.).

— *Rhône*. — Le *Répertoire numérique de la série I (Police, justice, hygiène pu-*

bligue, 1790-1870) pour la ville de Lyon a été établi par M^{lle} Alice JOLY. L'introduction de cette publication offre quelques précisions heureuses.

— *Seine*. — M. Michel FLEURY, conservateur aux archives du département de la Seine et de la ville de Paris, a publié une *Note sur l'état civil de Paris et du département de la Seine* (Paris, 1957, in-8°, 4 p.) qui fournit des précisions sur les fonds détruits et leur reconstruction. C'est une étude bien faite pour diriger des recherches précises.

— *Seine-et-Oise*. — M. Jacques LEVRON est l'auteur d'un répertoire des archives communales de son département consacré aux *Registres paroissiaux*, fasc. 1 : *Canton d'Argenteuil* (Versailles, La Gutenberg, 1957, in-4°, 89 p.). Travail soigné et bien conduit.

— *Vaucluse*. — Les archivistes en chef du Vaucluse, MM. Léo IMBERT et Jacques DE FONT-RÉAULX, ont rédigé le *Répertoire numérique de la série G (Clergé séculier)* des archives départementales de Vaucluse (Avignon, Archives départementales, 1956, in-4°, 74 p.). On y trouve décrites les archives de l'archevêché, chapitre, cour et inquisition d'Avignon, des évêchés, chapitres, officialités d'Apt, Carpentras, Cavaillon, Orange, Vaison, Saint-Paul-Trois-Châteaux, chapitres collégiaux d'Avignon (Saint-Agricol, Saint-Pierre, Saint-Didier, Saint-Genest, Saint-Étienne ou la Madeleine, Notre-Dame-la-Principale, Saint-Symphorien), des collégiales de Baumes, Isle-sur-Sorgue, Oppède et autres églises paroissiales, prieurés, chapelles, confréries. A noter, sous le numéro G 829, un registre de l'Inquisition contenant les abjurations de Juifs et les règlements à leur propos pour le XVIII^e siècle.

— *Vendée*. — Les archives de la *Sous-série 2 E (État civil)* du département de la Vendée ont fait l'objet d'un *Répertoire numérique* par M. Y. DU GUERNY (La Roche-sur-Yon, Impr. de la Préfecture, 1956, in-4°, x-63 p., 1 carte). Une introduction intéressante donne d'utiles précisions, en particulier sur l'état civil des protestants. Deux documents sont reproduits par la photographie, l'un concernant Charette, futur général des armées catholiques et royales, l'autre en provenance du grand physicien Réaumur.

— *France d'outre-mer*. — M. Albert LOUGNON a établi pour les archives départementales de la Réunion le *Classement et inventaire du fonds de la Compagnie des Indes (série C^o : 1615-1767)*, en faisant suivre ce travail de l'*Inventaire du fonds de la Compagnie des Indes des archives de l'Île-de-France* de M. Auguste TOUSSAINT, archiviste en chef de l'Île Maurice, précédé d'une préface de M. Y. PÉROTIN, archiviste en chef de la Réunion (Nérac, impr. Couderc, 1956, in-8°, x-392 p.). M. Lougnon, historien de l'Île Bourbon pour la période de la Compagnie des Indes, a écrit une thèse de doctorat dont la documentation se trouve rassemblée dans ce gros volume, qui s'applique aux deux îles de l'océan Indien, Réunion et Maurice. Les articles décrits le sont avec une très grande précision ; avec sa table alphabétique, cet inventaire C^o de l'Île-de-France occupe 341 pages. L'inventaire de M. Toussaint pour l'Île Maurice est beaucoup plus mince (p. 345-384) et semble s'appliquer à des ré idus au demeurant utiles et bien décrits.

— La Société racinienne, fondée en 1956 par M. Louis VAUNOIS, publie des *Cahiers raciniens*, dont le second, daté du second semestre de 1957, publie des

pièces appartenant à Jean-Louis de Sercia, descendant de Marie Racine, sœur du dramaturge, et faisant partie d'une douzaine de cahiers dont la publication continuera. On y trouve des renseignements curieux sur les relations de Racine avec l'actrice Du Parc et la fille née de leurs relations et qui mourut à huit ans.

— Abondamment illustré, précédé d'une préface de M. Julien CAIN, comportant une chronologie de la vie et des principales œuvres de Bernard Le Bovier de Fontenelle, le catalogue publié par la Bibliothèque à l'occasion du troisième centenaire de la naissance et du deuxième centenaire de la mort de *Fontenelle, 1657-1757* (Paris, 1957, in-18, 32 p.) comporte huit chapitres intéressants par les notices bibliographiques qui y sont rapportées. M^{me} DUBIEF, M^{lle} S. DELORME, M. H.-J. MARTIN y ont collaboré et donné à ce catalogue, dont l'idée première revient à M. Vendryès, doyen honoraire de la Faculté des lettres de Paris, sa pleine valeur. Les origines rouennaises, les débuts et tâtonnements, l'activité littéraire, la place de Fontenelle dans la querelle des anciens et modernes, à l'Académie des sciences, dans la société du XVIII^e siècle, la fin de sa vie, son influence, de Voltaire à Sainte-Beuve, sont présentés avec un soin parfait.

— L'éditeur Jacques Lambert, 6, place de la Madeleine, vient d'éditer un catalogue de 258 *Autographes, documents, manuscrits* émanant d'ARQUET VOLTAIRE. Un grand nombre de ces documents rarissimes figurent souvent sous leur reproduction approchée, je veux dire moyennant cette écriture admirablement lisible : manuscrits littéraires, rapports avec la cour (Louis XV, la reine, M^{me} de Pompadour, M^{me} du Barry), souscription des gens de lettres à la statue de Pigalle, dossier important touchant les rentes et les finances de Voltaire, sa vie à Ferney ou dans la judicature de Tournay, ses derniers jours, son enterrement à Seillières, son transfert au Panthéon en 1791, le sort de son cœur, finalement laissé au marquis de Villette et à la famille des descendants, les dernières volontés de Voltaire, la vente de sa bibliothèque, les documents concernant la famille (son père et son frère, M^{me} Denis, M^{me} Duvivier), les correspondants et contemporains de Voltaire, Condorcet, Diderot, d'Éprémessnil, marquis de Florian, l'impératrice Catherine II, le roi de Prusse Frédéric II, Panckoucke, Hornoy et combien de pièces sont représentées dans ce catalogue par des citations dont l'ensemble en fait l'un des plus riches recueils qui éclairent la vie du célèbre auteur, son temps et son action.

— Le 19 novembre 1957, par les soins de M. Laurien, commissaire priseur, avait lieu rue Drouot une vente d'autographes et documents historiques principalement concernant l'époque napoléonienne (mariage de la fille aînée du prince Eugène et du fils de Bernadotte ; — lettre d'un Français royaliste du Midi pendant les Cent Jours ; — lettres de M^{me} d'Agoult à Mazzini, 1864-1868 ; — expédition des Anglais sur Walcheren, Flessingue et Anvers en 1809 ; — guerre d'Indépendance américaine ; — lettres de Napoléon au prince Eugène, au général Clarke, au maréchal Berthier).

— Les 10 et 11 décembre 1957 a eu lieu, par les soins de M^e Jean Rabault-Ménétière, assisté de M. Castaing, expert, 3, rue de Furstenberg (maison Charavay), la vente d'une très belle collection d'*autographes et documents historiques* d'un amateur non dénommé. L'inventaire, illustré de très heureuses planches, est un modèle de précision, d'où je tire quelques exemples sur les 330 articles recensés : 230 lettres de M^{me} ADÉLAÏDE, sœur de Louis-Philippe, de 1831 à 1843, adressées

au maréchal Sébastiani, sur les sujets les plus divers ; — lettre de BAUTRU, l'un des fondateurs de l'Académie française, interprète de l'ambassadeur de France en Espagne, sur le règlement de l'affaire de Mantoue, 14 décembre 1628 ; — lettres de la duchesse DE BERRY à la princesse de Faucigny-Lucinge, 1848 et 1857, sur les filles naturelles du duc de Berry et d'Anny Brown, qu'elle avait prises sous sa protection ; — lettres de et à la comtesse de CASTIGLIONE, où il est question d'amour et d'argent ; — lettre de CHAMILLART, évêque de Dol, signée par les évêques de Bretagne, sur l'attitude du clergé breton au moment de l'ouverture des États de Bretagne, 29 octobre 1699 ; — lettres de Michel CHEVALIER au chimiste Dumas sur le libre-échange, 17 et 22 décembre 1846 ; — lettre de DIDEROT au libraire Le Breton relative aux affaires de l'*Encyclopédie* ; — lettres de DUMOURIEZ écrites d'Yon et de Grandprez sur la situation militaire en 1792 ; — lettres d'EUGÉNIE, ex-impératrice des Français, au commandant Duperré, écrites de Chislehurst, janvier-novembre 1872 ; — lettre de FLORIAN écrite de prison en 1794 ; — étude de Daniel HALÉVY sur les relations de Jaurès et de Péguy, se terminant dans la joie de l'assassinat du premier à la veille de la première guerre mondiale ; — lettres de Jean DE LA CHAPELLE, secrétaire des commandements du prince de Conti, écrite à un prince après la mort de son protecteur ; — lettres de LA FAYETTE, dont une, très émouvante, sur la mort de sa femme en 1808 ; — lettres de LAMARTINE à son ami Febvre sur les débuts de sa carrière politique, 1831-1832 ; — lettres de MARIE LEZINSKA, reine de France, au président Hénault ; — lettre du roi LOUIS-PHILIPPE au moment de l'élection de Léopold de Saxe-Cobourg comme roi des Belges, 18 juin 1831 ; — lettre de M^{me} DE MAINTENON après la mort de Scarron, écrite à M^{me} de Villette, 13 octobre 1660 ; — lettre d'Hortense MANCINI à l'abbé d'Hautefeuille sur la société anglaise qui l'entoure, 5 novembre 1697 ; — pièces diverses sur l'indépendance du Mexique, 1825-1830 ; — lettre de MICHELET à un directeur de journal, sur les rapports des Italiens et des Hongrois, 1845-1869 ; — lettre de MIGNET au comte de Rayneval, ambassadeur de France à Madrid, à l'occasion de l'avènement de la reine Isabelle, 23 novembre 1833 ; — lettres de Napoléon III au maréchal Randon concernant la campagne d'Italie de 1859, les affaires de Rome, l'organisation de l'armée, 1853-1860 ; — lettre du procureur de la République au commissaire de police de Calais sur la situation électorale du prince Napoléon, 15 juin 1848 ; — lettres de Charles THELIN, valet de chambre de Napoléon III, de 1846 à 1848 ; — ordres du jour de l'armée impériale, trente-deux de 1805 à 1810 ; — lettres de PERRAULT, contrôleur général des bâtiments du roi, relative aux travaux de Bernin ; — lettre de RÉAUMUR à l'abbé Cerati, proviseur de l'Université de Pise, concernant la guerre de Succession d'Autriche, 29 mai 1748 ; — lettres de RULHIÈRE, attaché au ministère des Affaires étrangères, à Malesherbes (sur les protestants et sur l'abbé Raynal), 1785-1788 ; — notes et lettres diverses d'Alfred DE VIGNY, etc.

— Le 16 décembre 1957 a eu lieu à l'hôtel Drouot, par les soins de M. E. Giard, assisté de M^{me} Vidal-Mégret, expert, la vente d'autographes de J.-J. Rousseau provenant des archives de M^{me} Dupin, au château de Chenonceaux (surtout notes de lecture et commentaires du livre de Claude Dupin, *Réflexions sur l'« Esprit des Lois »*).

— Le 16 décembre 1957 a eu lieu à l'hôtel Drouot, par les soins de M. M. Rheims, assisté de M^{me} Vidal-Mégret, expert, une vente d'autographes et de publications

d'une grande variété, parmi lesquels nous notons : de BUGEAUD, lettre du 2 mai 1846 sur les mouvements de la dernière campagne d'Algérie ; — d'ALEMBERT à l'abbé Morellet, 1^{er} octobre 1750, sur l'*Encyclopédie* ; — de DIDEROT, de 1751 (?), même objet ; — de V. HUGO à Vacquerie, sur divers sujets intéressant la période de Guernesey ; — de LOUIS XVI à Bailly, du 21 juin 1789, annonçant la tenue de la séance royale qui aura lieu le 23 juin ; — de NAPOLÉON III, sur des questions électorales ; — de Marcel PROUST, 1905-1915 ; — de THIERS, 11 mai 1871, félicitations à un général versaillais ; — de VAUVENARGUES, 29 mars 1743, sur des mutations dans l'armée d'Allemagne ; — d'A. DE VIGNY à son ami E.-C. Le Breton et à la fille de celui-ci, 1822-1857, sujets littéraires et psychologiques ; — édition revue des *Voyages* de Champlain, 1613, avec cartes en partie inédites ; — la *Cité de Dieu* de SAINT AUGUSTIN, manuscrit du xv^e siècle, onze miniatures.

Italie. — L'Istituto Feltrinelli fonctionne à Milan comme maison d'édition spécialisée dans les sciences sociales. Il édite le *Movimento operaio*, que dirige M. M. A. Saitta, professeur à l'Université de Pise, mais c'est à un bibliographe de grande valeur, M. G. DEL BO, que l'on doit, sans que son nom y soit porté, diverses publications qui constituent autant d'instruments de prospection pour les chercheurs soucieux de faire des recherches dans les collections de la bibliothèque Feltrinelli : *General list of Publications, index of researchs undertaken and Review of planned publications* (Milan, 1957, 21 p., p. 139-158) ; *Descrizione sommaria della Biblioteca dell'Istituto* (Milan, 1957, in-8°, 62 p.) ; *Elenco alfabetico dei periodici esistente presso la Biblioteca dell'Istituto* (Milan, 1957, in-8°, 24 p.).

G. BN.

États-Unis. — Les 17 et 18 décembre dernier s'est tenu à Washington une conférence sur l'histoire des religions dans le nouveau monde durant l'époque coloniale, à laquelle un certain nombre d'historiens américains et européens ont participé. La France était représentée par M. Robert Ricard, professeur à la Sorbonne. La conférence a entendu les communications suivantes : *La religion aux États-Unis*, par Kenneth Scott Latourette et Sidney E. Mead ; *La religion au Canada*, par Henry H. Walsh ; *La religion et la culture en Amérique espagnole*, par Guillermo Lhomann Vellena ; *L'évangélisation de l'Amérique espagnole*, par L. Nicolau d'Oller ; *Les Indiens et le christianisme*, par Wigberto Jiménez Moreno ; *L'aspect international de l'activité des Jésuites dans le nouveau monde*, par Miguel Batllori, S. J. ; *La religion dans l'Amérique française*, par Arthur Maheux ; *La religion en Amérique portugaise, comparaison de l'évangélisation en Amérique portugaise et en Amérique espagnole*, par Robert Ricard ; *Le nègre et la religion en Amérique portugaise*, par René Riberra ; *Les Calvinistes néerlandais et la tolérance religieuse en Amérique portugaise*, par José Antonio Gonsalves de Mello ; *L'influence de l'illuminisme sur la pratique religieuse dans le nouveau monde*, par John Tate Lanning. Une vue d'ensemble de la conférence a été finalement dressée par Max Savelle et Javier Malagón y Barceló.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- Actes du 81^e Congrès national des Sociétés savantes, Rouen et Caen, 1956, 188.
- Adelson (Howar L.)*. Light weight solidi and Byzantine trade during the sixth and seventh centuries, 406.
- Aegean and the Near East (The), studies presented to *Hetty Goldman*, 403.
- Albertini (R. von)*. Freiheit und Demokratie in Frankreich. Die Diskussion von der Restauration bis zur Resistance, 177.
- Alfoldi (A.)*. A Conflict of Ideas in the late Roman Empire. The Clash between the Senate and Valentine I, 132.
- Der frühromische Reiteradel und seine Ehrenabzeichen, 103.
- Studien über Caesars Monarchie, 117.
- Allen Chester Johnson*. Egypt and the Roman Empire, 363.
- Altheim (F.)*. Attila und die Hunnen, 134.
- Aus Spätantike und Christentum, 129.
- Niedergang der antiken Welt, eine Untersuchung der Ursachen, 128.
- et *Stiel (F.)*. Asien und Rom, 129.
- American Rebellion (The). Sir Henri Clinton's Narrative of his campaigns, 1775-1782; ed. par *W. B. Willcox*, 384.
- Aubin (Jean)*. Deux sayyids de Bam au xv^e siècle. Contribution à l'histoire de l'Iran Timuride, 150.
- Audin (A.)*. Voir *Wuilleumier (P.)*.
- Avenarius (Gert)*. Lukians Schrift zur Geschichtschreibung, 404.
- Balsdon (J. P.)*. Rome and Macedon 205-200 B. C., 110.
- Baron (Hans)*. Humanistic and political literature in Florence and Venice at the Beginning of the Quattrocento, 158.
- Barwick (Karl)*. Caesars Bellum civile, Tendenz, Abfassungszeit und Stil, 117.
- Bastid (Paul)*. Le gouvernement d'Assemblée, 398.
- Beer (Sir Garvin de)*. Alps and elephants, Hannibal's march, 108.
- Benoit (F.)*. L'art primitif méditerranéen de la vallée du Rhône, 336.
- Béranger (J.)*. Recherches sur l'aspect idéologique du principat, 124.
- Bérard (Jean)*. La colonisation grecque de l'Italie méridionale et de la Sicile dans l'Antiquité. L'histoire et la légende, 2^e éd., 1957, 143.
- Berthier (André)*. L'Algérie et son passé, 344.
- Voir Sanctuaire punique.
- Biezunska (Iza)*. Les opinions de la « nobilitas » romaine de l'époque de Néron et leur fondement économique et social, 121.
- Birley (Eric)*. Roman Britain and the Roman Army, 344.
- Bloch (Marc)*. L'étrange défaite, 395.
- (*Raymond*). Les Étrusques. — L'art et la civilisation étrusques, 98.
- Boak (A. E.)*. Manpower Shortage and the Fall of the Roman Empire in the West, 138.
- Bömer (Franz)*. Rom und Troia, Untersuchungen zur Frühgeschichte Roms, 101.
- Borwicz (Michel)*. Écrits des condamnés à mort sous l'occupation allemande, 1939-1945, 186.
- Bourdes-Piéville (Michel)*. Quand le pape avait des bateaux, 199.
- Bousquet (G.-H.)*. Les Berbères, 402.
- Bovill (E. W.)*. The Battle of Alcazar. An Account of the Defeat of Don Sebastian of Portugal at El-Ksar-el-Kebir, 204.
- Bozer (Charles R.)* et *Vasconcelos (Frazão de)*. André Furtado de Mendonça (1558-1610), 168.
- Boyd (Julian P.)*. Voir *Papers of Thomas Jefferson*.
- Brandes (Georg)*. Correspondance. Lettres choisies et annotées par *Paul Krüger*. II : L'Angleterre et la Russie, 391.
- Brogan (Olwen)*. Roman Gaul, 334.
- Bürk (Gerhart)*. Selbstdarstellung und Personenbildnis bei Silvio Piccolomini (Pius II), 160.
- Burckhardt (Carl J.)*. Gedanken über Karl V., 409.
- Burdeau (Georges)*. La démocratie, essai synthétique, 177.
- Burdese (Alberto)*. Studi sull' ager publicus, 112.
- Bürk (Albert)* et *Will (Wilhelm)*. Register zu den Matrikeln der Universität Tübingen, 1600-1817, 410.
- Camps-Fabre (Henriette)*. L'olivier et l'huile dans l'Afrique romaine, 354.

- Cappellini (Icilio)*. I documenti del « Buon governo » sul primo Congresso degli scienziati italiani del 1839, nota introduttiva e registro, 200.
- Carraza Thomas (Fr.)*. Il regno di Marco Aurelio, 122.
- Contributi sulla romanità nell'agro meridionale dei Bagenni, 333.
- Carter (E. H.)*. Across the seven seas. The story of the British Commonwealth and Empire, 407.
- Charanis (Peter)*. Voir *Diehl (Charles)*.
- Charlier (Abbé René)*. Voir *Sanctuaire punique*.
- Cintas (P.)*. Contribution à l'étude de l'expansion carthaginoise au Maroc. — Fouilles puniques à Tipasa, 350.
- Coli (U.)*. Regnum, 102.
- Tribù e centurie dell' antica repubblica romana, 104.
- Contamine (Henry)*. La revanche. 1871-1914, 390.
- Cottrell (Leonard)*. Life under the Pharaohs, 183.
- Courtois (Christian)*. L'Afrique et les Vandales. — Victor de Vita et son œuvre, étude critique, 355, 356.
- Voir *Julien (Ch.-André)*.
- Crawford (O. G.)*. Topography of Roman Scotland North of the Antonine Wall, 344.
- Crespo de La Serna (J. J.)*. Pintores y escultores italianos de los siglos XIII, XIV y XV. Doce medallones, 195.
- Creswell (K. A. C.)*. A Bibliography of arms and armours in Islam, 406.
- Crook (John)*. Consilium principis, Imperial Councils and Counsellors from Augustus to Diocletian, 125.
- De' Cavalieri (Pio Franchi)*. Constantiniana, 129.
- Decaux (Alain)*. Le prince impérial, 193.
- Degrassi (Attilio)*. Il confine nord-orientale dell' Italia romana, Ricerche storico-topografiche, 332.
- Delcambre (E.) et Lhermitte (Jean)*. Un cas énigmatique de possession diabolique en Lorraine au XVII^e siècle. Elizabeth de Ranfaing fondatrice de l'ordre du Refuge, 378.
- Délégation française auprès de la Commission allemande d'armistice (La). Recueil de documents publiés par le gouvernement français; t. IV: 19 janvier-21 juillet 1941, 187.
- Della Corte (F.)*. Da Sarsina a Roma, ricerche Plautine, 106.
- Varrone il terzo gran lume romano, 114.
- Della Perrata (Franco)*. Socialismo risorgimentale de Ferrari, Pisacane e Montanelli, 201.
- Demarco (Domenico)*. Una pagina di storia bancaria italiana: la espansione territoriale della Banca nazionale sarda e i tentativi di soppressione del Banco di Napoli (settembre 1860-aprile 1863), 202.
- Demougeot (E.)*. De l'unité à la division de l'empire romain, 395-440; essai sur le gouvernement impérial, 133.
- Deschamps (Hubert)*. Peuples et nations d'outre-mer (Afrique, Islam, Afrique du Sud), 407.
- Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques, t. XIV, fasc. 78, 182.
- Diehl (Charles)*. Byzantium: Greatness and Decline; ed. par *P. Charanis*, 405.
- Diolé (Philippe)*. Promenades d'archéologie sous-marine, 337.
- Ditich (Z. R.)*. De opkomst van het moderne Duitsland, 412.
- Dornseiff (F.)*. Verschmähter zu Vergil, Horaz und Properz, 120.
- Dörries (Hermann)*. Das Selbstzeugnis Kaiser Konstantins, 130.
- Duval (P.-M.)*. La vie quotidienne en Gaule pendant la paix romaine, I^{er}-III^e siècle ap. J.-C., 342.
- Ensslin (W.)*. Der Kaiser in der Spätantike, 135.
- Die Religionspolitik des Kaisers Theodosius, 132.
- Ernstberger (Anton)*. Hans de Witte, Finanzmann Wallensteins, 376.
- Farquharson (A. S. L.)*. Marcus Aurelius, his Life and his World, 122.
- Fer à travers les âges (Le). Hommes et techniques, 140.
- Fohlen (Claude)*. L'industrie textile au temps du Second Empire, 172.
- Forni (G.)*. Il reclutamento delle legioni da Augusto a Diocleziano, 127.
- Fouilles d'Alba Fucens de 1951 à 1953 (Les), par *F. de Visscher, F. de Ruys, S. J. de Laet, J. Mertens*, 334.
- Fracard (M.-L.)*. La fin de l'Ancien Régime à Niort. Essai de sociologie religieuse, 191.
- Gablentz (O. H. von der)*. Die politischen Theorien seit der französischen Revolution, 177.
- Garçon (Maurice)*. Histoire de la justice sous la III^e République, t. I et II, 194.
- Gaule (Charles de)*. Mémoires de guerre; tome II: L'unité, 1942-1944, 186.
- Geyl (P.)*. Gebruik en misbruik der geschiedenis, 176.
- Ghisalberti (Alberto M.)*. Il Congresso di Parigi e l'opinione pubblica, 202.
- Giglio (C.)*. Il secondo gabinetto Depretis e la crisi balcanica (dicembre 1877-marzo 1878), 203.

- Girard (Joseph)*. Les Baroncelli d'Avignon, 190.
- Goldman (Hetty)*. Voir Aegean and the Near East.
- Gorissen (P.)*. Het parlement en de raad van Kortenberg, 414.
- Grimal (P.)*. Le siècle des Scipions, Rome et l'hellénisme au temps des guerres puniques, 105.
- Guillou (André)*. Les archives de Saint-Jean-Prodrôme sur le mont Ménécée, 144.
- Guizot (François)*. Storia della civiltà in Europa; ed. par A. Saitta, 178.
- Gyseling (M.)*. Inventaris van het Adelsarchief Piers de Raverschoot, 414.
- Halkin (Léon-E.)*. La Réforme en Belgique sous Charles-Quint, 415.
- Hambis (Louis)*. La Sibérie, 387.
- Harmand (L.)*. Voir Libanius.
- Haut (J.-J.)*. La tombe gallo-romaine, recherches sur les inscriptions et les monuments funéraires gallo-romains des trois premiers siècles de notre ère, 342.
- Hawkes (Jacquetta)*. A Guide to the Prehistoric and Roman Monuments in England and Wales, 343.
- Hay (Densy)*. Europe, the emergence of an idea, 400.
- Heinkel (Ernst)*. A l'assaut du ciel, 181.
- Helbing (Hanno)*. Goten und Wandalen, Wandlung der historischen Realität, 135.
- Helin (Étienne)*. Inventaire des archives du prieuré et de la seigneurie d'Aywaille, 414.
- Higley (G.)*. The mind of man, 398.
- Hill (W. Thomson)*. Buried London, Mithras to the Middle Ages, 344.
- Hinks (Roger)*. Michel Angelo Merisi da Caravaggio, 165.
- Hodgkinson (H.)*. The Adriatic Sea, 195.
- Hoffmann (Erich)*. Die Herkunft des Bürgertums in den Städten des Herzogtums Schleswig, 408.
- Homo (L.)*. Rome impériale et l'urbanisme dans l'antiquité, 329.
- Honigsmann (E.)*. Voir Recherches sur les res gestae divi Saporis.
- Hopkins (Clark)*. Oriental Evidence for Early Etruscan Chronology, 99.
- Hours (H.)*. Procès d'hérésie contre Aimé Maigret (Lyon et Grenoble, 1524), 189.
- Ingholt (Harald)*. Parthian Sculptures from Hatra. Orient and Hellas in Art and Religion, 362.
- Jallut (Maurice)*. Histoire constitutionnelle de la France, 193.
- Janneray (Jean)*. Ensérune, contribution à l'étude des civilisations préromaines de la Gaule méridionale, 336.
- Joffroy (J.)*. La tombe de Vix, les fouilles et les découvertes, 335.
- Jones (A. H. M.)*. The Date and Value of the Verona List, 135.
- Julien (Ch.-André)*. Histoire de l'Afrique du Nord, des origines à la conquête arabe (647 ap. J.-C.), 2^e éd. revue par C. Courtois, 348.
- Kahrstedt (U.)*. Das wirtschaftliche Gesicht Griechenlands in der Kaiserzeit, 358.
- Karayannopoulos (J.)*. Die Kollektive Steuerverantwortung in der frühbyzantinischen Zeit, 38.
- Kienast (Dietmar)*. Cato der Zensor, seine Persönlichkeit und seine Zeit, 106.
- Kirsten (Ernst)*. Die griechische Polis als historisch-geographisches Problem des Mittelmeerraumes, 404.
- Kogler (Gottfriede)*. Voir Seuffert (B.).
- Köves (F.)*. Les vates des Celtes, 342.
- Kraft (K.)*. Zur Rekrutierung der Alen und Kohorten am Rhein und Donau, 127.
- Krüger (Paul)*. Voir Brandes (Georg).
- Lacombrade (Christian)*. Synésios de Cyrène hellène et chrétien, 133.
- Lactance*. De mortibus persecutorum; ed. par J. Moreau, 130.
- Lambert (J.-N.)*. Les origines de Rome à la lumière du droit comparé, Romulus, 103.
- Lambrechts (P.)*. La politique apollinienne d'Auguste et le culte impérial, 120.
- Laroche (Jules)*. Au quai d'Orsay avec Briand et Poincaré (1913-1926), 194.
- Le Gall (J.)*. Le Tibre fleuve de Rome dans l'Antiquité. — Recherches sur le culte du Tibre, 328.
- Leibniz (Gottfried Wilhelm)*. Allgemeiner politischer und historischer Briefwechsel. T. V : 1687-1690, 379.
- Lejeune (Michel)*. Celtiberica, 346.
- Lepore (Ettore)*. Il princeps ciceroniano e gli ideali politici della tarda repubblica, 114.
- Le Rumeur (Guy)*. Le grand Méhariste, 407.
- Lhermitte (Jean)*. Voir Delcambre (E.).
- Libanius*. Discours sur les patronages; éd. par L. Harmand, 137.
- Li Chi*. The Beginnings of Chinese Civilization, 365.
- Lieberwirth (Rolf)*. Christian Thomasius. Sein wissenschaftliches Lebenswerk. Eine Bibliographie, 411.
- Liu (F. F.)*. A Military History of Modern China, 1924-1949, 393.
- Liversidge (Joan)*. Furniture in Roman Britain, 345.
- Lot (F.)*. Nouvelles recherches sur l'impôt foncier et la capitation personnelle sous le Bas-Empire, 136.
- Lozinski (Philippe)*. Le lieu d'origine des Huns, 134.
- Lütge (Friedrich)*. Die bayerische Grundherrschaft. Untersuchungen über die

- Agrarverfassung Althayerns im 16-18. Jahrhundert, 374.
- McEwee (William). England's Precedence, 382.
- McMillan (Malcolm Cook). Constitutional Development in Alabama, 1798-1901 : A study in Politics, the Negro, and sectionalism, 170.
- McNail (Neil Adams). An Agricultural History of the Genesee Valley, 1790-1860, 171.
- Madariaga (Salvador de). L'essor de l'empire espagnol d'Amérique, 153.
- Malafosse (J. de). Les lois agraires à l'époque byzantine ; tradition et exégèse, 50.
- Mannheim (Karl). Idéologie de l'utopie, 180.
- Mariq (A.). Voir Recherches sur les restes divi Saporis.
- Marion (Jean). Les agglomérations antiques des environs de Paul-Robert, 353.
- Mark (Bernard). L'insurrection du ghetto de Varsovie, 186.
- Mazard (Jean). Corpus nummorum Numidiae Mauretaniaeque, 351.
- Mazzarino (Santo). Aspetti sociali del quarto secolo, ricerche di storia tardo romana, 138.
- Meates (G. W.). Lullingstone Roman villa, 345.
- Mégret (Maurice). La guerre psychologique, 181.
- Mékhitarian (Arpag). Introduction à l'Égypte, 183.
- Mélanges Louis Massignon, 367.
- Melikoff-Sayar (I.). Le destän d'Umür pacha (Düstürnâme-i Enveri), 369.
- Meloni (Pirro). Perseo e la fine della monarchia macedone, 110.
- Monteil (V.). Les Arabes, 402.
- Montet (Pierre). Isis, ou à la recherche de l'Égypte ensevelie, 184.
- Morales Padrón (Fr.). Fisionomia de la conquista indiana, 153.
- Moreau (J.). Voir Lactance.
- Morghen (Raffaello). Ernesto Buonaiuti, 204.
- Profilo storico della Civiltà europea, 178.
- Müller (Kurt). Gottfried Wilhelm Leibniz und Nicolas Witsen, 379.
- Nada (Narciso). La polemica fra Palmerston e Metternich sulla questione romana nel 1832. — La crisi religiosa di Carlo Ludovico di Borbone e i suoi riflessi politici (1833), 199.
- Metternich e la riforma dello stato pontificio. La missione Sebregondi a Roma, 1832-1836, 198.
- Nash-Williams (V. E.). The Roman Frontier in Wales, 344.
- Newman (Bertram). English Historians, selected passages, 399.
- Nicolson (Harold). Good behaviour being a study of certain types of civility, 180.
- Nuntiatuberichte aus Deutschland nebst ergänzenden Aktenstücken, 1560-1572, II/7, 409.
- Oost (Stewart Irvin). Roman Policy in Epirus and Acarnania in the age of the Roman conquest of Greece, 109.
- O'Reilly (Patrick). Bibliographie de la Nouvelle-Calédonie, 408.
- Ors (Alvaro d'). Epigrafia jurídica de la España romana, 346.
- Oursel (Raymond) et Oursel (A.-M.). Les églises romanes de l'Autunois et du Brionnais (ancien grand-archidiaconé d'Autun). Cluny et sa région, 147.
- Papers of Thomas Jefferson (The). Vol. 4-5-6 : 1 octobre 1780-1 mars 1784 ; éd. par Julian P. Boyd, L. H. Butterfield et M. R. Bryan, 383.
- Pavan (Massimiliano). La provincia romana della Pannonia Superior, 357.
- Perret (J.). Virgile, l'homme et l'œuvre, 120.
- Peit (Paul). Libanien et la vie municipale à Antioche au IV^e siècle après J.-C., 138.
- Picard (Colette). Carthage. — Catalogue du Musée Alaoui, 349, 350.
- (G.-Ch.). Les religions de l'Afrique antique, 354.
- Piraino (T.). Antigono Dosone re di Macedonia, 110.
- Posener. Littérature et politique dans l'Égypte de la XII^e Dynastie, 16.
- Poulat (Émile). Les cahiers manuscrits de Fourier, 193.
- Powers (Richard Howard). Edgar Quinet, a study in French Patriotism, 192.
- Procacci (Giuliano). La elezioni del 1874 e l'opposizione meridionale, 203.
- Quazza (O.). Il contrasto sabaudo-borbonico nella guerra per la successione polacca (1733-1738), 195.
- La riforme in Piemonte nella prima metà del settecento, 197.
- Raeff (Marc). Siberia and the Reforms of 1822, 387.
- Rambaud (Michel). Cicéron et l'histoire romaine, 113.
- L'art de la déformation historique dans les commentaires de César, 116.
- Raubitschek (A. E.). Epigraphical Notes on Julius Caesar, 117.
- Recherches sur les restes divi Saporis ; éd. par E. Honigsmann et A. Mariq, 362.
- Richmond (I. A.). Roman Britain, 343.
- Roblin (M.). Le terroir de Paris aux époques gallo-romaine et franque, peuplement et

- défrichement dans la civitas des Parisii, 339.
- Rolland (J.-F.)*. Les Portugais à la conquête de l'Asie, 151.
- Rouillard (Germaine)*. La vie rurale dans l'empire byzantin, 41.
- Saitta (Armando)*. Voir *Guizot (François)*.
- Salama (Pierre)*. Les voies romaines de l'Afrique du Nord, 353.
- Sanctuaire punique d'El-Hofra à Constantine (Le); éd. par *A. Berthier* et l'abbé *René Charlier*, 351.
- Sartori (F.)*. Problemi di storia costituzionale italiana, 98.
- Saunders (Jason Lewis)*. Justus Lipsius. The Philosophy of Renaissance stoicism, 372.
- Schick (Carla)*. Appunti per una storia della prosa greca; 3 : La lingua di Erodoto, 184.
- Schlumberger (J.)*. La Palmyrène du nord-ouest, villages et lieux de culte de l'époque impériale, 361.
- Schmökel (Hartmut)*. Le monde d'Ur, Assur et Babylone, 402.
- Schneider (Elisabeth)*. Das Bild der Frau im Werk des Erasmus von Rotterdam, 159.
- Schönbauer (E.)*. Das Problem der beiden Inschriften von Bantia, 112.
- Seranton (Robert L.)*. Corinth, Results of Excavations conducted by the American School of Classical Studies at Athens. Vol. XVI : Mediaeval Architecture in the Central Area of Corinth, 366.
- Seullard (H. H.)*. Roman Politics 220-150 B. C., 105.
- Seaman (L. C. B.)*. From Vienne to Versailles, 179.
- Seel (Otto)*. Cicero, Wort, Staat, Welt, 113.
- Seuffert (Burkhard) et Kogler (Gottfriede)*. Die ältesten Steirischen Landtagsakten, 1396-1519. T. I : 1396-1452, 412.
- Sherk (R. K.)*. The Legates of Galatia from Augustus to Diocletian, 359.
- Smith (R. E.)*. The failure of the Roman Republic, 119.
- Soldevila (Ferrán)*. Pere el Gran. Primera part : L'infant. Vol. I, II, III, 370.
- Sourdrel (Dominique)*. Les caltes du Hauran à l'époque romaine, 361.
- Spooner (Frank C.)*. L'économie mondiale et les frappes monétaires en France, 1493-1680, 161.
- Stiel (R.)*. Voir *Altheim (F.)*.
- Sun (E-Tu Zen)*. Chinese railways and British interests 1898-1911, 187.
- Suolahti (Jakko)*. The Junior officers of the Roman Army in the Republican Period, a Study of Social Structure, 118.
- Tablettes Albertini, actes privés de l'époque Vandale; éd. par *C. Courtois*, *L. Leschi*, *Ch. Perrat* et *Ch. Saumagne*, 357.
- Tchalenko (G.)*. Villages antiques de la Syrie du Nord. Le massif du Bélus à l'époque romaine, 42.
- Thévenot (E.)*. Sur les traces des Mars celtiques (entre Loire et mont Blanc), 342.
- Thiele (J. H.)*. A History of Roman Seapower before the second Punic War, 107.
- Thomes (Fr. Carrata)*. Voir *Carrata Thomas (Fr.)*.
- Tibiletti (G.)*. Le leggi de iudiciis repetundis fino alla guerra sociale, 112.
- Principe e magistrati repubblicani, Ricerche di storia Augustea e Tiberiana, 124.
- Titone (Virgilio)*. La Sicilia della dominazione spagnola all'unità d'Italia, 381.
- Toussaint (A.)*. Bibliography of Mauritius (1502-1954), 408.
- Treadgold (D. W.)*. The great siberian Migration, 387.
- Treue (Wilhelm)*. Deutsche Geschichte von 1648 bis 1740. Politischer und geistiger Wiederaufbau, 411.
- Troilo (Erminio)*. Lineamento e interpretazione del Sistema filosofico di Avicenna, 407.
- Vallotton (Henry)*. Elisabeth d'Autriche, l'impératrice assassinée, 413.
- Van Berchem (D.)*. L'armée de Dioclétien et la réforme constantinienne, 136.
- Van der Eech (Patricia)*. La deuxième internationale (1889-1923), 401.
- Van Haegendoren (M.)*. Aperçu des fonds et des inventaires du royaume, 413.
- Van Nuffet (Robert)*. Ed. des Lettres alla marchesa Arconati de *Giovanni Berchet*, 200.
- Van Oosteghem (R. P. J.)*. Pompée le Grand, bâtisseur d'empires, 115.
- Vasconcelos (Frazão de)*. Voir *Boxer (Charles R.)*.
- Ventura (Angelo)*. Lineamenti costituzionali del governo provvisorio di Venezia nel 1848-1849, 201.
- Venturi (Franco)*. Giambattista Vasco in Lombardia, 198.
- Il Piemonte nei primi decenni del settecento nelle relazioni dei diplomatici inglesi, 197.
- Villey (Michel)*. Leçons d'histoire de la philosophie du droit, 398.
- Vittinghoff (K.)*. Römische Kolonisation und Bürgerrechtspolitik unter Caesar und Augustus, 118.
- Volkman (Hans)*. Kleopatra, Politik und Propaganda, 118.
- Wallace (W. P.)*. The euboian league and its coinage, 185.
- Warmingtton (B. H.)*. The North African

Provinces from Diocletian to the Vandal Conquest, 355.
Westheim (Paul). La escultura del México antiguo, 401.
Weygand (Général). Mémoires. T. II : Miroirs et réalité, 175.
Wheeler (Sir Mortimer). Rome beyond the Imperial Frontiers, 364.
Wik (Reynold M.). Steam Power on the American Farm, 171.
Willcox (W. B.). Voir American Rebellion (The).

Williams (Francis). Dangerous estate, 174.
Wilson (Arthur M.). Diderot. The testing Years, 190.
Wirszuleski (Ch.). Libertas as a political Idea at Rome during the late Republic and early Principate, 119.
Wuilleumier (P.) et Audin (A.). Les médaillons d'applique gallo-romains de la vallée du Rhône, 338.
Zaleski (Eugène). Mouvements ouvriers et socialistes (chronologie et bibliographie) de la Russie, t. II, 398.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME CCXIX

ARTICLES DE FOND

ÉGRET (Jean). La dernière Assemblée du Clergé de France (5 mai-5 août 1788)	Page 1
CHASTAGNOL (André). Observations sur le consulat suffect et la préture du Bas-Empire	221

MÉLANGES

VANDIER (Jacques). Réflexions sur l'histoire de la XII ^e Dynastie.	16
LEMERLE (Paul). Esquisse pour une histoire agraire de Byzance : les sources et les problèmes.	33, 254
REYNIERS (Colonel). Les pourparlers franco-marocains à la veille de la bataille de l'Isly. Documents inédits.	75
MOLLAT (Michel). Recherches sur les finances des ducs de Valois de Bourgogne.	301
PORTAL (Roger). A propos du sel.	322

BULLETINS HISTORIQUES

Histoire romaine (1951-1955) (2 ^e et 3 ^e parties), par A. Piganiol.	97, 328
---	---------

COMPTES RENDUS CRITIQUES

American Rebellion (The). Sir Henry Clinton's Narrative of his campaigns, 1775-1782 (Marcel Giraud).	384
AUBIN (Jean). Deux sayyids de Bam au xv ^e siècle. Contribution à l'histoire de l'Iran Timuride (Cl. Cahen)	150
BARON (Hans). Humanistic and political literature in Florence and Venice at the beginning of the Quattrocento (R. Gascon).	158
BÉRARD (Jean). La colonisation grecque de l'Italie méridionale et de la Sicile dans l'Antiquité. L'histoire et la légende (2 ^e éd.) (Paul Cloché)	143
BLOCH (Marc). L'étrange défaite (Jean Vidalenc).	395
BOXER (Charles R.) et VASCONCELOS (Frazão de). André Furtado de Mendonça (1558-1610) (Pierre Chaunu)	168
BRANDES (Georg). Correspondance. II : L'Angleterre et la Russie (F. L'Huilier)	391
BÜRCK (Gerhart). Selbstdarstellung und Personenbildnis bei Silvio Piccolomini (Pius II) (R. Gascon)	160

PAGE		
322	CONTAMINE (Henry). La revanche, 1871-1914 (J. Néré)	390
323	DELCAMBRE (E.) et LHERMITTE (Jean). Un cas énigmatique de possession diabolique en Lorraine au XVII ^e siècle. Elisabeth de Rainfaing fonda- trice de l'ordre du Refuge (Victor-L. Taplé)	378
324	ERNSTBERGER (Anton). Hans de Witte, Finanzmann Wallensteins (Georges Livet)	376
325	Fer à travers les âges (Le). Hommes et techniques (R. Schnerb)	140
326	FOHLEN (Claude). L'industrie textile au temps du Second Empire (Louis Girard)	172
327	GUILLOU (André). Les archives de Saint-Jean-Prodrome sur le mont Ménécée (N.-G. Svoronos)	144
328	HAMBIS (Louis). La Sibérie (Fr.-X. Coquin)	387
329	HINKS (Roger). Michel Angelo Merisi da Caravaggio (J. Delumeau)	165
330	LEIBNIZ (Gottfried Wilhelm). Allgemeiner politischer und historischer Brief- wechsel. T. V : 1687-1690 (Georges Livet)	379
331	LI CHI. The Beginnings of Chinese Civilization (J. Gernet)	365
332	LIU (F. F.). A Military History of Modern China, 1924-1949 (Jean Ches- neaux)	393
333	LÜTGE (Friedrich). Die bayerische Grundherrschaft. Untersuchungen über die Agrarverfassung Altbayerns im 16-18. Jahrhundert (Georges Livet)	374
334	McELWEE (William). England's Precedence († Roger Chauviré)	382
335	McMILLAN (Malcolm Cook). Constitutional Development in Alabama, 1798- 1901 : A study in Politics, the Negro and Sectionalism (Marcel Giraud)	170
336	McNALL (Neil Adams). An Agricultural History of the Genesee Valley, 1790- 1860 (Id.)	171
337	MADARIAGA (Salvador DE). L'essor de l'empire espagnol d'Amérique (Pierre Chaunu)	153
338	Mélanges Louis Massignon (Claude Cahen)	367
339	MÉLIKOFF-SAYAR (I.). Le destân d'Umûr pacha (Düstûrnâme-i Enveri) (André Guillou)	369
340	MORALES PADRÓN (Francisco). Fisionomia de la conquista indiana (Pierre Chaunu)	153
341	MÜLLER (Kurt). Gottfried Wilhelm Leibniz und Nicolas Witsen (Georges Livet)	379
342	OURSSEL (Raymond) et OURSEL (A.-M.). Les églises romanes de l'Autunois et du Brionnais (ancien grand-archidiaconé d'Autun). Cluny et sa région (Georges Gaillard)	147
343	Papers of Thomas Jefferson (The). Vol. 4-5-6 : 1 october 1780-1 march 1784 (Marcel Girard)	383
344	RAEFF (Marc). Sibéria and the Reforms of 1822 (Fr.-X. Coquin)	387
345	ROLLAND (J.-F.). Les Portugais à la conquête de l'Asie (Vitorino Magalhães- Godinho)	151
346	SAUNDERS (Jason Lewis). Justus Lipsius. The philosophy of Renaissance Stoicism (R. Gascon)	372
347	SCHNEIDER (Elizabeth). Das Bild der Frau im Werk des Erasmus von Rot- terdam (Id.)	159
348	SCRANTON (Robert L.). Corinth, Results of Excavations conducted by the American School of Classical Studies at Athens. Vol. XVI : Mediaeval	

Architecture in the Central Area of Corinth (P. Lemerle)	366
SOLDEVILA (Ferrán). Pere el Gran. Primera part : L'infant, vol. I, II, III (Pierre Vilar)	370
SPOONER (Frank C.). L'économie mondiale et les frappes monétaires en France, 1493-1680 (Robert Schnerb)	166
TITONE (Virgilio). La Sicilia della dominazione spagnola all' unità d'Italia (H. Lapeyre)	280
TREADGOLD (Donald W.). The great siberian Migration (Fr.-X. Coquin)	387
WEYGAND (Général). Mémoires. T. II : Mirages et réalité (Jean Vidalenc)	178
WIK (Reynold M.). Steam Power on the American Farm (Marcel Giraud)	179
WILLIAMS (Francis). Dangerous estate (Jacques Kayser)	179

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Histoire générale, 177, 397 ; Antiquité, 183, 402 ; Byzance, 405 ; Orient musulman, 406 ; La seconde guerre mondiale, 185 ; Extrême-Orient, 187 ; Histoire coloniale, 407 ; Allemagne, 408 ; Autriche, 412 ; Belgique, 413 ; France, 188 ; Italie, 195 ; Portugal, 204.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

Généralités et instruments de travail, 206, 416.
Préhistoire, Orient et Antiquité classique, 207, 418.
Le Moyen Age, 208, 418.
Le xvi^e siècle et l'Ancien Régime, 210, 420.
La Révolution française et le xix^e siècle, 212, 423.
Depuis 1914, 216, 425.
Histoire religieuse, 428.

CHRONIQUE

Nécrologie : LEROY (Maxime), par **G. Bourgin**, 219. — BÉRARD (Jean), par **André Aymard**, 429. — France, 219, 430 ; Belgique, 435 ; Italie, 220 ; États-Unis, 435 ; U. R. S. S., 220.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE, 436.

TABLE DES MATIÈRES, 442.

Le gérant : M. CROUZET.

366
370
164
281
387
178
178
178

ulmas,
e colo-
Italia,

André
a-Unio,

ET.

p. n° 187